

Séance du samedi, 21 mai 1881.

PRÉSIDENCE DE L'HONORABLE ARTHUR TURCOTTE.

La séance est ouverte à onze heures.

Le projet de loi d'intérêt local suivant est déposé sur le bureau de l'Assemblée législative et adopté en première lecture. La deuxième délibération est fixée à la séance de vendredi prochain.

Pour autoriser Marie Anne Claire Symes, épouse de Napoléon Hugues Charles Marie Ghislain Maret, marquis de Bassano, héritière, instituée en vertu du testament de son père, feu George Burns Symes, écuyer, assistée de son époux et du curateur à la substitution créée par le dit testament, à changer certains placements actuellement faits.

M. Bontillier.—J'ai l'honneur de déposer sur le bureau de l'Assemblée législative un projet de loi tendant à modifier le chapitre 68 des statuts refondus du Bas-Canada.

Ce projet est adopté en première lecture. La deuxième délibération est fixée à la séance de vendredi prochain.

M. le Président.—Si la Chambre veut bien me le permettre, je lui ferai part de ma décision sur l'objection soulevée, dans le cours de la séance d'hier, par l'honorable député de Kamouraska, M. Gagnon. Le rappel au règlement était formulé en ces termes :

“ La seconde lecture du projet de loi relatif au changement du chef-lieu du district judiciaire de Kamouraska, ne peut être faite parce que le gouvernement introduit dans ce projet de loi des dispositions qui sont d'une nature telle qu'elles appartiennent à la législation particulière, ce qui tombe sous l'empire de l'article 51 du règlement de cette Chambre, et qu'un avis public aurait dû être donné dans les journaux, et les autres formalités prescrites pour les projets de loi d'intérêt local observées. ”

A l'appui de ce rappel au règlement ainsi formulé, l'on prétend que le projet est un projet mixte, *hybrid*, [comme il est appelé en Angleterre,] parce que non seulement il est d'ordre public, mais parce qu'il doit en même temps affecter les intérêts particuliers de la municipalité de Fraserville et l'on cite, à l'appui de cette prétention, l'article 51 du règlement de la Chambre qui dit, entre autres choses : “ que tout projet qui aura pour objet le *prélèvement d'aucune cotisation locale*, devra être précédé d'un avis public dans la “ Gazette officielle ” et dans un journal de la localité, spécifiant clairement la nature et l'objet de la demande.”

Si le projet qui est maintenant devant la Chambre autorisait la corporation de Fraserville à *taxer* les contribuables de la municipalité pour payer les frais de construction du palais de justice, la question d'ordre serait assurément bien fondée ; le projet serait un projet mixte ou *hybrid*, qui exige la publication des avis que je viens de mentionner, et je lui opposerais la règle 51.

Mais après avoir examiné attentivement le projet tel qu'il est soumis à la Chambre, je n'y vois aucune disposition qui confère à la corporation de Fraserville le *pouvoir de taxer* les contribuables pour payer la construction du palais de justice.

Pour que la corporation eût ce droit, il faudrait qu'il lui fût conféré d'une manière toute spéciale et formelle. Je dois dire que je n'ai pas, dans le moment, à m'occuper des pouvoirs que peut lui donner sa charte. Je n'ai devant moi que le projet soumis à la Chambre.

Or, je ne vois dans ce projet aucune disposition qui donne, à la corporation de Fraserville, ce pouvoir.

Au contraire, je vois que tout y est facultatif et conditionnel.

Le préambule du projet dit : que la corporation offre de construire à ses propres frais ; l'article premier dit " qu'aussitôt que Fraserville aura " construit le palais de justice, le lieutenant gouverneur en conseil " pourra par proclamation, abolir le chef-lieu du district judiciaire de " Kamouraska et le transférer à Fraserville ; l'article 2 dit : que " la " construction du palais de justice et prison devra être faite aux frais " de la corporation de Fraserville et terminée dans les deux ans à " compter de l'adoption de la présente loi."

Voilà en quelques mots le résumé du projet.

Trouve-t-on dans le préambule et dans les articles 1 et 2, dont je viens de parler, qu'il soit conféré à la corporation le *pouvoir* spécial, exprès et formel de *taxer* les contribuables ?

Assurément non.

Le tout se réduit à ceci : qu'aussitôt que Fraserville, qui offre de construire le palais de justice à ses frais, l'aura parachevé, et cela à ses frais, dans les deux ans, à compter de l'adoption de la présente loi, le gouvernement changera *alors* le chef-lieu du district judiciaire.

Evidemment tout cela n'est que facultatif et conditionnel ; et l'article 2 n'est que la répétition de la proposition et de la condition mentionnées dans le préambule et l'article premier.

C'est tellement le cas, que si la corporation passait un règlement pour prélever une taxe, en vertu du présent projet, ce règlement serait complètement nul et de nul effet. C'est mon opinion.

Pour ces raisons, il m'est impossible de voir que le projet ait pour

objet d'autoriser le *prélèvement d'une cotisation locale*, qui exigerait que ce projet fût précédé des avis exigés par l'article 51 que l'on invoque. Je ne puis y opposer cet article ; et je déclare le rappel au règlement mal fondé.

L'ordre du jour appelle la discussion de la proposition de l'honorable M. Joly, concluant à la nomination d'un comité spécial, composé des honorables messieurs Irvine, Beaubien et Mercier et de MM. Mathieu et Beaudet, avec instruction de s'enquérir généralement de tout ce qui concerne le chemin de fer de Québec, Montréal, Ottawa et Occidental, depuis le 1^{er} novembre 1879 et de faire rapport ; avec pouvoir d'envoyer chercher personnes et papiers.

L'honorable M. **Joly**.—Je propose que la suite de la discussion soit renvoyée à la prochaine séance.

Cette proposition est adoptée.

Les projets de lois d'intérêt local suivants sont définitivement adoptés :

1. Pour autoriser la fabrique de la paroisse de Notre-Dame de Montréal à émettre des débetures pour un montant déterminé.
2. Pour constituer la compagnie du chemin de fer de Waterloo et Magog.
3. Pour constituer la compagnie du chemin de fer de Québec, Montmorency et Charlevoix.

Les projets de lois qui suivent sont adoptés en deuxième lecture et renvoyés au comité des projets d'intérêt local.

Pour constituer le " club de réforme."

Pour ratifier les lettres-patentes accordées à la compagnie des abattoirs de Montréal et pour autres fins.

Pour annexer à la municipalité des cantons unis de Stoneham et Tewkesbury certaine partie de la paroisse de St-Edmond de Stoneham.

M. **Lavallee**.—M. le président, je demande permission à la Chambre de lui lire la déclaration suivante . . .

Je suis informé d'une manière digne de foi, et je crois pouvoir établir par des preuves satisfaisantes, que l'un des membres de cette Chambre, l'honorable George Irvine, député de Mégantic et conseil de la Reine, s'est rendu responsable des faits suivants :

Je déclare que le vingt-deux mars mil huit cent quatre-vingt-un (22 mars 1881), l'honorable George Irvine, dans une vente forcée à l'enchère, savoir : la vente par le shérif du chemin de fer Lévis et Kennébec, est entré en conspiration, pour frauder les créanciers de cette compagnie et le gouvernement, en promettant, pendant les enchè-

res mêmes, à un nommé Robert Cowan, manufacturier, de la cité de Montréal, et alors enchérisseur, par l'entremise de son avocat, M. L. N. Benjamin, de lui payer la somme de mille dollars (\$1000 ⁰⁰/₁₀₀), dans le but d'empêcher la vente du dit chemin d'atteindre un prix plus élevé :

Qu'en conséquence, le dit Robert Cowan, alors présent, a fait cesser d'enchérir après son offre de cent quatre vingt onze mille dollars [\$191,000.00];

Que le chemin de fer Lévis et Kennébec valait beaucoup plus que ce montant et que de fait, la somme de cent quatre vingt onze mille dollars ne représente pas même le subsidé que le gouvernement a payé à cette compagnie ;

Que l'honorable George Irvine a, lui-même, déclaré, lors de l'enchère, que ses clients ou les personnes dont il soignait les intérêts, seraient monter l'enchère jusqu'à au moins la somme de cinq cent mille piastres et que le seul résultat des surenchères de M. Cowan serait de faire payer un montant considérable comme commission à la couronne ; qu'il, le dit George Irvine, ci-devant procureur général et actuellement conseiller de la Reine, savait que cette commission sur les enchères aux ventes judiciaires, contribue au revenu de la province, que son action reprehensible a ainsi privée d'une somme considérable ;

Que, de fait, la compétition a cessé immédiatement, après cette offre de mille piastres et que le chemin de fer de Lévis et Kennébec a été adjugé à l'enchérisseur suivant, pour la somme de cent quatre-vingt-douze mille piastres ;

Que dans l'après-midi du même jour, l'honorable George Irvine a payé lui-même et de sa main, la somme de mille piastres à M. Cowan ou à son représentant ;

Que cette transaction est contraire à la loi et entachée de fraude ; qu'elle fait perdre des revenus au gouvernement et aux créanciers de la dite compagnie ; et attendu qu'elle a été faite par un membre de cette Chambre, elle est de nature à jeter du discrédit sur la Législature de la province de Québec ;

Qu'au moment où le dit George Irvine empêchait ainsi l'enchère, pour la vente du dit chemin de fer de Lévis et Kennébec, il travaillait activement à un projet d'amalgamation du dit chemin avec un autre chemin de fer, ce projet devant requérir l'action de la Législature dont le dit George Irvine est un des membres ;

Que de fait, le dit George Irvine a déjà pris une part active, dans le comité des projets de lois d'intérêt local, dont il fait partie, à un projet de loi comportant la dite *amalgamation* et ne laissant aux créanciers de

la dite compagnie de Lévis et Kennébec pour payer leurs réclamations, que le montant de l'enchère réduite comme susdit par l'action du dit George Irvine."

V. P. LAVALLÉE.

Québec, 21 mai 1881.

M. Lavallee.—J'ai l'honneur de proposer, secondé par M. Fortin, que V. P. Lavallée, député de cette Chambre pour le comté de Joliette ayant déclaré, de son siège qu'il est informé, d'une manière digne de foi et qu'il croit pouvoir établir par des preuves satisfaisantes, que l'un des membres de cette Chambre, l'honorable George Irvine, député de Mégantic s'est rendu responsable des faits suivants :

Que le vingt-deux mars mil huit cent quatre-vingt un (21 mars 1881) l'honorable George Irvine, dans une vente forcée à l'enchère, savoir : la vente par le shérif du chemin de fer de Lévis et Kennébec, est entré en conspiration pour frauder les créanciers de cette compagnie et le gouvernement, en promettant, pendant les enchères mêmes, à un nommé Robert Cowan, manufacturier de la cité de Montréal et alors enchérisseur, par l'entremise de son avocat, M. L. N. Benjamin, de lui payer la somme de (\$1000) mille dollars dans le but d'empêcher la vente du dit chemin d'atteindre un prix plus élevé ;

Qu'en conséquence le dit Robert Cowan alors présent a fait cesser d'enchérir après son offre de cent quatre-vingt onze mille dollars (\$191,000).

Que le chemin de fer de Lévis et Kennébec valait plus que ce montant et que de fait, la somme de cent quatre-vingt onze mille dollars ne représente pas même le subsidé que le gouvernement a payé à cette compagnie.

Que l'honorable George Irvine a, lui-même déclaré, lors de l'enchère, que ses clients ou les personnes dont il soignait les intérêts, seraient monter l'enchère jusqu'à, au moins, la somme de cinq cent mille piastres et que le seul résultat des surenchères de M. Cowan serait de faire payer un montant considérable comme commission à la couronne, que de fait, le dit George Irvine, ci-devant procureur général et actuellement conseiller de la Reine, savait que cette commission sur les enchères aux ventes judiciaires contribuait au revenu de la province, que l'action reprehensible du dit George Irvine a ainsi privée d'une somme considérable.

Que de fait, la compétition a cessé immédiatement après cette offre de mille piastres et que le chemin de Lévis et Kennébec a été adjugé à l'enchérisseur suivant, pour la somme de cent quatre-vingt-douze mille piastres.

Que dans l'après-midi du même jour, l'honorable George Irvine a payé lui-même de sa main la somme de mille piastres à M. Cowan ou son représentant ;

Que cette transaction est contraire à la loi et entachée de fraude ; qu'elle fait perdre des revenus au gouvernement et aux créanciers de la dite compagnie et attendu qu'elle a été faite par un membre de cette Chambre, elle est de nature à jeter du discrédit sur la Législature de la province de Québec ;

Qu'au moment où le dit George Irvine empêchait ainsi l'enchère pour la vente du dit chemin de fer de Lévis et Kennébec, il travaillait activement à un projet d'amalgamation du dit chemin de fer, ce projet devant requérir l'action de la Législature dont le dit George Irvine est un des membres ;

Que de fait, le dit George Irvine a déjà pris une part active, dans le comité des projets de lois d'intérêt local, dont il fait partie, à un projet de loi comportant la dite amalgamation et ne laissant aux créanciers de la dite compagnie de Lévis et Kennébec, pour payer leurs réclamations, que le montant de l'enchère réduite comme susdit par l'action du dit George Irvine ;

Qu'en conséquence, un comité composé de l'honorable M. Ross, et de Messieurs Würtele, Champagne, Marion, Fortin, Préfontaine et Chs. Langelier soit nommé, avec instruction de s'enquérir de tous les faits relatifs à la déclaration du dit M. Lavallée.

L'honorable M. **Joly**.—L'honorable député voudrait-il bien retirer sa déclaration et sa proposition jusqu'au retour de l'honorable député de Mégantic, forcément absent de la capitale. C'est un simple acte de justice que je demande.

L'honorable M. **Chapleau**.—*premier ministre, commissaire de l'agriculture et des travaux publics, commissaire des chemins de fer*. — La déclaration ne peut être retirée, et elle devra être inscrite au procès-verbal. Mais je partage l'avis de mon honorable ami lorsqu'il a demandé d'attendre le retour de l'honorable député de Mégantic avant d'ouvrir la discussion sur la proposition de l'honorable député de Joliette.

L'honorable M. **Paquet** — *secrétaire de la province*. — Je partage l'opinion de l'honorable premier ministre. Mais je ne puis m'empêcher de faire remarquer à la Chambre un contraste frappant. Les honorables députés de l'opposition paraissent tout scandalisés de voir que mon honorable ami le député de Joliette a fait cette déclaration en l'absence de celui qui est accusé, le député de Mégantic. Et cependant, ils trou-

vaient toute naturelle la démarche de l'honorable député de Québec, profitant de mon absence pour m'accuser devant cette Chambre. Autre temps, autres mœurs.

M. Lavallee. — Je désire que ma déclaration soit inscrite au procès-verbal. Quant à ma proposition concluant à la nomination d'un comité, je n'ai aucune objection à attendre jusqu'à ce que la Chambre se réunisse de nouveau, afin de donner au député de Mégantic l'occasion de faire une déclaration, s'il le désire.

L'honorable **M. Joly.** — M. le président, ce qui vient d'être dit me suffit pour me convaincre qu'il n'y a rien à attendre de la part des honorables députés de la droite, autre chose pour le moment que l'acte déloyal, car c'en est un, je n'hésite pas à le dire, qui vient d'être accompli.

Au nom de l'honorable député de Mégantic, je nie formellement les allégations contenues dans cette déclaration. L'honorable secrétaire provincial a eu l'impudence de comparer son cas à celui de l'honorable député de Mégantic. La Chambre et le public ne voudraient pas faire au député de Mégantic l'injure de le comparer à l'honorable secrétaire de la province. On profite de l'absence de l'honorable député de Mégantic pour porter contre lui une accusation des plus graves. Ce précédent est indigne d'un homme de cœur. Il existe malheureusement des hommes qui n'ont pas le courage de combattre loyalement leurs adversaires, et je regrette de dire que l'honorable député de Joliette a agi de manière à faire croire qu'il est du nombre. C'était très indélicat de sa part de choisir le moment où le député de Mégantic est absent et où la Chambre est sur le point de s'ajourner pour porter une accusation à laquelle l'accusé ne pourra pas répondre avant huit jours. L'accusation a été formulée, elle va devenir publique. Il est juste que la protestation soit publique et que le peuple en prenne connaissance en même temps qu'il prendra connaissance de l'accusation.

M. le Premier ministre. — L'honorable député de Lotbinière a l'habitude de réclamer les sympathies du peuple, de se poser en victime, — et ses amis en font autant — chaque fois que ses amis se trouvent par leur propre faute placés dans la position où ils auraient voulu placer leurs adversaires. Qu'il me soit permis de lui dire que le député de Mégantic, qu'il prétend être au-dessus de tout soupçon et qu'il défend en disant que ceux qui le soupçonnent commettent un grand crime, qu'il me soit permis de lui rappeler que ce député occupe devant la Chambre la même position que ses collègues. Il est responsable devant la Chambre de ses actes, et prétendre que personne ne doit

l'accuser, ce serait prétendre que personne n'a le droit d'accuser un député. J'admets avec l'honorable député que les accusations formulées contre lui ne peuvent être comparées à celles qui ont été formulées contre l'honorable secrétaire de la province, mais je prétends que cette différence réside dans le fait qu'il n'y a pas d'accusation sérieuse contre ce dernier, tandis que les allégations contenues dans la déclaration de l'honorable député de Joliette, affirment qu'à une certaine date, certains actes reprehensibles ont été commis par le député de Mégantic.

La différence est fort notable, comme on le voit.

M. **McShane**.—Le comité devrait être nommé immédiatement, l'affaire est rendue publique, les journaux vont la publier. Je crois que c'était un procédé indélicat de la part du député de Joliette de formuler cette grave accusation en l'absence de mon honorable ami, mais puisqu'elle a été formulée, l'on devrait permettre immédiatement à l'honorable député de Mégantic de se défendre.

L'honorable M. **Mercier**.—L'accusation formulée contre l'honorable député de Mégantic est tout à fait futile. Il n'y a rien dans cette accusation. On accuse tout simplement l'honorable député de Mégantic d'avoir empêché un enchérisseur de mettre sur une propriété à l'enchère. Cet acte tombe tout simplement sous l'empire du code de procédure civile et ne peut avoir pour effet que de faire annuler la vente. Je ne vois pas ce que la Chambre peut avoir à voir là-dedans. Mais je dois protester et je proteste contre la manière déloyale avec laquelle on a attaqué l'honorable député de Mégantic. On profite de l'absence de cet honorable député pour formuler cette accusation contre lui parce que l'on sait bien que s'il était ici il terrasserait ses adversaires.

M. le **Premier ministre**.—Je constate que les diverses notes chantées par les honorables députés de la gauche sont loins d'être à l'unisson. L'honorable député de Lotbinière et l'honorable député de Montréal-ouest prétendent que les accusations formulées contre l'honorable député de Mégantic sont très graves. Ce dernier surtout croit qu'elles sont tellement graves qu'un comité devrait être nommé immédiatement. Par contre, l'honorable député de St-Hyacinthe vient nous dire d'un ton enjoué que l'accusation est tout à fait futile. Il prétend que l'acte incriminé est du ressort du code civil. Mais il y a certains articles du code civil qui peuvent conduire très loin leurs transgresseurs. Il prétend que la Chambre ne doit pas s'occuper de cette accusation, mais il ne parle que d'une seule allégation, tandis qu'il y en a d'autres bien plus graves contenues dans la déclaration de l'honorable député de Joliette.

Le comité des projets d'intérêt local s'occupe actuellement d'un projet de loi pour amalgamer le chemin de fer Lévis et Kennébec avec une autre compagnie, et l'honorable député de Mégantic s'occupe activement à faire sanctionner cette fusion des deux compagnies, ce qui ne laisserait aux créanciers anglais que le montant de l'enchère. L'honorable député de Lotbinière s'est apitoyé dans une autre occasion sur le sort de ces créanciers anglais. Il aurait dû réserver sa pitié pour cette occasion. La conduite de l'honorable député de Mégantic, lorsqu'il a payé \$1,000 pour faire cesser l'enchère est très reprehensible, lorsque l'on considère que d'après son propre aveu la propriété mise en vente aurait pu atteindre le prix de \$500,000. Elle ne s'est vendue que \$192,000, et le gouvernement a perdu les deux et demi pour cent sur la balance des \$500,000 par le fait que l'honorable député de Mégantic a commis cet acte reprehensible. Il est facile d'établir la relation qu'il y a entre cette vente et le projet de loi qui est maintenant à l'étude devant le comité des projets d'intérêt local. Je regrette, dans l'intérêt de l'honorable député de Mégantic, qu'on ait soulevé cette discussion sur le mérite de la question.

On aurait dû suivre ma suggestion et attendre à la prochaine séance pour ouvrir la discussion.

L'honorable M. **Langellier**.—L'honorable premier ministre dit que l'accusation formulée contre l'honorable député de Mégantic est très grave. Je viens de lire la déclaration et s'il en est ainsi, l'un des collègues de l'honorable premier ministre est très coupable. Qui a profité de la transaction ? N'est-ce pas l'honorable trésorier provincial ? L'honorable trésorier est le président, le *factotum* de la compagnie du chemin de fer Québec central. Cette compagnie, c'est lui-même, ce sont ses amis, c'est sa famille.

L'honorable M. **Paquet**.—*secrétaire de la province*.—Quelle relation y a-t-il entre l'honorable député de Mégantic et l'honorable trésorier ? .

L'honorable M. **Langellier**.—Je dédaigne de répondre à celui qui m'interrompt et je continue. L'honorable premier ministre connaît l'axiome du droit : " C'est celui à qui profite le crime qui est le coupable. " Or, c'est l'honorable trésorier qui, comme président de la compagnie, a signé la vente ou s'est porté acquéreur du stock du chemin de fer Lévis et Kennébec pour la somme de 192,000. Si le gouvernement a perdu quelque chose par le fait que la vente n'a pas rapporté plus, c'est l'honorable trésorier qui a profité de cette perte.

On a voulu accuser un adversaire, et l'on écrase un ami. Le spectacle est amusant.

M. le **Premier ministre**.—D'après le principe posé par l'honorable député de Portneuf, si un homme meurt empoisonné, ce n'est pas l'empoisonneur qui doit être puni, mais un parent, son héritier, ou un créancier du défunt qui se trouve à tirer profit de la mort de ce dernier. A moins que les lois ne soient changées, ce qui n'est guère probable, c'est pourtant toujours le coupable qui doit être puni. Si l'honorable trésorier a commis un acte reprehensible, il doit être puni tout comme un autre. Mais je dis que l'assertion de l'honorable député de Portneuf est complètement fausse. Et serait-elle fondée, qu'elle ne pourrait être invoquée pour disculper l'honorable député de Mégantic.

L'honorable M. **Ross**.—L'honorable secrétaire de la province a parlé de moi il y a un instant, et je désire lui répondre. L'accusation formulée par moi contre l'honorable secrétaire de la province n'a pas été faite en son absence. On semble vouloir donner à entendre que j'ai eu peur de l'accuser en sa présence. Je ne crains personne au monde, et je crois que la conduite de l'honorable député de Joliette, qui profite de l'absence de l'honorable député de Mégantic pour formuler contre lui une accusation aussi grave est indigne d'un homme de cœur. Cette accusation retombe sur l'honorable trésorier. C'est lui qui a signé l'acte de vente et je puis vous indiquer le rayon où se trouve l'acte de vente.

M. **Boutillier**.—L'acte que l'on reproche à l'honorable député de Mégantic est le fait d'un simple individu. C'est une chose qui se fait par tout le monde, qui n'a aucun rapport avec le mandat de l'honorable député de Mégantic, et la Chambre n'a rien à y voir.

L'honorable M. **Flynn**.—*commissaire des terres de la couronne*.—Les honorables messieurs de la gauche ont fait beaucoup de bruit parce que l'honorable député de Mégantic a été accusé pendant son absence. Cependant, en accusant l'honorable trésorier, qui est lui-même absent, ils tombent absolument dans la même faute qu'ils reprochent à l'honorable député de Joliette.

L'honorable M. **Langelier**.—Qui l'accuse? Ce n'est pas nous.

L'honorable M. **Flynn**.—*commissaire des terres de la couronne*.—Je proteste contre cette accusation formulée contre l'honorable trésorier. Je dis qu'elle est fausse en tous points. J'espère que l'honorable député de Portneuf aura le courage de faire ce qu'a fait l'honorable député de Joliette. J'espère qu'il se lèvera de son siège et fera une déclaration pour spécifier ses accusations. Les honorables députés de la gauche portent contre l'honorable trésorier, et cela, en son absence, une accusation qu'ils croient être plus grave que celle qui a été formulée contre

l'honorable député de Mégantic, mais il y a cette différence qu'ils n'ont pas le courage de demander une enquête. Ils veulent donner à entendre que l'honorable trésorier a souillé son mandat, mais ils n'osent pas dire qu'il a été complice de la faute reprochée à l'honorable député de Mégantic. Je n'exprime pas ici d'opinion sur la culpabilité de ce dernier. Je me suis levé tout simplement pour défendre un collègue absent et pour nier l'accusation lancée contre lui.

M. McShane.—Je dois protester contre cette tendance d'accuser à tous propos les honorables membres de cette Chambre. Cela a pour effet de donner au public une bien pauvre idée de l'honnêteté des représentants du peuple. Ces tracasseries sont tout à fait déplacées. J'ai assisté aux séances de la Législature locale du Massachusetts pendant la majeure partie de la durée de la dernière session, et jamais je n'ai entendu un membre de cette Législature formuler une accusation contre l'un de ses collègues. J'apprends que l'honorable député de Montréal-est est maintenant poursuivi pour \$10,000 parce qu'il continue à siéger en cette Chambre. Le député de Montréal-est est un homme que je respecte. Il a toutes mes sympathies en cette circonstance et je désapprouve complètement l'action qui a été intentée contre lui.

M. Taillon.—Je remercie l'honorable député de Montréal-ouest de ses paroles sympathiques à mon adresse. Il est bien vrai que l'on m'a poursuivi en justice pour la somme de \$15,000. Il y a apparence qu'on me croit riche. Cependant on a omis de dire dans la déclaration que "j'ai souvent reconnu devoir et promis de payer la dite somme." Le demandeur est un nommé Laliberté, huissier de la ville de Lévis, qui se permet de prendre avec moi des *libertés* que je trouve un peu extraordinaires. Je ne sais pas si c'est lui qui a signifié l'action, mais je ne crois pas que ce soit lui, car il me fait l'effet d'être passablement *insignifiant*, bien que je n'ai pas l'honneur de le connaître. Les avocats dans la cause sont MM. Larue et Pacaud. Leur action paraît avoir été prise *in forma pauperis*. Ce qui la fait ressembler encore plus à ce genre d'action c'est le fort montant qu'ils réclament. Avec ces quelques remarques, M. le président, je demande *la liberté* de reprendre mon siège et j'espère que Laliberté, de Lévis, n'en sera pas jaloux.

M. le Président.—Je dois faire remarquer à la Chambre que cette discussion incidente est irrégulière.

La discussion de la proposition de M. Lavallée est fixée à la prochaine séance.

La séance est levée.

Séance du vendredi, 27 mai 1881.

PRÉSIDENCE DE L'HONORABLE ARTHUR TURCOTTE.

La séance est ouverte à trois heures.

M. le **President**.—J'ai l'honneur de déposer sur le bureau de l'Assemblée législative le rapport annuel de 1880 de l'asile Finlay de Québec.

L'honorable M. **Flynn**—*commissaire des terres de la couronne*.—J'ai l'honneur de déposer sur le bureau de l'Assemblée législative un projet de loi tendant à constituer le corps des arpenteurs de la province de Québec.

Ce projet est adopté en 1^{re} lecture. La 2^e délibération est fixée à la séance de lundi.

M. **Marion**.—J'ai l'honneur de déposer sur le bureau de l'Assemblée législative :

1. Un projet de loi pour rendre valides certains actes notariés.
2. Un projet de loi pour modifier le code municipal de la province de Québec.

Ce dernier projet est adopté en 1^{re} et 2^e lectures et renvoyé au comité spécial nommé pour étudier les diverses propositions tendant à modifier le code municipal.

Le premier est adopté en 1^{re} lecture. La 2^e délibération est fixée à la séance de lundi.

Un projet de loi d'intérêt local tendant à constituer la compagnie de lumière électrique de Québec et Lévis, est déposé sur le bureau de l'Assemblée et adopté en première lecture. La deuxième délibération est fixée à la séance de lundi.

M. Charles **Langelier**.—J'ai l'honneur de déposer sur le bureau de l'Assemblée législative une proposition de loi ayant pour objet la colonisation des terres de la couronne.

Ce projet est adopté en première lecture. La deuxième délibération est fixée à la séance de lundi.

L'honorable M. **Irvine**.—A la dernière séance avant l'ajournement, l'honorable député de Joliette a fait à la Chambre une déclaration à mon sujet. Je désire répondre à cette déclaration.... Voici ma réponse :

Le député de Joliette, à la dernière séance de la Chambre, a lancé contre moi une accusation qu'il a formulée sous forme d'une déclaration

de son siège en Chambre. Les griefs contenus dans cette "déclaration" sont si évidemment frivoles, que je n'aurais pas considéré qu'il valût la peine de s'en occuper, si la Chambre ne m'avait pas imposé le devoir de les réfuter en permettant l'inscription au procès-verbal de la séance.

Je réfutai ces accusations en faisant en aussi peu de mots que possible l'exposé des faits se rattachant à la vente du chemin de fer de Lévis et Kennébec qui a eu lieu récemment.

J'étais depuis plus de quatre ans, lors de cette vente, l'aviseur légal de certains capitalistes anglais porteurs de bons de cette compagnie. Je recevais mes instructions de leurs avocats de Londres ainsi que de leur représentant à Québec, W. W. G. Wyatt, qui est lui-même porteur de bons pour un gros montant. Après de longues contestations légales d'une nature excessivement ennuyeuse et irritante et sur lesquelles il n'est pas nécessaire d'appuyer davantage pour le moment, mes clients prirent possession du chemin il y a environ un an par l'entremise d'un bureau de directeurs élu dans leur intérêt.

Cependant la compagnie avait contracté des dettes et l'on avait laissé le chemin tomber dans un état qui nécessitait de fortes dépenses de réparations. Un jugement pour environ \$5,000 avait été obtenu par la *Wasen manufacturing company*, qui transporta sa réclamation à M. Louis Adélaré Sénécal, lequel en pressait le paiement et avait fait annoncer la vente du chemin par le shérif.

Dans ces circonstances, mes clients décidèrent qu'il était dans leur intérêt de laisser vendre le chemin, et en vue de cette vente et de l'intention qu'avait la compagnie du chemin de fer Québec central d'acheter ce chemin, ils firent avec cette compagnie un arrangement en vertu duquel il fut convenu que les bons dont mes clients étaient porteurs seraient échangés pour des actions libérées de la compagnie du Québec central, laquelle, en devenant ainsi porteur de bons portant première hypothèque sur le chemin, se trouverait dans une position plus favorable pour se porter acquéreur à la vente par le shérif. Cet arrangement conclu, mes clients cessèrent d'avoir le moindre intérêt dans le montant pour lequel le chemin se vendrait.

À leur demande, je me rendis à l'église paroissiale de Notre-Dame de Lévis, où la vente devait se faire, en compagnie de M. Wyatt et de M. James R. Woodward, représentant la compagnie du chemin de fer Québec central. J'avais alors raison de croire, d'après certains renseignements qui m'étaient parvenus, que le chemin serait vendu pour une somme nominale, et mon but en assistant à la vente était de voir à ce qu'il fût donné suite aux arrangements faits avec mes clients et d'aider

M. Wyatt et M. Woodward de mes conseils et de mon assistance, au cas où ils en eussent besoin.

Il y avait un grand nombre de personnes à la vente, et avant que celle-ci commençât, je vis M. Benjamin, avocat, de Montréal, et un monsieur qui était avec lui et que je ne connaissais pas, mais qui, ainsi que j'en fus informé dans la suite, était M. Cowan, de la maison Mac-Dougall et Cie., de Montréal, qui était créancière des anciens entrepreneurs du chemin pour à peu près \$5,000 dues pour matériel de chemin de fer alors réellement en usage sur le chemin. J'ai eu une conversation avec M. Benjamin, avant le commencement de la vente, dont je ne me souviens pas d'une manière particulière, que je ne crois pas être d'aucune importance, mais au cours de laquelle je crois lui avoir dit que mes clients, étant porteurs de bons portant première hypothèque, se trouvaient dans une meilleure position que n'importe qui pour acheter le chemin.

Quelque temps après que la vente fût commencée, M. Woodward et M. Cowan furent les seuls enchérisseurs et lorsque l'enchère s'éleva à \$191,000, je demandai à M. Benjamin, à la suggestion de M. Woodward, quel était le but qu'il se proposait, et s'il désirait sérieusement acheter le chemin.

Il répondit :

Nous voulons être payés de la dette qui nous est due, soit en achetant le chemin, soit d'une autre manière.

Je lui dis :—Combien demandez-vous pour votre réclamation ? Il répondit : "2,000." Je me tournai alors vers M. Woodward et lui répétai cette conversation.

Il dit : "Je lui donnerai \$1,000 pour un transport de sa réclamation." Lorsque je communiquai ceci à M. Benjamin, il consulta son client et ils convinrent tous deux d'accepter ce montant.

Il cessa alors d'enchérir et le chemin fut adjugé pour \$192,000 à M. Woodward qui, dans le temps requis par la loi, déclara qu'il l'avait acheté pour la compagnie du chemin de fer Québec central et l'acte d'adjudication fut ensuite signé par l'honorable J. G. Robertson [qui n'avait pas été présent à la vente] comme président de la compagnie.

Dans la journée, ils rencontrèrent M. Woodward dans mon bureau. Je rédigeai un acte de transport de leur réclamation en sa faveur, qui fut signé par M. Cowan, et M. Woodward lui remit les \$1000 en ma présence.

Ceci résume toute la transaction au meilleur de ma connaissance.

Je n'avais en aucune manière aucun intérêt personnel dans tout ce qui s'est passé. Je n'ai agi que pour protéger les intérêts de mes clients

et de manière à rencontrer leurs désirs le plus possible. D'autres créanciers, sans doute, se sont aussi occupés de leurs intérêts, et s'ils ne l'ont pas fait, ils ont eu toutes les facilités de le faire.

S'ils me les avaient confiés, je m'en serais occupé; mais comme ils ne l'ont pas fait, ces intérêts ne me regardaient pas.

Je ne sache pas qu'il fût de mon devoir d'augmenter le pourcentage du gouvernement aux dépens de mes clients. Je répudie une obligation de cette sorte à ce sujet; je peux ajouter que si l'arrangement passé entre mes clients et la compagnie du Québec central n'avait pas été fait, cette compagnie n'aurait pas pu enchérir sur le chemin, et le résultat indique qu'en ce cas il aurait été vendu à très bon marché.

Je suis en position d'affirmer, soit devant cette Chambre, soit devant les cours de justice, que les transactions qui ont accompagné cette vente ont été parfaitement légales, honnêtes et franches.

Je ne comprends pas très-bien ce que l'on veut dire en faisant allusion à ma conduite comme membre du comité sur le projet de loi de la compagnie du Québec central.

Je n'ai aucun intérêt ni direct ni indirect dans l'adoption de ce projet et j'ai l'intention de faire mon devoir comme député de cette Chambre au sujet de ce projet de loi.

En terminant cette déclaration, avec tout le respect que je dois à la Chambre, je désire protester le plus énergiquement contre la manière dont il a été permis de porter cette accusation et de l'inscrire au procès-verbal. Le député de Joliette a choisi le temps où il savait que j'étais occupé à Montréal à remplir mes devoirs professionnels en faveur d'un membre bien connu et respecté de cette Chambre, et au moment même où la Chambre allait s'ajourner à huit jours. Il est impossible de ne pas arriver à la conclusion qu'il agissait ainsi dans le but de laisser cette accusation sans réponse pendant plusieurs jours devant la Chambre et devant le public.

Je ne prétends pas du tout que la ligne de conduite suivie par le député de Joliette m'a fait le moindre tort. La nature frivole de ces accusations et les circonstances dans lesquelles il les a formulées les réfute suffisamment. Et sans m'exposer à être taxé de vanité désordonnée, je crois pouvoir dire que dans ma longue carrière professionnelle et politique, je me suis fait une réputation qui ne saurait être affectée par une pareille manœuvre politique. Mais si l'on permet qu'un tel procédé passe en précédent, il est évident qu'on pourrait s'en servir pour faire un tort presque irréparable à un homme public avant qu'il ait l'occasion de fournir des explications.

Je laisse cette affaire à la Chambre, avec la ferme confiance que la

grande majorité des membres ne permettra pas que l'esprit de parti influe sur les sentiments de justice avec lesquels elle est disposée à la traiter.

L'ordre du jour appelle la discussion de la proposition de M. Lavallée conçue en ces termes :

“ Qu'ayant déclaré de son siège qu'il est informé d'une manière digne de foi et qu'il croit pouvoir établir par des preuves satisfaisantes, que l'un des membres de cette Chambre, l'honorable George Irvine, député de Mégantic, s'est rendu responsable des faits suivants :

“ Que le vingt-deux mars mil huit cent quatre-vingt-un (22 mars 1881) l'honorable George Irvine, dans une vente forcée à l'enchère, savoir : la vente par le shérif du chemin de fer Lévis et Kennébec, est entré en conspiration, pour frauder les créanciers de cette compagnie et le gouvernement, en promettant, pendant les enchères mêmes, à un nommé Robert Cowan, manufacturier de la cité de Montréal et alors enchérisseur, par l'entremise de son avocat, M. L. N. Benjamin, de lui payer la somme de (\$1000) mille dollars dans le but d'empêcher la vente du dit chemin d'atteindre un prix plus élevé : ”

“ Qu'en conséquence le dit Robert Cowan alors présent a fait cessé d'enchérir après son offre de cent quatre-vingt-onze mille dollars [\$191.000.00] ; ”

“ Que le chemin de fer de Lévis et Kennébec valait beaucoup plus que ce montant et que de fait, la somme de cent quatre-vingt-onze mille dollars ne représente pas même le subside que le gouvernement a payé à cette compagnie ; ”

“ Que l'honorable George Irvine a, lui-même déclaré, lors de l'enchère que ses clients ou les personnes dont il soignait les intérêts, feraient monter l'enchère jusqu'à au moins la somme de cinq cent mille piastres et que le seul résultat des surenchères de M. Cowan serait de faire payer un montant considérable comme commission à la couronne, que de fait le dit George Irvine, ci-devant procureur général et actuellement conseiller de la Reine, savait que cette commission sur les enchères aux ventes judiciaires contribuait au revenu de la province, que l'action repréhensible du dit George Irvine a ainsi privée d'une somme considérable ; ”

“ Que de fait, la compétition a cessé immédiatement, après cette offre de mille piastres et que le chemin de fer de Lévis et Kennébec a été adjugé à l'enchérisseur suivant, pour la somme de cent quatre-vingt-douze mille piastres ; ”

“ Que dans l'après-midi du même jour, l'honorable George Irvine a

payé lui-même et de sa main la somme de mille piastres à M. Cowan ou à son représentant ;”

“Que cette transaction est contraire à la loi et entachée de fraude ; qu'elle fait perdre des revenus au gouvernement et aux créanciers de la dite compagnie et attendu qu'elle a été faite par un membre de cette Chambre, elle est de nature à jeter du discrédit sur la Législature de la province de Québec ;”

“Qu'au moment où le dit George Irvine empêchait ainsi l'enchère, pour la vente du dit chemin de fer de Lévis et Kennébec, il travaillait activement à un projet d'*amalgamation* du dit chemin de fer [Lévis et Kennébec] avec un autre chemin de fer, ce projet devant requérir l'action de la Législature dont le dit George Irvine est un des membres ;”

“Que de fait, le dit George Irvine a déjà pris une part active, dans le comité des projets de lois d'intérêt local dont il fait partie, à un projet de loi comportant la dite *amalgamation* et ne laissant aux créanciers de la dite compagnie de Lévis et Kennébec pour payer leurs réclamations, que le montant de l'enchère réduite comme susdite par l'action du dit George Irvine.”

“Qu'en conséquence, un comité composé de l'honorable M. Ross, et de MM. Würtele, Champagne, Marion, Fortin, Préfontaine, et Charles Langelier soit nommé avec instruction de s'enquérir de tous les faits relatifs à la déclaration du dit M. Lavallée.

M. **Lavallée**.—La déclaration que j'ai faite n'a pas besoin de commentaires, elle parle par elle-même. Il ne reste plus qu'à nommer un comité qui devra prendre connaissance des faits que j'ai allégués.

Avant de demander la nomination du comité, M. le président, je tiens à dire à cette Chambre que dans cette accusation, je ne suis mû par aucun sentiment d'animosité ou de vengeance personnelle ; comme député de cette Chambre, je tiens à l'honneur du corps auquel j'appartiens. L'on m'informe que l'un de mes collègues s'est rendu coupable d'actes qui sont propres à jeter du discrédit sur la Législature de cette province, c'était mon devoir d'en informer cette Chambre, et c'est ce que j'ai fait, quoi qu'à regret. Pour le moment, je crois devoir m'abstenir d'entrer dans le mérite de cette question. Tout ce que je ferai ce sera de demander à la Chambre de m'accorder un comité pour entendre la preuve des faits que j'ai allégués et j'espère que la Chambre me l'accordera.

L'honorable M. **Joly**.—Je ne sais pas si l'honorable député a oublié une partie de la leçon qu'il a apprise par cœur ; mais je ne crois pas qu'il doive s'arrêter là, et il me semble qu'il devrait nous donner de

plus amples explications sur sa déclaration, si, toutefois, comme je l'ai dit, il n'a pas tout à fait oublié sa petite leçon.

M. Lavallee.—M. le président, je dirai que je n'ai pas besoin des leçons de personne, encore moins de l'honorable chef de l'opposition, et que si j'avais des leçons à prendre de quelqu'un, je ne m'adresserais pas à un homme qui a été vertement censuré par les plus hautes autorités dans la province dans une circonstance que la Chambre et le public se rappellent.

L'honorable **M. Robertson** — *trésorier de la province*. — Il me semble qu'on devrait donner aux membres de cette Chambre le temps de considérer les déclarations qui ont été faites. Elles sont très importantes, et en raison même de cette importance, je considère que nous devrions remettre la suite de la discussion à une autre séance.

Je propose, secondé par l'honorable solliciteur général, que la suite de la discussion soit renvoyée à la séance de demain.

L'honorable **M. Joly**.—Comment ! l'honorable trésorier voudrait du temps pour considérer l'accusation formulée contre l'honorable député de Mégantic et pour se former une opinion ! Comment ! lui qui est intéressé dans cette affaire, contre qui des procédures civiles seraient prises dans le cas où il y aurait fraude, il a besoin de temps maintenant pour penser à ce qu'il doit faire ?

L'honorable **M. Chapleau** — *premier ministre, commissaire de l'agriculture et des travaux publics, commissaire des chemins de fer*. — Si l'honorable député veut me permettre, je lui dirai qu'il ne croit pas à ce qu'il dit en parlant ainsi.

L'honorable **M. Joly**.—Je sais très bien ce que je dis et je crois très bien à ce que je dis. Je dis que le gouvernement doit avoir le courage de prendre une attitude tranchée. Tout le monde sait bien que ceci est une conspiration montée par l'honorable secrétaire de la province, et d'autres membres du gouvernement. Puisqu'on a eu le triste courage de faire une déclaration en l'absence de celui qu'on a accusé, et il y a de cela une semaine, il me semble qu'on devrait avoir assez de courage moral pour prendre une attitude décidée. Je ne crois, pas M. le président, que l'honorable trésorier doive venir demander des délais pour prendre connaissance de la déclaration de l'honorable député de Mégantic.

Il doit connaître quelque chose de cette affaire puisque c'est lui qui a, en sa qualité de président du Québec central, acheté le chemin de fer de Lévis et Kennebéc, puisque c'est lui qui a signé l'acte d'adjudication. Nous avons entendu, M. le président, l'honorable premier ministre nier

cela. Nous savons qu'il s'est levé plusieurs fois déjà pour nier des choses qu'il ne connaissait pas, ou qu'il savait pouvoir être établies et prouvées, et cette fois nous l'avons encore entendu nier une chose qu'il ne connaissait pas, car le fait est maintenant admis.

L'honorable trésorier est intéressé dans cette affaire, il doit en connaître quelque chose, et c'est lui, maintenant, qui vient nous demander du délai ! L'honorable trésorier aurait dû avoir le courage, et il aurait dû intervenir, mais il ne l'a pas fait. Et puisque je suis invité par l'honorable premier ministre à me lever je lui dis que le gouvernement doit prendre immédiatement une attitude sur cette affaire.

Le gouvernement a laissé pendant toute une semaine la déclaration devant la Chambre, sans que celui qui était accusé put faire sa déclaration.

C'était déloyal, et que voyons-nous aujourd'hui? Un spectacle bien étrange. Nous voyons le gouvernement hésiter; ne savoir quelle décision prendre. Mais nous, de l'opposition, nous sommes accusés dans la personne de l'un des nôtres, nous n'avons pas peur de l'enquête demandée, nous la voulons afin que la vérité se fasse jour et que l'on connaisse la valeur de ces accusations.

L'honorable M. **Robertson** —*trésorier de la province*. — J'ai assez de courage pour faire ce que je suis obligé de faire. Mon seul but en désirant que le débat soit ajourné, c'est que plusieurs députés voudraient sans doute avoir l'avantage de lire la déclaration de l'honorable député de Mégantic et c'est pour satisfaire ce désir que j'ai fait ma proposition. Je suis prêt à procéder, à tout événement, sans prendre avis de personne. Je n'étais pas présent à la vente du shérif. Je ne connaissais aucune transaction qui a eu lieu ce jour-là, je ne connaissais pas plus qui a acheté le chemin. Je ne reçus aucune instruction d'assister à la vente. Le Québec central en mon absence avait autorisé M. Woodward à acheter le Lévis et Kennébec. Il se rendit à la vente, l'acheta et on me demanda d'accepter la transaction en ma qualité de président de la compagnie.

L'honorable M. **Joly**. — Qui a signé le contrat du shérif.

M. le **Trésorier**. — J'acceptai au nom de la compagnie, mais je ne connaissais rien du tout de ce qui s'était passé; je n'ai eu connaissance de cette affaire que samedi.

L'honorable M. **Boss**. — Qui a donné les bons?

M. le **Trésorier**. — Je les ai donnés. Qu'y a-t-il d'extraordinaire dans le fait de donner des bons dans un procès? Et j'ajouterai que je me croirais obligé d'agir ainsi si la même occasion se présentait de nouveau. Je repète que je ne connaissais rien de cette affaire; Quand j'accep-

taï le contrat, je n'ai signé que comme président de la compagnie. Je suis prêt à procéder maintenant ; mais je pense qu'en justice pour l'honorable député de Mégantic la même occasion devait être donnée au peuple de voir sa déclaration comme il a examiné la déclaration du député de Joliette.

L'honorable M. **Langeller**.—Nous ne pouvons consentir à cet ajournement. L'honorable premier ministre n'a pas voulu y consentir quand nous lui demandions, samedi dernier de suspendre ces procédures en attendant l'arrivée ou plutôt le retour de mon honorable ami le député de Mégantic.

L'accusation a été formulée, il faut que tout le poids de cette accusation retombe non sur la tête de l'honorable député de Mégantic, mais sur celle de l'honorable trésorier de la province. Voilà ce que j'ai dit et je le répète, s'il y a quelque poids dans la déclaration du député de Joliette, le poids retombe sur la tête du trésorier qui a profité de la fraude, si fraude il y a eue. L'honorable premier ministre a nié et s'est servi d'un langage plus ou moins digne, sous ce rapport je ne suivrai pas son exemple. L'honorable commissaire des terres de la couronne a aussi nié que l'honorable trésorier ait eu quelque chose à faire dans tout cela. Avec un zèle admirable il a énergiquement protesté de l'innocence de son honorable collègue. Il nous a même, je crois, invités à revenir sur ce que nous avions dit à l'adresse de l'honorable trésorier de la province. Pour ma part, je répète, M. le président, que je n'ai rien à retrancher dans ce que j'ai dit sur ce sujet.

Il est maintenant amusant de voir le gouvernement hésiter, demander des délais, déclarer en un mot qu'il n'est pas en position d'inviter la Chambre à décider sur le champ une question qui est depuis huit jours devant le public et qu'il a pu étudier tout à son aise. L'honorable député de Joliette doit voir que ses amis trouvent que son accusation ne vaut pas grand' chose, qu'elle est même futile, puisqu'on demande d'ajourner un débat qui devrait être vidé immédiatement.

L'honorable M. **Irvine**.—J'espère que la Chambre reviendra sur sa décision et je demande aux amis qui ont pris ma défense d'accorder aux députés de la droite, ce qu'ils demandent. Si les honorables députés ne sont pas prêts nous pourrons leur donner quelques heures.

L'honorable M. **Robertson** *trésorier de la province*.—Je fais cette proposition en qualité de simple député et seulement parce que je la crois juste pour l'honorable député de Mégantic.

L'honorable M. **Irvine**.—Je demande pardon à l'honorable ministre, je n'ai pas besoin de cela pour moi.

L'honorable M. **Robertson**—*trésorier de la province*.— Je dis que c'est seulement votre droit.

L'honorable M. **Irvine**.—Je désire qu'il soit bien entendu que je suis prêt à procéder sur le champ.

M. le **Premier ministre**.—Mon honorable et irrépressible ami, le chef de l'opposition, a cru devoir accuser le gouvernement de conspiration. Il a donné à entendre que mon honorable collègue le secrétaire de la province avait été l'instigateur de cette prétendue conspiration. Je puis assurer au chef de la gauche que rien de tel existe. Le gouvernement est disposé à donner la plus grande latitude possible pour faire la meilleure preuve. J'espère que rien qui puisse ternir la réputation d'aucun membre de cette Chambre ne sera prouvé. Je le désire et je le dis sans arrière-pensée.

L'honorable député de Portneuf a rappelé ce qui a eu lieu, lorsque, à la dernière séance, mon honorable ami le député de Joliette a fait sa déclaration. Mais, c'était mon devoir de demander que la déclaration une fois faite, reste en possession de la Chambre. Il ne pouvait en être autrement, d'autant plus que l'auteur même de la déclaration n'entendait nullement se rendre aux désirs exprimés par certains membres de la gauche. Il n'y avait donc pas de conspiration.

L'honorable député a dit que l'enquête faite par le comité établira l'innocence de celui qu'on accuse. Tant mieux, je le répète, je le désire de tout cœur pour l'honneur de cette Chambre.

La déclaration de l'honorable député de Mégantic ne contient pas une réponse à tous les allégués de la déclaration de l'honorable député de Joliette. D'un côté la Chambre a une déclaration qui dit que dans telle ou telle circonstance, un député de cette Chambre s'est rendu coupable d'un acte reprehensible. D'un autre côté le député accusé donne une autre version des faits qui se sont produits dans la même circonstance. N'est-il pas nécessaire qu'un comité soit saisi de cette affaire et fasse une enquête afin de connaître la vérité. Ce comité aura pour mission de s'assurer si les renseignements que l'honorable député de Joliette a reçus et qu'il a communiqués à la Chambre sont exacts. Pour que la Chambre soit bien renseignée afin de donner une décision sage et éclairée, il faut donc qu'elle nomme ce comité et que l'enquête se fasse immédiatement. Mais, disent les honorables membres de l'opposition l'accusation est frivole et il n'y a pas de nécessité de faire une enquête. Et moi je dis que dans des cas de cette importance, où l'honneur d'un des membres de cette Chambre est en jeu, je dis que dans ces cas, plus l'accusation est frivole, plus l'enquête doit être prompte et

complète. Et j'ai mis en pratique cette maxime, dans une occasion où l'honorable député de Mégantic, qui aujourd'hui figure comme accusé, était l'accusateur. La Chambre a compris que je fais allusion à la fameuse affaire-fiasco Prentice.

Mais, M. le président, je le répète il n'y a pas de conspiration. Le gouvernement comme gouvernement n'a pris aucune part dans cette affaire. Comme chef du cabinet, comme le chef de la députation par la position que la majorité m'a appelé à occuper, je déclare que j'espère qu'il ne sera rien prouvé qui soit de nature à nuire à la réputation d'aucun des membres de cette Chambre.

L'honorable M. **Joly**.—L'honorable chef du gouvernement me représente comme un homme irrépressible.

Je suis peut-être trop aisément irrépressible en montrant de la sympathie quand j'entends porter des accusations contre certains membres de la droite. Mais quand je vois un député aussi injustement traité que l'a été l'honorable député de Mégantic c'est alors que le chef du gouvernement doit me trouver irrépressible. Quand je sais que depuis trois semaines l'honorable député de Mégantic a toujours été à son siège en Chambre ; quand je sais que vendredi soir, la veille du jour où a été formulée l'accusation, l'honorable député de Mégantic a été à son siège jusqu'au dernier moment avant le départ du train pour Montréal et que c'est le lendemain, samedi, après que l'honorable député a laissé la ville qu'on lance contre lui ces accusations. On les porte avec l'intention qu'elles resteront sans réponse pendant toute une semaine, se répandant d'une extrémité à l'autre de la Puissance et dans le but de nuire à la réputation de cet honorable député.

Je demande pardon, M. le président, si j'use d'un terme plus vulgaire que le langage parlementaire me le permet peut-être ; mais je n'ai jamais entendu un tel échantillon de blague que quand l'honorable premier ministre dit qu'il espère que l'accusation n'est pas fondée, et cependant quand je me suis levé de mon siège samedi et que j'ai demandé que la déclaration fut ajournée, c'est l'honorable premier ministre qui exprime le désir que cette accusation ne porte atteinte au caractère d'aucun membre de cette Chambre, c'est l'honorable premier ministre, dis-je, qui s'est levé et qui a insisté pour que la déclaration fut inscrite au procès-verbal et put ainsi se communiquer d'un bout à l'autre de la Puissance.

Je suis fier, M. le président, d'avoir le privilège de pouvoir me lever pour prendre la défense de l'honorable député de Mégantic ; je suis fier de m'être élevé contre les accusations lancées contre l'hono-

nable député d'une manière aussi lâche. Je suis fier d'avoir dit que j'engagerais mon honneur pour répondre de celui de l'honorable député de Mégantic. Nous ne craignons pas le comité et si cette proposition d'ajournement n'avait pas été présentée, toute cette discussion n'aurait pas eu lieu.

L'honorable député de Mégantic dit qu'il est prêt à comparaître devant le comité dans cinq minutes, et à ce moment, il y a une proposition de présentée par un membre du gouvernement (l'honorable M. Robertson) et secondée par un autre (l'honorable M. Lynch) que le comité ne soit pas accordé aujourd'hui.

La droite ne peut nous accuser de refuser le comité quand nous sommes prêts à satisfaire sur cette question les désirs de la droite.

M. le **Premier ministre**. — Nous voulons l'enquête et le comité sera accordé.

L'honorable M. **Langelier**. — M. le président, l'autre jour, lorsque le député de Joliette est venu faire sa déclaration, on lui a demandé de retarder jusqu'à l'arrivée de l'honorable député de Mégantic, afin que ce dernier pût se défendre, et il n'a pas voulu non-seulement lui, mais l'honorable premier ministre a dit que la chose était tellement grave qu'elle ne devait pas être ajournée d'une minute. Voilà M. le président, ce qui s'est passé aux vu et su de tous les membres présents alors. Je savais, M. le président, comme tous les avocats le savent, que l'accusation, si accusation il y a en réalité retombait de tout son poids sur la tête du trésorier, et j'en ai averti la Chambre. On se rappelle que j'ai dit que s'il y a quelque chose dans cette accusation, cette accusation retombe sur la tête de l'honorable trésorier. Voilà ce dont j'ai averti l'honorable premier ministre, il ne peut pas plaider ignorance sur cela ; il sait ce que j'affirmais alors. . . .

M. le **Premier ministre**. — M. le président, l'honorable député. . . .

L'honorable M. **Langelier**. — Que l'honorable premier ministre me permette. J'ai déjà dit à l'honorable premier ministre de garder son sang-froid, et je lui répète la même chose aujourd'hui.

M. le **Premier ministre**. — Si l'honorable député ne veut pas que je l'interrompe, je me contenterai de lui dire qu'il ne dit pas la vérité.

L'honorable M. **Langelier**. — L'honorable premier ministre pourra donner toutes les explications qu'il voudra, quand il aura la parole. L'honorable premier ministre qui devrait donner l'exemple des formes parlementaires, donne un tout autre exemple.

M. le **Premier ministre.**—Je me lève pour une question de privilège.

L'honorable M. **Laugel**.—J'ai la parole.

M. le **Premier ministre.**—J'en appelle à vous, M. le président.

M. le **Président.**—Lorsqu'un membre parle, nul ne doit l'interrompre.

M. le **Premier ministre.**—Je rappelle l'honorable député à l'observance du règlement et je lui dirai qu'il n'a pas le droit de rappeler un débat précédent, et de plus qu'il n'a pas le droit de dire qu'un député s'est servi d'un langage qui n'est pas parlementaire.

L'honorable M. **Laugel**.—Mais, M. le président, l'honorable premier ministre parle d'un débat précédent, oublie-t-il que c'est justement de ce débat commencé samedi dernier dont il s'agit maintenant ? J'en appelle à votre décision.

M. le **Président.**—La Chambre délibère sur une proposition pour ajourner le débat, et l'honorable député a le droit de discuter cette proposition.

M. le **Premier ministre.**—Je dis que l'honorable député n'a pas le droit d'être personnel dans ses paroles.

M. le **Président.**—Quant à la question de personnalité, il ne faut pas que des remarques de ce genre soient faites dans le cours d'un débat.

L'honorable M. **Laugel**.—M. le président, je crois que j'ai été parlementaire. Je rappelais seulement ce qui s'est passé l'autre jour à la Chambre, lorsque la question est venue pour la première fois.

Lorsque la déclaration a été mise devant la Chambre, j'ai dit alors que s'il y avait quelque chose dans cette déclaration, l'accusation retombait toute entière sur la tête de l'honorable trésorier de la province. Là-dessus l'honorable premier ministre s'est levé et il a nié avec emphase que l'honorable trésorier eut signé l'acte de vente du chemin de fer de Lévis et Kennébec : et sans l'intervention de l'honorable député du comté de Québec, qui a déclaré avoir vu lui-même au contrat la signature du trésorier, on aurait pu avoir des doutes. Je savais bien que la compagnie du Québec central avait acheté le chemin de Lévis et Kennébec, et je savais aussi que l'honorable trésorier était le président de cette compagnie, qu'il en était le *factotum*, mais je ne savais pas qu'il eut signé l'acte de vente.

L'autre jour M. le président, j'ai déclaré que je ne faisais pas un

reproche à l'honorable trésorier d'être entré dans cette compagnie, d'avoir créé cette compagnie, au contraire, il a beaucoup de mérite d'avoir conduit cette entreprise à bonne fin. Il a certainement déployé beaucoup d'énergie. Mais le fait est celui-ci ; c'est que la compagnie a acheté le chemin de fer et que s'il y a eu fraude, la fraude a été commise pour partie par le président de cette compagnie qui est l'honorable trésorier ; j'ai été contredit là-dessus et c'est alors que l'honorable député du comté de Québec nous a déclaré qu'il avait vu l'acte de vente signée du nom de James Gibb Robertson.

Et c'est alors que l'honorable commissaire des terres de la couronne a cru devoir intervenir ; il a trouvé la chose tellement grave qu'il a pris sur lui de nier l'accusation au nom de l'honorable trésorier. Il s'est levé pour protester contre la comparaison que j'avais voulu faire entre l'honorable député de Mégantic et le trésorier. Je lui ai dit que je n'avais pas accusé ; j'avais simplement dit que s'il y avait fraude de la part de l'honorable député de Mégantic, c'était l'honorable trésorier qui en avait profité.

Maintenant, comment se fait-il que ces messieurs qui étaient si pressés l'autre jour à faire cette déclaration, qui voulaient à tout prix que cette déclaration restât devant la Chambre ; qui disaient qu'on ne devait pas retarder une minute de procéder sur cette affaire ; comment se fait-il, dis-je, qu'ils demandent des délais aujourd'hui ? On a eu huit jours pour réfléchir et prendre une attitude, mais il paraît que l'on n'est pas prêts à se prononcer là-dessus. Eh bien. M. le président, je laisse le public en juger : je le laisse juger si on est bien justifiable maintenant de demander des délais. Quant à moi je suis prêt à voter pour la proposition demandant un comité.

L'honorable député de Joliette doit trouver qu'on attache bien peu d'importance à sa proposition. Lorsqu'elle est venue devant la Chambre la première fois, on a vu l'honorable premier ministre dire avec toute l'éloquence qu'on lui connaît, qu'il espérait de tout son cœur que l'on trouverait que l'accusation n'est pas fondée ; qu'il fallait procéder immédiatement, et que tout ce qu'on pouvait faire, c'était d'ajourner à aujourd'hui et de laisser la proposition devant la Chambre. Aujourd'hui, après huit jours de réflexion, on n'est pas prêt, on demande des délais. Eh bien, M. le président, il est bon que tout le monde sache cela ; nous allons laisser le gouvernement faire ce qu'il entendra, nous sommes prêts à voter sur la proposition, et nous donnerons s'il l'exige 24 heures au gouvernement pour répondre.

L'honorable M. **Loranger.**—*procureur général.*—M. le président, je ne crois pas me tromper en disant que toute la Chambre veut que le

comité soit nommé ; il y a unanimité sur ce point. Quant une accusation est formulée contre un député, l'enquête demandée doit être accordée. Mais il y a une chose qu'on ne paraît pas vouloir comprendre, ou si on la comprend, qu'on ne paraît pas vouloir admettre, c'est que le gouvernement se maintient dans la logique dans laquelle il s'est tenu dans une autre occasion. Il est bon de rappeler les faits tels qu'ils se sont passés.

Il y a à peine quinze jours une accusation était formulée contre un député de cette Chambre par l'honorable député du district électoral de Québec, dans des termes vagues, incertains et mal définis, et le gouvernement avait cru, sans refuser l'enquête, qu'on le remarque bien, car c'est essentiel, sans refuser l'enquête, avait cru devoir demander à cette Chambre et à l'honorable député de Québec d'entourer son accusation des précautions dont on entoure ordinairement ces sortes d'accusations. Le gouvernement a prétendu à cette occasion qu'on ne devait pas toucher à la réputation d'un représentant du peuple d'une manière inconsidérée, et qu'on devait formuler clairement son accusation et qu'on devait en prendre courageusement la responsabilité. On n'a pas voulu agir ainsi. L'accusation, M. le président, avait été communiquée à la Chambre et elle était faite contre un membre du gouvernement, et cela en son absence....

L'honorable M. **Ross**.—Je demande pardon à l'honorable procureur général.... L'honorable secrétaire de la province était assurément dans la bâtisse. Je ne savais pas s'il était ou non dans cette salle, car je ne puis le voir de mon siège lorsqu'il occupe le sien. Mais ce que je sais c'est qu'il est entré dans cette salle quelques instant après. J'espère que la presse qui assiste par ses représentants à nos séances, relate correctement les faits afin que le public ne soit pas sous une fausse impression.

M. le **Procureur general**.—J'ai dit que l'honorable député qui vient de m'interrompre a accusé l'honorable secrétaire de la province, l'a fait en l'absence de mon honorable collègue. J'affirme que lorsque l'accusation a été lue en Chambre l'honorable secrétaire de la province n'était pas à son siège.

L'honorable M. **Ross**.—J'ai déjà expliqué pourquoi je le croyais présent.... Je ne puis le voir d'ici....

M. le **Procureur general**.—Je constate un fait, M. le président, et ce fait c'est qu'un ministre de la couronne a été accusé, en son absence, par un ancien ministre de la couronne. Mon honorable collègue le secrétaire de la province pouvait être dans la bâtisse, mais il

n'était certainement pas dans cette salle. On a demandé quelque temps, afin de permettre à cet honorable ministre de faire sa déclaration. On a réussi, il est vrai, mais à toutes les dix ou quinze minutes, quelqu'un de la gauche se levait et demandait où était la déclaration du secrétaire de la province. Mais, M. le président, ce n'est pas là le point que je veux discuter ; je ne fais que répondre à une observation faite par l'honorable député de Lotbinière.

Quant à l'accusation qui était entre vos mains, M. le président, j'ai reproché aux honorables membres de la gauche de ne pas la rédiger dans les formes nécessaires et qui sont invariablement exigées en Angleterre, parce que là on ne permet pas que l'honneur d'un député soit sali par une accusation, à moins qu'on ne l'entoure de la prudence dont on doit entourer une accusation de cette espèce. J'ai dit : " Vous avez la déclaration de celui qui a été accusé, il a donné une explication raisonnable et propre à satisfaire tous ceux qui ne sont pas mus par l'esprit de parti, et vous devez réfléchir avant d'aller plus loin." Mais, M. le président, on a refusé de suivre ce conseil. En face de la déclaration qui ne comportait que la vérité, on s'est élevé, on a essayé de jeter de la boue à la figure de celui qui l'avait faite, avant même que le comité ne fut nommé. J'ai dans le temps reproché à l'opposition la conduite injuste qu'elle tenait.

Aujourd'hui une accusation est formulée contre un député de cette Chambre par l'honorable député de Joliette. J'espère que les informations qu'on lui a données ne sont pas fondées. Je l'espère pour l'honorable député de Mégantic. Mais, M. le président, je comprends aussi que l'honorable député de Joliette n'a fait que remplir un devoir pénible mais sacré, celui de faire part à la Chambre de ce qu'on lui avait appris sur la conduite d'un des membres de cette Chambre.

La déclaration de l'honorable député de Mégantic peut à première vue, paraître satisfaisante, mais elle n'est pas, aux termes de l'accusation, une réponse satisfaisante, elle ne touche pas à tous les faits allégués dans la déclaration de l'honorable député de Joliette. L'honorable trésorier de la province demande le temps de la prendre en considération, et si elle est jugée suffisante, nous n'irons pas plus loin. Mais du moment que l'honorable député de Mégantic déclare qu'il ne veut pas de délai, qu'il est prêt à procéder immédiatement, à comparaître devant le comité demandé, je dis, M. le président, que ce comité doit être nommé sans plus de délai. L'honorable député de Mégantic est le meilleur juge dans cette affaire, et je crois que la Chambre doit se rendre à sa demande. J'apprécie hautement la conduite de l'honorable député et, si, M. le président, j'étais à sa place, je ferais la même chose.

Cependant, il ne faut pas se méprendre sur les intentions du gouvernement. Il fait dans cette occasion ce qu'il a déjà fait dans une autre occasion. Il prémunit la Chambre contre le sentiment qui pourrait l'entraîner à donner une décision hâtive. Cette proposition d'ajournement n'a donc pour but que d'éveiller l'attention de la Chambre et de lui rappeler quel soin elle doit apporter dans le jugement qu'elle doit rendre.

L'honorable M. **Ross**.—M. le président, l'honorable député de Joliette formule une accusation contre mon honorable ami le député de Mégantic. Il a certainement le droit de le faire. Il n'y a pas un seul membre de cette Chambre qui lui niera ce droit. Mais quant aux renseignements ne devait-il pas aller les puiser à la source ? Et quelle est cette source ? C'est l'honorable trésorier de la province même. C'est lui qui est le président de la compagnie qui a acheté le chemin de fer de Lévis et Kennébec, par l'entremise de M. Woodward, et c'est lui qui savait les transactions qui ont été faites entre M. Cowan et M. Woodward. Ainsi l'honorable député devait aller prendre ses informations chez l'honorable trésorier de la province.

Maintenant, M. le président, la Chambre est appelée à se prononcer sur la proposition de l'honorable trésorier lui-même, à l'effet que cette discussion soit ajournée. Pourquoi ajourner ? Qui connaît les détails de cette affaire mieux que l'honorable ministre ; qui mieux que lui peut nier la vérité de la déclaration de l'honorable député de Mégantic, si elle n'est pas conforme aux faits. Je suis très surpris du manque de générosité dont le trésorier de la province fait preuve en ce moment. Je le connais pour un homme généreux et loyal, mais je ne puis m'empêcher d'exprimer mon étonnement à la vue de la conduite qu'il tient en ce moment.

J'ai affirmé deux ou trois fois déjà que lorsque j'ai lu ma déclaration contre l'honorable secrétaire de la province, j'étais sous l'impression qu'il était dans cette Chambre. Dans tous les cas, il était dans les environs ; toujours, il n'était pas à Montréal. Et la preuve, c'est qu'il est venu un instant après, et il a eu le temps de faire lui aussi sa déclaration. Je n'ai jamais voulu accuser l'honorable secrétaire de la province en son absence, et ceci, je le déclare sur mon honneur.

M. le président, voici un honorable député qui fait une déclaration contre un membre de cette Chambre. Ce n'est pas tous les jours que nous avons le plaisir d'entendre l'honorable député de Joliette. Depuis bon nombre d'années qu'il est membre de cette Chambre, il nous a été donné très rarement de l'entendre. Aussi aurait-il dû attendre que la

Chambre fut autant que possible au complet, afin de ne priver personne de l'avantage de l'entendre. Lorsqu'il a fait sa déclaration, il devait savoir que celui qu'il accusait était absent, et que cette accusation resterait devant le public toute une semaine sans réponse de la part de l'accusé. Il n'a pas voulu attendre son arrivée. Je me suis élevé contre cette manière de procéder et voilà, M. le président, que l'on me reproche d'avoir fait la même chose. Eh bien, j'affirme que ma conduite n'offre aucune analogie avec celle de l'honorable député de Joliette, car on a constaté que l'honorable secrétaire de la province n'était pas très loin de la salle de nos délibérations, et qu'à peine quelques instants après, il était à son banc et il a eu l'avantage que l'on n'a pas donné à l'honorable député de Mégantic de faire sa déclaration sur le champ.

M. le président, je ne veux pas prolonger le débat, mais je ne puis céder la parole sans faire remarquer de nouveau combien est étrange la conduite de certains honorables membres de la droite. On nous propose de renvoyer à un autre jour la suite de la discussion, Pourquoi adopterions-nous cette proposition ? Celui qui nous la fait connaît plus et mieux que personne la nature des transactions qui ont eu lieu et qui servent de base à l'accusation formulée contre mon honorable ami le député de Mégantic. M. le président, je somme l'honorable trésorier de la province de nous dire tout ce qu'il connaît de cette affaire. Va-t-il nous dire que lorsqu'il a signé cet acte de vente, il ne connaissait pas ce qui était arrivé. C'est guère possible, car il est trop homme pratique pour ne pas s'être renseigné.

Où il a trouvé que ces transactions étaient non-repréhensibles, ou il les a trouvées condamnables. S'il les a trouvées repréhensibles, entachées de fraude, il aurait dû le dire et ne pas signer l'acte de vente. Si au contraire il ne les a pas trouvées condamnables, il a bien fait d'accepter le résultat de ses transactions, mais aussi il est responsable de ce qu'il a fait. Alors, pourquoi ne parle-t-il pas et ne défend-t-il pas l'honneur et la réputation d'un député injustement attaqué ? L'honorable trésorier devait se rappeler qu'il n'était pas seulement président de la compagnie du chemin de fer Québec central, mais encore qu'il était trésorier de la province de Québec. Je le somme de répondre loyalement, franchement, comme un homme d'honneur doit le faire aux questions que je me suis permis de lui poser dans l'intérêt de la défense d'un député de cette Chambre injustement accusé.

L'honorable M. Robertson.—*trésorier de la province* :—L'honorable député de Québec n'a que faire de m'interpeller sur le ton qu'il vient d'employer. Je n'ai pas besoin d'être sommé pour répondre à ces

questions. Je n'ai aucune hésitation à dire que dans toute cette affaire il n'y a rien qui puisse justifier cette Chambre de faire une enquête. Je connais ce qui s'est passé et je parle donc en connaissance de cause. L'honorable député de Québec semble me reprocher d'avoir, comme président de la compagnie du chemin de fer Québec central signé à l'acte de vente. Mais oublie-t-il que j'étais tenu de le faire par une résolution du bureau des directeurs et que même, si je l'eusse voulu je ne pouvais pas me refuser à remplir ce qui était pour moi une partie de mes devoirs comme président. Au reste il y a si peu à trouver à redire que je ferais encore la même chose si cela était nécessaire.

L'honorable M. **Lynch**—*solliciteur général*.—Je proteste, M. le président, contre l'accusation formulée contre le gouvernement. L'honorable chef de l'opposition a dit que c'était une conspiration ourdie par le gouvernement. J'espère que jamais nous en arriverons à ce point, car seul l'esprit de parti le plus abject pourrait inspirer une telle conduite. Si j'ai cru de mon devoir de seconder la proposition d'ajournement déposée par mon honorable ami, c'est afin de donner le temps à la députation de comparer les deux déclarations que nous avons devant nous et nous assurer s'il est nécessaire de nommer un comité. Voilà l'objet de cette proposition.

L'honorable M. **Irvine**.—Je n'ai pas entendu dire que l'honorable solliciteur général avait trempé dans cette affaire. Au contraire, et j'ajoute que je ne l'aurais pas cru si cela m'eût été dit.

M. **Cameron**.—Je voterai contre la nomination d'un comité parce que je suis convaincu que l'accusation formulée contre l'honorable député de Mégantic n'est pas fondée.

M. **Champagne**.—M. le président, la proposition que nous discutons, demande le renvoi à demain de la suite de la discussion de la proposition concluant à la nomination d'un comité chargé de s'enquérir des faits allégués dans la déclaration de l'honorable député de Joliette. Je ne crois pas qu'il y ait lieu d'ajourner le débat sur cette question. Je considère qu'en renvoyant à demain la suite de la discussion qui se continue à présent, nous prendrions un temps que nous pouvons employer à d'autres affaires plus importantes.

Je dis qu'il n'y a pas lieu d'ajourner le débat, et voici pourquoi. Nous avons d'un côté la déclaration de l'honorable député de Joliette, et de l'autre nous avons la déclaration de l'honorable député de Mégantic. La première de ces déclarations comporte une accusation contre un membre de cette Chambre ; la seconde donne des explications. A tout événement, il y a un fait certain, c'est qu'il y a lieu de s'enquérir de la

valeur que la Chambre doit accorder à l'une ou à l'autre de ces déclarations. Loin de moi la pensée de dire que l'une est plus exacte que l'autre. Il ne m'appartient pas de dire que l'accusation est bien ou mal fondée. Mais l'honorable député de Joliette par sa proposition, demande la nomination d'un comité. Le chef de l'opposition a dit lui qu'il voulait ce comité, il a donné son adhésion à la demande de mon honorable ami le député de Joliette. Je suis moi aussi en faveur de cette demande et je prétends qu'elle doit être accordée sans ajournement du débat. L'honorable député de Mégantic a dit qu'il ne voulait pas de délai, qu'il n'en avait pas besoin. Je crois que l'honorable député est le meilleur juge dans cette affaire. Il est évident pour moi que si on ne fait pas droit à la demande de l'honorable député de Joliette, ce sera perdre du temps inutilement.

Je termine, M. le président, en relevant une remarque de l'honorable député du district électoral de Québec. Il disait, il y a un instant que le député de Joliette, bien qu'il fut membre de cette Chambre depuis assez longtemps, n'avait pas eu l'occasion de se faire entendre souvent. Je lui dirai que ceci regarde chacun des députés de cette Chambre de parler quand il le juge à propos. Il y a un proverbe qui dit que quelquefois le silence est d'or.....

Sur une question comme celle-ci, je ne crois pas qu'il soit nécessaire de faire un bien long discours. Lorsque l'honorable député de Québec a fait sa déclaration contre l'honorable secrétaire de la province, il n'a pas cru devoir faire un bien long discours ; il s'est contenté de lire sa déclaration. L'honorable député de Joliette a fait la même chose, et même plus ; il nous a donné des explications verbales sur sa déclaration, chose que l'honorable député de Québec n'a pas faite.

M. Wurtele.—La proposition que vous avez maintenant entre les mains, M. le président, demande l'ajournement du débat. L'honorable député de Joliette a fait une déclaration et l'honorable député de Mégantic nous a communiqué une réponse à cette déclaration. Maintenant nous avons à décider s'il y a lieu de faire une enquête, et comme nous devons donner une décision avec connaissance de cause, je crois qu'il convient de renvoyer à la prochaine séance la suite de la discussion. D'ici à demain la déclaration de l'honorable député de Mégantic sera imprimée. Cela nous permettra de l'étudier plus attentivement que nous pouvons le faire à présent et nous pourrons être plus en position de voir s'il y a nécessité de nommer un comité et d'ordonner une enquête. Je n'hésite pas à dire que si on établit que les faits sont tels que les relate l'honorable député de Mégantic, il n'y a pas besoin d'ordonner

une enquête. Mais pour cela il nous faut avoir le temps d'étudier la question. Je crois donc, M. le président qu'il faudrait renvoyer la suite de la discussion à la séance de demain.

L'honorable **M. Mercier**.—M. le président, je crois que nous devons donner notre adhésion à la proposition d'ajournement. Si la Chambre veut me le permettre, je vais relater ce qui s'est passé samedi dernier.

Aussitôt après que l'honorable député de Joliette eût donné communication à la Chambre de sa déclaration, je l'ai lue et j'ai fait ce qu'on appelle une défense en droit ; j'ai dit que, même si les faits allégués dans la déclaration étaient vrais, nous ne devons pas prendre connaissance de ces faits, parce que ce n'était pas de notre ressort. Je suis heureux, M. le président, de voir que cette prétention est appuyée par presque tous les membres de cette Chambre. Il n'y a pas de doute que l'accusation ne contient aucun fait dont on doit prendre connaissance ; il n'y a rien là qui nous justifie de nommer un comité. Je n'accuse pas l'honorable député de Joliette d'avoir fait une déclaration frivole ; il a eu des informations et il a cru devoir nous les communiquer. Mais je pense qu'il devra aller plus loin et nous déclarer de qui il tient ces renseignements. Maintenant qu'il sait que ces faits ne peuvent justifier une enquête, il est de son devoir de nous dire de qui il les tient.

L'honorable **M. Loranger** — *procureur général*. — L'honorable député dit qu'il est du devoir de l'honorable député de Joliette de dire de qui il tient ses renseignements. Je lui rappellerai ceci : c'est que dans le comité qui siège en ce moment au sujet du Crédit-foncier, on a demandé à l'honorable député du comté de Québec.....

L'honorable **M. Mercier**. — Je rappelle l'honorable procureur général à l'ordre, il n'a pas le droit de parler de ce qui se passe dans un comité. Ce n'est pas que j'ai peur de son argument, car je lui dirai qu'il n'est pas fort.

Je dis, M. le président, que si l'honorable député de Joliette était de bonne foi quand il a fait sa déclaration, son devoir maintenant est de nous dire de qui il tient ses renseignements et je maintiens cette proposition, et je dis que c'est ce que je ferais, à sa place.

Il y a quelques instants l'honorable procureur général m'a interrompu. J'aurais été très-heureux s'il avait profité de ce moment pour me dire si, en loi, il y a là une accusation qui justifie la nomination d'un comité. Je ne veux pas flatter l'honorable procureur général pour avoir une réponse favorable, mais je lui dirai qu'en sa qualité d'avocat distingué, en sa qualité de procureur général, il doit être prêt à répondre à cette

question. Il est chargé ici de décider les questions de droit qui se présentent, je lui demande s'il est d'opinion qu'il y a là, en droit une accusation dont on doive s'occuper dans cette Chambre.

Nous avons eu la déclaration de l'honorable député de Mégantic, qui est une défense en fait et en droit, et je dis que nous ne devons pas prendre le temps de la Chambre par la nomination d'un comité. Il n'y a pas un homme dans le pays qui lira le débat qui vient de se faire et qui ne sera pas convaincu que cette accusation ne devrait pas être portée devant cette Chambre. Quand j'ai entendu la réponse franche et honnête de l'honorable député de Mégantic, j'ai cru que l'honorable député de Joliette se levrait et dirait qu'il ne voulait pas insister sur cette déclaration et qu'il la retirait. Si je faisais une déclaration contre un député de cette Chambre et qu'une réponse m'était donnée, aussi franche que celle qui a été donnée, je me levrais et je retirerais ma proposition. Je crois que c'est dans ce but, M. le président, que l'on demande d'ajourner le débat, et je crois que cela doit être accordé, j'ai assez de respect pour l'honorable député de Mégantic pour croire que lorsqu'il est venu demander de procéder immédiatement, c'est qu'il voulait revendiquer son honneur attaqué. Maintenant qu'il vient nous dire qu'il accède à l'ajournement, je crois que nous devrions y donner notre adhésion.

M. le président, l'honorable premier ministre a cru devoir trouver étranges certaines expressions de l'honorable chef de l'opposition. Il me semble qu'il devrait être le dernier à les trouver étranges, et je suis sûr que s'il se fut trouvé dans la même position, il aurait mis la même vigueur pour défendre un de ses amis. Nous avons ici, M. le président, une phalange d'hommes dévoués à leur cause, une accusation est portée contre un des principaux de cette phalange. Et le chef de cette phalange ne viendrait pas avec vigueur défendre cet homme ? Je suis sûr que l'honorable premier ministre aurait eu le cœur de défendre son ami comme le chef de l'opposition l'a fait. Je remercie pour ma part l'honorable chef de l'opposition pour la manière chaleureuse avec laquelle il a défendu son collègue. Je le remercie au nom de tous mes collègues et je suis convaincu, que lorsque l'honorable premier ministre aura réfléchi, il admettra que l'honorable chef de l'opposition a fait ce qu'il devait faire dans une semblable occasion.

L'honorable M. **Chapleau**.—*premier ministre, commissaire de l'agriculture et des travaux publics, commissaire des chemins de fer.*—

M. le président, je ne voudrais pas que l'honorable député mit la Chambre sous une fausse impression. Je n'ai pas voulu dire que l'honorable chef de l'opposition a mal fait de défendre son ami comme il l'a

fait. Seulement j'ai dit qu'il était irrépressible et qu'immédiatement après une suggestion qui avait été faite et que l'honorable député de St-Hyacinthe accepte, il s'était levé et avait dit : "non." Je sais que l'honorable chef de l'opposition a dit l'autre jour que le député de Mégantic était digne du nom de gentilhomme, et si l'honorable chef de l'opposition n'avait pas tenu ce langage je ne le croirais pas digne de la position qu'il occupe.

Je prends la parole, M. le président, pour demander aux membres de la gauche qui trouvent peut-être singulier qu'un membre du gouvernement ait dit qu'il voterait contre la nomination d'un comité et qu'il savait que le fait mentionné dans la déclaration n'était pas exact, pour leur demander comment il se fait qu'ils aient nié d'abord d'une façon vive l'accusation portée contre l'honorable député de Mégantic, et que maintenant ils viennent nous dire qu'il n'y a rien dans cette accusation.

Nous sommes ici, M. le président, pour donner un des exemples les plus importants qu'une assemblée délibérative puisse donner. Une déclaration est faite, cette déclaration est répudiée avec violence par les uns, et par les autres, elle est déclarée frivole. Je dis que lorsque le chef de l'opposition a dit qu'il niait l'accusation, c'est qu'elle n'était pas frivole. Je demande à mon honorable ami le député de Mégantic s'il ne considère pas l'accusation extrêmement grave pour un membre de cette Chambre.

Plusieurs voix à gauche.—Non! non!

M. le **Premier ministre.**—Je sais que pour atteindre un but on peut déclarer comme frivole une déclaration que l'historien des travaux de cette Législature déclarera être grave. Et je dis que l'honorable député de Mégantic qui est savant en droit n'aurait pas pris sur lui le soin de faire la déclaration détaillée qu'il a lue à cette Chambre s'il n'avait pas cru qu'il y avait quelque chose de sérieux dans cette accusation. Je le dis pour l'histoire et non pour satisfaire les exigences du moment.

Au moment où nous ne donnons pas toute l'importance qu'on devrait donner à une affaire comme celle-ci, il peut se faire que l'opinion publique de cette province, qui a été faussée et empoisonnée par des délations de toutes sortes, n'y attache pas plus d'importance ; mais moi je dis que cette accusation n'est pas frivole et que les faits qui y sont mentionnés constituent un délit, et que si ces faits sont exacts, l'honorable député de Mégantic ne devrait pas siéger dans cette Chambre. Est-ce qu'on ne sait pas que dans cette déclaration il y a les mots de fraude, de collusion ? Que cette fraude ait été commise en qualité

d'avocat, de complice, ou en quelque qualité que ce soit ; quelque soit l'homme qui l'a commise, il faut qu'il soit puni. Je n'ai pas, M. le président, deux paroles et deux mesures. Je ne veux pas qu'on méprise et qu'on bafoue les principes qui doivent présider à nos travaux et à notre existence.

Je dis qu'il y a dans cette déclaration de l'honorable député de Joliette quelque chose de grave, et je dis que dans l'avenir on sera surpris de voir que dans la Chambre d'Assemblée on a traité cette question à la légère.

On a dit que par cette déclaration on n'avait fait que mentionner des faits qui tombent sous le coup d'un article du code de procédure civile. Encore une fois, je ne veux pas dire ce que le comité ne trouvera peut-être pas, et ce que, je l'espère, il ne trouvera pas ; mais je ne permettrai pas qu'on passe sous silence une accusation qui comporte qu'un homme a violé un article de la loi. Va-t-on prétendre maintenant que ce n'est rien que de violer un article de la loi ?

Je l'espère pour l'honneur de la province, pour l'honneur de tous les intéressés, que le comité trouvera que les faits mentionnés dans la déclaration ne sont pas exacts. Les honorables messieurs de la gauche ont beau rire, cette affaire les occupent plus qu'ils en ont l'air. Ils peuvent rire, ceux qui ont tant parlé d'avance, ceux qui dans une autre ville ont compté les votes qu'ils croyaient avoir pour empêcher le comité d'être nommé.

L'honorable chef de l'opposition a dit qu'il ne s'opposerait pas à la nomination du comité ; reviendra-t-il sur sa décision ? c'est possible. On a vu plus que cela déjà.

L'honorable M. **Joly**.—M. le président, il est six heures maintenant, mais je dirai à l'honorable premier ministre que je ne reviendrai pas sur ma décision. Il est inutile pour lui de faire des efforts d'éloquence plus longtemps dans l'espérance que je reviendrai sur ma décision. Je persévère dans mon opinion.

A six heures la séance est suspendue jusqu'à sept heures et demie.

M. le **Premier ministre**.—M. le président, immédiatement avant que la séance ne fut suspendue, l'honorable chef de l'opposition a déclaré qu'il tenait à sa décision, c'est-à-dire que le comité dont la nomination nous est demandée est nécessaire. Mon honorable ami le trésorier de la province n'a proposé l'ajournement du débat que dans le but de permettre aux membres de cette Chambre de se bien renseigner avant de décider définitivement cette question, et de voir si l'honorable député de Joliette, en face de nouveaux renseignements qui lui seraient donnés, ne

jugerait pas convenable d'abandonner ou plutôt de retirer la proposition qu'il a déposée sur le bureau de l'Assemblée. Ce but ne paraît pas devoir être atteint. Nous avons la déclaration formelle de l'honorable chef de l'opposition qui dit qu'il faut qu'une enquête soit faite, et lorsque mon honorable ami se prononce sur une question de cette importance, il parle au nom de ceux qui composent l'opposition. C'est donc le désir de la gauche que le comité soit nommé. Je crois que dans ces circonstances, il ne reste plus à la Chambre qu'à adopter la proposition de l'honorable député de Joliette.

L'honorable M. **Joly**.—M. le président, cette comédie a duré assez longtemps. Que l'honorable premier ministre fasse ce qu'il voudra, il est le chef de la députation et son devoir l'appelle à agir.

M. le **Premier ministre**.—C'est la première fois que j'entends sur une question aussi importante un chef de parti déclarer que c'est une comédie et que cette comédie a duré assez longtemps. Si on veut sincèrement le comité demandé, si on n'a pas peur de ce qui sera établi, qu'on le dise donc courageusement et le comité sera nommé et la proposition relative à l'ajournement du débat sera retirée.

L'honorable M. **Irvine**.—M. le président, la Chambre me permettra, je l'espère, de faire quelques remarques sur les débats qui ont eu lieu jusqu'ici sur cette question de l'ajournement.

L'honorable trésorier a proposé de renvoyer à la prochaine séance la suite de la discussion, pour donner le temps aux députés de réfléchir, d'étudier ma déclaration et de voir s'il y a nécessité d'aller plus loin, c'est-à-dire de nommer un comité d'enquête. L'honorable trésorier de la province a même ajouté qu'il n'était pas nécessaire de renvoyer cette affaire à l'examen d'un comité d'enquête. Mais l'honorable premier ministre a retourné qu'on n'était pas suffisamment renseigné sur tout

.....
M. le **Premier ministre**.—Ce que vous dites là n'est pas exact.

L'honorable M. **Irvine**.—... Oui, oui, si, c'est exact.

L'honorable premier ministre a dit que la Chambre ne connaissait pas tout. Ceci prouve, par conséquent, qu'il y a une divergence d'opinion entre ces deux honorables ministres.

Les faits sont bien simples, il me semble. Le député de Joliette a communiqué une déclaration à la Chambre ; moi, de mon côté, j'ai aussi fait ce que j'appellerai une contre-déclaration. Si la Chambre est satisfaite, alors tout est bien. Si on désire, si on veut une enquête, pour ma

part je n'y vois aucune objection ; au contraire, j'en serai satisfait. Cela m'est parfaitement indifférent, car je sais que l'enquête ne me fera aucun mal. Je suis prêt à voir ces accusations soumises à un comité. Mais la Chambre a à décider lequel des deux modes proposés elle doit suivre.

L'honorable M. **Loranger**—*procureur général*.—Si ce n'était que la déclaration de l'honorable chef de l'opposition je donnerais mon adhésion à la proposition de l'honorable trésorier. Mais le chef de la gauche a exigé un comité immédiatement, et je crois que la Chambre ne doit pas refuser d'accéder à la demande de celui qui, après l'accusé, est le plus intéressé à ce que cette enquête ait lieu. Je suis donc en faveur de la nomination immédiate du comité demandé.

M. le **Président**.—La proposition d'ajournement est-elle retirée ou maintenue.

Plusieurs voix Retirée, retirée

L'honorable M. **Robertson**—*trésorier de la province*.—Si la Chambre le désire, je retirerai ma proposition d'ajournement . . .

M. le **Président**.—Alors la proposition est retirée . . . Je mets aux voix la proposition de M. Lavallée, concluant à la nomination d'un comité d'enquête

Cette proposition est adoptée

M. **Tarte**.—Non, M. le président, j'ai quelques observations à faire sur la proposition qui est entre vos mains.

Si j'avais le moindre doute sur la question, si je n'étais pas parfaitement assuré que cette proposition n'a pas sa raison d'être et que l'honorable député de Mégantic est innocent des accusations qu'elle comporte, je ne me lèverais pas pour m'opposer à la proposition de mon honorable ami pour Joliette.

On prétend que l'honorable député de Mégantic a, moyennant une somme de mille piastres payée à un enchérisseur, empêché le chemin de Lévis et Kennébec, vendu il y a quelque temps par autorité judiciaire \$192,000, d'atteindre le prix de \$500,000, et d'avoir, par là, privé la province d'un bénéfice considérable, attendu qu'il revient au trésor un pourcentage sur de semblables ventes.

Telle est, M. le président, l'accusation dans sa substance.

Je demande si, à sa face même, elle n'est pas dénuée de fondement, je dirai plus, de sens commun. A qui fera-t-on croire, et dans cette chambre et au dehors, qu'un enchérisseur, sérieux dans sa détermination d'acheter ce chemin au prix de \$500,000, aurait été détourné de son intention par la bagatelle de \$1,000 ?

Non : on sent de suite que la proposition de mon honorable ami est de celles qui ne doivent pas être soumises à l'attention d'une législature.

En prenant cette attitude, je n'ai d'autre but que de sauvegarder la dignité de nos délibérations, qui perdraient de leur importance si elles portaient sur des questions de rancune personnelle au lieu d'avoir trait à l'intérêt de la province.

L'honorable trésorier a expliqué clairement toute cette affaire et a appuyé la déclaration si catégorique du député de Mégantic. Pour ma part—et je crois que je ne suis pas le seul de mon avis de ce côté-ci de la Chambre (l'orateur désigne la droite)—je suis satisfait des explications que j'ai entendues, et il ne me reste autre chose à faire qu'à déposer sur le bureau de la Chambre la proposition suivante :

Je propose que les mots " qu'en conséquence, un comité composé de l'honorable M. Ross, et de Messieurs Würtele, Champagne, Marion, Fortin, Préfontaine et Charles Langelier, soit nommé avec instruction de s'enquérir de tous faits relatifs à la déclaration du dit M. Lavallée," soient retranchés et remplacés par les suivants : "cette Chambre, satisfaite des explications données par l'honorable député de Mégantic, et ayant pleine confiance aussi dans les déclarations de l'honorable trésorier provincial, faites de son siège, passe à l'ordre du jour."

Je fais cette proposition à condition bien entendu que j'aie quelqu'un pour la secondar.

L'honorable M. **Mercier**.—Je l'appuie, (rires bruyants parmi les membres de la droite.)

L'honorable M. **Mercier**.—M. le président, je ne me rends pas compte de ce qui a causé l'hilarité générale qui a eu lieu parmi les membres ministériels lorsque j'ai dit que j'appuyais la proposition de l'honorable député de Bonaventure. Cette proposition, M. le président, représente exactement mes idées. En effet, je crois que la Chambre devrait être satisfaite des explications données par l'honorable député de Mégantic. Maintenant, si je me suis prononcé en faveur de l'ajournement proposé par l'honorable trésorier de la province, c'est que je croyais que c'était un moyen d'arriver au même but, c'est-à-dire que l'honorable député de Joliette consentirait à retirer sa proposition.

Les honorables membres de la droite ne paraissent pas satisfaits. Vous avez la déclaration de l'honorable trésorier de la province, qui a été partie à l'action que vous reprochez et qui dit qu'il n'y a rien de repréhensible, qu'il n'y a pas lieu de faire une enquête. Que voulez-vous donc de plus. Il est vrai que l'honorable premier ministre a fait une

déclaration contraire. Mais je lui laisse le soin de régler cette divergence d'opinion avec son collègue.

Je ne m'explique pas cette persistance à trouver beaucoup de mal dans cette affaire, quand l'honorable trésorier, lui, ne trouve rien. Est-ce un signe des temps qui approchent ? Je ne sais, mais cela dénote un manque d'harmonie et d'entente fort notable entre les membres du gouvernement.

Maintenant, M. le président, je demanderai à l'honorable procureur général, avocat distingué, de nous dire, sous sa responsabilité professionnelle, s'il y a quelque chose de grave dans la déclaration du député de Joliette. . . .

L'honorable M. **Loranger**—*procureur général*. — L'honorable député discute-t-il cette question au mérite ? . . .

L'honorable M. **Mercier**.—Non, M. le président, ce n'est pas au mérite, mais je parle des faits mêmes allégués. Est-ce que ces faits allégués dans la déclaration sont de nature à justifier la nomination d'un comité d'enquête ? Voilà la question que je pose à l'honorable procureur général et j'espère qu'il voudra bien me répondre.

M. le **Procureur général**.—M. le président, on me demande sous ma responsabilité professionnelle si la déclaration de l'honorable député de Joliette comporte quelque chose qui soit de nature à justifier une enquête. Pour arriver à une juste appréciation, il faut lire cette déclaration et la mettre en face des termes mêmes de la loi. Ceci, je l'avoue, me répugne beaucoup, et c'est pour cela que je n'ai pas voulu me prononcer jusqu'ici. Je n'ai pas exprimé d'opinion sur le fond même de la question. J'espère, M. le président, qu'il n'y a rien de vrai dans ce qui est allégué. Mais puisqu'on me demande formellement de me prononcer je le ferai bien à regret, à cause de la répugnance que j'éprouve. Je dis, M. le président, qu'il y a lieu de faire une enquête d'après la nature des faits allégués dans la déclaration de l'honorable député de Joliette. Il suffit de lire la déclaration et l'article du code à ce sujet. Encore une fois, il me répugne d'agir ainsi, mais on m'y contraint et je le fais par nécessité.

La déclaration dit : “Je suis informé d'une manière digne de foi, et “je crois pouvoir établir par des preuves satisfaisantes, que l'un des “membres de cette Chambre, l'honorable George Irvine, député de “Mégantic, s'est rendu responsable des faits suivants :”

“Je déclare que le vingt-deux mars mil huit cent quatre-vingt-un (22 “mars 1881), l'honorable George Irvine, dans une vente forcée à l'en- “chère, savoir : la vente par le shérif, du chemin de fer Lévis et Ken-

“ nébec, est entré en conspiration pour frauder les créanciers de cette
“ compagnie et le gouvernement, en promettant, pendant les enchères
“ mêmes, à un nommé Robert Cowan, manufacturier de la cité de Mon-
“ tréal, et alors enchérisseur, par l’entremise de son avocat M. L. N.
“ Benjamin, de lui payer la somme de mille dollars (\$1000%). dans le
“ but d’empêcher la vente du dit chemin d’atteindre un prix plus élevé.
“ Qu’en conséquence le dit Robert Cowan, alors présent, a fait cesser
“ d’enchérir après son offre de cent quatre-vingt-onze mille dollars
“ (\$191,000.00.)

“ Que le chemin de fer de Lévis et Kennébec valait beaucoup plus
“ que ce montant et que, de fait, la somme de cent qu atre-vingt-onze
“ mille dollars ne représente pas même le subsidé que le gouvernement
“ a payé à cette compagnie.”

“ Que l’honorable George Irvine a lui-même déclaré, lors de l’enchère,
“ que ses clients ou les personnes dont il soignait les intérêts, feraient
“ monter l’enchère jusqu’à au moins la somme de cinq cent mille
“ piastres, et que le seul résultat des surenchères de M. Cowan serait
“ de faire payer un montant considérable comme commission à la cou-
“ ronne; que, de fait, George Irvine, ci-devant procureur général et
“ actuellement conseiller de la reine, savait que cette commission sur les
“ enchères aux ventes judiciaires contribuait au revenu de la province,
“ que l’action repréhensible du dit George Irvine a ainsi privée d’une
“ somme considérable ;

“ Que, de fait, la compétition a cessé immédiatement après cette offre
“ de mille piastres, et que le chemin de fer de Lévis et Kennébec a été
“ adjugé à l’enchérisseur suivant pour la somme de cent quatre-vingt-
“ douze mille piastres ;

“ Que, dans l’après-midi du même jour, l’honorable George Irvine a
“ payé lui-même et de sa main la somme de mille piastres à M. Cowan
“ ou à son représentant ;

“ Que cette transaction est contraire à la loi et entachée de fraude ;
“ qu’elle fait perdre des revenus au gouvernement et aux créanciers de
“ la dite compagnie, et attendu qu’elle a été faite par un membre de
“ cette Chambre, elle est de nature à jeter du discrédit sur la Législature
“ de la province de Québec ;”

“ Qu’au moment où le dit George Irvine empêchait ainsi l’enchère,
“ pour la vente du dit chemin de fer de Lévis et Kennébec, il travail-
“ lait activement à un projet d’amalgamation du dit chemin de fer
“ [Lévis et Kennébec] avec un autre chemin de fer, ce projet devant
“ requérir l’action de la Législature dont le dit George Irvine est un des
“ membres ;”

“ Que de fait, le dit George Irvine a déjà pris une part active, dans le
 “ comité des projets de lois d'intérêt local, dont il fait partie, à un pro-
 “ jet de loi sanctionnant la dite *amalgamation* et ne laissant aux créan-
 “ ciers de la dite compagnie de Lévis et Kennébec pour payer leurs
 “ réclamations, que le montant de l'enchère réduite comme susdite par
 “ l'action du dit George Irvine.”

Encore une fois, je préférerais ne pas avoir à accomplir un aussi pénible devoir, mais la sommation faite par l'honorable député de St-Hyacinthe m'y force. Il y a dans cette déclaration, à sa face même, assez pour justifier la nomination d'un comité. Il est vrai que la Chambre a été saisie d'une contre-déclaration, mais elle n'est pas une réponse à l'accusation. On peut me dire que cela arrive souvent. Mais, je le demande, M. le président, n'est-ce pas malhonnête que de payer deux cents piastres, ou mille piastres, la somme n'y fait rien, n'est-ce pas malhonnête que de prendre ce moyen d'empêcher l'enchère ? Je le demande à l'honorable député de St-Hyacinthe, si cela est honnête . . .

L'honorable M. **Mercier**.—Puisque je suis interpellé, je répondrai. L'article 714 du code de procédure civile, dit ceci : “ Le décret
 “ peut être déclaré nul : 1^o. A la poursuite du saisi, ou de tout créan-
 “ cier, ou autre intéressé, s'il y a eu dol ou artifices à la connaissance
 “ de l'adjudicataire pour écarter les enchères.

Dans ce cas l'honorable trésorier de la province qui, en sa qualité de président de la compagnie du chemin de fer Québec central, est l'adjudicataire, devrait faire annuler la vente, s'il ne veut pas porter la responsabilité de ce qui a été fait, et que l'honorable procureur général qualifie de fraude.

M. le **Procureur general**.—Je comprends. M. le président, le jeu de l'opposition qui consiste à faire retomber sur la tête de l'honorable trésorier cette accusation. Il y a eu \$1,000 de payées pour arrêter les enchères, voilà ce que nous connaissons, voilà ce que la Chambre connaît, et c'est sur cela qu'elle doit procéder.

L'honorable M. **Joly**.—Je dois dire, M. le président, que si la Chambre ne trouve pas qu'il y ait matière à faire une enquête, je n'insisterai pas pour la nomination du comité. L'honorable député de Bonaventure dit que la déclaration de mon honorable ami le député de Mégantic, jointe à celle de l'honorable trésorier, sont de nature à satisfaire la Chambre. Si elle décide que tel est le cas, il n'y a pas de nécessité de faire une enquête. Le jugement de la Chambre doit être accepté, et pour ma part, je me crois obligé de l'accepter.

M. le **Procureur general**.—M. le président, la Chambre est le témoin d'un spectacle auquel, jusqu'à un certain point, l'a accoutumé l'honorable chef de l'opposition. Que s'est-il donc passé, pour que nous soyons à même d'entendre les étranges déclarations qui sont faites.

Au commencement de la séance, la Chambre a entendu les honorables députés de Lotbinière et de Mégantic déclarer solennellement qu'il fallait une enquête, que leur réputation outragée ne serait satisfaite qu'après qu'un comité aurait fait connaître la vérité touchant cette question. On cédait, en disant cela, au cri de l'honneur, plus fort, plus puissant que la prudence imposée par la tactique parlementaire. On mettait de côté les vaines formes de la lutte de la parole, et l'on se laissait guider par les sentiments de la réputation outragée. Mais pendant l'ajournement, on a fait comprendre à l'honorable chef de l'opposition que la question d'honneur n'était pas toujours bonne conseillère en fait de tactique. Et l'opposition, profitant de certaines circonstances, retraite prudemment. Elle a peur de l'enquête. L'honorable chef de l'opposition passera, aux yeux du public, comme un homme qui a eu peur de la lumière. On espère aussi créer des embarras au gouvernement. Que l'on se détrompe. Je sais qu'il y aura des ministres qui voteront contre, d'autres pour la proposition de l'honorable député de Joliette. Mais tout ce qui restera de cette discussion, c'est que la gauche, après avoir proclamé son amour des enquêtes, aura eu peur de faire connaître la vérité, lorsqu'il s'est agi d'un membre de ce parti.

L'honorable M. **Irvine**.—M. le président, je suis interpellé et je réponds aux remarques qui me sont adressées sur un ton auquel je ne m'attendais guère, je l'avoue en toute sincérité.

En premier lieu, je rappellerai à l'honorable procureur général que je n'ai jamais demandé d'enquête ; ce que j'ai dit c'est que j'étais prêt à faire face à une enquête, quelque rigoureuse et minutieuse qu'elle fût. Et pour rassurer mon honorable ami, je lui répéterai que je suis encore dans les mêmes dispositions. Je ne demande pas la nomination d'un comité d'enquête, mais je ne la crains pas.

M. **Deschenes**.—M. le président, j'ai bien raison d'être surpris de la proposition de l'honorable député de Bonaventure. Cet étonnement s'accroît encore lorsque mon esprit se reporte vers le passé et que je me remets en mémoire les faits auxquels l'honorable député de Bonaventure n'est certes pas étrangers. Il ne peut y avoir de doute sur la nécessité qu'il y a de nommer un comité d'enquête. Mais l'honorable député de Bonaventure nous dit que l'honorable trésorier ayant déclaré qu'il n'y a rien de mal dans toute cette affaire, il ne voit pas l'utilité de

l'enquête et que la Chambre doit renvoyer la demande du député de Joliette. Je le demande à mon honorable ami le député de Bonaventure, les circonstances n'étaient-elles pas identiques dans le cas de la demande d'un comité d'enquête pour l'affaire du Crédit-foncier. L'honorable député de Yamaska n'avait-il pas déclaré sur son honneur que le Crédit foncier n'avait rien payé. Et cependant l'honorable député de Bonaventure n'a pas proposé à la Chambre, comme il le fait à présent, de renvoyer la demande de l'honorable député de Québec. Au reste l'honorable trésorier n'a pas dit qu'il n'y a pas matière à enquête. Il a déclaré tout simplement qu'il ne connaissait rien. C'est là, je crois, ce qu'il a dit. Pour ces raisons, M. le président, je voterai contre la proposition de l'honorable député de Bonaventure.

M. Laberge.—M. le président, je n'ai pas l'habitude de discuter les questions comme celle qui nous occupe en ce moment. Je crois cependant de mon devoir de dire un mot sur la question.

L'honorable député de Mégantic est accusé par l'honorable député de Joliette d'avoir conspiré pour frauder certains créanciers dans la vente par le shérif du chemin de fer Lévis et Kennébec. Pour examiner cette question l'honorable député de Joliette propose à cette Chambre de nommer un comité. Je dis que ce n'est pas de cette manière que cette affaire, qui est très grave et très compromettante, devrait être réglée. Cette question devrait être décidée par les tribunaux civils qui sont seuls compétents dans une semblable affaire. Cette accusation est fondée ou elle ne l'est pas. Si elle est fondée, il y a une personne de lésée. Pourquoi alors cette personne, que l'on prétend lésée, ne suit-elle pas la voie ordinaire, en s'adressant aux tribunaux civils pour faire casser cette vente. Tous les frais encourus pour cela retomberont sur le dos de l'honorable député de Mégantic. Voilà la seule voie pratique juste et raisonnable de faire décider cette affaire, car je prétends, encore une fois, que les tribunaux civils seuls sont compétents pour juger ces matières. Puisqu'on ne le fait pas, c'est qu'il n'y a personne de lésée. S'il faut que la Chambre se substitue aux tribunaux pour juger les causes civiles, il nous faudra siéger ici en permanence. C'est créer un précédent très dangereux qui pourra avoir les plus funestes conséquences pour les honorables membres de cette Chambre.

Si ce principe était admis, chaque membre pourrait craindre pour lui-même. . . . car on sait où conduit la passion politique dans ce pays. Je serais heureux si cette Chambre déclarait que la demande de l'honorable député de Joliette n'est pas accordée, parce que cette question n'est pas du ressort de cette Chambre mais bien du ressort des tribu-

naux civils. De cette manière il n'y aura pas de précédent dangereux de créé. La Chambre ne jugeant pas à propos d'envisager la question sous ce point de vue là, j'accepterai la proposition de l'honorable député de Bonaventure qui déclare que, après les explications données par l'honorable député de Mégantic et l'honorable trésorier de la province, l'accusation de l'honorable député de Joliette contre l'honorable député de Mégantic est futile et non fondée.

M. le président, je me demande pourquoi le député de Joliette n'a-t-il pas conseillé à la personne qui s'est plainte à lui de l'illégalité de cette vente, de s'adresser aux tribunaux pour la faire annuler, ce qui aurait certainement eu lieu, si les faits rapportés par lui eussent été vrais. Je ne connais pas ses raisons, mais il est bien permis de les penser et plusieurs députés ont déjà mis le doigt dessus—mais comme toute vérité n'est pas bonne à dire je m'abstiendrai d'en parler. L'honorable secrétaire de la province pourra, s'il le veut, nous en dire quelque chose.

M. le président. Une fois que les accusations formulées par l'honorable député de Joliette auraient été prouvées il aurait été facile alors pour l'honorable député de soumettre à cette Chambre une proposition de censure ou d'expulsion contre l'honorable député de Mégantic, comme étant indigne de siéger dans cette Chambre, parce qu'il se serait rendu coupable de dol, de fraude. Ceci aurait été logique et n'aurait pas créé de précédent dangereux. L'honorable député de Joliette aurait été appuyé dans sa demande par les deux côtés de la Chambre—tandis qu'aujourd'hui il n'aura pour l'appuyer que les membres que la politique aveugle.

M. **Gagnon**.—M. le président, le député de Témiscouata a jugé à propos d'exprimer son avis sur une question de cette nature et de déclarer qu'il est convaincu qu'il y a nécessité de faire une enquête. C'est le dernier homme qui devrait se permettre de faire une telle déclaration.....

Plusieurs voix de la droite.—A l'ordre, à l'ordre.....

M. **Gagnon**.... lui qui n'a pas, tant s'en faut, un passé irréprochable.

Les mêmes voix.... à l'ordre.... ce n'est pas la question.....

M. **Gagnon**.—Les clameurs de la droite ne m'empêcheront pas d'exprimer moi aussi ma pensée, puisque la gauche a eu la patience d'écouter sans l'interrompre le député de Témiscouata. Au reste, j'ai fini et j'espère que ce député ne se hasarderá plus sur un terrain si brûlant pour lui, car on sait que les enquêtes il les redoute plus que personne.

La question sur laquelle nous délibérons, M. le président, est importante. Il est dit dans la déclaration qu'il y a eu fraude. Mais un fait doit frapper tout particulièrement la Chambre, et c'est celui-ci. Ce n'est qu'après un mois de travaux législatifs, un samedi, un jour où il ne devrait pas y avoir de séance, c'est ce jour-là même, à la veille d'un ajournement de huit jours, que l'on choisit pour faire une déclaration, pour formuler une accusation que l'on considère comme très grave.

On sait pourquoi cette accusation a été lancée contre l'honorable député de Mégantic. C'est l'honorable secrétaire provincial qui est au fond la cheville ouvrière, le *modus operandi* dans toute cette affaire. C'est pour trouver quelque chose à dire contre un député libéral, qu'il a fait faire ce scandale manqué. C'est pour détruire l'effet de l'accusation formulée contre lui qu'il a fait mettre au jour cette accusation.

De quoi accuse-t-on l'honorable député de Mégantic. On l'a accusé d'avoir payé \$1,000 pour arrêter les enchères, mais je suis certain que l'honorable procureur général conseillerait la même chose à ses clients si l'occasion s'en présentait.

L'honorable M. **Loranger**—*procureur général*.—Non.

M. **Gagnon**.—La cour d'appel a maintenu qu'un créancier peut se protéger. . . .

L'honorable M. **Mercier**.—L'honorable procureur général trouvera qu'une convention entre créanciers ne tombe pas sous l'empire de l'article du code, de plus que l'honorable juge Routhier a décidé dans le même sens.

M. le **Procureur general**.—Ce n'est pas un principe sain. La cour d'appel n'a pas décidé ainsi dans le cas où la fraude était alléguée.

M. **Gagnon**.—Nous avons un jugement de la cour d'appel sur cette question, et ce jugement est reproduit dans le 5^e volume des "Quebec Law Reports." Il n'y a rien dans la déclaration du député de Joliette qui affecte l'honneur et la dignité d'un membre de cette Chambre. Il n'y a rien de reprehensible. En face de ce fait, faut-il dépenser des milliers de piastres pour faire une enquête sur quoi, M. le président, sur un fait que les tribunaux déclare être licite. Je vais plus loin et je suppose que l'accusation soit fondée, qu'est-ce qui s'en suivra ? L'honorable député de Mégantic devra-t-il remettre son mandat ? Non, pas du tout. C'est une question qui est du ressort des tribunaux.

L'article 714 du code de procédure civile dit que la vente sera nulle s'il y a fraude. C'est parfaitement correct. Il m'est arrivé à moi-même de faire ce dont on accuse l'honorable député de Mégantic, et jamais je

n'ai cru pour cela avoir failli à l'honneur de la profession. J'ai vu la même chose faite par des personnes infiniment respectables, et il n'est venu à l'idée de personne que ces gens se rendaient coupables d'un crime, ni même d'une mauvaise action. Je conclus, M. le président, en disant que l'enquête demandée est inutile, et que si la Chambre l'accordait, ce serait de l'argent dépensé inutilement.

L'honorable M. **Chapleau** — *premier ministre, commissaire de l'agriculture et des travaux publics, commissaire des chemins de fer.*—M. le président, j'aurais peut-être accepté la suggestion de l'honorable trésorier de la province, si je n'avais pas eu pour m'en empêcher la déclaration de l'honorable chef de l'opposition. Elle était noble et belle cette déclaration formelle : " je veux que la lumière se fasse et je ne changerai pas d'opinion sur ce point." Je l'ai écoutée avec plaisir, car j'y voyais le chef, outragé dans la personne d'un des siens, revendiquer publiquement et hautement l'honneur d'un de ses amis. Mais, M. le président, je comptais sans la faiblesse de l'honorable député de Lotbinière. En ce moment il recule, il fuit la responsabilité de sa parole donnée loyalement. Ses amis regrettent sa franchise, et lui pour ne pas leur déplaire il cherche à oublier ou à renier ce qu'il a dit. Mais je dirai à l'honorable député de Lotbinière, si vos amis ne font pas ce que vous dites, vous n'êtes pas digne d'être le chef, vos amis vous signifient votre congé, il ne vous reste qu'à accepter l'humiliation d'un chef renié par ses amis.

L'honorable député de St-Hyacinthe a demandé à l'honorable procureur général si réellement il croyait qu'il y avait lieu de faire une enquête. Et l'honorable procureur général, en sa qualité de premier officier en loi, a déclaré que l'accusation était très-grave. Que veut-on de plus. Ah! M. le président, je sais ce que l'on espère. L'honorable député de Mégantic, craignant l'issue de cette enquête, a compté sur des sympathies personnelles; il s'abrite derrière ces sympathies. Il n'ose pas combattre, il aime mieux vaincre sans gloire, et cela au prix de l'amitié personnelle. Il n'a pas même le courage de dire qu'il accepte la lutte.

La proposition de l'honorable député de Bonaventure n'est pas régulière. Sa déclaration n'est pas conforme aux usages parlementaires anglais. Elle est une formule toute française, qui ne s'applique pas ici. Car il est dit que la Chambre passe à l'ordre du jour et nous y sommes dans l'ordre du jour. Elle dit aussi que cette Chambre satisfaite des explications données par l'honorable député de Mégantic et ayant pleine confiance aussi dans les déclarations de l'honorable trésorier

Quelles sont donc les explications que l'honorable trésorier nous a données? Elles se réduisent à ceci. C'est que jusqu'à samedi il ne connaissait rien du tout de ces transactions, et que depuis il a pris des renseignements, et que ces renseignements le portent à croire qu'une enquête est inutile. Voilà ce que nous savons des déclarations de l'honorable trésorier. Je dis, M. le président, que cela n'est pas suffisant pour que la Chambre refuse de nommer un comité d'enquête.

On a parlé de déloyauté. Ce n'est certes pas à l'honorable député de Mégantic de parler de déloyauté, lui qui a conspiré contre son chef, lui qui est allé se consulter à Montréal avec certains de ses amis afin de frapper comme un lâche celui qui l'avait appelé à l'aider dans l'administration de la province, afin de frapper dans l'ombre celui qui avait témoigné une si grande confiance dans sa fidélité et dans sa loyauté. Celui qui profite de l'absence de son chef pour amener, par une démission hâtive, la chute du cabinet, celui-là n'a pas le droit de parler de déloyauté. Il y a un fait qui ne peut échapper à celui qui a suivi de près,—car il faut l'avoir suivi de près—la carrière de l'honorable député de Mégantic, c'est qu'il a toujours été malheureux dans ses revirements politiques. Il a changé de parti juste au moment où il n'aurait pas dû le faire.

Avec son bon goût ordinaire, l'honorable député de Mégantic n'a pas manqué de se faire force louanges. Il s'est sans doute dit que s'il laissait ce soin à la Chambre il y perdrait. Aussi a-t-il pris la précaution de glisser les lignes suivantes dans sa déclaration :

“ Je ne prétends pas du tout que la ligne de conduite suivie par le député de Joliette m'a fait le moindre tort. La nature frivole de ces accusations et les circonstances dans lesquelles ils les a portées les réfutent suffisamment. Et, sans m'exposer à être taxé de vanité désordonnée, je crois pouvoir dire que dans ma longue carrière professionnelle et politique, je me suis fait une réputation qui ne saurait être affectée par une pareille manœuvre politique. Mais si l'on permet qu'un tel procédé passe en précédent, il est évident qu'on pourrait s'en servir pour faire un tort presque irréparable à un homme public avant qu'il ait l'occasion de fournir des explications.”

L'honorable député a bien fait de se décerner ces louanges si grotesques dans sa bouche, car jamais la Chambre n'en aurait dit la moitié autant. Mais ces paroles avaient aussi un autre but dans l'esprit du député de Mégantic, celui de réchauffer ces sympathies personnelles sur lesquelles il compte, dans sa peur d'une enquête, pour se dégager de la position difficile où l'a mise la déclaration de mon honorable ami le député de Joliette.

L'honorable député de Kamouraska s'est fait avocat. Il a plaidé pour son client les circonstances atténuantes. Il nous a dit que telle cour avait décidé tel ou tel point de droit. Je vous le demande, M. le président, sommes-nous ici pour suivre les procédures des cours de justice ? Nous sommes la cour d'honneur. Nous devons protéger la dignité de cette Chambre en prenant, quand cela est nécessaire, les mesures convenables pour punir ceux qui se rendent coupables de quoi que ce soit contraire à l'honneur, à la dignité de cette Chambre. Si l'honorable député de Joliette veut retirer sa proposition, c'est son affaire, mais si elle n'est pas retirée, je dis que nous devons nommer le comité d'enquête.

Y a-t-il, M. le président, dans la déclaration de l'honorable député de Joliette, accusation aux termes des auteurs qui ont traité de ces matières ? Je réponds sans hésiter, oui. Que dit la déclaration ? Elle dit " que cette transaction est contraire à la loi et entachée de fraude ; " qu'elle fait perdre des revenus au gouvernement et aux créanciers de " la dite compagnie, et attendu qu'elle a été faite par un membre de " cette Chambre et est de nature à jeter du discrédit sur la Législature " de la province de Québec. "

Et plus loin : " Qu'au moment où le dit George Irvine empêchait " ainsi l'enchère, pour la vente du dit chemin de fer de Lévis et Ken- " nébec, il travaillait activement à un projet d'*amalgamation* du dit che- " min de fer [Lévis et Kennébec] avec un autre chemin de fer, ce pro- " jet devant requérir l'action de la Législature dont le dit George Irvine " est un des membres ; "

" Que de fait, le dit George Irvine a déjà pris une part active, dans " le comité des projets de lois d'intérêt local dont il fait partie, à un " projet de loi consacrant la dite *amalgamation* et ne laissant aux " créanciers de la dite compagnie de Lévis et Kennébec pour payer " leurs réclamations, que le montant de l'enchère réduite comme susdit " par l'action du dit George Irvine. "

On dit que les tribunaux admettent que les créanciers peuvent se protéger à une telle vente en arrêtant les enchères, mais dans ce cas-ci l'honorable député de Mégantic ne représentait pas tous les créanciers et il ne pouvait donc pas agir pour eux. Il n'avait donc pas le droit de faire ce qu'il a fait. Ne représentant que quelques uns des créanciers, ne représentant pas la totalité des créanciers, il volait donc les autres créanciers au nom desquels il n'agissait pas.

L'honorable M. **Irvine**.—J'ai dit que je n'agissais qu'au nom de quelques créanciers. Je protégeais les intérêts de mes clients ; je n'avais pas à m'occuper des autres qui ne m'avaient pas confié leurs cause.

M. le **Premier ministre**.—Ceci est précisément à l'appui de mon raisonnement, car si l'honorable député ne représentait pas la totalité des créanciers, il a, en agissant comme il l'a fait, fraudé les autres créanciers.

On dit aussi que cette chose se pratique souvent. Cela n'empêche pas que ce soit toujours regrettable.

La Chambre doit être frappée du contraste qu'il y a dans la conduite que tient aujourd'hui l'opposition, au sujet de la déclaration formelle, positive, de l'honorable député de Joliette, et l'acharnement inexplicable—si ce n'est par l'esprit de parti le moins recommandable—qu'elle a mantré quand il s'est agi de la déclaration insidieuse faite par l'honorable député du district électoral de Québec. C'est bien là l'opposition ; toujours deux poids et deux mesures.

Que nous dit la déclaration de l'honorable député de Joliette. Il y est dit “ qu'au moment où le dit George Irvine empêchait ainsi l'enchère “ pour la vente du dit chemin de fer de Lévis et Kennébec, il travaillait “ activement à un projet d'*amalgamation* du dit chemin de fer (Lévis “ et Kennébec) avec un autre chemin de fer, ce projet devant requérir “ l'action de la Législature, dont le dit George Irvine est un membre.” N'en voilà-t-il pas assez pour réduire à néant cette prétention des membres de l'opposition que l'acte qui sert de base à l'accusation n'est pas du ressort de cette Chambre. Cela ne prouve-t-il pas que nous avons à nous occuper d'un acte qui tombe directement, inévitablement, sous notre juridiction. L'honorable député de Mégantic sait bien, lui, car il est trop bon avocat pour l'ignorer, pour en douter même, qu'il y a beaucoup dans cette déclaration. Il sait bien que son action, dans cette circonstance, était liée avec sa conduite comme membre du comité des projets de lois d'intérêt local. Il sait cela, et cependant il ose prétendre qu'il n'y a rien qui vaille dans cette déclaration.

L'acte d'accusation dit aussi : “ Que l'honorable George Irvine a lui-même déclaré, lors de l'enchère, que ses clients ou les personnes dont “ il soignait les intérêts, feraient monter l'enchère jusqu'à, au moins, la “ somme de cinq cent mille piastres et que le seul résultat des suren- “ chères de M. Cowan serait de faire payer un montant considérable “ comme commission à la couronne, que de fait George Irvine, ci-devant “ procureur général et actuellement conseiller de la Reine, savait que “ cette commission sur les enchères aux ventes judiciaires contribuait au “ revenu de la province, que l'action reprehensible du dit George Irvine “ a ainsi privée d'une somme considérable.”

Il y a dans cette partie de la déclaration une accusation très-grave qui par elle-même suffit non-seulement pour nous justifier, mais pour nous

obliger en quelque sorte à nommer un comité d'enquête. Il y est dit que le député de Mégantic, en agissant comme il l'a fait, a fraudé le trésor de la province. Et maintenant veut-on savoir ce que pense les auteurs qui ont écrit sur cette question. Je n'ai que l'embaras du choix. Je citerai quelques-unes de ces autorités.

May, dans son ouvrage "Parliamentary Practice," pages 59, 60, édition de 1863 dit :

"Expulsion is generally reserved for offenses which render members unfit for a seat in parliament and which . . . if not so punished, would bring discredit upon parliament itself. Members have been expelled as . . . having been guilty of . . . frauds and breaches of trust . . . of conspiracy to defraud . . . or in the execution of their duties as members of the House."

Il y a : la fraude civile et la fraude criminelle.

La première suffirait : le code de procédure canadien est formel, et je ne fais que rappeler l'article 714.

La fraude criminelle est établie par les auteurs. Je trouve dans l'ouvrage intitulé "Russell on Crimes," volume 3, à la page 123 :

"An authority was cited where the defendants being acquitted of all but conspiring to impoverish the farmers of the excise, it was objected that there was no offense ; but the court hold it well because the information showed that the excise was parcel of the Revenue of the Crown and so the impoverishment of the farmers of excise tended to prejudice the Revenue of the Crown."

Et Bishop, Criminal Law, volume 2, page 226 dit aussi :

"Of course a conspiracy tending to lessen the governmental revenue is indictable."

Le même auteur que j'ai cité, Russell on Crimes, dans le même volume 3 à la page 127 ajoute :

"When it appeared that certain brokers where in the habit of greeing together to attend sales by auction and that one of them only should bid for any particular article, and that after the sale they should have a meeting consisting of themselves only at another place to put up to sale amongst themselves at a fair price the goods that each had bought at the auction, and that the difference between the price at which the goods were bought at the auction and the fair price at this private sale should be shared amongst them, Gurney B was of opinion that as owners of goods had a right to expect at an auction that there would be an open competition from the public, if a knot of men went to an auction upon an agreement amongst themselves of the kind that had

“ been described, they were guilty of an indictable offence and might
“ be tried for conspiracy. ”

Maintenant quant à la procédure, la voici :

Si la fraude a été prouvée en cour, la Chambre fait demander le dossier.

Si ce n'est pas prouvé, comme dans le cas actuel, May dit, page 60, édition de 1863 : “ The proceedings are founded upon reports of commissions or committees of the House, or other sufficient evidence.”

Et “ Watsell precedents,” volume 4, page 150, note impeachment, of Lord Clarendon, dit qu'il suffit pour obtenir une enquête que la Chambre ait une des formules suivantes de déclaration :

“ Several persons have undertaken to make that head good :

“ The member has heard this from a certain great Lord.

“ The member did not doubt but it will be made out.”

“ Resolved : That common fame is a good ground of proceeding of
“ this House either to enquire of here, or to transmit the complaint if
“ this House find cause to the King or Lords.”

Résolution : Chambre des communes 22 avril 1626. On trouve ce qui suit dans les “ Débats ” séance du 22 avril 1626.

“ Mr. Littleton : This is not a house for definitive judgment but of
“ information, denunciation or presentment for which common fame
“ is sufficient.

“ Mr. Noy. There are two questions :

“ 1. Whether common fame. 2. Whether this fame be true. We
“ will not transmit without the first enquiry ; *but without the second we*
“ *may.*

“ There is this difference between a resolution of the commons and
“ that of Lords. The vote of the House of Commons is but an order to
“ prosecution.

Report of a free conference, 27 february 1702, 14 April 1668. Sir W. Penn, impeached for embezzlement of prize goods.

19 décembre 1678. Sur simple production en chambre de deux lettres du Lord High Treasurer Danly à M. Montague, il est résolu, sans autre déclaration :

“ That there is sufficient matter of impeachment against the Lord
“ Treasurer ” et la Chambre nomme un comité.

“ May, Parliamentary History Vol. 5, page 886, rapporte ce qui suit :

“ Resolved, that E. Bauncefort for construing to cheat col. Hastings

“ regiment of 500 guineas and for giving a bride to obtain the Kings
“ bounty be taken into custody of the Sergeant at arms.”

Bishop on criminal law, page 226, dit aussi :

“ Of course, a conspiracy tending to lessen the governmental revenue
“ is indictable.”

Je trouve ceci dans May, “ Parliamentary history,” vol. II, page 55.

“ The question was put, “ Whether common fame was a good ground
“ of proceeding, either to enquire of it there, or transmit the complaint
“ if the house think fit, to the king or the lords,” and carried in the
“ affirmative by a great majority.”

Hatsells precedents, vol. 4, page 150, rapporte :

“ House of Commons come to a resolution, “ That this House have
“ sufficient inducement to impeach the Earl of Clarendon.” The 11th
“ November 1667, the House resolve “ That an impeachment of
“ treason and other high crimes and misdemeanors be carried up to the
“ bar of the House of Lords against the Earl of Clarendon.”

Il ajoute plus loin :

“ This day it was also resolved : “ That Mr. Henry Guy a member of
“ this House for taking a bribe of 200 guineas be committed prisoner
“ to the tower of London. ”

Maintenant, M. le président, peut-on prétendre que le chemin de fer de Lévis et Kennébec a été vendu à un prix raisonnable quand le subside seul du gouvernement s'élève à \$250,000 et que l'enchère ne s'est élevée qu'à \$192,000, soit un tiers environ du montant que le député de Mégantic même s'est déclaré prêt à mettre, le cas échéant, car cet honorable député a déclaré qu'il continuerait les enchères jusqu'à concurrence de la somme de \$500,000 à \$600,000. En face des autorités que j'ai citées, peut-on hésiter à déclarer qu'il y a nécessité et matière à faire une enquête. Je dis non, M. le président, et la nature et les termes de l'accusation nous impose le devoir de nommer le comité proposé par l'honorable député de Joliette. Si le député de Mégantic n'avait pas raison de craindre ce que dévoilera une enquête, il ne se mettrait pas à l'abri de sympathies personnelles pour réussir à tenir dans l'ombre des faits qu'une enquête établirait. Je dis, M. le président, que si la Chambre vote contre la demande d'enquête, elle se prononce sur une chose qu'elle ne connaît pas, et que ce qu'elle connaît de cette affaire lui fait un devoir d'ordonner une enquête.

L'honorable M. **Irvine**.—M. le président, je désire répondre en quelques mots au discours élaboré de l'honorable premier ministre. J'ai déjà dit que je laissais la chose entre les mains de la Chambre. Elle fera

ce qui lui semblera à propos. Je ne compte pas sur les sympathies de personne mais simplement sur l'esprit de justice qui doit régner dans cette Chambre comme ailleurs. L'honorable premier ministre a prétendu que j'avais des intérêts dans un certain projet de loi. Je nie cela. Je l'ai déjà dit et je le répète, je n'ai aucun intérêt personnel dans aucun projet de loi ou autre chose qui dépend de la volonté de la Législature.

L'honorable premier ministre a aussi parlé du passé. Il aurait mieux fait de garder le silence là-dessus. Il a aussi insinué que j'étais allé à Montréal pour comploter contre le chef du cabinet dont je faisais alors partie. En 1874, je suis allé à Montréal, non pour conspirer comme l'a dit l'honorable premier ministre, mais pour avoir des renseignements. J'ai tourné le dos à des gens qui me trompaient. Voilà ce que j'ai fait et je crois avoir fait les choses loyalement.

L'honorable premier ministre a été même jusqu'à dire que je devrais moi-même demander la nomination d'un comité d'enquête. Il faut avouer que ce serait faire du zèle intempestif. Mais je me rappelle, bien que je fusse pas membre de cette Chambre dans le temps, qu'il s'est présenté un cas où l'honorable premier ministre aurait dû mettre en pratique le conseil qu'il ne se gêne pas de me donner en ce moment. On se souvient que l'honorable chef du gouvernement a été accusé par un membre de cette Chambre, et cependant il n'a pas demandé un comité d'enquête. Au contraire. . . .

M. le **Premier ministre.**—Il n'y avait pas de déclaration de faite.

L'honorable M. **Irvine.**—Oui, oui, il y avait une déclaration et cependant l'honorable premier ministre a bien su employer sa verbeuse éloquence à combattre la proposition tendant à la nomination d'un comité d'enquête.

Je termine, M. le président, car je ne m'étais levé que pour faire quelques remarques en réponse au discours qui vient d'être prononcé. Je laisse, comme je l'ai dit, cette affaire entre les mains de la Chambre. Je ne désire en aucune façon faire du capital politique avec cette question. Si la Chambre déclare qu'il n'y a pas matière à enquête, alors je reconnaitrai que j'ai eu affaire à des hommes d'honneur, qui ont fait taire leurs animosités de partisans pour me rendre justice.

M. **Tarte.**—J'ai droit, M. le président, à quelques mots de réplique et je suis heureux de m'en prévaloir. Car le débat a pris une importance considérable, surtout à cause de la part qu'y a prise l'honorable premier ministre. Nous assistons à un spectacle vraiment curieux.

Le chef du gouvernement nous assure, sur sa responsabilité, que

l'honorable député de Mégantic a commis un acte criminel, déshonorant, qu'il mérite d'être flétri par nous, ses collègues.

Cependant, il avoue n'avoir eu aucune connaissance personnelle de ce qui s'est passé, mais s'en rapporte entièrement aux informations de mon honorable ami, le député de Joliette.

L'honorable trésorier, son collègue, nous a dit, lui, qu'il connaît le fond de la question, que la somme payée a servi purement et simplement à payer une créance légitime.

Je n'hésite pas un instant à ajouter foi aux observations de l'honorable trésorier dont l'honorabilité n'est mise en doute par personne dans cette Chambre, si ce n'est par son chef, l'honorable premier ministre qui, en persistant à trouver du crime dans l'acte accompli par le député de Mégantic, accuse d'une manière fort grave l'honorable trésorier qui, comme chacun le sait, est le président de la compagnie du Québec central, adjudicataire du Lévis et Kennébec à la vente qualifiée de frauduleuse par le premier ministre.

Tenez, M. le président, si je suis bien renseigné—et je crois l'être—il y a dans cette affaire du Lévis et Kennébec du désappointement et des désappointés, dont le premier ministre est l'écho en ce moment. N'y aurait-il pas eu, par exemple, certaines tentatives d'acheter ce fameux chemin qui n'auraient pas réussi, grâce à l'intervention de l'honorable député de Mégantic?

Je ne désire pas, à moins que l'on ne m'y provoque, lever plus le voile qui cache les manœuvres dont cette entreprise a été l'objet. J'espère, je sais que plusieurs de mes collègues voteront pour la proposition que je vous ai soumise, et à laquelle l'honorable chef du gouvernement trouve de grands défauts, entre autres celui d'être rédigée en termes semblables aux propositions faites devant les Chambres françaises. M. le président, il vient à certaines gens, par le temps qui court, de si bonnes choses de ce beau pays de France, que j'ai cru pouvoir prendre celle-là, sans révolter le sens délicat de mon honorable ami, le premier ministre.

L'honorable premier ministre a jugé à propos de parler des erreurs de ma vie politique. J'ai défendu, dans près de dix années de lutte dans la presse et ailleurs, bien des hommes et bien des actes. Parmi les hommes et au nombre des actes qui demandaient une jolie dose de bonne volonté pour être défendus, j'ai parfois trouvé mon honorable ami et souvent ses actes politiques.

Je puis me rendre ce témoignage que je n'ai jamais souillé ma plume en approuvant ce qui me paraissait indigne d'être défendu. Tant que j'aurai l'honneur de rester au poste laborieux que j'occupe, ma conduite

sera celle d'un journaliste disant sa pensée avec cette légitime indépendance qui est la garantie du public et la consolation des publicistes qui tiennent à faire leur devoir.

M. Lavallée.—M. le président, l'honorable député de Bonaventure m'a accusé d'avoir obéi à des influences extérieures. Je nie cette assertion. L'honorable député de St-Hyacinthe m'a demandé de faire connaître les noms de ceux qui m'ont renseigné lorsque j'ai fait ma déclaration. Que l'honorable député se joigne à moi pour demander la nomination d'un comité d'enquête, et je m'engage à dire ces noms devant le comité.

M. le Président.—Je mets aux voix la proposition de M. Tarte, secondé par l'honorable M. Mercier, à l'effet que les mots "qu'en conséquence, un comité composé de l'honorable M. Ross, et de Messieurs Würtele, Champagne, Marion, Fortin, Préfontaine et Chs. Langelier soit nommé, avec instruction de s'enquérir de tous faits relatifs à la déclaration du dit M. Lavallée," soient retranchés et remplacés par les suivants : "cette Chambre, satisfaite des explications données par l'honorable député de Mégantic, et ayant pleine confiance aussi dans les déclarations de l'honorable trésorier de la province, faites de son siège, passe à l'ordre du jour."

Ont voté pour :—MM. Blais, Boutillier, Boutin, Cameron, Church, Dupuis, Flynn, Gagnon, Joly, Laberge, Lafontaine (Shefford), Lafontaine (Napierville), Langelier (Portneuf), Langelier (Montmorency), Lovell, Lynch, McShane, Meikle, Mercier, Nelson, Parent, Poirier, Préfontaine, Rinfret dit Malouin, Robertson, Shehyn, Tarte, Watts et Würtele.—29.

Ont voté contre :—MM. Audet, Beaubien, Beaudet, Bergevin, Caron, Champagne, Chapleau, Charlebois, Desaulniers, Deschênes, Duckett, Fortin, Gauthier, Houde, Lalonde, Lavallée, LeCavalier, Loranger, Magnan, Marion, Mathieu, Murphy, Pâquet, Picard, Robillard et St-Cyr.—26.

L'Assemblée législative a adopté.

L'ordre du jour appelle la suite de la discussion sur la proposition de l'honorable M. Joly à l'effet qu'un comité spécial, composé des honorables MM. Irvine, Beaubien et Mercier et de MM. Mathieu et Beaudet soit nommé, avec instruction de s'enquérir généralement de tout ce qui concerne le chemin de fer de Québec, Montréal, Ottawa et Occidental, depuis le 1er novembre 1879 et de faire rapport ; avec pouvoir d'envoyer chercher personnes et papiers.

L'honorable M. **Joly.**—Vu l'heure avancée (il est minuit moins

quinze minutes) il serait peut-être mieux de remettre la suite de la discussion à la séance de demain.

M. le **Premier ministre**.—Si l'honorable chef de l'opposition est sérieux quand il propose cette résolution, il doit savoir que le gouvernement ne peut permettre que cette proposition de non-confiance reste indéfiniment sur l'ordre du jour.

L'honorable M. **Joly**.—Très bien, puisqu'on l'exige, je suis prêt à discuter cette proposition.

M. le président, je serai obligé de rappeler la discussion qui a eu lieu sur le projet d'adresse. J'ai dit alors qu'il dépendait du gouvernement de faire régner la bonne entente. J'ai dit que pour que l'harmonie et la la bonne entente vîssent à régner il fallait que le gouvernement donnât, avec une parfaite franchise, tous les renseignements nécessaires pour bien juger son administration. Le gouvernement sait quelles réponses nous sommes en droit d'attendre de lui. Je dois avouer que j'ai été sous l'impression qu'il paraissait entendu que le gouvernement accepterait ma proposition. Voilà l'opinion qui existait. J'ai donc lieu d'être surpris à la vue de l'attitude hostile que prend la droite. C'est une curieuse manière de remplir la promesse de donner tous les renseignements. L'honorable premier ministre déclare que le gouvernement considère cette proposition comme un vote de non-confiance. Je dis que j'ai lieu d'être surpris de cette étrange déclaration du chef du cabinet. Est-ce que, par hasard, s'efforcer de connaître les actes administratifs de M. Sénécals, c'est manquer de confiance dans l'administration ? Pour ma part je ne le crois pas. Mais M. Sénécals, qui paraît avoir tous les pouvoirs, pourrait peut-être empêcher l'enquête que je demande. S'il en est ainsi, j'avertis mes honorables amis de la droite que nous trouverons le moyen d'avoir une enquête. Le gouvernement, après avoir promis de donner à la Chambre toutes les facilités possibles de se renseigner, saisit la première occasion qui se présente pour refuser de remplir sa promesse. Pourtant, les honorables députés qui ont proposé l'adoption du projet d'adresse en réponse au discours d'ouverture, nous ont promis que si un comité d'enquête était demandé, il serait accordé avec empressement. Et aujourd'hui, en face de ces promesses, le gouvernement nous déclare qu'il considère cette demande comme un vote de non-confiance.

M. le président, les raisons qui m'engagent à faire cette demande et qui doivent aussi engager la Chambre à adopter ma proposition, les voici. Je vais les exposer sommairement :

Ce qui a eu lieu avant que le gouvernement eut pris définitivement possession du chemin de fer provincial pour justifier la demande d'une

enquête. Il est important de savoir pourquoi le gouvernement n'a pas pris possession du chemin le 3 novembre 1879, M. McGreevy ayant renoncé de faire usage de quoique ce soit pour baser un refus. N'y a-t-il pas lieu de croire, d'après ce que nous en connaissons, que depuis le gouvernement s'est servi de ce chemin comme un moyen de patronage et qu'il ne l'a pas exploité dans l'intérêt de la province. Il faut donc une enquête rigoureuse sur toute cette question.

Mais il y a plus, M. le président, et l'on se rappelle les reproches amères que nous avons reçues à propos du chemin de ceinture de Trois-Rivières. Bien, est-ce que le gouvernement peut nier que l'embranchement de Berthier et la voie ferrée de Joliette ne soient pas des entreprises...

M. le **Premier ministre**.—Ce sont des compagnies particulières qui ont construit ces chemins et les documents qui seront déposés demain sur le bureau de l'Assemblée en font foi.

L'honorable M. **Joly**.—L'honorable premier ministre me dit que ces documents seront déposés demain sur le bureau de l'Assemblée législative, et cependant l'on me force à faire une discussion dans laquelle ces documents sont indispensables. C'est un manque de délicatesse et de courtoisie fort notable.

En attendant que nous ayons les renseignements que le gouvernement promet toujours mais ne donne jamais, je me crois justifiable de dire que les transactions qui ont eu lieu au sujet de ces deux voies ferrées sont très irrégulières.

Le gouvernement nous a dit aussi qu'il donnerait à la Chambre un état des recettes du chemin de fer, mais il n'a pas encore dit qu'il ferait connaître également le montant des dépenses ; pourtant, on admettra que c'est essentiel, si nous voulons, entre autres choses, nous renseigner sur le montant de la commission que retire M. Sénécal, au taux de deux et demi par cent.

Je ne me ferai pas ici l'écho de toutes les rumeurs qui circulent dans le public ; cependant, on doit admettre qu'il y a assez de soupçons graves pour justifier ma proposition. Le fait seul que l'administration des chemins de la province est confiée à M. Sénécal, le même qui a joué un si triste rôle dans l'affaire du chemin de fer de Lévis et Kennébec, celui-là même à qui le gouvernement a eu la faiblesse de donner le subside et cela sans garantie...

M. le **Premier ministre**.—Que l'honorable député demande les documents relatifs à cette affaire et il verra que les créanciers anglais sont parfaitement protégés.

L'honorable M. **Joly**.—Je suis ennuyé de demander et de ne rien recevoir. Mais pour le moment il ne s'agit pas de cette question.

On m'a accusé de faire la mauvaise éducation du peuple, parce que, je suppose, j'avertis le peuple des dangers qui le menacent, parce que je le prévins qu'avec le système actuel nous courons inévitablement à la taxe directe. Je plains le gouvernement qui sera obligé d'imposer la taxe directe. J'espère que jamais nous serons obligé d'en venir là ; mais nous devons prévenir le danger

M. **Mathieu**.—Je crois, M. le président, que la Chambre n'est pas en nombre.

M. le **President**.—M. le greffier va compter les membres présents.

(M. le greffier procède à cette opération et déclare que la Chambre est en nombre).

M. **Mathieu**.—Continuer la discussion dans de telles conditions, c'est du temps perdu, et je propose que la suite de la discussion soit remise à demain.

L'honorable M. **Joly**.—Je n'ai pas terminé mon discours ?

M. **Mathieu**.—Oh ! je laisse la parole à l'honorable député. Il pourra continuer son discours demain.

L'honorable M. **Joly**.—Très-bien, alors je suis en faveur de cette proposition.

La suite de la discussion est renvoyée à la séance de demain.

L'ordre du jour appelle la deuxième délibération sur le projet de loi tendant à changer le chef-lieu du district judiciaire de Kamouraska.

L'honorable M. **Loranger**—*procureur général*.—Je propose que ce projet de loi soit adopté en deuxième lecture.

M. **Gagnon**.—Je propose que ce projet de loi ne soit pas adopté en deuxième lecture maintenant, mais dans six mois.

M. le président, à l'appui de cette proposition, je me contenterai de m'approprier les raisons et arguments que contient le mémoire des membres du barreau pratiquant à Kamouraska et à l'Isle Verte, au sujet du chef-lieu du district de Kamouraska, et je demande la permission de donner à la Chambre communication de ce mémoire, qui est si complet :

“ Durant la dernière session du parlement provincial, les habitants de ce district ont vu, avec étonnement et avec regret, le gouvernement soumettre à la dernière heure à l'Assemblée législative, un projet de loi à l'effet de transférer de Kamouraska à Fraserville, le chef-lieu du

district. Les membres du barreau, pratiquant dans cette partie de la province, plus spécialement tenus de suivre les intérêts judiciaires de cette localité, et plus en état de les connaître, par leurs relations journalières avec les justiciables, se sont imputés le tort d'avoir compté avec trop de sécurité sur des droits acquis, et de n'avoir fait aucune démarche pour aider la Législature dans la recherche des intérêts et des vœux du district sur la question dont il s'agit.

“ Comme il se peut que l'incendie du palais de justice, survenue depuis, et la nécessité de sa reconstruction, déterminent de nouvelles démarches de la part des habitants de Fraserville, pour engager le gouvernement à soumettre, à la prochaine session du parlement, un nouveau projet de loi, dans le même sens, les membres du barreau croient maintenant de leur devoir d'exprimer leur opinion sur le changement que demande Fraserville.

“ Lors de l'érection du district en 1842, les deux villages de Kamouraska et Rivière du Loup, maintenant Fraserville, eurent occasion de faire valoir leurs prétentions respectives, sur le choix du chef-lieu. Rien ne fut négligé pour appuyer ces prétentions, et ce fut en toute connaissance de cause et après mûre délibération, que le gouvernement de la province décida en faveur du village de Kamouraska. Cette détermination fut prise dans l'intérêt général du district ; elle y a été accueillie avec faveur, elle a jusqu'ici donné satisfaction et on ne saurait trouver de raisons valables d'y apporter aujourd'hui aucune modification.

“ Le seul motif qui milita puissamment en faveur de la Rivière du Loup, durant le long et vigoureux débat entre les deux localités rivales, résultait du fait que le district comprenait alors le comté de Rimouski ; mais ce motif fut écarté par la considération, que dans un avenir rapproché ce comté serait détaché pour faire partie d'un second district, ce qui ne tarda pas à se réaliser.

“ Néanmoins les habitants de la Rivière du Loup ne se déclarèrent point vaincus. Depuis lors ils ont entretenu une agitation constante à ce sujet ; ils l'ont propagée dans un rayon restreint des localités voisines, et à différentes reprises, ils ont tenté de faire adopter, par la Législature, des projets de lois à l'effet de changer le chef-lieu, mais toutes ces tentatives ont été sans résultat.

“ Le seul motif digne d'examen, que fait actuellement valoir Fraserville, à l'encontre de Kamouraska, consiste en ce que depuis 1861, la population du comté de Kamouraska n'a pas augmenté comme celle du comté de Témiscouata. De fait Témiscouata a pris des développements importants pendant cette période de vingt années ; la population s'y est beaucoup accrue ; de nouvelles paroisses ont été ouvertes dans la

partie méridionale de son territoire, et ce progrès est loin de se ralentir. Quant aux anciennes paroisses des deux comtés, elles sont restées dans les mêmes conditions, sauf la Rivière du Loup, dont la population et le commerce se sont accrus à raison des travaux publics considérables qui y ont été faits.

“ Cette augmentation dans la population et les revenus du comté, causée uniquement par les défrichements de ses terres, en gagnant la ligne du Nouveau Brunswick, a créé de nouveaux besoins, au point de vue de l'administration de la justice. Aussi en 1852 une seconde cour de circuit fut établie dans la paroisse de St-Jean Baptiste de l'Île Verte, et depuis, il est devenu nécessaire d'y établir la cour de magistrat de district, qui siégea jusqu'en 1878 à Notre-Dame du Lac Témiscouata, et qui maintenant devrait être remplacée par une troisième cour de circuit. Ces deux cours de circuit rencontreraient parfaitement les désirs et les besoins de toute la population dont s'est accrue le district depuis 1849. Il y a plus. Elles seules pourraient satisfaire les nouvelles exigences du district. En effet, substituer à cette idée celle de changer le chef-lieu, ne pourrait que créer une grande injustice et aussi un mécontentement général en dehors de Fraserville et des localités immédiatement voisines. Ce changement serait à peine effectué qu'on représenterait que la nécessité des cours de circuit à Kamouraska, l'Île Verte et Notre-Dame du Lac Témiscouata, n'existe plus parce que ces localités touchent de trop près à Fraserville. Que résulterait-il de l'abolition de ces circuits ? L'introduction dans ce district du principe de la centralisation, principe subversif de celui sur lequel reposent nos lois de judicature et dont bénéficient actuellement tous les districts de la province. Or, il serait souverainement injuste, d'appliquer à ce district seul, un principe jusqu'ici réprouvé partout, et qui aurait pour seul résultat de satisfaire l'ambition effrénée de Fraserville, au détriment des droits et des intérêts généraux. Cette localité a déjà obtenu plus que sa part des faveurs publiques. Sans ressources à elle propres, elle n'a prospéré qu'au dépens du trésor.

“ Nous devons cette fois anticiper que ce sera en vain qu'elle demandera que l'on dépense chez elle les deniers actuellement en mains pour la reconstruction de nos édifices publics et qui sont le produit de taxes payées en presque totalité par le comté de Kamouraska.

“ Si le débat actuel n'affectait que Kamouraska et Fraserville, et s'il devait être jugé sur le mérite respectif des deux localités, au point de vue commercial et industriel, nous ne contesterions pas à Fraserville ses avantages ; mais de quelle valeur peuvent être ces considérations quand il s'agit d'un district tout entier ? Qui songerait à admettre la sagesse

d'un précédent qui sanctionnerait la prétention qu'il suffit à une localité de grandir dans une certaine mesure, pour lui donner le droit d'exiger de tout un district qu'il s'efface devant les convenances et les intérêts de cette localité? Cependant, c'est de cette seule prétention que découlent toutes les raisons invoquées à l'appui de la cause que soutient Fraserville.

“Le jugement rendu en faveur de Kamouraska en premier lieu et confirmé depuis à différentes reprises, lui a permis de considérer le débat clos depuis longtemps. C'est en comptant sur ces droits acquis, que les diverses personnes liées à l'administration de la justice, et beaucoup d'autres, ont fini par identifier leurs intérêts avec ceux du village, en y faisant des dépenses de capitaux qui seraient pour elles une cause de ruine si elles étaient maintenant déçues dans la confiance qu'elles avaient raison de reposer dans les actes du gouvernement à cet égard. Le gouvernement y a lui-même fait l'acquisition, au prix de \$3,600, d'un superbe terrain pour ériger le palais de justice. On ne peut raisonnablement pas supposer que ces nombreux intérêts seront facilement sacrifiés au bon plaisir des habitants de Fraserville.

“Les conclusions sont faciles à déduire. Fraserville a toujours en vue de favoriser ses aspirations ambitieuses, d'absorber tous les intérêts du district, de centraliser toutes les affaires judiciaires, commerciales et autres à son profit exclusif et au détriment du district entier. Ces ambitions devront rencontrer peu de faveur auprès du gouvernement qui, comme par le passé, sans doute, ne consultera que les besoins et les vœux du district et non ceux de Fraserville. Espérant que l'opinion publique se manifesterà à ce sujet dans le sens exprimé dans ce mémoire, nous comptons avec confiance que le gouvernement croira de son devoir d'ordonner la construction immédiate des nouvelles bâtisses dans le village de Kamouraska.”

Ce mémoire était signé par messieurs Z. Perreault, L. Ph. Chaloult et P. V. Taché.

Comme je l'ai dit, il est inutile que j'ajoute des commentaires à ce mémoire si complet et qui expose et traite si bien la question.

M. Deschenes.—M. le président, l'honorable député de Kamouraska s'est contenté de lire le mémoire des membres du barreau de Kamouraska. J'en ferai autant, si on me le permet, pour le mémoire qui a été adressé au gouvernement en faveur du changement proposé.

M. le président, à la dernière session vous avez entendu l'honorable député dire : comment vous venez, vous le gouvernement, à la dernière heure de la session, nous soumettre une proposition de loi aussi impor-

tante, dans un temps où tous les députés désirent aller dans leurs familles, et de plus, est-ce que nous avons le temps de faire signer des requêtes contre ce transfert du chef-lieu, et nous sommes bien informés que la grande majorité des électeurs du comté de Témiscouata est contre le changement.

Eh bien ! M. le président, qu'a-t-on fait depuis la dernière session. On est venu dans mon comté faire signer des requêtes, et qu'elle a été le résultat ? Malgré tous les moyens plus ou moins justes qu'on a employés pour tâcher de tromper les électeurs, on n'a pas réussi, tout a été inutile.

C'est bien vrai, M. le président, que l'honorable député a déposé des requêtes sur le bureau de cette Chambre. Mais un mot d'explication là-dessus ne nuira pas. Une requête de Trois-Pistoles, sans donner le nombre des signataires ; cette requête contient cinq noms tandis que cette paroisse contient 300 électeurs. Une autre requête de St-Eloi, signé par 30 électeurs, tandis que cette paroisse à 250 électeurs. On a déposé sur le bureau de cette Chambre une résolution en conseil municipal de la paroisse de l'Isle Verte, contre ce changement de chef-lieu. Je viens de mettre devant cette Chambre une requête de la majorité des électeurs de la paroisse de l'Isle Verte. Je crois que la majorité des électeurs d'une paroisse vaut beaucoup mieux que des résolutions du conseil. Donc, toutes ces raisons de l'année dernière étaient de vains prétextes et on n'était pas sérieux.

Maintenant mon honorable ami n'a pas voulu discuter la question au mérite, se réservant pour plus tard. Il ne peut pas la discuter au mérite, pour la bonne raison qu'il n'a aucun bon raisonnement à donner en faveur de Kamouraska. Tout est contre ce village, qui se trouve à 6 milles de la station, auquel on ne parvient que par de très-mauvais chemins, principalement le printemps et l'automne. Lorsque le chef-lieu a été fixé en 1849—je comprends qu'on avait de bonnes raisons d'en agir ainsi. Cependant, que voyons-nous à cette époque ? Nous voyons que deux honorables juges font un rapport, en 1846, adressé au procureur général d'alors, qu'un grand district judiciaire devrait être formé en bas de Québec, qui aurait pour nom Rivière-du-Loup, dont le chef-lieu serait la Rivière-du-Loup même. Quelle était la raison qui engageait ces honorables messieurs à se prononcer si fortement à cette époque où la Rivière-du-Loup n'était que bien peu de chose ? C'était, M. le président, sa position géographique qui lui donnait cette avantage. On prévoyait que, dans un avenir assez rapproché, la Rivière-du-Loup serait une place importante, telle qu'elle est maintenant. Je puis dire, sans crainte d'être démenti, que, avant

trop longtemps, cette ville sera la troisième ville de la province de Québec ; c'est déjà le marché général du bas de la province de Québec. Ses pouvoirs d'eau magnifiques, qui pourront alimenter des centaines de manufactures, ses voies de communications si faciles, tant par chemin de fer que par eau, le débouché du chemin Témiscouata, qui est la voie de communication des provinces maritimes, tout est en faveur de cet endroit.

Mais, M. le président, naturellement, la question que le gouvernement s'est posée est celle-ci, le palais de justice du district judiciaire de Kamouraska, étant détruit, où faut-il le reconstruire ? Serait-il justifiable de le rebâtir au village de Saint-Louis de Kamouraska. Je dis non, et le gouvernement a compris comme moi qu'il fallait donner justice à ce district judiciaire.

Maintenant, M. le président, l'honorable député de Kamouraska a donné à la Chambre communication du mémoire en faveur de Kamouraska. J'espère que la Chambre me permettra, moi aussi, de lui faire connaître le mémoire adressé au gouvernement à l'appui du changement proposé. Il est dit dans cet important document, sur lequel j'attire l'attention de mon honorable ami le député de Kamouraska, il est dit que le district de Kamouraska comprend les comtés de Kamouraska et de Témiscouata.

“La superficie territoriale (en acres) du comté de Kamouraska est de 651,235 et celle du comté de Témiscouata est de 1,133,640.

“Ce district a été créé vers 1846, et en cette même année un rapport de l'Assemblée législative recommanda de fixer le chef-lieu à la Rivière-du-Loup.

“En 1849, le comté de Témiscouata faisait partie de celui de Rimouski qui devait former un peu plus tard un district séparé de celui de Kamouraska ; le député du comté de Rimouski, dans la crainte alors que le choix de la Rivière-du-Loup comme chef-lieu du district de Kamouraska, empêchât la création du district de Rimouski, se joignit au député de Kamouraska, et le chef-lieu du district de Kamouraska fut fixé à St. Louis de Kamouraska, nonobstant le rapport susdit.

“En 1851, la population du comté de Kamouraska était de 20,396. A cette époque, le comté de Témiscouata faisait encore partie de celui de Rimouski dont la population était de 26,882 ; celle du territoire actuel de Témiscouata pouvait former un tiers, soit 8,961.

“En 1853, lors de l'adoption de la loi concernant la division du Bas-Canada en comtés, et les délimitations pour les fins de la représentation, le comté de Kamouraska comprenait 10 paroisses, savoir :

St-André, St-Alexandre, St-Louis de Kamouraska, St-Paschal, Ste-Hélène, St-Denis, Mont-Carmel, St-Pacôme, Rivière-Ouelle et Ste-Anne.

“ Celui de Témiscouata comprenait 6 paroisses savoir : Trois-Pistoles, St-Eloi, Ile-Verte, St-George de Kacouna, St-Arsène et St-Patrice de la Rivière-du-Loup.

“ En 1861, la population du comté de Kamouraska était de 21,058. Celle du comté de Témiscouata était de 18,561.

Maintenant voici les statistiques des deux comtés d'après le recensement de 1871 :

KAMOURASKA.

Population.....	22,396
Cultivateurs.....	3,057
Terres occupées.....	208,697 acres.
“ améliorées.....	133,447 “
“ sous culture.....	77,132 “

TÉMISCOUATA.

Population.....	22,491
Cultivateurs.....	3,764
Terres occupées.....	364,100 acres..
“ améliorées.....	149,802 “
“ sous culture.....	96,815 “

VALEURS INDUSTRIELLES.

Capital engagé.....	\$106,684	Capital engagé.....	\$162,727
Valeur totale des produits.....	314,624	Valeur totale des produits.....	521,470

INDUSTRIES.

<i>Moulins à carder et à fouler.</i>	3	<i>Moulins à carder et à fouler....</i>	\$ 15
Salaires annuels.....	\$ 239	Salaires annuels.....	1,068
Valeur des articles produits.....	7,283	Valeur des articles produits.....	31,174
<i>Carrosseries.....</i>	9	<i>Carrosseries.....</i>	18
Salaires annuels.....	2,346	Salaires annuels.....	5,383
Valeur des articles produits.....	3,990	Valeur des articles produits.....	13,837
<i>Moulins à farine.....</i>	16	<i>Moulins à farine.....</i>	23
Salaires annuels.....	4,584	Salaires annuels.....	6,490
Valeur des articles produits.....	110,155	Valeur des articles produits.....	238,443
<i>Fonderies et confections de machines.....</i>	2	<i>Fonderies et confections de machines.....</i>	9
Salaires annuels.....	560	Salaires annuels.....	4,875
Valeur des articles produits.....	1,922	Valeur des articles produits.....	16,850
<i>Four à chaux.....</i>	1	<i>Fours à chaux.....</i>	7
Salaires annuels.....	50	Salaires annuels.....	481
Valeur des articles produits.....	396	Valeur des articles produits.....	2,779
<i>Selleries.....</i>	2	<i>Selleries.....</i>	2
Salaires annuels.....	110	Salaires annuels.....	1,220
Valeur des articles produits.....	340	Valeur des articles produits.....	7,650
<i>Ferblanteries et Toleries.....</i>	8	<i>Ferblanteries et Toleries.....</i>	6
Salaires annuels.....	1,009	Salaires annuels.....	2,230
Valeur des articles produits.....	3,354	Valeur des articles produits.....	6,240

<i>Potasserie</i>	0	<i>Potasserie</i>	1
.....		Salaires annuels.....	50
.....		Valeur des articles produits.....	350
<i>Fabrique de pompes</i>	0	<i>Fabrique de pompes</i>	1
.....		Salaires annuels.....	100
.....		Valeur des articles produits.....	400
<i>Teinturerie</i>	1	<i>Teinturerie</i>	2
Salaires annuels.....	100	Salaires annuels.....	160
Valeurs des articles produits.....	260	Valeur des articles produits.....	5,426

1878.

Montant d'honor. du Régistrateur. \$ 879 Montant d'honor. du Régistrateur. \$1,257

1879.

Montant d'honor. du Régistrateur.	\$1,135	Montant d'honor. du Régistrateur.	\$1,896
Documents enregistrés.....	667	Documents enregistrés.....	1,134
Hypothèques ".....	254	Hypothèques ".....	462
Mutations de propriétés ".....	210	Mutations de propriétés ".....	501
Contrats de mariage ".....	16	Contrats de mariage ".....	26
<i>Cour de Circuit.</i>		<i>Cour de Circuit, (Isle-Verte.)</i>	
Sommations émises.....	391	Sommations émises.....	450

Cour supérieure du District.

Sommations émises..... 71
 Exécutions émises.—*De Bonis, 48.*—*De Terris, 21.*

“ En 1871, la population du village de St-Louis de Kamouraska, où est fixé le chef-lieu du district, était de 797 âmes. Celle du village de Fraserville, comprenant maintenant la ville de Fraserville, était de 1,541. En 1880, la population de la ville de Fraserville est de 4,000 âmes, pendant que celle du village de Kamouraska n'a pas augmenté depuis 1871.

“ Le comté de Kamouraska contient 12 paroisses, savoir : Ste-Anne La Pocatière, St-Onésime, Rivière-Ouelle, St-Pacôme, Notre-Dame du Mont-Carmel, St-Denis, St-Philippe de Néri, St-Louis de Kamouraska, St-Paschal, Ste-Hélène, St-Alexandre et St-André.

“ Et le comté de Témiscouata en contient 21, savoir : Notre-Dame du Portage, St-Antonin, Rivière-du-Loup, Ste-Rose du Dégelé, Notre-Dame du Lac Témiscouata, St-Louis du Ha ! Ha !, St-Honoré, St-Modeste, St-François-Xavier, St-Hubert, St-Epiphanie, St-Arsène, Cacouna, Isle-Verte, Notre-Dame des Sept-Douleurs, St-Eloi, Trois-Pistoles, Ste-Françoise, St-Paul de la Croix, St-Clément et St-Jean de Dieu.

“ Il y a sept paroisses à l'ouest du chef-lieu, et 24 à l'est.

“ Le chemin de fer Intercolonial longe le district et traverse la ville de Fraserville où se trouve ses ateliers et ses principaux dépôts.

“ Le chef-lieu du district, à St-Louis de Kamouraska, est à 5 milles du chemin de fer, et la station la plus rapprochée est à St-Paschal.

“ La route qui mène de St-Paschal à St-Louis, au palais de justice, est dangereuse en automne et au printemps : elle est traversée par des rivières qui l'inondent et la rendent impassable pendant plusieurs jours.

“ St-Louis de Kamouraska est situé à 21 milles de la ligne de démarcation du district du côté sud-ouest, et à 60 milles de celle du côté nord-est.

“ La population du district à l'ouest du chef-lieu est de 10,739, et à l'est de 28,067, St-Paschal et St-Louis non compris. Statistiques de 1871.

“ La ville de Fraserville, située à la Rivière-du-Loup, dans le comté de Témiscouata, se trouve au débouché du chemin de Madawaska et au centre des populations du district, à 45 milles de la ligne de démarcation du côté sud-ouest, et à 36 milles de celle du côté nord-est.

“ Il y a un centre de commerce considérable à la ville de Fraserville avec toutes les paroisses du district, Madawaska, le Nouveau-Brunswick et l'Etat du Maine. Cette ville possède les plus beaux et les meilleurs pouvoirs d'eau de la province, un port de mer et un quai accessibles à tous les bateaux et steamers. Elle possède aussi plusieurs édifices publics, 2 bureaux de poste, un couvent, une école modèle, 2 écoles élémentaires, une école dissidente, 8 hôtels, 4 médecins, 5 avocats, 6 notaires, un institut littéraire, une société St-Jean-Baptiste, 23 magasins ou boutiques licenciés, un bureau d'agence des terres de la couronne, un bureau d'inspecteur de licences, 9 bouchers, 4 boulangers, 9 forgerons, 9 boutiques de meubliers-ébéniste, une boutique de carossiers, des boutiques de selleries et de tanneries, 42 charpentiers et menuisiers, 2 boutiques de charrons, 4 boutiques d'orfèvres, 6 boutiques de cordonniers, des moulins à scier et à polir et embouffeter, à fouler, carder, écaler, etc. ; 2 fonderies et un superbe et magnifique moulin à farine bâti par William Fraser, écuyer, seigneur du lieu.

“ Le chemin de Madawaska connu sous le nom de “Chemin Témiscouata,” est le chemin du Nouveau-Brunswick pour communiquer au fleuve St-Laurent ; il traverse 66 milles dans le comté de Témiscouata et amène à la ville de Fraserville les populations du Nouveau-Brunswick, de la vallée de Madawaska, de l'Etat du Maine et de l'intérieur du comté de Témiscouata.

“ Le chemin de fer de St-Jean, N.-B., ouvert au trafic jusqu'au Petit

Sault, près de la frontière, doit être aussi ouvert à la circulation jusqu'à la ville de Fraserville.

Le chemin Taché qui longe tout le district, traverse à angle droit le chemin Témiscouata.

“ Un canton de repatriement est établi en arrière du chemin Taché, dans le comté de Témiscouata, où une paroisse est déjà érigée par l'autorité canonique sous le vocable de saint Cyprien.

“ Dans le comté de Témiscouata, le sol est un peu différent de celui des comtés voisins, il est bon partout, on y trouve presque toutes sortes de terre, l'argile, la terre forte, la terre jaune, la terre noire et la terre sablonneuse. Plusieurs sont d'une belle marne. Ces terres en général sont d'une végétation vigoureuse et riche.

“ En l'année 1870, qui fut cependant une année bien sèche, le comté de Témiscouata, en 6,233 acres, produisit 365,593 boisseaux de divers grains, tandis que le comté de Kamouraska, en 11,519 acres, ne produisit que 438,489 boisseaux des mêmes grains. Ce qui, par proportion arithmétique, donne une différence de 237,311 boisseaux en faveur de Témiscouata. Preuve de la supériorité du sol.

“ Sur toute la profondeur du comté de Témiscouata, 66 milles, les terres de la couronne sont d'une fertilité supérieure, toutes propres à la colonisation, pendant que le comté de Kamouraska, qui n'a qu'environ 35 milles de profondeur, n'offre presque pas de bonnes terres à la colonisation et qu'une partie de sa population est obligée d'aller s'établir à Témiscouata même et ailleurs.

“ En 1862, lors de l'incendie du palais de justice à Kamouraska, le gouvernement fit réparer l'aile qui restait debout pour servir temporairement à la cour supérieure, et il fut compris qu'un autre palais de justice plus convenable serait bâti à Fraserville.

“ Depuis cet incendie, le palais de justice s'est tellement détérioré qu'il menace de tomber en ruine, et les inspecteurs de prisons et les grands jurés ont unanimement recommandé au gouvernement le transfert du chef-lieu à Fraserville; et encore récemment, des experts nommés par le gouvernement Joly ont condamné péremptoirement le palais de justice à Kamouraska.

“ Les juges de la cour supérieure sont fixés à la ville de Fraserville depuis plusieurs années.

“ Un très grand nombre des justiciables du comté de Kamouraska demandent instamment, avec ceux du comté de Témiscouata, le transfert du chef-lieu à la ville de Fraserville.

“ La ville de Fraserville offre gratuitement un terrain spacieux pour

y construire le palais de justice et un mur d'enceinte ; les matériaux pour la construction se trouvant sur les lieux.

“ En maintenant plus longtemps le palais de justice à St-Louis de Kamouraska, le gouvernement ne rendrait pas justice au district qui est en souffrance par l'état de choses actuel. Par la force des choses mêmes, chaque habitant du district se trouve intéressé à avoir le chef-lieu à la ville de Fraserville. Les justiciables des deux extrémités ouest et est peuvent s'y rendre et retourner le même jour par les trains de chemin de fer, ce qu'ils ne peuvent faire à St-Louis de Kamouraska.

“ La conclusion de l'exposé qui précède se comprend facilement ; elle se tire des faits notoires et incontestables qui sont mentionnés dans cet exposé, donnant des notions suffisantes pour former exactement l'opinion du gouvernement, afin d'obtenir, sans plus de retard, le changement du chef-lieu du district.

Ce mémoire est signé par messieurs J. B. Beaulieu, F. A. Tétu, I. C., et Elx. Pelletier.

Mon honorable ami a dit que le mémoire des membres du barreau de Kamouraska contenait un exposé complet et habile de la question. Je puis en dire autant, mais avec beaucoup plus de raison, de l'excellent mémoire que je viens de lire.

Le projet de loi est adopté en deuxième lecture. La discussion des articles en comité général a lieu et le projet est adopté. La réception du rapport du comité général est inscrit à l'ordre du jour de la séance de demain.

La séance est levée.

Séance du lundi, 30 mai 1881.

PRÉSIDENCE DE L'HONORABLE ARTHUR TURCOTTE.

La séance est ouverte à trois heures.

L'honorable M. **Mercier**.—J'ai l'honneur de déposer sur le bureau de l'Assemblée législative une proposition de loi ayant pour objet de modifier les articles 749 et 750 du code municipal de la province de Québec.

Cette proposition de loi est adoptée en première et deuxième lectures et renvoyée au comité spécial nommé pour étudier les modifications proposées au code municipal.

L'honorable **M. Langelier**.—J'ai l'honneur de déposer sur le bureau de l'Assemblée législative un projet de loi tendant à modifier la loi électorale.

Ce projet est adopté en première lecture. La seconde délibération est fixée à la séance de demain.

L'honorable **M. Paquet**—*secrétaire de la province*.—J'ai l'honneur de déposer sur le bureau de l'Assemblée législative :

1. Réponse à une adresse de l'Assemblée législative, en date du 5 mai 1881, à Son Honneur le lieutenant gouverneur, demandant : 1. la liste nominative des personnes à qui des passes, ou billets de faveur ou à prix réduit, ont été accordés pour circuler sur le chemin de fer provincial Québec, Montréal, Ottawa et Occidental, depuis le 1^{er} novembre 1879 jusqu'au 1^{er} mai courant ; indiquant la date de l'octroi respectif de ces billets, la durée du privilège qu'ils comportent, et dans le cas des billets à prix réduit, le montant en regard du prix régulier et du prix réduit.

Une liste des convois spéciaux fournis gratuitement, ou autrement aux ministres de cette province, depuis le 1^{er} novembre 1879 jusqu'au 1^{er} mai courant, à aucun d'eux et à toute autre personne pour circuler sur le chemin de fer provincial Québec, Montréal, Ottawa et Occidental, indiquant les prix exigés et payés pour chacun de ces convois spéciaux, lorsqu'ils n'ont pas été fournis gratuitement.

2. Réponse à une adresse de l'Assemblée législative, en date du 5 mai 1881, à Son Honneur le lieutenant gouverneur, demandant : un état indiquant : 1^o Le coût mensuel des salaires de toutes les personnes employées sur le chemin de fer Québec, Montréal, Ottawa et Occidental, et ses embranchements, soit comme agents, comptables, opérateurs de télégraphes, commis aux billets, commis aux bagages, aiguilleurs, porte-faix, gardiens de pompes, etc ; 2^o La dépense mensuelle de tous les trains qui marchaient sur le dit chemin le 30 avril dernier, y compris les salaires du personnel, le combustible, l'huile à lubrifier, à éclairer, etc ; 3^o Le nombre de locomotives, de chars à passagers de toutes sortes, de chars de fret, et de plateformes appartenant à toute la ligne et ses embranchements, le 30 avril dernier, et la valeur de ce matériel ; 4^o Le nombre d'hommes et de chars à bras employés le 30 avril dernier pour l'entretien du dit chemin.

3. Réponse à une adresse de l'Assemblée législative, en date du 5 mai 1881, à Son Honneur le lieutenant gouverneur, demandant la production d'un état comparatif des argents qui ont été dépensés à Montréal et à Québec, dans les ateliers et usines de ces deux endroits, pour

confection de chars à voyageurs, chars à fret et chars plateforme ; le nombre de chaque classe de chars construits dans chacune des deux villes, depuis le mois d'octobre 1879 jusqu'au premier janvier 1881 ; le nombre de chaque classe d'ouvriers qui ont été employés, pendant la même époque, dans chacune des deux villes, et le salaire journalier payé à Québec et à Montréal pour les différentes classes de métiers et journaliers.

4. Réponse à une adresse de l'Assemblée législative, en date du 16 mai 1881, à Son Honneur le lieutenant gouverneur, demandant la liste des accidents qui ont causé perte de vie sur le chemin de fer Québec, Montréal, Ottawa et Occidental, depuis le 15 janvier 1880 jusqu'au 10 mai courant ; la dite liste donnant, dans autant de colonnes, pour chaque cas, par ordre de dates :

La date de l'accident.

Les noms, qualités et résidence des victimes.

La date de l'enquête par le coroner, quand telle enquête a été tenue.

La cause de l'accident rapportée par le juré du coroner.

Comment et de quelle manière on a constaté la cause de l'accident, quand il n'y a pas eu d'enquête par le coroner.

La cause de l'accident telle qu'ainsi constatée.

Pourquoi il n'y a pas eu d'enquête par le coroner quand telle enquête n'a pas été tenue.

Enfin la punition infligée aux employés en faute, si faute de leur part il y a eue.

5. Réponse à une adresse de l'Assemblée législative, en date du 18 mai 1881, à Son Honneur le lieutenant gouverneur, demandant : Un état indiquant séparément, pour chaque comté, quelles sont les sommes d'argent dépensées annuellement, depuis 1877, jusqu'à ce jour, pour la colonisation dans les comtés de Chicoutimi, Charlevoix, Pontiac, Ottawa et Argenteuil ?

6. Réponse à une adresse de l'Assemblée législative, en date du 16 mai 1881, à Son Honneur le lieutenant gouverneur, demandant : les rapports, correspondance, présentements de grands jurés et autres documents relativement à la condition du palais de justice du district d'Iberville.

7. Réponse supplémentaire à une adresse de l'Assemblée législative en date du 5 mai 1881, à Son Honneur le lieutenant gouverneur, demandant : 1^o la liste nominative des personnes à qui des passes, ou billets de faveur ou à prix réduit, ont été accordés pour circuler sur le chemin de fer provincial Québec, Montréal, Ottawa et Occidental, depuis le 1^{er} novembre 1879 jusqu'au 1^{er} mai courant ; indiquant la

date de l'octroi respectif de ces billets, la durée du privilège qu'ils comportent, et dans le cas des billets à prix réduit, le montant en regard du prix régulier et du prix réduit.

2. Liste des convois spéciaux fournis gratuitement ou autrement aux ministres de cette province, ou à aucun d'eux et à toute autre personne pour circuler sur le chemin de fer provincial Québec, Montréal, Ottawa et Occidental, depuis le 1^{er} novembre 1879 au 1^{er} mai courant ; indiquant les prix exigés et payés pour chacun de ces convois spéciaux, lorsqu'ils n'ont pas été fournis gratuitement.

8. Enfin, réponse à une adresse de l'Assemblée législative, en date du 18 mai 1881, à Son Honneur le lieutenant gouverneur, demandant copies de tous arrêtés du conseil, contrats, écrits ou résumés de toutes conventions verbales faits, entre le gouvernement ou aucun de ses membres, L. A. Sénécal, écuyer, ou autre personne, pour et au nom du gouvernement, avec la compagnie du chemin de fer du sud-est, ou aucun de ses officiers ou employés, depuis le 1^{er} novembre 1879, relativement à la location ou prêt de chars ou autre matériel roulant.

M. **Gagnon**.—J'ai l'honneur de déposer sur le bureau de l'Assemblée législative une proposition de loi tendant à modifier le tarif des médecins et chirurgiens.

Cette proposition de loi est adoptée en première lecture, la deuxième délibération est fixée à la séance de demain.

L'honorable M. **Chapleau** —*premier ministre, commissaire de l'agriculture et des travaux publics, commissaire des chemins de fer*.—J'ai l'honneur de déposer sur le bureau de l'Assemblée législative un projet de loi tendant à modifier la loi créant un fond de retraite en faveur de certains employés publics et de leur famille.

L'honorable M. **Joly**.—Quelle est la nature des modifications que le gouvernement nous propose.

M. le **Premier ministre**.—Il s'agit de transporter le fond spécial créé par la loi au fond consolidé du revenu de la province.

Il est proposé de modifier comme suit la rédaction de l'article 1 de la loi.

“ Il sera accordé par le lieutenant gouverneur en conseil, une pension
“ annuelle à tout employé ou membre permanent du service civil, qui
“ aura servi comme tel, durant l'espace de dix années ou plus, et qui
“ aura atteint l'âge de soixante ans révolus, ou qui sera devenu incapable de remplir ses devoirs ordinaires, par suite d'infirmités physiques
“ ou mentales, pourvu que ces infirmités ne soient pas le résultat d'une
“ inconduite illégale ou immorale.

“ a. Si le rapport du chef du ministère auquel appartient un employé devant être mis à la retraite pour autres causes que l'âge ou la santé, démontre que les services de tel employé n'ont pas été satisfaisants, il sera loisible au lieutenant gouverneur en conseil de lui accorder une pension moindre que celle que la loi lui accorde.”

L'article du projet apporte la disposition additionnelle suivante à l'article 6 de la loi :

“ Si une personne est contrainte par quelque infirmité physique ou mentale, de quitter le service civil, avant le temps auquel une pension aurait pu lui être accordée, les sommes qui auront été retenues sur son salaire ou traitement, lui seront transmises immédiatement, ou s'il décède avant ce temps, telles sommes ainsi retenues, seront remises à sa femme, et à défaut de sa femme, à ses enfants.”

Ce projet de loi est adopté en première lecture ; la seconde délibération est fixée à la séance de demain.

L'honorable M. **Loranger**—*procureur général*.—J'ai l'honneur de déposer sur le bureau de l'Assemblée législative, réponse à une adresse de l'Assemblée législative en date du 21 juin 1880, à Son Honneur le lieutenant gouverneur, demandant copie de la correspondance échangée entre le gouvernement, aucun de ses membres, aucun ministère public et aucun employé public d'une part, et le député actuel du comté de Kamouraska et toute autre personne quelconque, au sujet de l'abolition de la taxe spéciale imposée dans le district de Kamouraska pour aider à payer les frais de construction du palais de justice de ce district et notamment la lettre du 11 octobre 1879 de l'honorable F. Langelier, alors trésorier de la province à l'adresse du député actuel pour Kamouraska, ou copie de tout rapport ou arrêté du conseil à ce sujet.

L'ordre du jour appelle la suite de la discussion de la proposition de l'honorable M. Joly, demandant qu'un comité spécial, composé des honorables MM. Irvine, Beaubien et Mercier et de MM. Mathieu et Beaudet soit nommé avec instruction de s'enquérir généralement de tout ce qui concerne le chemin de fer de Québec, Montréal, Ottawa et Occidental, depuis le 1er novembre 1879 et de faire rapport ; avec pouvoir d'envoyer chercher personnes et papiers.

L'honorable M. **Joly**.—M. le président, je n'ennuierai pas la Chambre en répétant les remarques que j'ai faites durant la nuit de vendredi, mais comme les quatre cinquièmes des députés étaient absents, je résumerai ces remarques aussi brièvement que possible.

Au commencement de la session nous avons reçu des compliments de Son Honneur le lieutenant gouverneur sur l'harmonie et l'entente

qui ont régné entre nous l'année dernière. Nous nous sommes unis pour le remercier, et nous nous sommes proposés de continuer cette harmonie, mais à condition que le gouvernement nous donnerait toutes les explications que nous lui demanderions. Ces messieurs nous ont promis qu'ils ne nous cacheraient rien.

A la première occasion, M. le président, le gouvernement est venu nous montrer sa sincérité. Lorsque nous avons commencé à discuter sur le Crédit-foncier, le gouvernement a commencé à manquer à sa promesse, et nous avons été obligés de demander un comité spécial d'enquête.

Lorsque j'ai donné avis de la proposition qui est maintenant entre vos mains, M. le président, tous les membres de ce côté de la Chambre (l'orateur désigne la gauche) étaient unanimes à croire que le gouvernement n'oserait jamais se compromettre dans l'opinion publique au point de refuser une enquête rigoureuse sur l'administration des chemins de fer du gouvernement.

Mais, M. le président, vendredi de la semaine dernière, l'honorable premier ministre est venu déclarer que ma proposition était une proposition de non-confiance, et l'on comprend ce que cela veut dire ; c'est qu'il allait faire appel à la sympathie de tous les honorables membres de l'autre côté de la Chambre, (l'orateur désigne la droite) et que le gouvernement se démettrait si cette proposition était adoptée, c'est-à-dire qu'il a déclaré par l'organe du premier ministre que chacun des membres qui voterait pour cette proposition voterait non-confiance dans le gouvernement.

J'attire l'attention des membres de cette Chambre sur cette attitude prise par l'honorable premier ministre, et cela avant même que j'eusse expliqué ma proposition et mon but en la présentant. Je n'ai pas l'intention de blâmer le gouvernement aujourd'hui, puisque nous ne savons pas encore comment les chemins de fer ont été administrés, mais je désire savoir comment ils ont été administrés. Une fois la vérité connue, il sera temps de censurer le gouvernement, s'il le mérite, et c'est alors que le premier ministre pourra parler de vote de non-confiance et faire appel au dévouement de son parti.

On ne peut pas dire maintenant : Vous avez eu les informations que vous avez droit d'avoir, et si vous voulez nous blâmer, blâmez nous au lieu de venir avec une proposition demandant un comité. Nous ne craignons pas, M. le président, de venir devant cette Chambre pour les blâmer quand nous saurons comment le chemin a été administré.

A l'heure qu'il est je ne suis pas en position de faire une accusation directe contre le gouvernement, et si l'honorable premier ministre a jugé

à propos de dire que ma proposition est une proposition de non-confiance, j'en dis non ; à moins que vous ne la preniez de même, à moins que votre conscience ne vous fasse sentir d'avance que le simple fait de demander la vérité est un acte d'accusation contre vous. Vous devez voir, M. le président, que l'attitude prise par l'honorable premier ministre est une attitude injuste. Je le déclare, si je n'ai pas porté une accusation directe contre l'administration du chemin de fer du Nord, ce n'est pas que je craigne de formuler une accusation quand il y a lieu de le faire, mais je ne veux pas dire, dans l'incertitude où je me trouve, qu'on a mal administré le chemin de fer du Nord. Et si l'honorable premier ministre dit que c'est une proposition de non-confiance, c'est qu'il ne veut pas nous donner de détails. Je ne veux pas sortir de la voie que je me suis tracée et que l'honorable premier ministre ne vienne pas me dire que je formule des accusations téméraires, et que je calomnie un tel et un tel.

L'autre jour, M. le président, lorsque j'ai voulu parler de l'embranchement de Berthier et Joliette, l'honorable premier ministre nous a dit : Est-ce que vous ne connaissez pas les explications que j'ai données sur cette question il y a quelque temps ? Je lui ai dit que je les avais vues rapportées dans les journaux d'une manière très imparfaite ; j'étais absent alors. Pourquoi l'honorable secrétaire de la province ne les a-t-il pas déposées sur le bureau de la Chambre officiellement au commencement de la séance avec un grand nombre de réponses qu'il a déposées, réponses qui étaient déjà attendues depuis longtemps ?

Je demande aux honorables membres de cette Chambre de ne pas se laisser influencer par la déclaration de l'honorable premier ministre qui leur dit que c'est une proposition de non-confiance.

Je me trouve, M. le président, dans la position d'un homme qui se plaint de son agent qui a refusé de lui rendre compte de son administration. Mais, M. le président, l'honorable premier ministre dit : vous n'avez pas droit de demander ces états, c'est un vote de non-confiance que vous proposez-là. Il nous dit : est-ce à vous à avoir les comptes de l'administration du chemin de fer du Nord ?

Et, M. le président, qui vient au secours de l'honorable premier ministre ? C'est l'honorable trésorier qui remet toujours son discours sur le budget pour une raison ou pour une autre. L'autre jour c'était un rhume extraordinaire qui l'empêchait de prononcer son discours. C'était avant l'ajournement ; je lui ai donné une semaine de grâce. Après l'ajournement, je lui ai demandé de nous donner au moins idée, une faible idée de notre position financière. Heureusement, cette fois il est guéri de son rhume. Mais il a une autre raison aujourd'hui, c'est que j'ai une

proposition de non-confiance contre le gouvernement. Voyez, M. le président, comme ils s'entendent bien ensemble. Mais s'il y a quelque sympathie entre eux, elle n'existe pas toujours. L'honorable premier ministre a jugé à propos, l'autre jour, de donner un démenti à l'honorable trésorier lors de la fameuse accusation portée contre l'honorable député de Mégantic.

Je suis tenté, M. le président, de rappeler un trait de Buffon sur la manière dont s'accordent les loups.

L'honorable M. **Chapleau**.—*premier ministre, commissaire de l'agriculture et des travaux publics, commissaire des chemins de fer.*—Je vois que l'honorable député vient du bois.

L'honorable M. **Joly**.—Je crois que l'honorable trésorier n'est pas facile à faire sortir du bois. C'est un fin renard qui se trouve en sûreté dans sa tanière et préfère ne pas en sortir.

L'honorable premier ministre ~~consentira~~ peut-être à remplir sa nouvelle promesse,—il change souvent ses promesses,—c'est qu'une fois que la Chambre aura disposé de la proposition qui lui est soumise, il nous donnera les états que nous demandons. L'honorable premier ministre nous refuse les informations auxquelles nous avons droit sur l'administration du chemin de fer du Nord, l'honorable trésorier les refuse aussi malgré son talent à nous montrer comme croyable ce que nous ne devons pas croire. Je crois que l'honorable trésorier aurait pu nous donner son exposé financier et nous donner en même temps quelques informations sur le chemin de fer. Il nous aurait dit aussi ce que le gouvernement a fait des quatre millions qu'il est allé emprunter en France. Peut-être nous aurait-il dit qu'il y a eu un million de perdu en chemin.

Quand j'ai demandé, M. le président, des renseignements à propos du Crédit-foncier, si on m'avait répondu alors, on n'aurait pas cru devoir me donner de leçons. L'honorable secrétaire de la province ne m'aurait pas dit que j'empoisonnais l'opinion du peuple, que la taxe directe est un fantôme que nous faisons miroiter aux yeux du public. C'est une bien triste position qu'ils prennent tous les deux en nous disant : vous allez devant le peuple et vous le fascinez avec ce fantôme, cela revient à dire que le moment des taxes directes est arrivé et que nous devrions nous joindre à ceux qui en sont responsables pour préparer le peuple à les accepter.

Vous vous rappelez, M. le président, le magnifique exposé financier de l'honorable trésorier dans lequel il nous montrait qu'il n'y avait aucune limite aux ressources de la province ? Il nous disait alors que nous avions tort d'aller devant le peuple et de le mettre en garde contre la

taxe directe. Mais, M. le président, je le mets en garde contre ceux qui veulent imposer cette taxe directe. Nous avons le droit de considérer les trois ou quatre millions qui ont été empruntés en France, nous avons le droit, dis-je, de les considérer comme gaspillés jusqu'à ce qu'on nous ait dit ce qu'ils sont devenus.

J'ai vu dans les journaux de la Chambre qu'on avait dépensé près d'un million et demi, non pour payer les dettes de la province, non pour terminer des ouvrages commencés, mais pour avantager la compagnie du South Eastern, à laquelle le gouvernement veut louer ou plutôt abandonner nos chemins de fer pour trente ans, en mettant ce chemin dans un état bien plus parfait qu'un locataire ordinaire n'aurait le droit de l'exiger. Mais est-ce que je n'ai pas le droit, en l'absence de tous renseignements qu'on nous refuse, de dire : " Qu'avez-vous fait de cet argent ? Est-ce que vous auriez permis à votre surintendant de gaspiller un million et demi ? " Je n'aurais pas le droit, M. le président, de porter une accusation comme celle-ci, si le gouvernement voulait nous rencontrer face à face, pouce par pouce, et nous donner tous les renseignements que nous désirons avoir et que nous avons droit d'avoir. Je dis que le gouvernement se propose de louer le chemin de fer du nord au South Eastern, et qu'avant cette location, il a dépensé un million et demi, et qu'il aurait dû louer ce chemin avant de gaspiller ce million et demi.

On me reproche l'effet que mes remarques pourront produire en France ; l'on dit qu'elles sont de nature à diminuer la confiance dont nous avons jouie jusqu'ici et qui nous a valu un emprunt de quatre millions et l'établissement du Crédit-foncier.

Nos visiteurs français doivent sans doute avoir une bien haute opinion de nous ; je n'ai pas été présent aux banquets qui leur ont été offerts et où on les a si généreusement arrosés de flots de Champagne ; je ne sais qui l'a payé. Je peux m'imaginer leur émotion en entendant les beaux discours avec lesquels ils ont été régalez. Ils ont dû trouver qu'il y avait quelque chose d'éminemment patriarcal dans la simplicité de nos mœurs et dans notre attachement inaltérable à la France. Leurs larmes ont dû couler, douces larmes de joie, en apprenant que malgré l'abandon dans lequel la France nous a laissés, dans la lutte suprême, sans aide, sans armes, sans argent, combattant jusqu'au dernier soupir pour défendre le drapeau de la France, que notre cœur est toujours français et que, tout en demeurant fidèles à l'Angleterre, nous aimons toujours la France.

Puissent les capitalistes français ne jamais découvrir que, si les Canadiens aiment beaucoup la France, ils aiment encore mieux son

argent. Puissent-ils ne jamais découvrir que parmi nos habitudes patriarcales nous avons conservé celle des braves patriarches de vendre leur frère Joseph, lorsqu'ils trouvent des acheteurs.

Je crains le profond désappointement qui succèdera, en France, à la sympathie sincère que l'on y témoigne aujourd'hui au Canada. A force de nous entendre parler des héros du passé, Frontenac, Montcalm, Lévis, l'on croit peut-être en France que notre seule ambition est de suivre le bel exemple qu'ils nous ont donné. Malheureusement, le modèle que paraissent avoir choisi ceux qui gouvernent notre province, comme le guide de leurs actions, ce n'est ni Montcalm, ni Frontenac, ni Lévis, c'est le surintendant Bigot.

Maintenant, M. le président, lorsque l'honorable premier ministre jugera à propos de donner à la Chambre les renseignements que nous demandons sur l'administration du chemin de fer, nous serons satisfaits. Je sais bien que les honorables membre de l'autre côté (l'orateur désigne la droite) ont bien le droit d'abdiquer leur droit de se renseigner sur l'administration ; c'est leur affaire, mais nous, nous tenons à l'avoir et nous l'aurons. L'honorable premier ministre en déclarant le vote un vote de non-confiance, se fait un tort bien plus grand qu'en accordant le comité immédiatement.

D'un bout à l'autre de la province, on dira : le gouvernement a refusé de donner à la Chambre les renseignements qu'on lui demandait. Nous serions la risée de toute la province, M. le président, si nous permettions à la session de clore sans avoir eu les renseignements nécessaires sur l'administration de notre chemin de fer.

La conclusion est claire ; si le gouvernement juge à propos de considérer ceci comme un vote de non confiance, c'est qu'il s'imagine qu'il va nous empêcher d'avoir la réponse à chacune de ces questions. Eh bien, M. le président, si nous ne l'avons pas dans un comité spécial, nous l'aurons devant le comité des comptes publics, ou de toute autre manière.

(A droite: Écoutez, écoutez.)

J'entends dire, écoutez, écoutez. Est-ce que l'on admet que devant le comité des comptes publics ce ne serait pas un vote de non-confiance ? Est-ce contre M. Sénécal ou contre lui-même que l'honorable premier ministre considère que cette proposition est présentée. Si c'est contre lui, il ne devrait pas avoir peur, si c'est contre M. Sénécal, son chef, je dirai que c'est humiliant pour la province de Québec d'être gouvernée par M. Sénécal. Je demande le vote de non-confiance contre son chef et non contre lui-même.

L'honorable M. **Chapleau**.— *premier ministre, commissaire de l'agriculture et des travaux publics, commissaire des chemins de fer.*—

L'accident qui est arrivé l'autre jour, va décidément nous faire croire que le chef de l'opposition a perdu sa bonne humeur d'autrefois et que sa bosse d'impatience grossit tous les jours. Quant à moi, M. le président, je n'ai pas l'habitude de me fâcher, et aujourd'hui, plus que jamais, je suis désider à me contenir. L'honorable chef de l'opposition a voulu nous tendre un piège et, s'apercevant que nous voulions l'éviter, il prétend maintenant que telle n'a pas été son intention. On prétend que cette proposition n'en est pas une de non-confiance, mais qu'est-ce donc que cette proposition ? C'est, ou une proposition de non-confiance, ou bien ce n'est rien du tout ; mon honorable ami sait que c'est là une des règles les plus élémentaires des usages parlementaires, mais il l'a oublié. On veut un comité spécial pour examiner les affaires du chemin de fer du Nord, mais nous avons un comité qui est chargé de s'enquérir minutieusement de tous ces détails administratifs, à quoi bon un autre comité ? Pourquoi ne pas charger le comité des comptes publics d'examiner cette affaire ? Depuis 15 ou 16 ans que mon honorable ami est député, il a dû apprendre ces notions élémentaires relatives aux travaux d'un parlement. Le chef de l'opposition, dans son ardeur pour ce qu'il croit la bonne cause, a laissé de côté la bonne humeur ordinaire pour me jeter à la figure, à celle de mes collègues et des députés ministériels, des imputations malveillantes.

A la fin de son discours, il a laissé échapper un nom, il a presque malgré lui laissé voir le motif vrai de cette proposition. Il a jeté dans la discussion le nom de l'administrateur des voies ferrées provinciales. Sa conscience l'a forcé de dire que c'est contre l'administrateur que cette proposition est dirigée. Qu'on le dise donc clairement, que l'on demande renseignements sur renseignements, et on les aura. Que le comité des comptes publics demande tout, tout ce que l'on pourra s'imaginer en fait de renseignements sur l'administration des chemins de fer de la province, et on l'aura. Le comité comme la Chambre, comme le public, aura, je le promets, pleine et entière satisfaction sous ce rapport.

L'honorable chef de l'opposition a voulu réchauffer des articles de journaux, et il a répété cette fameuse accusation que le gouvernement avait dépensé un million ou un million et demi de piastres sur le chemin de fer avant de le vendre à la compagnie du chemin de fer du Sud-Est. Se faire l'écho de ces nouvelles controuvées n'est ni beau, ni juste, ni courageux.

J'ai déclaré, l'an dernier, que j'avais reçu des propositions assurant un

loyer annuel net de \$350,000 à \$450,000. Le gouvernement avait le droit de louer ce chemin, et c'est l'honorable chef de l'opposition lui-même, c'est lui qui, lorsqu'il était au pouvoir, a fait adopter une loi autorisant le commissaire des travaux publics à louer le chemin de fer. Mais moi, que l'on accuse aujourd'hui si injustement, je n'ai pas voulu me servir de cette loi de mes adversaires, je n'ai pas voulu m'en servir, et l'un de mes premiers actes en arrivant au pouvoir a été de déclarer que le gouvernement ne prendrait aucune décision sans consulter les Chambres.

Maintenant on prétend que nous voulons nous désaisir de notre chemin de fer provincial et pourquoi? parce que certaines feuilles libérales l'ont dit. Nous avons droit de le faire, et, comme je l'ai dit il y a un instant, ce droit nous le tenons du chef de l'opposition lui-même, qui nous l'a fait donner par le parlement lorsqu'il était lui-même au poste que j'occupe aujourd'hui.

Mais, M. le président, on nous reproche aussi de ne pas avoir vendu le chemin de fer provincial au gouvernement fédéral. Voici ce qui en est quant à ce sujet.

Nous nous sommes abouchés avec le gouvernement fédéral, nous avons fait tous nos efforts dans ce sens, mais la chose a été complètement impossible. En effet, on comprend facilement qu'au moment même où le gouvernement fédéral abandonne ses propres chemins de fer, il n'est pas disposé à prendre les chemins de fer des autres. Dans tous les cas, l'opposition comme le pays tout entier peuvent être sûrs d'une chose, c'est que lorsque viendra le temps de louer ou de vendre notre chemin de fer provincial, lorsque telle sera notre politique, nous n'agirons pas de notre chef, mais nous donnerons d'amples explications à cette Chambre, nous la mettrons complètement au fait de la transaction.

Je connais maints hommes politiques qui désirent voir louer le chemin. Ils croient sincèrement que cela sera préférable au système que nous avons maintenant, c'est-à-dire le gouvernement étant lui-même l'exploitant ou l'administrateur du chemin.

Je dois dire ici, M. le président, que je ne me dissimule pas ce fait-ci, c'est qu'il y a un sentiment qui domine parmi les membres de cette Chambre et parmi les citoyens de la province en général et qui veut que nous gardions encore pendant quelque temps notre chemin de fer provincial pour notre propre éducation. On sait parfaitement que nos compatriotes sont absolument, ou la grande partie d'entre eux, étrangers aux rouages des chemins de fer et de là vient cet ostracisme si déplorable que l'on peut remarquer. Nous voyons à peine sur le Grand Tronc, qui a coûté des millions au pays, nous voyons à peine quelques com-

patriotes occupant des positions quelque peu élevées. Peut-être arriverons-nous au moyen de notre voie ferrée à former un grand nombre de nos compatriotes à être d'excellents employés sur les chemins de fer. J'espère qu'un jour la Chambre se donnera la peine d'examiner cette grave question : si on doit louer ou vendre le chemin de fer du Nord, si cette transaction serait utile ou désavantageuse à la province.

On a bien hâte, du côté de l'opposition, d'avoir des explications au sujet des affaires de ce chemin de fer ; on s'attend à des transactions faites dans l'ombre. D'un autre côté, nous avons hâte, nous aussi, de savoir ce qui s'est passé entre le 2 mars 1878 et le mois de novembre 1879 ; il s'est passé dans ce temps des transactions que le pays a hâte de connaître et qui feraient rougir tous les Sénécals du monde.

J'ai raison de croire que la Chambre doit être satisfaite de la libéralité avec laquelle le gouvernement a agi à l'égard des demandes de renseignements que l'on a formulées. Et il y en a tant eues qu'aujourd'hui les employés doivent faire un travail surhumain pour réussir à tout préparer en temps. On y travaille pour ainsi dire jour et nuit, et, cependant, il m'est donné d'entendre des plaintes sur le retard apporté au dépôt de ces renseignements tout comme si les demandes n'avaient pas été nombreuses et extrêmement variées.

M. le président, que l'on fasse une enquête, mais que cette enquête s'étende aussi du 2 mars 1878 au mois de novembre 1879, que l'on s'enquiert de tout ce qui s'est fait alors et l'on y verra des transactions, des contrats qui édifieront le public et cette Chambre. On constatera les argents dépensés à propos des travaux sur la rue St. André, travaux qui ont coûté une somme relativement énorme et cela sans nécessité, tandis qu'en suivant un autre tracé on aurait ainsi épargné \$100,000 à la province.

On nous a reproché d'avoir donné des diners à Montréal et à Québec, mais vos amis étaient là, ils nous ont adressé des félicitations surtout au sujet du Crédit-foncier. On nous a dit aussi que nous n'étions plus les descendants des Lévis et des Montcalm, mais bien de l'intendant Bigot. Le chef de l'opposition à ce moment de son discours a commis une grande imprudence ; nous le regrettons pour lui, pour nous, pour les étrangers.

Vos amis qui ont assisté à ces diners doivent-ils avoir honte de leur conduite ? Est-ce que vous voudriez leur jeter l'injure à la figure comme vous le faites à moi et à mes amis. Vos amis ont touché, eux aussi, aux profits réalisés sur des actions pour lesquels ils n'avaient pas souscrit.

Ah ! M. le président, lorsque l'on m'a accusé d'avoir accepté une position dans cette société, le Crédit-foncier franco-canadien, j'aurais

bien pu répondre par certains faits. Il m'aurait été facile de dire à la Chambre les rapports que l'ancien lieutenant gouverneur de la province a eus avec les organisateurs de cette société. J'aurais bien pu dire que M. Letellier, moins scrupuleux que l'honorable chef de l'opposition, aurait occupé la position que j'occupe moi-même et qui m'a valu les reproches de l'honorable chef de l'opposition. Mais je n'ai pas voulu me servir de ces petits moyens. J'ai trouvé qu'il valait mieux garder le silence.

Je suis fier de dire que l'on a stigmatisé en France, comme elle le mérite, la conduite de certains hommes et de certains journaux, au sujet du Crédit-foncier, parce que l'on comprend ce qui est du domaine politique.

M. le président, je demande pardon à la Chambre d'avoir parlé trop longtemps pour l'importance qu'il convient d'attacher à la proposition de l'honorable député de Lotbinière. En terminant, je ne puis m'empêcher d'exprimer le regret que j'éprouve à la vue du spectacle qu'offre nos luttes politiques. Aussi, je puis le dire hautement, ce n'est pas pour moi, mais c'est pour ma province que je suis ici. Il est vrai que suis résigné au rôle décourageant, au rôle décevant que je remplis aujourd'hui. J'ai tout fait pour bien administrer le ministère important confié à mes soins, je n'ai épargné ni santé, ni repos, et si aujourd'hui je n'ai pas la satisfaction de voir mon travail apprécié comme j'avais droit de m'y attendre, j'ai au moins la satisfaction que l'on ressent à la vue du devoir accompli.

Tout le dossier de l'administration du chemin de fer sera produit et j'espère que le comité comme la Chambre seront convaincus de la fausseté des accusations et des rumeurs répandues dans le public.

L'honorable M. **Ross**.—Ce que nous désirons savoir, ce sont les dépenses qui ont été faites sur le chemin de fer provincial. Je sais que la proposition de mon honorable ami le chef de l'opposition n'a pas été faite dans un but de produire un vote de non-confiance.

Non, M. le président, nous désirons simplement connaître la véritable position de cette propriété qui a coûté si cher à la province. Voilà notre but.

L'honorable M. **Church**.—M. le président, je comprends que l'honorable chef de l'opposition désire être bien renseigné, désire connaître tout ce qui concerne l'administration de la voie ferrée, et je me propose de le satisfaire. Je sais que le gouvernement est décidé à donner tous les renseignements demandés. Je viens ici pour défendre

le pays dans la mesure de mes forces et, dans ce but, j'aimerais moi aussi avoir des explications, et nous les aurons.

Ce en quoi je diffère d'opinion avec les membres de l'opposition, c'est en ce que je prétends que l'affaire ne doit pas être mise entre les mains d'un comité spécial mais bien confiée au comité des comptes publics. Ce comité a-t-il donc perdu la confiance de la Chambre pour qu'on ne veuille plus lui donner l'ouvrage qui lui appartient. Je suis le président de ce comité et je tiens à en revendiquer l'honneur. On ne se plaindra pas, j'espère, que le gouvernement veut cacher quelque chose, car le gouvernement est disposé à donner les détails de cette affaire pour 18 mois de plus que ne le demande la proposition du chef de l'opposition.

Je propose que tous les comptes, états et documents qui ont été soumis à cette Chambre concernant le chemin de fer de Québec, Montréal, Ottawa et Occidental, doivent être renvoyés au comité des comptes publics, et que ce comité soit autorisé à s'enquérir de tout ce qui concerne le dit chemin de fer, depuis le 2 mars 1878.

Cette proposition diffère en deux points de la proposition de l'honorable chef de l'opposition, mais ne modifie nullement en quoi que ce soit le fonds même de cette proposition. En premier lieu je demande que cette enquête soit confiée au comité des comptes publics. Ce comité a toujours bien exécuté les travaux qui lui ont été confiés, et il n'y a pas de raison valable pour le mettre de côté dans ce cas-ci.

Le second point est celui-ci. La proposition de l'honorable chef de l'opposition ne demande l'enquête que pour ce qui s'est fait depuis le 1^{er} novembre 1879, tandis que moi, je propose d'étendre les travaux de l'enquête de 18 mois, c'est-à-dire, à partir du 2 mars 1878. Je suis d'avis que cette enquête doit être complète. Si on désire qu'elle soit encore plus longue, je n'y ai pas d'objection. En prenant le rapport des commissaires et mon exposé budgétaire de 1878 on connaîtra tout ce qui a rapport à ce chemin de fer.

Nous voulons nous aussi tout connaître, nous voulons pour ainsi dire scruter tous les actes de l'administration de cette voie ferrée, et si l'opposition veut nous aider, nous ferons cette enquête aussi complète, aussi minutieuse que possible. En agissant de la sorte, nous travaillerons dans l'intérêt du public et de l'administration elle-même.

M. **Watts.**—M. le président, je suis convaincu que cette proposition est faite pour éluder l'enquête demandée. Le comité des comptes publics est trop nombreux et tous les jours on éprouvera des difficultés à n'en plus finir à réunir un nombre de membres de ce comité suffisant pour faire cette enquête.

L'honorable M. **Church**.—Le quorum n'est que de 7.

M. **Watts**.—Même avec ce nombre il n'y aura pas moyen de travailler sérieusement.

L'honorable M. **Marchand**.—M. le président, la conduite de nos adversaires diffère d'une manière frappante avec celle que nous avons tenue en pareille circonstance. Lorsqu'animés d'une soif désordonnée du pouvoir, ils lançaient, contre l'administration Joly, des insinuations fausses et injurieuses, inventées par eux, nous courrions au-devant de leurs désirs en leur offrant l'occasion de s'enquérir des faits dans tous leurs détails les plus circonstanciés ; aujourd'hui, que nous nous faisons l'écho des légitimes appréhensions du public, pour demander l'enquête d'un comité spécial sur l'administration du chemin de fer provincial, ils se retranchent dans un refus formel, en proposant de renvoyer le tout à l'examen du comité permanent des comptes publics. Or, on sait parfaitement que cette démarche est un moyen infaillible d'étouffer l'enquête et d'empêcher la vérité de se faire jour.

Un député de la droite.—Quelle est la différence ?

L'honorable M. **Marchand**.—Elle est bien évidente. Le comité spécial est une espèce de tribunal, composé d'un nombre limité de membres, siégeant jour par jour jusqu'à ce que son travail soit terminé et n'ayant à s'enquérir que du sujet particulier qui lui est soumis ; le comité des comptes publics, composé de la moitié des membres de cette Chambre, est chargé d'examiner en détail tout ce qui se rattache aux comptes publics et à la condition financière de la province ; en outre, il ne siège que très-irrégulièrement, à des intervalles très espacés, et son personnel, composé à chaque séance de membres différents, n'est jamais en position de connaître à fond tous les détails d'une question.

Un sujet particulier de quelque importance, se trouve noyé dans une multitude de sujets de détail que peuvent soulever chacun des membres du comité, et l'enquête approfondie, complète, d'une affaire nécessitant l'audition de nombreux témoins et l'examen détaillé d'une masse de documents et de renseignements, devient une impossibilité. Voilà la différence entre le mode d'enquête que nous suggérons et celui que propose le gouvernement et ses partisans. On évite, par un faux-fuyant, les recherches sérieuses, parce que l'on craint que lumière se fasse.

Il est facile de prévoir le résultat de l'investigation que fera le comité des comptes publics ; traînée en longueur jusqu'aux derniers jours de la session, faite par des députés différents à chaque séance, qui

n'auront pas suivi l'enquête régulièrement, elle ne pourra se faire d'une manière complète, elle manquera d'ensemble et d'enchaînement dans les renseignements obtenus. Un *quorum* quelconque, réuni précipitamment à la dernière heure, reculera devant la tâche impossible de se mettre au fait du volumineux dossier de l'enquête et n'osera, dans son rapport, arriver à aucune conclusion. De sorte que la Chambre et le public ne seront pas mieux renseignés après l'enquête qu'ils ne le sont maintenant.

Le gouvernement emploie cet expédient pour empêcher que l'on mette au jour la manière ruineuse dont son chemin de fer est administré. Le public lui demandera compte de ce subterfuge en temps convenable.

Un député de la droite.—C'est ce que vous avez fait à propos de l'ameublement de l'école normale Jacques-Cartier.

L'honorable M. **Marchand.**—L'honorable député est dans l'erreur. Les deux cas ne peuvent s'assimiler. L'affaire dont il parle n'avait rapport qu'à un article des comptes publics, s'élevant à la faible somme de \$10,000 ; il était essentiellement du ressort du comité des comptes publics. L'administration du chemin de fer, se rattache, au contraire, à la source la plus importante des revenus provinciaux ; elle touche à des millions et nécessite toute une enquête, non-seulement sur quelques articles de recette ou de dépense, mais sur un nombre infini de faits administratifs qui ne relèvent pas régulièrement du comité des comptes publics, et dont il ne peut faire un examen satisfaisant, vu les circonstances que je viens d'indiquer.

Si le gouvernement eut consenti à la nomination du comité spécial, je me serais fait fort d'y établir, par le témoignage de ses propres amis politiques, des faits de la plus regrettable incurie. J'aurais prouvé que le surintendant a favorisé spécialement les embranchements dont il est propriétaire, au détriment du chemin du gouvernement dont il est l'administrateur ; que pendant que les commerçants de foin subissaient des pertes énormes sur la voie principale, à cause du manque total des chars que le surintendant leur avait promis, les commerçants de Joliette, au terminus du chemin de M. Sénécal, en avaient toujours une abondance ; que des chars, chargés de foin, à Ste-Anne et Maskinongé, au lieu de prendre la ligne directe de Montréal à New-York, ont été conduits, grâce à l'incurie de l'administration, de Montréal à Ottawa par le Canada Central à Brockville, de Brockville, par le Grand-Tronc, à Montréal, pour reprendre ensuite la route des Etats-Unis.

Qui a perdu le surcroît de dépense pour ce long trajet inutile sur des voies étrangères ? Ce ne sont pas les spéculateurs ; ils ont payé les frais

de transport ordinaires ; c'est le trésor public. J'aurais prouvé que, comptant sur les promesses formelles du surintendant et de ses employés supérieurs préposés au fret, des commerçants de foin ont contracté des engagements importants qu'ils n'ont pu remplir et qui, par défaut d'accomplissement, ont causé leur ruine ; que pendant que les trafiquants canadiens souffraient ainsi, leurs confrères américains étaient seuls favorisés ; que ceux-là, pour se tirer d'embarras et ne pas laisser pourrir leur foin sur place, ont été dans la nécessité de vendre leur foin à ceux-ci, qui trouvaient immédiatement moyen de se procurer les chars que leurs vendeurs n'avaient pu obtenir, quoique promis longtemps d'avance. J'aurais prouvé que l'on a refusé à certains marchands de foin la permission de charger des chars du *Central Vermont*, à moins de passer par Richford, *via* le *South Eastern*, et que ces marchands, n'ayant pu obtenir les chars du *Central Vermont* à ces conditions, n'ont pu expédier leur foin en temps convenable ; j'aurais prouvé qu'à cause de l'incurie de l'administration du chemin provincial, des milliers de tonnes de foin, vendues d'avance à bons profits, ont pourri sur place, au grand détriment de la bonne réputation des commerçants de foin canadiens et du chemin de fer provincial.

Voilà quelques-uns des faits qu'une enquête spéciale aurait fait ressortir ; l'enquête devant le comité des comptes publics aura-t-elle le même résultat ? C'est ce que nous verrons.

Quoiqu'il en soit, l'opposition aura fait son devoir, et le gouvernement portera, devant le public, toute la responsabilité de sa demim mesure.

M. Nelson.—M. le président, j'avoue que je sympathise avec l'honorable député de Pontiac dans les vues qu'il a exprimées. Mais le public croit généralement que l'administration du chemin de fer du Nord a été mauvaise, que des créatures du gouvernement y trouvent leur compte et cela au dépens des intérêts financiers de la province. Ce n'est peut-être pas le cas, mais cela rend nécessaire la nomination d'un comité d'enquête afin de prouver que toutes ces rumeurs, toutes ces accusations sont fausses. On a été même jusqu'à dire qu'un entrepreneur avait vendu un contrat pour \$10,000. Encore une fois, je ne dis pas que cela soit vrai, mais il faut qu'une enquête l'établisse d'une manière irréfutable.

Je crois qu'un comité spécial, ayant un travail spécial, pourrait mieux faire que le comité des comptes publics. Ce travail sera difficilement exécuté par le comité, et l'expérience est là pour nous le prouver. Pour ces raisons je suis en faveur d'un comité spécial.

M. Taillon.—L'honorable député de St-Jean a été trop occupé du foin pour nous parler de la question qui est en discussion.

Il s'agit de décider s'il vaut mieux choisir le comité des comptes publics pour faire l'enquête demandée, ou bien nommer un comité spécial.

Le comité des comptes publics a tous les pouvoirs que possèdera le comité spécial. De plus tous les membres du comité spécial proposé sont membres du comité des comptes publics. Nous avons en outre des cas où l'opposition d'aujourd'hui a refusé la nomination de comités spéciaux et a voté le renvoi au comité des comptes publics. Nous pouvons donc adopter la proposition de l'honorable député de Pontiac sans craindre de ne pas être d'accord avec l'opposition elle-même, car elle ne peut aujourd'hui condamner ce qu'elle faisait autrefois.

On a reproché à l'administration de la voie ferrée de ne pas avoir assez de chars à la disposition du commerce. Et, ce qui m'a le plus étonné, ça été d'entendre en même temps reprocher les dépenses trop considérables que l'on fait pour ce chemin. Comment concilier ces deux reproches. Pour ma part, je crois que l'argent qui est dépensé à compléter l'équipement de la voie ferrée provinciale est un capital bien employé.

M. Molleur.—M. le président, je suis surpris de l'acharnement que l'on apporte à faire voter le renvoi au comité des comptes publics. Il est impossible que ce comité fasse une enquête complète, sérieuse sur ce sujet. Il est composé d'un trop grand nombre de membres pour que le travail qu'il fera soit bien fait. Et comment réussira-t-on à faire un rapport complet sur cette enquête. Une partie des membres aura assister aux séances, tandis que l'autre partie n'aura assisté qu'à quelques séances par-ci par-là. De la sorte on ne pourra avoir un bon rapport. Tandis qu'il n'en serait pas ainsi d'un comité spécial, composé seulement d'un petit nombre de membres, et pouvant siéger tous les jours."

On dit que le comité des comptes publics fera une enquête minutieuse et complète, et que toutes les questions qui seront posées à qui de droit, par l'honorable chef de l'opposition ou tout autre membre, recevront des réponses satisfaisantes. Alors pourquoi refuser la nomination d'un comité spécial? Les rumeurs de toutes sortes qui circulent dans le public, rendent une enquête indispensable, et j'espère qu'elle aura lieu de telle sorte que la Chambre soit satisfaite.

A six heures la séance est suspendue jusqu'à sept heures et demie.

M. Dupuis.—M. le président, je me permettrai de faire quelques

observations qui sont de nature à constater mon étonnement au sujet du refus du comité par le gouvernement, dans ce moment où la province de Québec est tant occupée de sa position financière.

J'ai toujours compris qu'il était dans l'intérêt de la députation de faire connaître aux électeurs des comtés, après la session, si nous avons pris tous les moyens convenables pour connaître l'état financier de la province, afin de rassurer l'opinion publique.

On nous a dit que le comité des comptes publics nous donnerait satisfaction. Ce n'est pas là mon opinion, M. le président, je ne crois pas que les électeurs seront satisfaits de ce renvoi. Ils nous diront : mais ne saviez-vous pas que le comité des comptes publics avait bien autre chose à faire que de s'occuper des détails de l'administration du chemin de fer ? Partant de là, il nous serait bien difficile de contenter les électeurs, et les convaincre que nous avons pris des moyens efficaces de connaître l'état financier de la province. Si on a l'intention de faire connaître cet état, pourquoi ne pas faire nommer un comité.

Je ne connais pas parfaitement ce qui se passe devant les comités, car je n'ai pas occasion d'y assister bien souvent, mais j'ai observé et j'ai fait beaucoup d'attention à ce qu'ont déclaré les hommes compétents qui nous disent que le comité des comptes publics ne nous donnera pas un rapport satisfaisant. L'avenir de la province dépend de l'administration du chemin de fer du Nord. Pourquoi alors ne pas connaître tout ce qui peut augmenter son revenu ; non-seulement les dépenses, mais en même temps les moyens d'augmenter son revenu.

Je ne vois pas, M. le président, que les amis du gouvernement soient justifiables de voter contre la nomination d'un comité spécial, je suis ami du gouvernement autant que n'importe qui.

Plusieurs voix de la droite.—Écoutez, écoutez.

Oui, M. le président, je suis ami du gouvernement, toujours prêt à lui accorder mon appui, quand il nous soumettra de bonnes mesures. Malgré ma sympathie pour mes amis de ce côté ici (l'orateur désigne la gauche), je ne saurais lui donner un vote hostile par esprit de parti. Quant à nous, députés représentant la classe agricole, nous n'avons pas besoin du pouvoir et nous ne le désirons pas. Nous n'avons pas d'objection de maintenir les hommes qui sont au pouvoir tant qu'ils protégeront nos intérêts.

J'ai vu avec peine, M. le président, la déclaration par laquelle le gouvernement dit qu'il regarde comme un vote de non-confiance le vote sur cette proposition. On nous dit que le comité des comptes publics suffira pour nous donner ces détails ; je ne le pense pas. Si cela suffit ici, peut

être que cela ne suffira pas ailleurs. Le gouvernement est peut-être de bonne foi, et il a pu se tromper dans l'administration du chemin de fer ; nous nous trompons tous dans l'administration ordinaire de nos propres affaires, et je ne crois pas que l'on puisse être regardé comme hostile au gouvernement quand l'on demande à connaître l'administration de nos affaires.

Après ces quelques remarques, M. le président, je laisse aux hommes plus compétents que moi le soin de traiter cette question. Je ne la traite qu'au point de vue des électeurs qui désirent connaître l'état de nos finances, et qu'il est de mon devoir de rassurer, si moyen il y a, sur l'état financier en particulier du chemin de fer du Nord.

M. **Picard**.—M. le président, le comité spécial que veulent avoir les honorables membres de l'opposition se composent de cinq membres dont deux de l'opposition et trois ministériels. Le comité des comptes publics se composent de plus de vingt membres, dont onze, je crois, sont de l'opposition. Il faut donc croire que ceux-ci comptent moins que les deux membres du comité spécial. Je donne mon adhésion à la proposition de l'honorable député de Pontiac, et je crois que le comité des comptes publics peut faire une enquête très complète.

L'honorable M. **Irvine**.—M. le président, la question de savoir si l'on doit renvoyer la question devant un comité spécial ou la soumettre au comité des comptes publics me paraît d'une importance inférieure, et si l'amendement de l'honorable député de Pontiac n'avait que cela pour but, je n'hésiterais pas à voter en faveur de cet amendement. Mais il s'agit d'entrer de la manière la plus complète possible dans l'examen de l'administration du chemin de fer du nord, de constater les travaux qui ont été faits, les argents qui ont été dépensés pour ces ouvrages, de s'enquérir de la manière dont le surintendant actuel administre le chemin. Or tout cela ne pourrait pas être fait devant le comité des comptes publics, car il a déjà assez à faire à part cela. Si j'étais certain, M. le président, que l'amendement de l'honorable député n'a pas pour but d'empêcher l'enquête sur l'administration du chemin, je déclare que je serais prêt à l'appuyer.

En terminant, je propose qu'on ajoute à l'amendement principal : "avec instruction spéciale de s'enquérir d'abord de tout ce qui concerne le chemin de fer du Nord durant l'administration du surintendant actuel, L. A. Sénécal écuyer."

M. **Racicot**.—Il y a plusieurs points de cette question sur lesquels les deux partis qui siègent dans cette Chambre sont à peu près d'accord ;

il s'agit seulement de voir de quelle manière on doit examiner les affaires du chemin de fer du Nord.

Je crois, M. le président, que le comité des comptes publics peut fort bien faire l'enquête demandée. Il possède tous les pouvoirs que l'on propose de donner au comité spécial. Je ne vois donc pas la nécessité de nommer ce comité spécial.

M. Lafontaine.—M. le président, je me permettrai de faire quelques remarques relativement à la demande du comité qui est maintenant en discussion. Il est bien vrai qu'on a refusé le comité lorsqu'il s'est agi de considérer l'ameublement de l'école normale Jacques-Cartier, mais c'était d'une bien petite importance. Ici la demande touche à quelque chose qui nous mène si loin, qui nous entraîne à des dépenses si grandes que nos créanciers vont peut-être commencer à s'inquiéter.

Ne serait-il pas intéressant, M. le président, de connaître les actes de l'administrateur du chemin qui a des parts dans les embranchements, qui fait des chemins sur la glace et qui, par conséquent, doit transiger avec ses embranchements qui aboutissent au chemin de fer du Nord ; c'est-à-dire enfin que Sénécal gérant transige avec Sénécal, propriétaire.

Ensuite, on a vu un document qui dit que M. Sénécal à l'heure qu'il est a reçu une somme de \$6,000 pour son traitement comme gérant. Or il ne devait recevoir qu'un pourcentage de $2\frac{1}{2}$ sur les profits nets du chemin de fer ; et on nous a dit que les profits nets à venir jusqu'à présent ont été de \$71,000 seulement. Ainsi depuis sept mois qu'il administre il aurait touché environ \$1,000 par mois, et en faisant un calcul approximatif, les profits nets seront de \$85,000 à la fin de l'année, de sorte que M. Sénécal aura retiré une dizaine de mille piastres pour l'année.

Maintenant, M. le président, on parle de s'enquérir de l'administration du chemin depuis sa construction. C'est peut-être utile pour l'histoire, mais je dis que cela n'a pas d'actualité. On doit s'enquérir de l'administration d'un gouvernement existant et non d'un gouvernement qui n'est plus. Le devoir des oppositions est de s'enquérir des actes des gouvernements actuels afin de les renverser s'il ne font pas comme il faut.

Avec ces quelques remarques, M. le président, je dis que je voterai pour la proposition de l'honorable député de Mégantic qui n'est que la proposition principale modifiée.

M. le Président.—Je mets aux voix la proposition de l'honorable

M. Irvine—qui est conçue en ces termes : avec instruction spéciale au dit comité, de s'enquérir d'abord et sans délai, de tout ce qui a rapport à l'administration du dit chemin depuis qu'il est sous la direction du surintendant actuel, L. A. Sénécal, écuyer.

Ont voté pour :—Messieurs, Blais, Boutillier, Boutin, Dupuis, Gagnon, Irvine, Joly, Laberge, Lafontaine [Shefford], Lafontaine [Napierville], Langelier [Portneuf], Langelier [Montmorency], Lovel, Marchand, Meikle, Mercier, Molleur, Parent, Poirier, Préfontaine, Rinfret dit Maloin, Shehyn et Watts.—23.

Ont voté contre :—Messieurs, Audet, Beaudet, Bergevin, Caron, Champagne, Chapleau, Charlebois, Church, Desaulniers, Deschênes, Duckett, Duhamel, Flynn, Fortin, Gauthier, Houde, Lalonde, Lavallée, LeCavallier, Loranger, Lynch, Magnan, Marion, Murphy, Pâquet, Picard, Racicot, Robertson, Sawyer, St. Cyr, Taillon et Wurtele.—32.

L'Assemblée législative n'a pas adopté.

La proposition de l'honorable M. Church est adoptée.

Les projets de lois d'intérêt local suivants sont adoptés dans les formes réglementaires.

1. Pour constituer l'église de la Trinité, Québec.
2. Pour constituer "l'union St-Joseph à St-Roch de Québec."
3. Pour constituer l'hôpital Notre-Dame à Montréal.
4. Pour constituer le "club St-Denis" de Montréal.
5. Pour constituer la compagnie du chemin de fer de Montréal et Sorel.

Le projet de loi pour partager la division d'enregistrement de Trois-Rivières en deux divisions d'enregistrement est adopté en deuxième lecture et renvoyé au comité des projets de lois d'intérêt local.

Les projets de lois suivants sont adoptés en deuxième lecture et renvoyés au comité des chemins de fer, canaux, lignes de télégraphe, mines et société manufacturières.

1. Pour constituer la compagnie de téléphone de Québec et Lévis.
2. Pour constituer "The Silver Plume Mining Company."

Le projet de loi pour constituer le corps des arpenteurs de la province de Québec, est adopté en deuxième lecture et renvoyé au comité des projets d'intérêt local.

L'honorable M. **Robertson**—*trésorier de la province*.—M. le président, j'ai l'honneur de vous transmettre un message de Son Honneur le lieutenant gouverneur.

M. le **President**.—Je donne lecture à l'Assemblée législative d'un message de Son Honneur le lieutenant gouverneur.

THÉODORE ROBITAILE.

Le lieutenant gouverneur de la province de Québec transmet à l'Assemblée législative un état détaillé de certains services pour l'exercice qui doit se terminer le 30 juin 1882, les crédits supplémentaires pour l'exercice en cours et ceux pour l'exercice finissant le 30 juin 1882, et conformément aux dispositions de l'article 54 de la loi constitutionnelle de 1867, il recommande ces crédits à l'Assemblée législative.

HÔTEL DU GOUVERNEMENT, }
Québec, 28 mai 1881. }

L'honorable M. **Robertson**.—*trésorier de la province*.—M. le président, en faisant la proposition d'usage dans des occasions comme celles-ci, que vous laissez le fauteuil et que la Chambre se forme en comité pour l'examen du budget des dépenses, j'espère que je puis compter sur les égards et la bienveillance des honorables membres de cette Chambre, égards et bienveillance qui ont toujours été accordés aux autres trésoriers de la province et à moi-même dans des circonstances analogues. Je vais m'efforcer d'être court dans mes remarques, et je me bornerai strictement aux explications concernant l'état des finances de la province, qui, je le sais, est considéré comme l'une des plus importantes questions qui sollicitent actuellement l'attention de la Chambre et du pays.

Dans les années précédentes, l'exposé budgétaire du trésorier consistait simplement en des états de nos recettes et de nos dépenses ordinaires, les premières provenant de nos sources ordinaires de revenus, les secondes étant nécessitées pour les fins ordinaires de l'administration publique. Alors il n'y avait pas de grandes difficultés à surmonter, vu que les recettes étaient plus considérables que les dépenses et que la province n'avait pas encore contracté cette dette considérable qui a été créée pour l'exécution de grands travaux publics dans le but de développer nos ressources, d'ouvrir des voies de communication entre les villes de notre province et entre les parties rurales et les centres de commerce.

Alors on discutait la question de savoir s'il était de bonne politique d'encourir des obligations pour la construction de chemins de fer, et il répugnait tout d'abord à la Législature et au peuple de créer une dette, qui probablement causerait de l'embarras dans nos finances, même si cette dette devait être faite pour la construction de chemins de fer. Alors

le gouvernement du jour, comme il était de son devoir, prit l'initiative et demanda à la Chambre et au peuple, s'il n'était pas nécessaire, si nous voulions marcher de pair avec les provinces-sœurs—de se réveiller et de prendre des mesures pour développer les ressources de notre pays, où si nous devons nous contenter de rester dans une position inférieure à celle des autres provinces en fait de richesse, d'influence et de prospérité.

La Législature, après mûre délibération, contracta une dette considérable pour construire des voies ferrées, dette aussi forte que nous pouvions, sans difficulté, supporter, et ces obligations ont été en augmentant d'année en année. Maintenant, l'initiative en faveur de la construction des chemins de fer, ne vient plus du gouvernement, mais celui-ci est obligé de résister à la pression exercée par des membres de cette Chambre et par le public généralement pour l'engager à augmenter la dette de la province, pour venir en aide à des entreprises de ce genre, à un montant au-delà de ce que nous pouvons payer, à moins que nous imposions de nouvelles taxes sur le peuple pour une somme tellement élevée que cela serait de nature à nuire à sa prospérité. Le gouvernement doit, dans l'intérêt d'une partie de la population, résister à cette pression, même au risque de mécontenter quelques-uns de ses propres amis qui, il y a lieu de le craindre, regardent quelques fois plus à leur popularité et à assurer l'accomplissement d'améliorations locales dans la partie du pays où ils demeurent, qu'à l'intérêt et au crédit généraux de la province.

Les comptes publics pour l'exercice financier terminé le 30 juin dernier, ont été soumis à la Chambre, et les honorables députés ont eu pleinement le temps d'en connaître tous les détails.

Le revenu porté dans les prévisions budgétaires pour l'année dernière était de \$700,000 de plus élevé que les recettes perçues, et les dépenses pour l'administration ordinaire générale de la province, sans compter celles faites pour les chemins de fer, ont été moindres que les crédits votés par la Législature de près de \$30,000, bien qu'il y ait eu des mandats spéciaux d'émanés pour couvrir des insuffisances de crédit au montant de \$127,071.43, sur lequel il a été dépensé—et compris dans les paiements faits dans le cours de l'année—la somme de \$124,489.10, tel qu'il appert dans les comptes publics.

Un simple examen superficiel des objets pour lesquels ces mandats ont été émis, démontrera qu'ils étaient absolument nécessaires, et que plusieurs de ces mandats ont été émis pour payer des dettes créées antérieurement, qui n'avaient pas été comprises dans les crédits de l'année, comme elles auraient dû l'être. Il ne m'appartient pas de dire que si l'ancien gouvernement était resté au pouvoir, les recettes auraient été plus considérables ; mais je crois pouvoir dire que les dépenses n'auraient pu

être moindres, et je me contente d'exposer les faits tels qu'ils sont. Je puis dire aussi que j'ai fait les efforts les plus persistants pour obtenir autant de revenu que possible et pour en disposer avec la plus grande prudence.

Il va de soi que tout ce que peut faire le trésorier, lorsqu'il prépare ses prévisions pour le budget des recettes, c'est d'obtenir des renseignements des différents ministères, et, prenant aussi en considération les recettes pour les années précédentes, arriver à des prévisions aussi justes que possible. Il en est de même des dépenses à faire, et il arrive fréquemment que quelques-uns des services requièrent plus d'argent qu'on ne l'avait prévu. Mais si, dans l'ensemble, les opérations de l'année donnent un résultat approchant les prévisions émises, c'est à peu près tout ce qu'il peut faire.

Il arrive fréquemment que l'on compare les dépenses de l'administration publique pour les dernières années avec celles qui ont été faites pendant les premières années de l'établissement du régime de la confédération. Cela n'est guère juste. Comme notre population va en augmentant, les besoins du service public augmentent aussi. Nous avons besoin de plus de législation, de plus d'employés dans les bureaux publics ; les demandes d'argent pour les fins de l'éducation sont tous les jours de plus en plus nombreuses ; l'administration de la justice est plus coûteuse ; les aliénés, je suis chagrin de le dire, augmentent en nombre tous les ans ; de fait, par suite de l'opération du système que nous avons de contribuer si considérablement à défrayer les dépenses de ces services, on ne doit pas s'étonner si les demandes faites au trésor public augmentent d'année en année, et qu'il faille plus d'argent que précédemment pour y faire face.

L'automne dernier, deux membres du gouvernement d'Ontario se sont rendus à Québec dans le but de se consulter avec nous sur les meilleurs moyens à prendre pour régler les comptes entre les deux provinces et entre celles-ci et le Canada. Ces messieurs pensaient que le gouvernement fédéral faisait valoir contre les provinces des réclamations qui ne sont pas bien fondées, et nous avons discuté la ligne de conduite qui doit être adoptée pour en venir à un règlement de compte avec les autorités fédérales. Mais les occupations pressantes qui absorbaient l'attention du gouvernement d'Ontario, occupations résultant de l'approche de la session de la Législature ; la session qui a eu lieu dans cette province, et la longue session du parlement fédéral, ont empêché la fixation finale de ces comptes. Néanmoins des progrès considérables ont été faits dans le travail nécessaire pour contrôler et comparer les comptes fournis par la province d'Ontario avec nos propres comptes, et il est à espérer que durant l'été nous serons en état de clore

définitivement les comptes pendants entre les deux provinces et aussi le compte avec le Canada.

Je ne crois pas nécessaire d'entrer dans les détails des recettes et des dépenses de l'année dernière. Les comptes publics renferment tous les détails nécessaires, et des explications pourront être données devant le comité des comptes publics, si elles sont demandées.

J'avais l'intention de soumettre un sommaire de nos recettes et de nos dépenses pour les dernières années, montrant l'état du trésor provincial à la fin de chaque exercice financier, mais je ne fatiguerai pas la Chambre à présent en lui communiquant ces états. Je donnerai simplement un abrégé fort succinct des opérations financières du dernier exercice.

Les recettes brutes, telles que mentionnées dans les comptes publics, ont été de.....	\$3,546,637.44
Desquelles il faut soustraire les emprunts temporaires.....	\$1,050,000.00
Reçu de l'asile de Beauport.....	12,500.00
Reçu de la vente de certains matériaux du chemin de fer du gouvernement.....	60.25
Et le montant reçu du gouvernement fédéral sur le compte général.....	125,000.00
En tout.....	<u>1,187,560.25</u>
Laissant comme recettes ordinaires.....	\$2,359,077.19
Les dépenses brutes, telles que mentionnées dans les comptes publics, ont été de.....	\$3,979,309.71
Desquelles il faut soustraire le montant payé pour le remboursement d'emprunts temporaires.....	\$500,000.00
Paiements faits pour la construction du chemin de fer provincial et en acompte de subventions dues aux autres voies ferrées.....	501,490.39
Et le montant dépensé pour le chemin de fer Q. M. O. & O., tel qu'il appert par l'état de compte de cette voie ferrée....	<u>142,357.36</u>
En tout.....	<u>\$1,143,847.75</u>
Laissant pour dépenses ordinaires la somme de.....	\$2,835,461.96
Et soustrayant le montant des recettes ordinaires du montant des dépenses ordinaires, il reste un déficit apparent de.....	\$476,384.75

Cependant, si nous ne prenons que les recettes véritables, nous devons défalquer le montant reçu de l'asile de Beauport et du gouvernement fédéral sur les comptes généraux, ce qui réduirait le déficit réel à \$338,884.77. Il y a aussi certaines dépenses extraordinaires, qui devraient être déduites de sur le montant total, si nous voulons avoir le chiffre de la dépense normale ordinaire, telles que les sommes payées pour la construction des édifices publics, \$132,142.65, et pour l'école normale Jacques-Cartier, qui est simplement un prêt de \$20,530.87. Cette opération réduirait le déficit à \$186,211.25, auquel il faut, toutefois, ajouter le montant de l'amortissement sur nos emprunts qui n'a pas été payé l'an dernier, soit \$109,956.66, ce qui fait que l'excédant des dépenses sur les recettes vraies est de \$296,167.91, si nous défalquons ce qui doit être porté au compte capital, et si l'amortissement avait été payé. Cet état fait voir qu'il y a progrès sur les cinq dernières années, mais ce n'est pas tout-à-fait satisfaisant, et il n'en sera pas ainsi tant que nous ne pourrons pas montrer un excédant chaque année des recettes sur les dépenses pour les fins ordinaires de l'administration publique. Toutefois on ne doit pas oublier que les déficits que l'on constate dans nos comptes publics ne sont pas dûs à une dépense extravagante pour les diverses branches du service public, mais bien par le fait de la diminution de notre revenu, ou plutôt par le fait que nous affectons le revenu que nous avons du gouvernement fédéral au paiement de l'intérêt sur les emprunts faits pour les chemins de fer, au lieu d'employer ce revenu pour d'autres fins. Je suis convaincu que lorsque la dépense faite pour la construction des chemins de fer du gouvernement donnera la recette qu'elle doit rapporter, c'est-à-dire quatre ou cinq par cent annuellement sur le coût total de ces travaux, on ne devra plus craindre d'être obligé de recourir aux recettes créées par des emprunts temporaires ou à la taxe directe pour subvenir aux besoins du service public, si on apporte de la prudence dans la dépense des deniers de la province.

Quand on considère que notre subside du gouvernement fédéral est absorbé pour le paiement de l'intérêt sur nos emprunts pour les chemins de fer, on ne doit pas s'étonner si nous éprouvons de la difficulté à payer, avec ce que nous retirons des autres sources de revenu, les frais de l'administration publique telle qu'elle doit être. Nous avons au moins une consolation et c'est celle-ci : c'est que bien que nous ayons de la difficulté à mettre les deux bouts ensemble, par suite des fortes sommes que nous avons consacrées à la construction des chemins de fer, il n'y a pas de doute que, dans peu d'années, nous aurons surmonté l'embarras temporaire que nous éprouvons, et que nous serons, non seulement en position de faire droit à chacune des demandes qui sont

faites, mais aussi de montrer un magnifique réseau de voies ferrées... gage certain de l'esprit d'entreprise et de l'intelligence de la Législature de Québec. Dans l'intervalle, nous ne devons pas nous laisser aller au découragement ni parler d'augmentation des impôts pour un montant considérable. Avec de la patience et de la persévérance, avec de la prudence et de l'économie, et en donnant à la liquidation de notre actif l'attention la plus vigilante, je crois que la province recouvrira bientôt sa prospérité financière d'autrefois et qu'elle aura autant que n'importe laquelle de nos provinces-sœurs les moyens de faire honneur à ses obligations, et que nous pourrons, autant que ces provinces, développer les ressources de notre pays au moyen de contributions de plus en plus considérables en faveur de nos chemins de colonisation, de l'agriculture, et qu'il nous soit permis de l'espérer, pour venir en aide à un développement plus grand de notre réseau de chemins de fer.

Il est impossible d'entrer dans les détails des recettes et des dépenses de l'année courante afin de faire une comparaison des opérations de cette année avec celles de l'année précédente, parce que les principaux montants payés en vertu de la loi du budget le sont dans la première partie de l'exercice financier, et qu'il y a de forts montants qui sont versés dans le trésor, provenant des licences, des terres de la couronne et autres sources, ne sont perçues que dans les deux derniers mois de l'exercice. Par conséquent l'état distribué aux honorables membres de cette Chambre, des recettes et des dépenses des dix mois de l'année courante ne donne pas un aperçu complet de la situation financière telle qu'elle le sera le 30 juin prochain, mais cet état atteint l'objet pour lequel il a été préparé. Les honorables membre de cette Chambre ne doivent pas croire que, parce que les comptes d'une certaine partie de l'année font voir un certain état de choses, il s'en suit nécessairement que cet état soit un guide sûr pour apprécier les opérations de l'année entière.

Je me propose maintenant, M. le président, de soumettre à la Chambre mes prévisions quant au revenu du prochain exercice financier et quant aux dépenses, telles qu'elles sont exposées dans les états qui ont été distribués.

En faisant connaître mes prévisions sur les recettes du prochain exercice, je dois dire, comme au reste, je l'ai déjà fait observer, que dans la préparation de ces prévisions budgétaires, je me suis guidé sur les rapports des différents ministères, prenant aussi en considération les recettes de l'année précédente, apportant aux rapports qui m'ont été soumis les modifications que je jugeais nécessaires, par l'augmentations ou la diminution probable, suivant le cas, des recettes, de manière à

approcher le plus possible de la recette qui sera versée dans le trésor. Naturellement, nos sources de revenu ne sont pas très considérables ni variées ; il peut se faire que quelques-unes de nos recettes soient plus élevées que je ne les prévois, tandis que d'autres seront moindres que mes prévisions, mais si, dans l'ensemble, mes prévisions sont exactes, cela sera suffisant pour renseigner la Chambre sur ce que l'on doit attendre pour l'année prochaine.

Le premier chapitre important est celui qui renferme notre subside du gouvernement fédéral, et certains intérêts sur des dépôts, soit \$1,014,712. L'acte d'union déclare que le subside payé aux différentes provinces le sera à même les ressources fédérales. Dans certains cas le parlement canadien a augmenté les paiements faits à quelques-unes des provinces, suivant que leurs besoins l'exigeaient et que les demandes étaient justifiées. Je suis porté à croire que d'autres modifications deviendront urgentes avant longtemps quant à ce qui regarde le subside fédéral, vu qu'il est bien connu que plusieurs provinces sont dans l'impossibilité, avec leur revenu d'aujourd'hui, d'administrer les affaires publiques comme elles devraient l'être.

La seconde source de revenu provient des terres de la couronne. L'honorable commissaire m'a donné ses prévisions pour l'année prochaine. Je les ai adoptées telles qu'elles étaient, bien que je sois porté à croire qu'il aurait pu, sans commettre la moindre imprudence, élever le chiffre de la recette probable. Le montant de cette recette est porté à \$623,383.00.

Je suis certain que chacun éprouve de la satisfaction au sujet de l'activité croissante qui règne dans le commerce de bois et que les prix aient atteint à peu près la valeur réelle de ce produit. L'addition faite par le gouvernement aux droits imposés sur le bois coupé dans la forêt ne se fera pas sentir autant pendant l'année courante, qu'elle le sera pour les années qui suivront, vu que ces droits sont ordinairement payés en octobre pour les opérations de l'hiver précédent, mais nos recettes pour l'année courante dépasseront d'un fort montant les prévisions de l'année dernière. Déjà \$487,788.77 ont été reçus au bureau des terres de la couronne, pour la période expirant le premier mai. La vente des réserves forestières qui a eu lieu en octobre dernier a été très productive. Les prix réalisés ont été bons, la concurrence active entre les commerçants de bois pour obtenir la possession des réserves, et je ne doute pas que tous, nous leur souhaitons de réussir dans leurs opérations,—qui constituent l'une des industries les plus importantes de la province. Ce n'est qu'un acte de justice à l'égard de mon collègue, le commissaire des terres de la couronne, de dire qu'il a été infatigable

dans les efforts qu'il a faits pour donner tous les renseignements utiles à ceux qui avaient l'intention d'acheter et le succès qui a couronné la vente est son œuvre et lui mérite beaucoup d'éloges. Sur des représentations faites par des intéressés dans le commerce de bois que les additions proposées aux droits pour la coupe nuiraient gravement à ce commerce, le gouvernement, sur le rapport du commissaire des terres de la couronne, et après de nombreux pourparlers avec les intéressés, a diminué quelque peu le montant à être perçu, et je suis heureux de dire que tous les intéressés sont à peu près satisfaits de l'augmentation des droits telle qu'elle est à présent. Sans doute que d'autres modifications pourront être apportées au fur et à mesure que l'expérience en démontrera la nécessité.

Vient ensuite le revenu provenant des timbres judiciaires et d'enregistrement. J'évalue ce revenu à la somme de \$200,000. L'an dernier, je croyais recevoir de cette source \$230,000. Je crains que mes prévisions ne se réalisent pas, c'est pourquoi je porte les recettes de cette source seulement à \$200,000, soit \$30,000 de moins. Les recettes provenant du service du cadastre ont été moindres que celles que j'avais prévues, parce que la proclamation mettant la loi en opération n'a pas été lancée. On doit s'attendre à ce que le montant que j'ai prévu comme devant être versé dans le trésor pendant l'année prochaine le sera certainement.

Les recettes pour licences de diverses sortes viennent ensuite, soit \$200,000. Le montant perçu pour les licences d'hôtels et de magasins n'est pas aussi élevé que pour les années précédentes. Le nombre de poursuites judiciaires qui ont été instituées dans le cours de la présente année, par suite de défauts et d'omissions dans la loi telle qu'elle était rédigée autrefois, a été excessivement considérable, des brefs de mandamus, de prohibition, d'actions en dommage etc., ont été lancés, et s'il était convenable pour moi, un simple *laïc*, un simple justiciable, d'exprimer une opinion sur des questions légales ou sur la conduite de nos tribunaux, je dirais que quelques-uns de nos juges paraissent tout-à-fait disposés à trouver en défaut la législation de cette province, craignent que nous outrepassions notre juridiction en faisant des lois sur la question des licences. Ils se retranchent ainsi dans le pouvoir fédéral et ne donnent pas une juste interprétation des pouvoirs que nous réserve l'acte d'union et de l'exercice de ces pouvoirs dans la législation faite par cette Chambre.

Tandis que je suis sur ce sujet, il me sera bien permis de dire aussi que les efforts que l'on fait dans quelques-unes de nos cités et villes en vue de diminuer le nombre des licences pour la vente des liqueurs

enivrantes aura indubitablement pour effet de faire baisser quelque peu le revenu. Je ne regrette pas de voir ces tentatives, car si la vente des boissons enivrantes peut réellement être moins répandue, il en résultera des avantages qui compenseront pleinement la perte qui aura été éprouvée par le trésor. Mais la grande objection qui se soulève là où l'octroi des licences est sujette à de grandes restrictions, là où la loi Dunkin est en vigueur, c'est que des individus vendront des liqueurs sans licence et feront ainsi autant et peut-être plus de mal à la société, que si des personnes qualifiées faisaient ce commerce avec licence.

Les partisans de la tempérance ne prennent pas, je suis chagrin de le dire, des mesures efficaces pour faire observer leurs propres règlements, et mettre ainsi un frein au trafic illégal des liqueurs enivrantes. J'ai examiné la rédaction des pétitions adressées à cette Chambre demandant que certaines modifications soient apportées à la loi des licences, et je ne puis m'empêcher de dire que la plupart ne suggèrent aucun moyen pratique. Elles demandent des modifications dont quelques-unes sont évidemment en dehors de la compétence de cette Législature et d'autres qui, si elles étaient introduites dans la loi, ne pourraient jamais être mises en vigueur, ou qui feraient plus de mal que de bien. J'ai lu dans quelques journaux des critiques de ma conduite, parce que l'on trouvait mauvaise ma détermination de ne pas soumettre à la Législature, pendant cette session, des amendements, ou ce qu'ils considèrent comme des amendements, à la loi des licences. Ces journaux semblent croire que c'est la chose du monde la plus facile que de rédiger et de faire adopter une loi sur ce sujet, qu'elle peut être mise à l'étude en n'importe quel temps et adoptée sans bien peser l'effet qu'aura une modification d'une partie de la loi sur les autres, ou sans bien s'assurer si nous avons le pouvoir de modifier la législation existante dans le sens qu'ils désirent. Il n'y a pas une question soumise à la Législature qui renferme tant de points difficiles à résoudre de manière à ce que dans la pratique il n'y ait rien qui fasse essentiellement défaut. Il n'y a pas de question, plus difficile à résoudre que la question des licences.

D'un côté, nous avons les députés qui désirent que le taux des licences soit aussi bas que possible, et qui sont appuyés par tous ceux qui veulent avoir des licences dans leurs localités respectives ; d'un autre côté, nous avons les partisans de la tempérance totale qui désirent que la vente des liqueurs soit absolument prohibée, ou entourée de restrictions et de conditions qui équivalent en pratique à la prohibition, et que nos cours de justice condamneront, parce qu'en imposant ces restrictions et ces conditions, nous outrepasserions nos pouvoirs. Il y a aussi le désir de limiter le trafic dans des bornes raisonnables, et en même

temps d'obtenir le revenu que l'on peut légitimement en recevoir, c'est là un autre élément de la question, bien qu'un grand nombre de gens le méconnaissent.

Si l'occasion m'est offerte, je me propose, quand notre présente loi sera consolidée, de mettre cette question à l'étude et de soumettre aux Chambres un projet de loi qui ne plaira probablement pas aux partisans extrêmes de la tempérance, ni à ceux qui aimeraient voir la liberté complète dans le commerce des liqueurs, mais qui recevra, je l'espère, l'appui de la majorité de la population, en restreignant ce trafic autant que le sentiment public sera disposé à l'appuyer dans la pratique, et qui, en même temps, limitera aussi efficacement que possible la vente des liqueurs, diminuera la quantité vendue et donnera ainsi d'immenses avantages à la société tout entière.

Nous avons ensuite le fonds des honoraires judiciaires, exclusivement des timbres et de la contribution levée sur les honoraires des officiers publics, \$20,000.

J'ai porté à \$40,000 le revenu provenant du fonds de bâties et des jurés. C'est un revenu qui, s'il est perçu convenablement, devra produire une somme plus considérable que celle que j'ai prévue. Les honorables membres de cette Chambre n'ignorent pas les difficultés qu'il y a à faire payer aux municipalités cette légère contribution pour l'administration de la justice. Dans les autres provinces, la population contribue beaucoup plus pour ce service que dans notre province, et le plus tôt la loi sera modifiée sous ce rapport le mieux ce sera pour tous les intéressés. Dans les autres provinces, le montant payé pour défrayer les dépenses de l'application des lois criminelles est beaucoup plus considérable que celui payé ici pour la même fin. Dans les autres provinces, les frais de l'arrestation des prisonniers enfermés dans la prison commune, les sommes dépensées pour la construction et l'entretien des palais de justice et des prisons, les honoraires des officiers pour l'arrestation, le procès et la condamnation des criminels sont en grande partie payés au moyen des revenus provenant de taxes locales imposées par les conseils municipaux, ce qui allège le trésor public d'une proportion considérable de ces dépenses. Dans cette province, à l'exception du fonds des bâties et des jurés, dont les recettes ne sont que trop souvent perçues par la contrainte, qu'on cherche à ne pas payer du tout, le trésor provincial défraie toutes les dépenses de l'administration de la justice criminelle auxquelles je viens de faire allusion.

On ne tient pas compte de ces faits quand on compare les frais de l'administration de la justice ici avec ceux des autres provinces ; on

ne regarde que les montants respectifs qui apparaissent dans les comptes publics de la province.

J'en viens maintenant à l'administration de la justice.

Revenu, y compris les maisons de correction, amendes, etc.	\$24,000.00
Palais de justice de Montréal	6,000.00
Législation.—Ventes des statuts et honoraires sur projets de lois d'intérêt local	5,000.00
Gazette officielle	29,000.00

(On m'informe qu'il y a de forts arrérages dus pour annonces. Des mesures vont être prises pour faire payer ces arrérages et empêcher qu'il y en ait d'autres à l'avenir.)

Intérêt sur les dépôts judiciaires et prêts	14,000.00
---	-----------

Viennent les chapitres suivants qui ne requièrent aucun commentaire, tels que :

Prêt aux incendiés de Québec	\$1,000.00
Revenu du service d'enregistrement	1,000.00
Revenu casuel	2,000.00
Travaux publics	1,000.00
Asiles	500.00

En tout \$5,500.00

Remboursement d'une partie du prêt fait à l'asile St-Jean de Dieu, dû l'an prochain	\$ 6,000.00
Remboursement d'une partie du prêt fait à l'asile de Beau- port, dû l'an prochain	12,500.00

Quant aux dépôts judiciaires, il y a eu environ \$56,000 de transportés du compte du surplus d'intérêt au fonds du revenu consolidé, en vertu de la loi adoptée dans le cours de la dernière session. J'ai placé seulement le montant qui sera reçu suivant toutes les probabilités avec l'intérêt sur les petits prêts faits par le gouvernement aux propriétaires des asiles d'aliénés, du pont de Dorchester, etc.

Quant au montant dû par l'asile St-Jean de Dieu, un autre versement devient payable l'an prochain, et, je n'ai pas de doute, sera payé. Une partie du prêt fait à l'asile de Beauport aurait dû être payé cette année, mais les propriétaires de cette institution ayant de fortes sommes à payer à d'autres créanciers dans le cours de cette année, j'ai consenti à retarder le paiement de ce versement jusqu'à l'an prochain.

Il y a ensuite la recette provenant du fonds d'emprunt municipal que j'ai portée à la somme de \$250,000.

La loi adoptée à la dernière session n'a été mise en opération qu'en

ce qui concerne la connaissance donnée dans quelques cas aux municipalités du rapport des commissaires, mais on est entré en communication avec la plupart des municipalités. Les termes de la loi sont si manifestement favorables aux municipalités endettées, que je suis certain, quand la question leur sera officiellement soumise, les conseils municipaux s'empresseront de profiter des conditions excessivement avantageuses contenues dans la loi de la dernière session. Quelques-uns des représentants des municipalités endettées au fonds d'emprunt municipal sont bien disposés à payer le montant réduit, pourvu que la même règle soit appliquée dans le règlement de comptes avec les autres municipalités endettées. Sur ce point, je répète ce qui a été dit à la dernière session de cette Législature, que le gouvernement exigera le paiement complet de toutes les municipalités en état de payer, et dans les quelques cas particuliers où les municipalités sont incapables de payer parce que leur dette est trop considérable, et pour autres raisons tout-à-fait exceptionnelles, ces cas, dis-je, seront soumis à la Chambre, en temps et lieu, pour être examinés.

Je sais bien que quelques-uns diront que le montant reçu de la perception du fonds d'emprunt municipal ne devrait pas être appliqué à payer les dépenses d'une année quelconque, et que l'intérêt seulement devrait être considéré comme un revenu annuel. Si nous avons un excédant de recettes sur les dépenses, ce raisonnement pourrait être bon, et l'intérêt seul devrait être employé chaque année, mais je ne vois pas plus d'objection à employer cet argent que de dépenser celui qui provient de n'importe quelle autre source de revenu. Si le gouvernement vend des terres de la couronne, le produit de la vente est employé tous les ans. Je ne vois pas pourquoi le montant, quelqu'il soit, qui pourra être reçu de ce fonds, ne serait pas consacré à couvrir des insuffisances de recettes d'autres sources, ou à payer l'augmentation de la dépense encourue pour la construction d'une voie ferrée nécessaire pour le bien public. En outre, après des déficits constants depuis plusieurs années sur lesquels nous avons dû payer un intérêt, il serait de mauvaise politique de prêter ce qui pourrait être reçu du fonds d'emprunt municipal à un intérêt moins élevé que celui que nous pourrions avoir à payer pour une insuffisance de recettes qui pourrait se produire dans notre revenu, par suite d'une cause quelconque.

Le meilleur emploi que nous pouvons faire des recettes provenant du fonds d'emprunt municipal, est de réduire nos déficits qui se sont produits tous les ans depuis plusieurs années. Plusieurs municipalités ont offert de payer certains montants, un peu moins que leurs dettes aux termes de la loi de la dernière session, mais j'ai invariablement refusé

d'accepter ces offres, à moins que ce ne fût comme acompte de ce qui est dû, et dans aucun cas encore il n'a été accepté comme paiement complet moins que le montant dû aux termes de la loi. Je n'ai pas de doute que le montant que je prévois recevoir cette année et l'année prochaine sera versé dans le trésor. Si non, la loi telle qu'elle était avant l'adoption de la loi de la dernière session doit être mise à exécution, et cette loi ne réduit en aucune manière le montant primitivement dû, excepté dans le cas où on s'y est conformé. La manière franche et patriotique avec laquelle cette question a été discutée à la dernière session devrait convaincre chaque municipalité que le seul moyen d'éviter d'être obligé de payer le plein montant est de solder promptement ce qui est réclamé, et que la Législature ne fera plus à l'avenir de concession à celles qui ont des ressources suffisantes pour payer.

J'arrive maintenant aux recettes probables du chemin de fer du gouvernement, et j'avoue que les recettes pendant cette année, bien qu'elles fassent voir une augmentation constante, n'atteindront pas le montant que j'attendais. Il est généralement admis qu'un chemin de fer appartenant au gouvernement, et dont ce dernier a l'administration, ne peut être administré aussi économiquement qu'il le serait par des particuliers. Les causes qui produisent ce résultat sont bien évidentes pour tous ceux qui connaissent quelque chose en fait d'administration de voie ferrée. La pression exercée par ceux qui désirent voir quelques-uns de leurs amis ou de leurs parents nommés à des emplois, ou qui s'imaginent être les propriétaires du chemin vu qu'il appartient à la province et, qu'en conséquence ils ont droit à des privilèges spéciaux, est un fait bien connu de chacun, et il y en a parmi ceux dont je viens de parler qui ne sont pas quelques fois très timides dans leurs démarches pour que leurs prétentions soient prises en considération. Cependant, tout en reconnaissant la difficulté, je ne dis pas l'impossibilité, pour le gouvernement d'administrer notre chemin de fer aussi économiquement que s'il était loué ou vendu à une compagnie, et tout en comprenant que la province a besoin de tout le revenu que peut rapporter le chemin de fer, pour payer l'intérêt sur le coût de sa construction, il y a des considérations qui peuvent faire qu'il soit de bonne politique pour le gouvernement de garder le contrôle du chemin au moins pendant un certain temps.

D'un côté, on dit qu'une compagnie pourrait payer annuellement au gouvernement une somme plus considérable pour l'usage du chemin de fer et faire en sus des profits, que le gouvernement ne peut réaliser en gardant la voie et en l'administrant lui-même : que le trafic sera plus développé et accaparé par une compagnie, et que l'administration sera

moins coûteuse que si elle était sous le contrôle du gouvernement ; que la province, prenant en considération la dépense considérable faite pour aider à la construction de voies ferrées, a mis à la charge du fonds consolidé du revenu le paiement annuel de fortes sommes pour intérêt et amortissement, plus même que le revenu de la province peut payer ; que ces paiements considérables ont tellement affecté notre position financière que des déficits annuels ne peuvent être évités. Le montant consacré au paiement de l'intérêt étant tellement élevé, nous ne pouvons subvenir aux autres dépenses indispensables pour les fins du gouvernement sans avoir recours, de temps en temps, à des emprunts temporaires sur lesquels, il va de soi, il y a de l'intérêt à payer d'année en année. Ceux qui sont en faveur de l'affermage ou de la vente de notre chemin de fer font valoir de plus que la différence entre le revenu net que la province recevrait, si le gouvernement administrait lui-même le chemin, et ce qui pourrait être reçu du loyer de la voie ferrée, doit être comblée par les contribuables soit directement, soit indirectement, et, conséquemment, qu'il est plus dans l'intérêt de la province de louer le chemin que d'en conserver le contrôle, vu que le peuple, s'il insiste à ce que le gouvernement garde l'administration de la voie ferrée, doit être disposé à faire disparaître de quelque autre manière le déficit dont il vient d'être question. Il y a dans ce raisonnement une grande force que tous doivent admettre.

D'un autre côté, on répond que le chemin de fer du gouvernement n'a pas été assez longtemps en opération pour bien connaître quelle est en réalité sa valeur, au point de vue soit de l'affermage, soit de la vente ; que le trafic dépasse de beaucoup ce qui a été prévu, et qu'il augmente tous les jours en volume ; qu'à mesure que les communications avec l'ouest deviendront plus suivies avec la partie occidentale du chemin de fer, le trafic devra indubitablement s'accroître dans de grandes proportions et atteindre en peu d'années un volume tel qu'il est impossible d'en avoir maintenant une idée exacte, et, qu'en conséquence, le gouvernement devrait garder le chemin pendant quelque temps encore, jusqu'à ce que l'on puisse se former une opinion bien fondée sur les conditions qui devront être demandées soit pour la vente, soit pour l'affermage.

On dit de plus que vendre le chemin de fer argent comptant serait une mauvaise opération, parce que si nous avons l'argent en mains, nous ne pourrions pas payer une partie de notre dette, attendu que les bons de la province sont au-dessus du pair, et seraient vendus à prime s'il était connu que le gouvernement est désireux de racheter ses propres débetures et que le prix de vente du chemin serait morcelé, gaspillé

à venir en aide à d'autres entreprises, vu qu'aucun gouvernement ne pourrait résister à la pression qui serait exercée par les intéressés qui s'uniraient tous pour obtenir ce qu'ils considéreraient comme leur part de l'argent en caisse, afin d'aider au succès de leurs entreprises locales. De plus, que si un bail était passé maintenant, la valeur réelle de ce bail ne pourrait être déterminée, et, qu'en outre, il serait presque impossible d'empêcher que le matériel roulant, la voie, les stations et autres bâtisses ne perdent beaucoup de leur valeur ; que des réclamations de toutes espèces seraient faites au gouvernement sur la dépréciation causée par l'exploitation et les défauts de construction, et qu'une compagnie pourrait diminuer la valeur de la voie à un tel point, et qu'elle pourrait, sous un prétexte ou sous un autre, ne pas payer le loyer ; que le gouvernement finirait par être obligé de reprendre possession du chemin dans un état tellement déprécié que même le loyer qui aurait été payé devrait être employé à le réparer et à le remettre dans l'état où il est maintenant.

Voilà quelques-uns des arguments donnés de part et d'autre et plus ou moins vrais dans ces deux manières d'examiner la question. Les arrangements qui devront être pris pour l'avenir relativement au chemin de fer méritent la considération la plus sérieuse de cette Chambre, et devront être discutés, abstraction faite de toute idée de parti, et envisagés seulement au point de vue du bien de la province, et en vue d'en venir à une décision qui sera de nature à promouvoir le plus possible le bien de la province. Il est inutile que j'en dise d'avantage sur ce sujet à présent. Déjà il a été l'objet de quelques discussions et le sera de nouveau dans le cours de la session. Tout ce qu'il me faut ajouter c'est que le gouvernement n'a pas encore reçu aucune proposition pour la vente ou l'affermage du chemin que nous nous croyions justifiables de conseiller à la Chambre d'accepter. Mais en même temps les difficultés de la position quant à ce qui regarde la possibilité de payer tous les ans une aussi forte somme pour intérêt, s'imposent nécessairement et d'une manière irrésistible à l'attention de l'exécutif, et il devient urgent de trouver un moyen quelconque de diminuer le fardeau si lourd qui existe maintenant, en faisant en sorte que le chemin de fer nous donne plus de revenu qu'à présent.

Le chemin de fer donnera, suivant mes prévisions, le même revenu que l'an dernier, \$250,000. Il nous viendra aussi du gouvernement d'Ontario, la somme de \$35,000 pour intérêts sur des fonds entre ses mains, sur laquelle nous pouvons compter sûrement, je crois, comme partie des recettes de l'année prochaine. Ces sommes réunies s'élèvent à \$274,509.5, qui, aussi près que je puis évaluer, peuvent être considérées

comme formant notre revenu pour l'an prochain. Il y a aussi le montant du prêt fait pour le terrain et l'édifice de l'école normale Jacques-Cartier à Montréal, qui sera réalisé si la propriété occupée autrefois par cette école est vendue pendant cette année. La dette de ce chef s'élève à \$138,348, en sus de l'intérêt sur cette somme. La vente de cette propriété rapportera plus que la dépense qui a été faite. La seule question à décider est de savoir s'il convient de vendre cette propriété cette année ou d'attendre une autre année afin d'obtenir un prix plus élevé. La propriété dans cette partie de la ville augmente en valeur par suite de l'établissement du terminus du chemin provincial aux casernes de Québec.

Avant de parler des dépenses de l'année prochaine, je prends la liberté de dire quelques mots des crédits supplémentaires qui sont demandés à la Chambre pour l'exercice en cours. Ils sont demandés pour couvrir les dépenses non prévues lorsque le budget a été voté ou pour des insuffisances de crédits. Les principaux crédits sont pour la colonisation, pour des travaux et des édifices publics.

Les sommes demandées obvieront à l'emploi des mandats spéciaux et seront dépensées pendant l'exercice en cours en sus des crédits votés au statut. Je regrette que le montant soit si considérable, mais les détails tels que soumis à la Chambre seront expliqués, si c'est nécessaire, en comité. Le total s'élève à \$81,387.68.

J'arrive maintenant à la dépense pour l'exercice commençant le premier jour de juillet 1881. Le premier article qui figure dans la dépense prévue n'a pas besoin d'être votée tous les ans, vu que ce crédit est voté déjà par statut. Ce sont l'intérêt, l'amortissement et les frais de l'administration de notre dette publique, en tout formant la somme de \$884,680. Dans cette somme sont compris l'intérêt, l'amortissement et les frais d'administration sur le total de la dette provinciale. Je crois que la Chambre admettra avec moi que c'est tout autant que nous pouvons payer. Ce montant ne peut être sensiblement diminué avant que l'amortissement se soit accru d'année en année.

Le chapitre suivant est pour la législation. Premièrement, le Conseil législatif : Indemnités aux membres de cette Chambre et frais de route, déjà voté, \$12,665 ; pour salaires et dépenses contingentes, \$16,723 ; soit \$5,612 de moins que la prévision de l'année dernière, ou une somme totale pour le Conseil législatif de \$29,388. Secondement, l'Assemblée législative : Salaire du président, indemnité aux membres de cette Chambre et frais de route, déjà votés, \$36,500 ; salaires et dépenses contingentes, y compris les impressions, la reliure etc., \$51,280 ; total, \$87,782, ou \$7,220 de moins que la dépense prévue pour l'an dernier.

Ici je dois faire observer que l'effet complet de la loi adoptée à la dernière session concernant les fonctionnaires de la Chambre, ne se fera pas sentir cette année, ni même l'an prochain, comme la chose aura lieu à l'avenir, parce que plusieurs de ces fonctionnaires ont profité de cette disposition de la loi leur accordant 18 mois de salaire complet s'ils se retiraient du service public ; et, en conséquence, les salaires complets pour l'exercice en cours et pour la moitié du prochain exercice, seront payés à ces employés, tout comme s'ils formaient encore partie du personnel. Une autre réduction peut être prévue pour l'avenir, parce qu'un bon nombre de fonctionnaires qui, jusqu'ici étaient permanents, en étant employés pour la session seulement, ne retireront que la moitié de leur salaire d'autrefois pour leurs services pendant les travaux de la Législature, et à mesure que ces employés se retireront du service, ceux qui seront appelés à les remplacer ne recevront pas une rémunération aussi forte que celle donnée aux fonctionnaires d'aujourd'hui, qui de permanents qu'ils étaient sont devenus employés de la session seulement. Ceci aura, dans l'avenir, pour résultat de diminuer sensiblement le chiffre de la dépense du Conseil législatif et de l'Assemblée législative.

Ce chapitre contient aussi les articles suivants : Pour la bibliothèque, la somme ordinaire, \$3,000 : dépenses pour les élections, \$43,000 ; ce dernier montant est de \$40,000 plus élevé que celui de l'an passé, vu que les élections générales, suivant notre constitution, doivent avoir lieu dans le cours du prochain exercice, et j'espère que le coût de ces élections ne dépassera pas la somme mentionnée. Tout ce que je puis dire, c'est qu'il est excessivement probable que des réductions considérables devront, comme à l'ordinaire, être faites dans les comptes qui seront présentés par les officiers-rapporteurs et leurs députés.

Greffier de la couronne en chancellerie, salaire couvrant aussi les dépenses contingentes ordinaires, \$800 ; impression, reliure et distribution des lois, \$4,800. C'est une augmentation de \$1,500 sur la dépense prévue de l'an dernier ; ce chiffre de \$4,800 a été basé sur les dépenses encourues pendant l'exercice en cours. Greffier en loi, salaires du personnel du bureau, \$3,100 ; contingents, y compris le salaire d'un employé pour la session, \$500. Ces sommes réunies forment un total de \$172,368. Soit sur les dépenses générales pour la législation une diminution de \$10,732 comparativement à l'année dernière, l'augmentation étant causée par les dépenses pour les élections, \$40,000.

Le chapitre suivant de la dépense est celui du gouvernement civil :

Salaires des fonctionnaires des ministères publics.....	\$126,585.00
Dépenses contingentes	do do 42,640.00
	<hr/> \$169,225.00

Dans ces chapitres, il est tenu compte de ce que renferme la petite brochure distribuée aux membres de cette Chambre, dans laquelle sont inscrits les salaires payés dans les différents ministères, avec le nombre des fonctionnaires. La loi pourvoit à une partie des salaires, mais ils sont tous compris, afin qu'il soit plus facile de se rendre compte du total de la dépense. Quelques fonctionnaires ont été ajoutés au personnel, et, aux termes de la loi, quelques autres nominations ont été faites en transférant des employés temporaires dans la classe des fonctionnaires permanents. On dit que dans les différents ministères le nombre de personnes employées à présent est nécessaire. Quant aux dépenses contingentes au sujet desquelles il y a eu beaucoup de discussion l'an dernier, je puis dire que le crédit voté à la dernière session n'a pas été suffisant, parce que l'on a dû payer des dettes des années précédentes, et qu'il a été nécessaire, à différents temps, de requérir les services d'employés auxiliaires. J'ai fait préparer un état des sommes dépensées pour contingents pendant plusieurs des dernières années ; cet état montre les dépenses qui ont été faites jusqu'ici :—Pour l'exercice terminé le 30 juin 1878, \$45,077.33 ont été dépensées ; le 30 juin 1879, \$42,516.23 ; le 30 juin 1880, \$43,052.23 ; et pour l'exercice en cours \$45,300.00. Ceci doit être attribué, comme je l'ai dit, au fait que l'on a dû requérir les services de fonctionnaires auxiliaires, et que l'on a fait exécuter de nouvelles impressions pour les ministères. Je préfère dire franchement à la Chambre les faits tels qu'ils sont, plutôt que de demander un plus petit montant, ce qui rendrait nécessaire l'emploi de mandats spéciaux pour faire face aux dépenses. Cela doit être évité autant que possible.

Vient ensuite l'administration de la justice. Il est inutile de répéter ce que j'ai dit si fréquemment sur ce sujet dans des circonstances analogues. Pour l'administration de la justice, le peuple de cette province contribue, au moyen de taxes locales, moins que la population de n'importe laquelle des autres provinces du Canada. Conséquemment, une plus forte proportion des frais se trouve à la charge du trésor public qu'il ne devrait payer, et je suis certain que si les municipalités dans chaque district étaient elles-mêmes obligées de contribuer d'avantage au paiement des dépenses encourues pour l'arrestation, la condamnation et l'entretien des criminels, non seulement le montant de la dépense à la charge du gouvernement serait moindre qu'il ne l'est aujourd'hui, mais dans l'ensemble il serait moindre pour toute la province, parce que la dépense serait mieux contrôlée par les autorités locales qu'elle ne peut l'être par le gouvernement. Dans la somme mentionnée sont inclus les déboursés faits pour la police, les officiers de la police, à Québec et

à Montréal, \$14,555, les écoles de réforme à Montréal et à Sherbrooke, \$40,000, soit \$6,300 de moins que l'an dernier, et l'inspection des bureaux publics, salaires, frais de route etc, \$7,600, soit une augmentation de \$2,600 causée par la nomination d'un fonctionnaire additionnel en vertu de la loi de la dernière session.

Instruction publique : — Enseignement supérieur proprement dit.....		\$ 71,000 00
<i>High schools</i> , Québec et Montréal.....		2,470 00
Compensation aux institutions catholiques romaines.....		4,940 00
		<hr/>
		\$ 78,810 00
Dotation aux écoles communes.....	155,000 00	
Ecoles dans les municipalités pauvres.....	4,000 00	
Ecoles normales.....	42,000 00	
Inspection des écoles.....	28,745 00	
Instituteurs en retraite.....	8,000 00	
Livres pour prix.....	4,500 00	
Ecoles pour les sourds-muets.....	12,000 00	
Conseil de l'instruction publique.....	1,500 00	
Pour payer la balance due pour expositions de Paris et de la province.....	700 00	
Ecole polytechnique, Montréal.....	1,000 00	
Aide à la publication du <i>Journal de l'instruction publique</i> , anglais.....	500 00	
Aide à la publication du <i>Journal de l'instruction publique</i> , français.....	500 00	
		<hr/>
		\$336,855 00

Ces dépenses ne demandent pas beaucoup de commentaires. Je regrette n'avoir pu réussir à ajouter quelque chose à la dotation ordinaire pour les écoles communes, et l'on a discuté devant moi la question suivante, savoir s'il ne serait pas mieux de retrancher le crédit accordé aux institutions littéraires et scientifiques et d'en ajouter le montant au chapitre des écoles communes. Je n'ai pas fait cela, espérant qu'à l'avenir nous pourrions être en état d'augmenter le crédit affecté à ces dernières sans diminuer celui destiné aux autres. En conséquence, dans le chapitre de l'instruction publique j'ai placé une somme de \$10,000 pour les arts et métiers, et pour les institutions littéraires et scientifiques la même somme qu'à l'ordinaire, \$12,560, faisant un total pour ce chapitre de l'instruction publique de \$359,415.

Le chapitre suivant est pour l'agriculture, l'immigration, le repatrie-

ment et la colonisation. Le crédit ordinaire pour les sociétés d'agriculture est déjà voté, \$50,000. La somme dépensée pour le *Journal d'agriculture*, le conseil d'agriculture, les écoles d'agriculture et vétérinaires, et diverses autres dépenses contenues dans les prévisions budgétaires, forment un total de \$22,400 pour les fins de l'agriculture, et ne requièrent aucune explication, ces articles étant à peu près les mêmes que ceux votés les années passées. Cette année, en exécution des dispositions de la loi 39 Victoria, chapitre 5, un crédit de \$7,000 a été placé dans le budget comme partie du subside déjà voté pour aider à l'établissement d'une fabrique de sucre de betteraves. Il y a aussi un crédit de \$10,000 pour aider à la construction d'édifices permanents à Montréal, pour les fins de l'exposition.

On a représenté que ce crédit était absolument nécessaire si nous voulions être en état de recevoir des pays étrangers des articles pour l'exposition. On a aussi représenté que la corporation et les citoyens de Montréal paieraient les deux tiers des dépenses faites pour ces constructions additionnelles, et j'ai cru que nous ne pouvions faire moins que de fournir l'autre tiers. Ceci fait un total, pour les fins de l'agriculture, de \$89,400. Le crédit ouvert pour l'immigration et le repatriement est le même que celui de l'an dernier, \$10,000. Pour les fins de la colonisation :

Chemins de colonisation généralement	\$50,000.00
Chemins de colonisation, vallée de l'Ottawa	5,000.00
Chemins de colonisation, Québec et lac St-Jean	5,000.00
Sociétés de colonisation, 43 et 44 Victoria, chapitre 18	5,000.00
	<hr/>
	\$65,000.00

On voudra bien observer que dans les crédits supplémentaires pour l'année courante, on demande un crédit additionnel pour payer des travaux en partie terminés, ce qui, en réalité, augmente le total de la dépense jusqu'à concurrence de la somme de \$76,640. Il est inutile pour moi d'insister auprès des honorables membres de cette Chambre pour les convaincre de l'importance des objets pour lesquels ce montant a été dépensé. Il est admis sans conteste que toute l'aide que les finances de la province permettent de donner, devrait être accordée à l'agriculture, industrie d'une importance vitale pour notre prospérité. Je ne me crois pas justifiable à présent de demander un montant plus considérable sans nuire trop au trésor. Nos cultivateurs vont avoir à faire tous leurs efforts pour soutenir la concurrence créée par l'exploitation des prairies de l'ouest, quant à ce qui se rapporte à l'élevage des

bestiaux pour le marché européen, qui forme aujourd'hui une partie si considérable de l'exportation de nos produits agricoles.

Nous avons un avantage sur les cultivateurs de l'ouest dans le coût du transport, et j'ai toute confiance qu'avec une culture appropriée de nos terres, qu'avec une rotation convenable telle que la chose est généralement pratiquée dans les vieux pays de l'Europe, et l'emploi du travail des machines que l'on peut se procurer à meilleur marché ici que là, nous pouvons aller de pair avec n'importe quelle partie du Canada. Avec notre sol fertile, tout particulièrement propre à l'élevage des bestiaux, la fabrication du beurre et du fromage, et j'en suis convaincu, avec les profits réalisés par la fabrication du sucre de betteraves, avec l'élan donné aux industries d'un autre genre, nous n'avons pas lieu de craindre que la province de Québec ne marchera pas avec autant de rapidité dans la voie du progrès que n'importe quelle province du Canada. J'arrive maintenant aux travaux et édifices publics.

Loyers, assurance, réparations aux édifices publics généralement.....	\$30,000
Spencer Wood, réparations	4,000
“ entretien.....	5,000
Inspections et arpentages.....	3,000
Édifices des ministères publics, pour parachèvement (pour niveler le terrain etc.)	18,000
Résidence pour le geolier de la prison de Gaspé imputable au fonds des bâties et des jurés.....	2,000
Réparations aux palais de justice et prisons.....	15,000
Loyers pour palais de justice et prisons.....	1,407
Assurance, “ “ “	300
	<hr/>
	\$78,707

Le chapitre suivant est pour les institutions de charité.

Asiles d'aliénés :—Beauport, St-Jean de Dieu et St-Ferdinand d'Halifax.....\$222,920 00

Le crédit est basé sur le nombre de ces infortunés qui sont maintenant dans les asiles mentionnés. Je ne m'attends pas à une économie notable, s'il y en a, sur ce chapitre. Le crédit pour les diverses institutions de charité est de \$50,430. Mes honorables collègues dans cette Chambre n'ignorent pas qu'en maints cas on a demandé d'augmenter quelques-uns des articles formant ce chapitre, mais cela est impossible pour le présent ; et je puis dire que j'ai pensé à faire une diminution des

montants accordés en certains cas, mais finalement j'ai conclu par laisser intacte l'ancienne liste pour l'année.

Ecoles de réforme—pour les filles.....	\$ 6,600 00
Ecoles d'industrie—pour les filles.....	8,400 00
Faisant en tout pour ce chapitre.....	288,350 00
Divers, généralement ; j'ai porté le montant à.....	20,000 00
Contribution au fonds de pension,.....	1,500 00

Le chapitre suivant est pour la perception, l'administration et autres dépenses imputables au revenu :

Fonds des municipalités, S. R. B. C.....	\$ 4,000 00
Pour le cadastre, ministère des terres de la couronne.....	41,960 00
Arpentage, " " " ".....	35,000 00
Dépenses générales " " " ".....	50,766 00

Ces trois crédits réunis forment une somme moins élevée de \$5,500 environ que celle votée l'an dernier.

Pour la <i>Gazette Officielle</i>	15,500 00
Timbres, licences, etc.....	10,000 00
Police spéciale pour les fins du revenu.....	6,000 00

Faisant en tout.....\$163,226 00

Au sujet du crédit pour la police du revenu, c'est l'intention du gouvernement d'organiser un petit corps de police dans le but d'empêcher les infractions aux lois, particulièrement à la loi des licences. Ceux qui paient pour des licences se plaignent, avec certaine raison, que leur commerce est ruiné par le grand nombre de ceux qui vendent des liqueurs enivrantes sans licence, et que le gouvernement devrait prendre des mesures plus efficaces que par le passé pour arrêter le trafic illicite qui se fait. Il y a peut-être du vrai dans cette prétention, mais les commerçants licenciés ne prennent pas les moyens de se protéger qu'ils pourraient prendre, et ils préfèrent rejeter cette dépense sur le gouvernement. Cependant, il y a une autre raison que celle de la protection des personnes qui ont des licences, et c'est qu'une bonne partie de la misère et des crimes qui se manifestent dans le pays, provient directement ou indirectement de l'existence de ces endroits où l'on vend des liqueurs sans licences. Il est du devoir du gouvernement de s'efforcer autant que possible de mettre un terme aux crimes ; et il est à espérer que le corps de police dont il est question procurera ce résultat. A tout événement il a été jugé à propos de s'assurer ce qu'un tel corps de police pourrait faire pour arrêter ce trafic illicite des liqueurs et pour diminuer les infractions à la loi par ceux qui se livrent à ce commerce,

particulièrement dans les grandes cités et les villes. J'ai l'espoir que ces dépenses additionnelles seront principalement, si non entièrement, remboursées au moyen des pénalités imposées grâce aux renseignements obtenus par la police spécialement chargée de cette besogne.

Ces crédits forment, en moyenne, une somme de \$2,733,958.

L'année dernière, j'ai fait allusion à nos relations avec le gouvernement fédéral et j'ai parlé de la dépense considérable faite en rapport avec l'administration de la justice et mise à la charge de la province en vertu du système en vigueur depuis l'union, et j'ai exprimé ma conviction que le gouvernement central devrait payer une partie plus grande de ces frais qu'il ne le fait à présent. Je suis encore d'opinion que lorsque cette question sera étudiée, on se convaincra que nous avons le droit de nous faire rembourser par le gouvernement fédéral une somme considérable que nous avons dépensée jusqu'ici pour l'arrestation, le procès, la condamnation et l'entretien de ceux qui se rendent coupables d'infraction aux lois du Canada. Sur ce point nous n'avons rien obtenu du gouvernement central. Tôt ou tard cette question devra être mise à l'étude et, d'après les meilleures informations qu'il m'a été possible d'obtenir, je crois que nos prétentions à une compensation pour les dépenses que nous avons faites pour l'administration de la justice sont bien fondées, et que le gouvernement fédéral sera obligé de prendre à sa charge une proportion considérable des frais que nous payons pour la justice criminelle, et de nous rembourser, ainsi que les autres provinces, les argents dépensés pour le compte du Canada. Le gouvernement entend ramener cette question devant les autorités fédérales.

J'ai aussi mentionné la réclamation que la province a contre la Puissance pour le remboursement de l'intérêt payé par la province sur la part de Québec du surplus de la dette de l'ancienne province du Canada, en sus des soixante-deux millions et demi de piastres mis à la charge du trésor fédéral par l'acte d'union. Les \$500,000 qui nous ont été antérieurement payées n'étaient pas à même le fonds en question, mais imputables sur le compte général entre la province et le Canada. Les officiers en loi de la couronne sont d'opinion que nous avons justement droit au paiement de l'intérêt retenu par le gouvernement fédéral depuis le mois de juillet 1867 au mois de juillet 1873, en vertu d'une loi adoptée par le parlement canadien. Nous nous attendions et nous avons raison de nous attendre que cette réclamation serait reconnue comme bonne et juste.

Cependant, le gouvernement fédéral, pour une raison ou pour une autre, n'est pas disposé d'acquiescer à notre demande et a refusé de s'en occuper. Néanmoins, nous sommes si convaincus de l'équité de

nos réclamations, que s'il était convenable ou judicieux de les soumettre à la décision de nos cours de justice, le résultat, j'ai lieu de le croire, nous serait favorable.

J'ai aussi parlé l'an dernier de la demande que le gouvernement de Québec avait faite pour obtenir justice des autorités fédérales au sujet de notre chemin de fer provincial. On ne peut révoquer en doute l'affirmation que la province d'Ontario a reçu des subsides du gouvernement fédéral pour la constructions de voies ferrées, au préjudice des autres provinces, subsides qui n'ont pas été accordés à notre province. Sur ce point nous n'avons pas reçu justice du gouvernement central, et nous ne sommes pas disposés à laisser dormir la question dans l'état où elle est à présent, état qui n'est certes pas satisfaisant. On se rappelle que l'honorable M. Mackenzie, le premier ministre du gouvernement central, a répondu, à une députation qui demandait une aide pour le prolongement des chemins de fer de Québec, comme la chose avait été faite pour les voies ferrées d'Ontario, que notre province devrait avoir et recevrait l'aide du trésor fédéral pour la construction de ses chemins de fer. Cette promesse ainsi faite a été ignorée ou éludée jusqu'à aujourd'hui à notre préjudice manifeste, bien qu'aucune bonne raison n'ait été donnée pour justifier cette conduite.

Il n'est que justice de dire que le gouvernement fédéral était très occupé à la préparation du projet relatif au chemin de fer du Pacifique, et à faire adopter et mettre en vigueur la législation nécessaire pour compléter les arrangements faits avec le syndicat pour l'exécution de cette grande entreprise. Nous ne pouvions pas, par conséquent, apporter cette persistance pour faire prendre en considération notre réclamation au sujet du chemin de fer, qui aurait pu être mise dans d'autres circonstances ; nous ne considérons pas cependant ces questions comme définitivement closes, mais nous entendons les discuter dans quelque temps et nous espérons qu'une pression délicate mais ferme convaincra les autorités fédérales de la justesse et de la justice de nos réclamations. Je suis donc obligé de reconnaître que, quant à ce qui concerne ces réclamations, nos efforts n'ont pas été couronnés par le succès qu'ils méritent, mais nous nous efforcerons de nouveau de les faire valoir, et en attendant, pour employer une expression familière à cette Chambre, nous *rapportons progrès et nous demandons la permission de siéger de nouveau.*

Maintenant, M. le président, je passe au sujet de l'emprunt négocié en France et autorisé à la dernière session de cette Législature. Les honorables membres de cette Chambre se rappellent sans doute que le projet de loi portant autorisation de faire cet emprunt a été, pour une

cause ou pour une autre, retardé dans son examen par la Législature ; dans l'intervalle le taux de l'échange est devenu moins favorable pour la transmission des fonds de l'Europe à ce pays. Le produit net de l'emprunt reçu à Québec, déduction faite des frais de l'échange, etc., s'est élevé à \$3,772,717.23, sans comprendre certain intérêt, \$5,454.81, qui a été payé à Paris sur ces fonds, l'état du marché de l'échange ne permettant pas de retirer le produit de l'emprunt à moins de faire un sacrifice considérable. L'intérêt reçu est porté sur le compte de l'intérêt pour l'exercice en cours, bien qu'il aurait pu convenablement être ajouté aux recettes de l'emprunt. Nous avons disposé comme suit du produit de l'emprunt.

A rembourser l'emprunt sur le marché de New York négocié par l'ancien gouvernement, sans comprendre l'intérêt sur cet emprunt	\$ 500,000 00
A rembourser au fonds consolidé du revenu des argents payés jusqu'ici pour les chemins de fer, en réalité un prêt fait au fonds consolidé des chemins de fer.....	332,631 63
A rembourser un emprunt de la banque de Montréal fait par l'ancien gouvernement, sans comprendre l'intérêt...	270,000 00
Au paiement de dettes contractées pour les chemins de fer avant la négociation de l'emprunt	786,683 11
A payer l'entrepreneur du chemin de fer Q. M. O. & O..	1,229,389 22
A payer des subsides à d'autres chemins de fer	216,466 40

Faisant un total de..... \$3,335,170 36

Je n'ai pas cru nécessaire de donner les détails de ces différents paiements ; ils appartiennent à proprement parler à l'exercice en cours. Mais j'ai cru qu'il était utile de renseigner les honorables membres sur la distribution faite des produits de l'emprunt, pour la partie seulement qui a été dépensée.

A ce propos, on voudra bien remarquer que sur le produit de l'emprunt la forte somme de \$1,556,683.11 a été payée pour des réclamations contre le gouvernement, créées pour des fins de chemins de fer avant la négociation de cet emprunt, et que ces réclamations portaient intérêt dans les banques et dans les mains des créanciers ; et le montant avancé par le fonds consolidé du revenu pour les chemins de fer sur lequel le gouvernement devait aussi payer de l'intérêt, porte le total des dettes payées à même l'emprunt à \$1,889,314.74. Je sais bien que l'on trouvera à redire sur ce que le produit net de l'emprunt a été moindre que l'on ne s'y attendait ; mais on devra se rappeler que le gouvernement n'est pas responsable du taux de l'échange, et ne peut prétendre le con-

trôler, ni ne doit être tenu responsable du fait que le taux de l'échange a eu une tendance à la hausse lorsque l'emprunt fut devenu de notoriété publique. Je puis dire de plus que j'ai consulté plusieurs de nos banquiers les plus éminents et que je me suis guidé sur leurs avis dans cette affaire, l'échange a été fait aux meilleurs conditions que le marché nous offrait dans le temps.

Je ne sais pas ce que quelques-uns ont pu attendre comme résultat des opérations du dernier exercice et de l'exercice en cours. J'ai entendu dire que les déficits des années précédentes devraient être comblés dans le cours d'une année, qu'à moins que cela soit fait, la province s'en va à la ruine. Si je réussis à diminuer le montant du déficit pendant l'exercice en cours, et je crois sincèrement être en position de le faire, et s'il en est ainsi pendant quelques années, les recettes étant toujours au même niveau et les dépenses étant maintenues dans les limites convenables, nous reviendrons à l'ancien état de choses, lorsque nos recettes dépasseront nos dépenses. Ce serait assez facile pour la Législature d'imposer sur le peuple une augmentation de taxe suffisante pour faire en sorte que nos recettes soient plus considérables que nos dépenses, et s'il n'y avait pas la perspective d'atteindre graduellement ce même but désirable, sans augmenter le fardeau de la taxation, il serait nécessaire d'avoir recours à ce plan d'opération. Mais je suis porté à croire que le meilleur moyen n'est pas à présent d'augmenter notablement notre taxation, mais d'utiliser notre revenu d'aujourd'hui, voir à sa prompte perception, permettant le moins possible l'accumulation des arrérages et ainsi ramener graduellement nos finances à un état prospère. Il y a une chose de certaine c'est que quand les recettes d'un gouvernement sont plus considérables que les dépenses indispensables du service public, il y a une forte tentation de dépenser de l'argent pour une fin ou pour une autre, en dehors de l'administration ordinaire, et une pression est constamment exercée sur l'exécutif pour obtenir de l'argent pour tel ou tel objet, peut-être pour des travaux et des projets assez bons en eux-mêmes, mais appartenant plutôt à la catégorie des entreprises privées qu'à ce genre d'entreprise où l'intervention du gouvernement est nécessaire et justifiable. Mais quand il est difficile de faire balancer le compte de la recette avec celui de la dépense, de telles contributions deviennent impossibles, et les objets pour lesquelles elles sont demandées, s'ils ont une importance réelle, sont traités par l'entreprise privée, et s'ils sont tout spéculatifs, ils sont mis de côté. Il y a de forts montants dus au gouvernement pour le fonds d'emprunt municipal, pour réserves forestières, pour terres vendues pour des fins agricoles qui doivent être perçus. Tant que l'inactivité régnait dans toutes les bran-

ches de l'industrie et qu'il était difficile pour notre population de mettre les deux bouts ensemble, il aurait été cruel dans plusieurs cas d'exiger rigoureusement dans ces circonstances le paiement des sommes dues au gouvernement. Mais comme il y a indubitablement, depuis quelque temps, une grande amélioration dans toutes les branches de l'industrie, il est bon qu'il serait compris que le gouvernement doit prendre des mesures pour percevoir ce qui lui est dû, et que ceux qui sont endettés fassent ce qu'ils doivent faire. Il est singulier d'observer les moyens mis en usage par certaines gens pour s'exempter de payer les dettes qu'ils doivent à la province, et ils semblent presque considérer comme une faute morale de faire honneur à une telle créance. Et quand ils sont obligés de payer, il va sans dire que ceux qui sont chargés de cette perception sont rien moins que bien appréciés. D'un autre côté, si des services quelconques sont rendus au gouvernement pour travaux exécutés en la manière ordinaire, il est surprenant de constater quelle valeur on y attache en vertu du principe pratiqué par un bon nombre—que du moment que c'est le gouvernement qui paie, ils peuvent exiger ce qu'ils plaît pour travaux exécutés et payer le moins possible de ce qu'ils doivent au trésor. Le plus tôt l'administration publique sera conduite, quant à ce qui regarde les rapports avec les individus, d'après les principes du commerce, le mieux ce sera pour nos finances et le mieux ce sera aussi pour la moralité publique ; bien que je m'imagine que tous les gouvernements ont éprouvé de la difficulté à faire prévaloir ces principes dans tous les cas.

En attendant, je considère qu'il serait très peu sage, imprudent et impolitique d'augmenter davantage notre dette, même pour la construction de chemins de fer, quelque importants qu'ils pourraient être. Jusqu'à ce que nous recevions assez de recettes pour payer l'intérêt et l'amortissement sur notre dette pour les voies ferrées, nous devons nous garder d'accorder de nouvelles dotations à des chemins de fer ou d'obliger le gouvernement à construire de nouveaux chemins de fer, en sus des obligations déjà encourues pour cet objet. Nous avons déjà de beaucoup dépassé ce qui, pendant un certain temps, était considéré par la Législature comme prudent de dépenser pour des voies ferrées, et je suis certain que le peuple de cette province n'approuvera pas pour le moment une dépense additionnelle pour cet objet, ou ne consentira pas à courir le risque de voir la taxe être augmentée pour cette fin, jusqu'à ce que nous soyons débarrassés du fardeau des obligations existantes.

Le sentiment hostile à toute dotation à des chemins de fer est tellement bien connu et compris, que même les projeteurs de chemins de

fer, qui ne se distinguent pas par une trop grande modestie dans leurs demandes, ont presque cessé de solliciter des subventions en argent, mais ils prétendent que leur désir est de développer la prospérité publique, la colonisation, l'agriculture, et de donner les moyens à des milliers de citoyens qui sont prêts à s'établir sur les terres que traverseront leurs voies ferrées respectives quand elles seront construites, et de se procurer un chez soi et l'aisance. Ceci forme l'exode à la très modeste demande de 10,000 ou même de 20,000 acres de terre par mille de chemin de fer, de ces hommes à projets désintéressés et patriotiques, tout comme si notre domaine public était comparativement sans valeur pour la province, mais ayant une grande valeur pour eux comme garantie pour emprunter de l'argent pour construire leurs chemins de fer, dans lesquels, en maints cas, il ne voudraient pas risquer leurs propres capitaux, s'ils courent un risque quelconque.

M. le président, nous n'apprécions pas encore à sa juste valeur notre domaine public pour les fins du commerce de bois et de l'agriculture. Dans peu d'années, les bois que nous considérons comme sans valeur ou à peu près, se vendront à des prix plus élevés sur les marchés d'Europe et d'Amérique, où on a déjà ressenti la rareté du bois de construction. Déjà on a commencé récemment à exporter du petit bois aux Etats-Unis, et cela en grande quantité, au moyen des chemins de fer près de la frontière. Il y a à peine quelques années, ce bois était considéré comme absolument sans aucune valeur. Chaque acre de terre que possède le gouvernement quand on peut y atteindre facilement, vaut de trois à dix fois le prix fixé par le gouvernement pour les fins de l'agriculture seulement.

Dans quelques années, quand les terres situées près des frontières seront dépouillées de leurs bois, le petit comme le gros, les terres plus éloignées, et qui sont demandées pour les fins dont je parlais il y a un instant, acquerront une immense valeur pour la province.

Nous devons donc considérer une concession de terres pour des chemins de fer, comme plus onéreuse pour la province, qu'une subvention en argent. Et dans aucun cas des dotations de cette espèce ne devraient être faites à moins qu'il soit clairement entendu et compris que ceux qui désirent bénéficier de ces dotations ont engagé une partie considérable de leurs capitaux dans l'entreprise comme preuve de leur confiance dans son succès, et qu'il n'y a lieu de donner seulement qu'une petite concession de terres pour assurer la réussite d'un projet bon en soi et digne de l'assistance publique. Ces paroles ne seront pas très agréables à quelques honorables députés, mais je considère qu'il ne peut être apporté trop de sollicitude lorsqu'il s'agit d'aliéner les terres publiques

pour une voie ferrée, jusqu'à ce que les conditions que j'ai mentionnées aient été remplies et la nécessité de l'accomplissement du projet ait été d'abord établie de manière à ne faire l'objet d'aucun doute pour personne.

Quelle est aujourd'hui la position de la province ? D'un côté, nous avons une dette considérable créée pour la construction des chemins de fer. D'un autre côté, nous avons la voie ferrée provinciale presque complétée ; nous avons plusieurs chemins de fer dotés par le gouvernement terminés et en opération, d'autres qui seront parachevés bientôt. Ces voies ferrées sillonnent une grande partie du territoire de notre province, et donnent des communications avec les centres commerciaux qui n'existaient pas auparavant. Notre dette, en tenant compte des recettes provenant du chemin de fer du gouvernement, pèse lourdement sur le trésor public, par l'intérêt qu'elle oblige de payer joint aux dépenses faites pour l'administration de la province ; et ces demandes ont rendu la tâche bien difficile, sans avoir dans l'intervalle recours à des emprunts temporaires, de faire face aux exigences du service public et de maintenir notre crédit à l'étranger. Cependant, notre population n'a pas eu à payer une augmentation de taxe pour l'administration publique pour un montant aussi considérable que celui payé dans les autres provinces, notamment pour l'administration de la justice.

D'un autre côté, nous avons des travaux permanents comme actif en regard de la dépense que nous avons faite ; nous avons nos chemins de fer, nos chemins de colonisation, nos édifices des ministères publics, qui requerront encore quelques frais, rien cependant en comparaison de ce qui a été dépensé jusqu'ici. Ces voies ferrées et ces chemins devront nécessairement contribuer beaucoup à développer les ressources du pays au point de vue de la colonisation, la faire connaître à ceux en Europe qui désirent s'établir dans une contrée nouvelle, et empêcher notre population de chercher à améliorer sa position en allant aux Etats-Unis. Nos chemins de fer sillonnant la province, cela engagera les capitalistes à établir des manufactures de diverses sortes dans des endroits inaccessibles jusqu'ici pour le transport de la matière première requise et pour l'exportation des produits qui pourront être manufacturés, donnant ainsi de l'emploi à nos journaliers et à nos artisans et les retenant au pays.

Notre système scolaire fonctionne bien et procure à la jeunesse l'avantage de s'instruire dans les écoles communes et dans les académies du pays, et pour l'instruction plus élevée, nos collèges et universités donnent l'enseignement de la théologie, des arts, de la médecine et autres sciences, enseignement inférieur à aucun autre dans n'importe quel pays. Les facilités de communication avec les pays d'Europe augmentent tous

les jours ; et le volume du commerce s'accroît aussi tous les jours. Des communications par la vapeur ont été ouvertes avec des pays qui, jusqu'à présent, n'avaient eu que peu de rapports avec le Canada. Je crois que la nouvelle ligne de paquebots de France contribuera à créer un mouvement d'échange de produits qui ne manquera pas d'être avantageux aux deux pays. Je suis fier de pouvoir dire que le gouvernement de Québec a pris une part active et distinguée à l'établissement de cette ligne de paquebots.

Nos richesses minières commencent à peine à être connues et promettent d'être d'un immense avantage à notre population. Le gouvernement est déterminé à faire tout en son pouvoir pour développer le plus possible nos ressources minières. Déjà l'attention des capitalistes est sollicitée par l'exploitation de nos mines, et tous les jours des demandes venant des autres pays sont faites pour les produits de ces mines. Nos mines d'or et d'argent de la division de la Chaudière sont explorées et exploitées, et au fur et à mesure que ces explorations seront poursuivies, je crois que le résultat sera que des capitaux et des hommes seront occupés à l'exploitation de ces mines en quantité dépassant l'idée que nous pouvons nous en faire maintenant.

Notre asbète est l'objet de demandes actives et des envois considérables vont être faits immédiatement aux Etats-Unis et en Europe. Nos phosphates sont une grande richesse, et quand leur véritable valeur sera connue et appréciée, il s'établira un commerce de ce produit pour des fins agricoles en Europe et ici, qui aura pour effet, au Canada au moins, de révolutionner nos opérations agricoles, et d'augmenter considérablement la quantité de nos produits de la ferme. Nos gisements de cuivre sont maintenant exploités avec avantage, et les facilités données par les chemins de fer construits avec l'aide du gouvernement développeront de plus en plus cette industrie, procurant du travail à notre population en quantité bien plus grande que par le passé. Nos mines de fer sont l'objet des demandes de capitalistes étrangers, et j'ai le ferme espoir que bientôt nous verrons plusieurs de ces mines exploitées à l'avantage des propriétaires et de la province généralement. On découvre des gisements de plusieurs autres minéraux de valeur dans notre province, et ce n'est pas trop dire que d'exprimer la conviction que dans peu de temps nous pourrions nous attendre à voir la province occupée à l'exploitation de ces mines à un tel point que cela attirera une forte immigration sur notre territoire et sera la source d'un immense avantage à notre pays. Je n'ai pas l'intention de traiter les sujets dont il est fait mention dans le discours de Son Honneur le lieutenant gouverneur, mais il me sera bien permis de dire qu'une comparaison faite entre l'état de choses existant

lors de la mise en force de l'acte d'union et l'état de choses tel qu'il est aujourd'hui dans notre province, doit convaincre tout observateur sérieux que nous avons grandement progressé dans le cours de ces dernières années.

Que l'on regarde l'amélioration qui s'est produite dans l'art agricole, dans les industries manufacturières, la modification apportée dans le mode de transport sur nos nombreuses voies ferrées, l'amélioration faite dans notre système d'éducation et les progrès qui ont été réalisés dans la diffusion de l'enseignement, et l'esprit d'entreprise qui s'est manifesté en faveur du développement de nos ressources minières, et personne ne pourra manquer de voir que nous avons fait des progrès rapides sous ces rapports et sous plusieurs autres que le temps ne me permet pas d'énumérer.

M. le président, je donne à présent un état sommaire relatif aux chemins de fer construits dans la province avec l'aide du gouvernement, soit en tout, soit en partie. Les honorables membres, connaissant les différents comtés sillonnés par ces chemins de fer, verront jusqu'à quel point la province est ouverte à la colonisation et seront en état, pour les cas des voies ferrées dotées par le trésor, de juger de la valeur des capitaux qui ont dû être dépensés en sus des subventions du gouvernement. Il n'y a pas aujourd'hui un homme dans le pays qui, s'il avait le pouvoir de choisir, dirait qu'il ne préférerait pas payer une taxe additionnelle afin de liquider le compte de l'intérêt et de l'amortissement sur notre dette contractée pour ces voies ferrées, que de ne pas avoir de chemins de fer ni de taxe.

Voici quelques-unes des voies ferrées dont il vient d'être question :

	Nombre de milles construits.	Montant payé par le gouvernement	Nombre de milles à compléter.
Lévis et Kennébec.....	43½	\$217,500	46½
St-François et International.....	66	368,730	14
Québec central.....	100	473,750	Complété.
Sud-est (division nord).....	140	497,007	do
Montréal, Portland et Boston.....	47¾	179,582	8¾
Waterloo et Magog.....	22¾	86,450	20¾
Missisquoi et vallée de la rivière noire...	10 1/10	43,842	45 19/100
St-Laurent et jonction Champlain.....	62 57/100	250,280	37 43/100
Québec et lac St-Jean.....	20	137,651	130
Laurentides.....	15	60,000	Complété.
Chemin de fer de la frontière pour arpen- tage.....		6,027	
Pour embranchements de St-Jérôme, pour arpentage.....		3,150	
Baie des Chaleurs.....		12,840	
Total payé jusqu'ici à même les subven- tions.....		\$2,336,811	

Cet état fait voir qu'il y a environ de complétés 527 1/2 milles de voies ferrées qui ont été dotées par le gouvernement. Ces 527 1/2 milles sont en opération dans les différents comtés qu'ils traversent. Il reste environ 300 milles de chemins à construire dont partie complétée et qui ont droit à des subsides du gouvernement en vertu des lois adoptées par la Législature. Ces chemins construits et en partie construits doivent avoir coûté environ \$14,000 à \$18,000 par mille pour les travaux de construction, matériel roulant, etc., de sorte qu'en fait, le gouvernement n'a fourni réellement qu'une bien faible proportion du coût de ces chemins. Nous avons ensuite la voie ferrée du gouvernement et les embranchements qui ont coûté à la province environ \$12,000,000. Ces chemins sont presque complétés. Le principal tronc entre Québec et Montréal a une longueur de 170 milles et de la jonction de St-Martin à Aylmer 113 milles, l'embranchement des Piles et celui de St-Jérôme, donnent un total de 330 milles. En dix ans, il a été construit en tout 857 milles de voies ferrées, plus ou moins, avec gares, voies d'évitement, matériel roulant, usines, etc. Lors de l'union, si quelqu'un avait prédit qu'une telle longueur de voies ferrées serait construite pendant cet espace de temps, il aurait été considéré digne d'être admis pensionnaire dans un asile d'aliénés. Mais les chemins de fer sont là pour preuve de ce qui a été accompli, ce sont des faits évidents, palpables, que personne ne peut nier.

Maintenant, M. le président, j'ai presque terminé mes remarques. Je n'ai pas employé un langage ampoulé, ni ai-je tenté de faire paraître les choses autrement qu'elles ne le sont réellement. J'ai dit ce que je crois être la vérité sur notre position; je n'avais rien à cacher, à pallier ou à garder dans le silence; et bien qu'il y ait plusieurs points de détails que je n'ai pas eu le temps de mentionner, j'espère avoir été suffisamment clair dans mes remarques, pour que les honorables membres de cette chambre se rendent bien compte de notre véritable position. Il appartient à la Ghambre d'approuver ou de condamner ce qui a été fait jusqu'à aujourd'hui et décider la ligne de conduite devra être suivie à l'avenir.

J'ai lieu de croire que, bien que nous pourrions avoir quelque difficulté pendant quelques années à ramener le chiffre de la dépense à celui des recettes, pour des raisons se rapportant à la dépense faite pour les chemins de fer dont j'ai déjà parlé, il n'y a pas, malgré cela, raison de craindre ni de s'alarmer au sujet de l'état financier de la province. Notre actif est d'une grande valeur et il en acquiert constamment si le gouvernement résiste fermement à toute pression qui pourrait être faite pour augmenter la dette consolidée, s'il apporte le soin nécessaire dans la

liquidation de l'actif et dans la perception des arrérages, s'il pratique une stricte économie dans les dépenses, nous serons en peu d'années, sans beaucoup d'impôts additionnels, en état de faire face aisément à tous les besoins de chaque branche du service public.

Si le gouvernement manque à son devoir envers la province en augmentant la dette consolidée, en donnant d'une manière prodigue les terres de la couronne pour des objets qui ne sont pas absolument nécessaires, et qui donneront certains avantages, s'il néglige de protéger nos ressources de revenu, s'il est peu soigneux dans la perception des recettes et extravagant dans la dépense, alors il sera du devoir du peuple, par ses mandataires de prendre les moyens immédiats pour renverser un tel gouvernement et pour le remplacer par un autre qui pourra et aura la volonté de bien veiller sur les intérêts de la province, de résister à toute pression, soit des amis, soit des adversaires, ayant pour objet de mettre la province dans de nouveaux embarras.

M, le président, je sens que je n'ai probablement pas rempli l'attente des honorables députés dans ce que j'ai dit et dans la manière que je l'ai dit, mais tout de même, je vous remercie, M. le président, et je remercie les membres de cette Chambre pour l'attention avec laquelle on a écouté mes remarques, et je regrette seulement de vous avoir retenus si longtemps.

J'ai oublié de dire, M. le président, que \$500,000 seront accordés au chemin de fer Pontiac, au taux de \$6,000 par mille, conformément aux termes de la loi en vigueur.

L'honorable M. **Langelier**.—Il est trop tard, M. le président, pour répondre ce soir au discours de l'honorable trésorier. Cependant, je ne puis m'empêcher de faire observer à la Chambre le ton modeste de l'honorable ministre comparé à celui de l'an dernier. A l'entendre l'année dernière il semblait qu'il n'y avait que nous qui pouvions avoir des déficits. Maintenant il admet qu'il peut en avoir lui aussi, malgré son incomparable talent de financier hors ligne, comme il prétend l'être. Il y a aussi un point sur lequel je désire dès maintenant attirer l'attention de la Chambre, sauf à y revenir plus tard. L'honorable trésorier signale les mêmes moyens que j'ai signalés moi-même pour rétablir l'équilibre dans notre budget, et demain j'établirai par des citations l'assertion que je viens de faire.

L'exposé de l'honorable ministre est couvert de fard ; je ferai, dans ma réponse, disparaître ce fard, chose qui me sera assez facile. Encore une fois, il est trop tard pour que j'entreprenne de répondre au discours de l'honorable trésorier, mais demain, je serai en état de donner la réplique à ce discours.

La Chambre se forme en comité du budget. Le crédit suivant est adopté.

Impression reliure et distribution des lois. \$1,482.00.

La séance est levée.

Séance du mardi, le 31 mai 1881.

PRÉSIDENCE DE L'HONORABLE ARTHUR TURCOTTE.

La séance est ouverte à trois heures.

L'honorable M. **Paquet**—*secrétaire de la province*.—J'ai l'honneur de déposer sur le bureau de l'Assemblée législative :

1. Réponse à une adresse de l'Assemblée législative, en date du 18 mai 1881, à Son Honneur le lieutenant gouverneur, demandant : Copie du rapport des arbitres nommés pour évaluer les dommages causés par l'incendie du palais de justice et prison du district de Kamouraska.

2. Réponse à une adresse de l'Assemblée législative, en date du 16 mai 1881, à Son Honneur le lieutenant gouverneur, demandant : Un état, indiquant la balance en capital, due par chaque municipalité, au fonds consolidé d'emprunt municipal du Bas-Canada, et aussi, le montant des intérêts dus par chacune de ces municipalités et calculés conformément à l'article 10 du chapitre 13 des statuts de cette province de 1880, 43-44 Vict.

L'ordre du jour appelle la réception du rapport du comité général sur le projet de loi ayant pour objet de changer le chef-lieu du district judiciaire de Kamouraska.

L'honorable M. **Loranger**—*procureur général*.—Je propose la réception de ce rapport.

M. **Gagnon**.—Je propose que le rapport du comité ne soit pas reçu maintenant, mais que le projet soit de nouveau renvoyé au comité général avec instruction de le modifier de manière à faire de la paroisse de St-Paschal, dans le comté de Kamouraska, le chef-lieu du district de Kamouraska.

Cette proposition est mise aux voix.

ONT VOTÉ POUR : Messieurs Blais, Boutillier, Boutin, Duhamel, Dupuis, Gagnon, Irvine, Joly, Laberge, Lafontaine, [Shefford], Lafontaine, [Napierville], Langelier, [Portneuf], Langelier, [Montmorency],

Lovell, Marchand, Meikle, Mercier, Molleur, Nelson, Parent, Poirier, Préfontaine, Rinfret dit Malouin, Ross et Watts.—25.

ONT VOTÉ CONTRE : Messieurs Audet, Beaubien, Beaudet, Bergevin, Cameron, Caron, Champagne, Chapleau, Charlebois, Church, Desaulniers, Deschênes, Duckett, Flynn, Fortin, Gauthier, Houde, Lalonde, Lavallée, LeCavalier, Loranger, Lynch, Magnan, Marion, Murphy, Pâquet, Picard, Racicot, Robertson, Robillard, Sawyer, St-Cyr, Taillon, Tarte et Würtele.—35.

L'Assemblée législative n'a pas adopté.

M. le **President**.—Je mets aux voix la proposition de l'honorable M. Loranger.

M. **Gagnon**.—Je propose que le rapport ne soit pas reçu maintenant, mais que le projet soit renvoyé au comité général avec instruction de le modifier de manière, à faire, de la paroisse de Ste-Anne de Lapocatière, dans le comté de Kamouraska, le chef-lieu du district de Kamouraska, et en remplaçant l'article 5 par le suivant.

5. " Toutes les taxes spéciales imposées sur le district de Kamouraska, en conformité de l'acte 12 Vict., chap. 115, cesseront d'être perçues, à compter de l'adoption du présent acte ; et dès lors les taxes pour le dit district, seront prélevées comme il est pourvu dans l'arrêté du conseil, du trente novembre mil huit cent soixante et un pour les districts y mentionnés."

Cette proposition est mise aux voix :

ONT VOTÉ POUR : Messieurs Blais, Boutillier, Boutin, Duhamel, Dupuis, Gagnon, Irvine, Joly, Laberge, Lafontaine (Shefford), Lafontaine (Napierville), Langelier (Portneuf), Langelier (Montmorency), Lovell, Marchand, Meikle, Mercier, Molleur, Nelson, Parent, Poirier, Préfontaine, Rinfret dit Malouin, Ross et Watts.—25.

ONT VOTÉ CONTRE : Messieurs Audet, Beaubien, Beaudet, Bergevin, Cameron, Caron, Champagne, Chapleau, Charlebois, Church, Desaulniers, Deschênes, Duckett, Flynn, Fortin, Gauthier, Houde, Lalonde, Lavallée, LeCavalier, Loranger, Lynch, Magnan, Marion, Murphy, Pâquet, Picard, Racicot, Robertson, Robillard, Sawyer, St. Cyr, Taillon, Tarte et Würtele.—35.

L'Assemblée législative n'a pas adopté.

La proposition de l'honorable M. Loranger est mise aux voix :

ONT VOTÉ POUR : Messieurs Audet, Beaubien, Beaudet, Bergevin, Cameron, Caron, Champagne, Chapleau, Charlebois, Church, Desaulniers, Deschênes, Duckett, Flynn, Fortin, Gauthier, Houde, Lalonde, Lavallée, LeCavalier, Loranger, Lynch, Magnan, Marion, Murphy,

Pâquet, Picard, Racicot, Robertson, Robillard, Sawyer, St. Cyr, Taillon, Tarte et Würtele.—35.

ONT VOTÉ CONTRE : Messieurs Blais, Boutillier, Boutin, Duhamel, Dupuis, Gagnon, Irvine, Joly, Laberge, Lafontaine (Shefford), Lafontaine (Napierville), Langelier (Portneuf), Langelier (Montmorency), Lovell, Marchand, Meikle, Mercier, Molleur, Nelson, Parent, Poirier, Préfontaine, Rinfret dit Malouin, Ross et Watts.—25.

L'Assemblée législative a adopté.

La 3e délibération sur le projet de loi pour changer le chef-lieu du district judiciaire de Kamouraska est fixée à la séance de demain.

L'ordre du jour appelle la suite de la délibération, en comité, sur les crédits budgétaires.

L'honorable M. **Langelier**.—M. le président, comme je l'ai annoncé hier soir, je vais passer en revue aussi brièvement que possible le discours de l'honorable trésorier de la province. Je sais qu'un grand nombre de personnes sont anxieuses de savoir quel est l'état réel de nos finances pour l'année expirée le 30 juin 1880.

Je vais tâcher de satisfaire leur légitime curiosité. Je vais d'abord montrer quel était l'état de nos finances à la fin de l'année dernière, et je passerai ensuite à l'année courante. L'année dernière expirant le 30 juin 1880 est la première année de l'administration actuelle.

Si je prends les chiffres qu'on nous a donnés dans les comptes publics, voici ce que je trouve : au commencement de l'année il y avait en caisse \$636,988 ; à la fin de l'année il y avait \$238,005, ce qui laissait un déficit apparent de \$398,983.—Ce déficit n'est pas le déficit réel. Il faut en retrancher les recettes extraordinaires et les dépenses extraordinaires.

Voici les recettes extraordinaires : emprunté de la Puissance \$500,000 ; reçu de la Puissance à compte sur nos réclamations \$125,000 ; emprunté de la Banque du peuple, \$300,000 ; emprunté de la Banque des cantons de l'Est \$250,000 ; remboursé par les propriétaires de l'asile de Beauport, \$12,500 ; ce qui fait un total de \$1,187,500.

Les dépenses extraordinaires sont celle-ci : construction des édifices des ministères publics, \$132,142.00 ; construction de l'école normale Jacques-Cartier, \$20,530.00 ; remboursement des timbres d'assurance \$30,000.00 ; remboursement de l'emprunt Cassels, \$500,000.00 ; payé aux chemins de fer pour subsides et construction \$501,490.00 ; payé pour construction du chemin de fer provincial à même ses revenus, \$142,559.00, ce qui fait un total de \$1,326,719.00.

Cela forme un excédant des dépenses extraordinaires sur les recettes

extraordinaires de \$139,219. Il faut retrancher cette somme du déficit, que nous avons déjà trouvé \$398,983.00 ce qui réduit le déficit à \$259,764. Mais ceci n'est pas tout le déficit réel, il est beaucoup plus considérable que cela. Il faut ajouter la différence entre le montant des mandats laissés non-payés au 30 juin 1879 et le montant des mandats qui restaient à payer au 30 juin 1880, différence qui est de \$33,690. Cela porte le déficit à \$293,454. Ce n'est pas tout encore. Il ne faut pas compter ce qui a été fait seulement, mais ce qui aurait dû être fait, non pas ce qui a été payé, mais ce qui aurait dû être payé. Par exemple, il aurait dû être payé sur l'amortissement \$110,000.00 qui n'ont pas été payées. Cela porte le déficit réel pour l'année à \$403,654.00.

Ainsi en mettant tout au mieux nous arrivons à ce déficit pour la première année de nos adversaires. Je dis : en mettant tout au mieux ; car j'ai mis comme dépenses extraordinaires, ce qu'on a voulu traiter comme dépenses ordinaires, lorsque j'étais au trésor.

Si j'avais voulu procéder comme l'a fait l'honorable trésorier lorsqu'il a voulu nous trouver un déficit de \$672,000.00 et lorsqu'il se vantait de n'avoir pas trouver une erreur de \$10.00, si je voulais, dis-je, user du procédé dont il voulait user envers moi, voyons à quel résultat j'arriverais. Il devrait traiter comme dépenses ordinaires les dépenses extraordinaires suivantes : construction du chemin de fer \$142,000.00 ; construction des édifices des ministères publics, \$132,000.00 ; et \$20,500, pour construction de l'école normale Jacques-Cartier. Ces dépenses forment un total de \$294,500, qui, ajouté au déficit de \$403,654, le porte à \$698,154. Maintenant, si je voulais user du second procédé de l'honorable trésorier au moyen duquel il nous avait trouvé un déficit de \$878,000, ça serait autre chose, j'aurais à traiter comme dépenses courantes ce qui a été payé pour les chemins de fer, \$501,000.00, et j'arriverais alors à un déficit de \$1,200,000.00. Ceci peut être permis à l'honorable trésorier, lui qui procède toujours avec tant de candeur et de modestie, mais je ne l'imiterai pas.

Maintenant, M. le président, je passe à l'année courante. Au commencement il y avait en caisse \$238,005.00. Au 30 avril dernier l'encaisse était de \$672,127.00, cela ferait sur les opérations de dix mois un excédant apparent de \$434,121.00. Mais ici encore, il faut retrancher les recettes et les dépenses extraordinaires. Voici les recettes extraordinaires que je trouve : Produit de la vente des réserves forestières, \$260,000.00 : on ne comptera pas cela dans les recettes ordinaires, j'espère ; on n'est pas pour vendre autant de réserves tous les ans. C'est tout simplement comme un individu qui vend une de ses terres, c'est une partie de notre capital que l'on aliène en vendant ces réserves.

On trouve encore sous le titre d'intérêt un montant transféré du fonds des dépôts judiciaires et des intérêts sur le produit de l'emprunt français. Le tout forme un montant d'environ \$60,000.00 ; Je trouve ensuite le remboursement par le compte de construction, \$84,124.00 ; par le trafic du chemin de fer, \$7,313.00 ; assurance sur propriétés de la province détruites par le feu, \$8,722.00 ; remboursement par les propriétaires de l'asile de St-Jean de Dieu, \$6,000.00 ; emprunté de la Banque de Montréal, \$200,000.00 ; emprunté de la Puissance, \$300,000.00 ; emprunt français, \$3,772.717 ; ce qui donne un total de \$4,698,876.00.

Maintenant, M. le président, en justice les dépenses extraordinaires doivent être retranchées aussi. Je trouve les suivantes : construction des édifices des ministères publics, \$78,260.00 ; école normale Jacques-Cartier, \$6,605.00 ; déménagement dans les nouveaux bureaux, \$9,949 ; remboursement à la Banque du Peuple, \$300,000.00 ; remboursement à la Puissance, \$500,000.00 ; subsides aux chemins de fer, \$216,466.00 ; pour travaux sur le chemin de fer Q. M. O. & O., \$2,023,385.00 ; remboursé à la Banque de Montréal, \$270,000.00 ; ce qui fait un total de \$3,404,665.00.

En retranchant ces dépenses extraordinaires des recettes extraordinaires, nous avons un excédant de recettes extraordinaires de \$1,204,211.00. Maintenant il faut en déduire l'excédant sur l'encaisse que j'ai mentionné tantôt, c'est-à-dire, \$434,121.00. Nous arrivons alors à un déficit de \$860,090.00.

Mais, M. le président, ce n'est pas tout le déficit réel pour les dix mois. Il doit être augmenté de la différence entre ce qui aurait dû être payé pour intérêt et amortissement, savoir, \$899,319.00, et ce qui a été payé, \$779,784.00 c'est-à-dire \$118,635.00, ce qui porte le déficit total réel à \$978,725. Voilà le déficit réel, M. le président. On se rappelle que dans la discussion de l'adresse, j'ai dit que le déficit ne serait pas de beaucoup moins de \$1,000,000.00. Je ne me suis pas beaucoup trompé, comme on le voit, je ne me suis trompé que de \$21,000.00.

Je vais donner les prévisions que j'ai faites pour les recettes et les dépenses du reste de l'année. Je me limiterai aux chapitres les plus élevés. J'évalue les recettes sur les licences à \$50,000.00. Je ne crois pas que l'honorable trésorier trouve à redire à cela ; j'évalue le revenu des timbres \$20,000.00 ; celui des terres de la couronne, \$80,000.00 ; différentes autres recettes donneront environ \$20,000.00 ; cela fait un total de \$200,000.00. Toutes les dépenses qui vont être faites aussi d'ici au 30 juin prochain ; la législation coûtera environ \$30,000.00. Je ne mets on le voit que \$30,000.00 pour l'Assemblée législative et le Conseil législatif ; pour le service civil, je mets \$25,000.00 seulement ; pour

l'administration de la justice je mets \$60,000.00 d'ici au 1^{er} de juillet ; pour les asiles de réforme et les asiles d'aliénés et autres dépenses du même genre \$35,000.00 ; le ministère des terres de la couronne dépensera certainement \$20,000.00 ; différentes autres dépenses coûteront \$20,000.00 encore. Quant aux dépenses pour l'administration de la justice, il est connu qu'elles sont plus considérables durant les deux derniers mois que dans les autres mois de l'année ; il va y avoir à payer les deux termes criminels de Québec et Montréal ; on sait que les comptes sont soldés dans le mois de mai et le mois de juin ; c'est pour cela que j'ai élevé mes prévisions à \$60,000.00. Toutes ces sommes réunies donnent un total de \$190,000.00, ce qui fait que le déficit serait réduit de \$10,000.00. Je crois pouvoir affirmer que le résultat ne sera guère éloigné de ces prévisions.

Maintenant, M. le président, je passe aux prévisions de l'honorable trésorier pour l'année prochaine. Il est très-intéressant de comparer ses prévisions de l'année dernière avec celles qu'il fait cette année.

Je l'ai averti l'année dernière que ses prévisions étaient fantastiques ; il s'est moqué de mes observations tant il avait de confiance en lui-même. Quand il évaluait le revenu des licences à \$275,000.00, je l'évaluais à \$225,000.00 ; au 30 avril il n'avait perçu qu'une somme de \$46,000.

Une autre prévision qui est très amusante à voir aujourd'hui, c'est celle de la recette des timbres à \$230,000.00. Voici ce que je trouve pour les derniers dix mois : recettes \$140,000.00, je lui donne \$20,000.000 pour les deux mois qui restent à courir ; en les ajoutant cela fait un total de \$160,000.00. Ainsi il va se trouver en dessous de \$70,000.00 sur cette prévision-là.

Mais, M. le président, ce n'est pas ce qu'il y a de plus fort. L'honorable trésorier évaluait le produit de la vente de l'école normale Jacques Cartier à \$126,000.00. La vente n'a pas eu lieu, et, par conséquent, il n'a pas eu un sou de cette somme. Je ne lui fais pas de reproches de n'avoir pas vendu ce terrain ; mais il se rappellera que je lui ai dit l'année dernière de ne pas compter là-dessus.

Maintenant, je trouve une prévision de \$250,000.00 pour la recette du chemin de fer. J'ai dit à l'honorable trésorier qu'il retirerait à peine \$150,000.00. J'avais évalué encore bien trop haut. J'ai dit l'année dernière, que je ne comptais pas sur des merveilles dans l'administration du chemin avec un homme comme M. Sénécal ; ou plutôt que je comptais sur des merveilles, mais non des merveilles de bonne administration. Maintenant, on voit que la recette n'a été que de \$71,000.00, pour les dix mois. Mettant la même proportion pour les deux mois qui restent à

courir jusqu'à la fin de l'année on arrive à \$85,000.00. On voit que l'honorable trésorier s'est trompé de \$165,000.00.

Maintenant il avait calculé à \$250,000.00 la recette du fonds d'emprunt municipal ; il n'a pas eu un centin de cette source.

M. le président, l'honorable trésorier admettait l'an dernier un déficit probable pour cette année de \$118,000, mais en comptant toutes les prévisions qu'il a faites et qui ne sont pas réalisées, en ajoutant toutes ces prévisions au déficit de \$118,000.00, on arrive à un déficit de \$874,000.

Cette année, M. le président, l'honorable trésorier nous donne comme prévision des recettes des terres de la couronne une somme de \$623,000.00. Je dois dire que c'est beaucoup trop élevé, à moins qu'on ne compte sur une vente de réserves comme celle de l'année dernière, qui a augmenté la recette des terres de la couronne de \$260,000.00. Vous voyez que cette année la recette n'atteindra pas même \$600,000, bien qu'il y ait eu cette vente de réserves forestières si considérable.

Aujourd'hui, M. le président, l'honorable trésorier est bien plus modeste dans ses prévisions. Je vois qu'il n'évalue la recette des timbres qu'à \$200,000.00, bien qu'il nous annonçât l'an dernier que les recettes ne feraient qu'augmenter maintenant qu'il était trésorier.

Il y a un autre chapitre, les licences, sur lequel je dois faire quelques remarques. L'an dernier, l'honorable trésorier s'est plaint de la loi que j'avais fait adopter il y a deux ans, et il en a fait une autre qu'il prétendait devoir rapporter bien plus que ma mauvaise loi. Voyons quelle est celle de ces deux lois qui a rapporté le plus de revenus.

Si je prends les comptes publics, voici ce que je trouve : ma mauvaise loi de l'année dernière a rapporté \$188,449.00. et la bonne loi de l'honorable trésorier n'a rapporté que \$46,776 pour les dix mois expirés. M. le président, je veux être juste ; le mois de mai et le mois de juin sont les deux mois de l'année qui rapportent le plus, mais la recette pour toute l'année n'ira certainement pas à plus de \$150,000.00. Si la loi de l'honorable trésorier était meilleure que celle d'il y a deux ans, la recette devrait être beaucoup plus considérable, car les affaires sont bien plus florissantes maintenant qu'elles n'étaient alors. Une foule de gens qui n'avaient pas les moyens de prendre de licences dans ce temps-là, vendaient sans licence. Ils étaient poursuivis, il est vrai, mais ces poursuites au lieu de rapporter de l'argent au gouvernement lui en faisait dépenser en frais et en pension à la prison. Ainsi la loi de l'honorable trésorier a eu toutes les chances possibles, tandis que la mienne est arrivée dans le plus mauvais temps. Cependant, la mienne a produit \$188,000, pendant que la sienne ne donnera guère plus de \$150,000.

M. le président, je suis heureux du changement qui s'est fait chez

l'honorable trésorier. Il est maintenant beaucoup plus modeste quand il apprécie la situation financière de la province. Il y a deux ans, je m'étais permis de dire dans un discours en réponse aux critiques de l'honorable trésorier : "J'admets que nous ne pouvons pas compter retirer tous les ans \$500,000.00 du gouvernement fédéral en paiement d'une réclamation, mais nous pouvons y compter pour l'année courante et nous pouvons espérer retirer encore plus de \$400,000.00 pour l'année fiscale qui suivra l'année courante.

"D'un autre côté, on admettra que les années que nous passons ne sont pas des années ordinaires. Le revenu des terres de la couronne, qui était de \$650,000.00 il y a quelques années, est tombé à \$400,000.00. Pendant les deux dernières années, toutes nos autres sources de revenus, à l'exception du subside fédéral qui est fixe, ont subi une réduction proportionnelle. Un grand nombre de particuliers et toutes les banques ont été forcés, depuis quelques années, d'entamer leur réserve. Mais, M. le président, devons-nous croire que la crise commerciale effrayante, la dépression inouïe dont nous avons été témoins dureront toujours ? Non, certainement, car alors il faudrait désespérer de l'avenir de notre province. Nous sommes rendus au fond de l'abîme creusé par dix années d'extravagances publiques et privées ; bref, déjà nous commençons à voir poindre l'aurore de jours meilleurs, et nous avons lieu d'espérer que dans deux ans notre revenu aura repris son état normal.

"Voyons quelle sera alors la position de la province. Notre revenu provenant des terres de la couronne était de \$650,000.00 il y a quelques années ; c'est faire une prévision bien modérée que de dire que dans deux ans il sera monté à \$550,000.00 ; cela fait une augmentation de \$150,000. Nos chemins de fer, qui ne nous donnent rien aujourd'hui, nous donneront alors, au moins, \$225,000 par année, car on nous offre cette somme aujourd'hui pour le loyer du chemin, et nos adversaires trouvent qu'elle n'est pas assez élevée. Les licences et les timbres, qui ne donnaient ensemble que \$200,000.00 environ, il y a quelques années donnent aujourd'hui \$400,000.00. Il n'y a donc rien d'exagéré à supposer que le revenu augmentera de \$50,000 d'ici à deux ans ; c'est moins que le taux d'augmentation suivi jusqu'ici." Voilà ce que je disais il y a deux ans.

L'honorable trésorier a ri de mes espérances alors. Eh bien, il est venu les répéter hier.

Le gouvernement, M. le président, a voulu garder le chemin de fer, il l'a confié à un homme qui est prodige, comme administrateur, paraît-il. Il évalue le revenu du chemin, administré par M. Sénécal, ce prodige, à \$250,000.00, quand il trouvait ridicule que je portasse ma prévision à

\$225,000.00. Il est vrai que je ne comptais pas sur un administrateur comme le leur.

J'ajoutais que sur bien d'autres chapitres il y aurait des augmentations pour \$25,000.00. Qu'est-ce que répondait l'honorable trésorier à cela ? Il disait : " Je suis forcé de dire que si, comme c'est le cas, notre revenu n'est pas suffisant pour payer les intérêts et les dépenses nécessaires pour l'administration de nos affaires publiques, alors nous devons nous appliquer sérieusement à augmenter notre revenu et à diminuer nos dépenses.

" Cependant, aussi longtemps que notre public sera flatté par les rapports soumis par l'honorable trésorier l'autre soir, que nous avons assez de revenu et que nous en aurons plus tard dans les temps prospères à venir, dont il n'établit pas la date, le peuple s'opposera à une augmentation de taxes."

On aurait dit, M. le président qu'il voulait donner d'avance un démenti à ce qu'il dit maintenant. Voyons ce qu'il disait dans son discours d'hier : " J'entends des personnes dire que le déficit de plusieurs années passées devrait disparaître dans une seule année et que si ce n'est pas fait la province s'en va à la ruine. Or si je réussis à réduire le déficit pendant la présente année, comme j'espère être en état de le faire, et si cela se répète les années suivantes en tenant les recettes dans leur état normal et en réduisant les dépenses à ce qu'elles étaient autrefois, alors nos recettes dépasseront nos dépenses.

" J'incline à croire que la meilleure conduite à suivre est de ne pas augmenter sérieusement les taxes maintenant, mais d'utiliser notre revenu actuel, et de le percevoir avec vigueur sans laisser accumuler d'arrérages et de ramener ainsi nos finances à une condition saine."

Voilà, M. le président, qu'elles étaient les paroles de l'honorable trésorier il y a deux ans, et ce qu'il nous a dit hier. J'ai démontré dans ce temps-là que si nous avions un déficit, c'était dû à un état de choses qui n'était pas permanent. Nos adversaires auraient voulu nous faire cesser le déficit dès la première année. L'ont-ils fait eux-mêmes ? Leur premier exercice s'est clos avec un déficit de \$402,000.00, et leur second se solde par un déficit de \$750,000.00.

L'année dernière l'honorable trésorier disait que du temps qu'il était au trésor il n'y avait pas de déficit, et que lorsqu'il en est sorti, il y avait en caisse un excédant de \$1,050,000.00.

Aujourd'hui, M. le président, il est bien plus modeste. Quand il y a deux ans, je proposais de réduire les dépenses, il trouvait cela ridicule. Dans ce temps-là j'espérais, ayant \$240,000 de moins à payer, arriver à rétablir l'équilibre dans le budget de la province.

L'honorable trésorier compte sur le fonds d'emprunt municipal pour faire face au déficit et c'est encore ce qu'il trouvait mauvais il y a deux ans. Il est important M. le président, que la province sache ce qu'elle doit penser de la sincérité de ses discours d'il y a deux ans. Ce que je proposais et qu'il combattait, c'est ce qu'il propose maintenant.

Si nous voulions imiter ces messieurs, nous dirions : il faut les chasser du pouvoir ; non-seulement ils n'ont pas rétabli l'équilibre dans le budget de la province mais ils ne nous promettent rien pour le rétablir.

Je ne prolongerai pas plus longtemps ces remarques, M. le président. L'honorable trésorier de la province est bien revenu de ce qu'il disait il y a deux ans, quand il nous rappelait ses anciens excédants. Ces excédants sont allés avec les vieilles lunes. Il n'y avait pas besoin de changer de gouvernement, M. le président, pour arriver au résultat que nous voyons. Certains messieurs pouvaient aussi se dispenser de changer d'opinion. Tout le changement que nous voyons c'est simplement un changement de portefeuille et d'opinion chez quelques-uns.

Voilà, M. le président, quelle est la véritable situation de la province.

L'honorable M. **Robertson**—*trésorier de la province*.—M. le président, un vieux proverbe dit qu'on ne peut contenter tout le monde. Il y a des gens qui ne sont jamais contents. Si on dit comme eux, ils ne sont pas contents. Si on ne dit pas comme eux, ils ne sont pas encore satisfaits. L'honorable député de Portneuf est un de ceux-là. Mon honorable ami avait prédit que nous aurions un excédant de recettes de toutes espèces sur les dépenses ordinaires et extraordinaires, de \$300.000.

L'honorable M. **Langelier**.—Je n'ai pas eu l'administration du trésor pendant cet exercice.

M. le **Tresorier**.—Vous l'avez eue pendant quatre mois. L'honorable député avait compté retirer \$500,000 du gouvernement fédéral ; bien que j'aie fait, ou plutôt que nous ayons fait notre possible pour retirer cette somme, nous n'avons pu réussir. Il y a quelques autres recettes prévues par mon prédécesseur, l'honorable député de Portneuf, qu'il a été impossible de percevoir. Et quand bien même il aurait été à ma place il n'aurait pas mieux réussi.

L'honorable député m'a reproché d'avoir fait de fausses prévisions, de m'être grandement trompé dans mes prévisions du budget des recettes. Il y a eu des erreurs de commises sous ce rapport, mais ces erreurs ont été commises de bonne foi, c'est-à-dire que je croyais sincèrement arrivé au chiffre que je prévoyais. Mais, M. le président, quand je commets des erreurs, je le reconnais et je ne m'efforce pas de tromper ceux que je suis obligé de renseigner sur l'état de nos finances.

Je l'ai déjà dit, je crois, et je le répète, il ne faut pas juger de l'état financier de la province par l'état actuel dans lequel se trouve le trésor. La situation à la fin de l'exercice devra nécessairement être modifiée et encore une fois il serait injuste de juger de cette situation par ce que nous avons aujourd'hui.

Je ne dois pas mériter les reproches de l'honorable député si je le suis dans ses prévisions. Il est vrai qu'elles ne sont pas toutes les mêmes, mais je les ai adoptées en autant que le bon sens et une juste appréciation des circonstances me le permettaient.

L'honorable M. **Langelier**.—La Chambre me permettra, je l'espère, de donner quelques explications. L'honorable trésorier a parlé de l'excédant que j'avais prévu pour l'exercice 1879-80. Mais l'honorable ministre s'est bien gardé de dire que je n'ai eu l'administration des finances de la province que pendant quatre mois de cet exercice. Et pendant ces quatre mois j'ai dû consacrer presque tout mon temps aux travaux de la session. Ce n'était donc qu'après la session que je pouvais prendre des mesures pour faire opérer les rentrées que j'avais prévues. On sait ce qui est arrivé dans l'automne de 1879. Mon honorable ami le trésorier m'a remplacé au bureau du trésor dans le mois de novembre. C'était donc à lui de faire ce qu'il me reproche de ne pas avoir fait. Si donc il n'y a eu rien de fait, c'est à moi à qui il appartient d'adresser des reproches à l'honorable trésorier et non pas à lui de m'en faire.

Quant au fonds d'emprunt municipal, j'avais prévu que nous retirions un montant moindre que celui prévu par l'honorable ministre et cependant nous n'avions pas pour nous garantir cette perception la loi adoptée par la Législature à la dernière session. L'honorable trésorier nous disait l'an dernier qu'avec cette loi il comptait sûrement recevoir le montant qu'il avait placé dans le budget des recettes, et, cependant, malgré cette bonne loi, malgré la grande habileté de l'honorable ministre, malgré l'unanimité de la Chambre sur cette grave et délicate question, il n'a pas reçu un sou du montant qu'il prévoyait devoir être versé dans le trésor.

La nouvelle législation sur les mines devait aussi rapporter une recette notable. Là encore les prévisions de l'honorable ministre faites avec une grande bonne foi peut-être, mais assurément, pas avec justesse, sont complètement tombées à faux.

M. le président, si réellement on a cru pendant un temps dans la province que l'honorable député de Sherbrooke était un financier sans pareil, on doit commencer à revenir de cette illusion pour le moins funeste. Ses écarts nombreux et graves dans l'appréciation de nos sources de revenus et son administration moins que sage des deniers

qui sont versés dans le trésor, suffisent pour enlever le reste des illusions.

La Chambre se forme en comité du budget.

M. le **Président du comite**.—Le comité est appelé à délibérer sur le crédit de \$17,050.00 pour couvrir l'insuffisance du crédit pour les dépenses contingentes des ministères publics, pour l'exercice 1880-81.....

L'honorable M. **Langelier**.—Je désire, en passant, avoir des explications sur ce crédit. On demande \$17,050.00 en plus que le crédit voté l'an dernier, qui était de \$33,250.00. Cela fait un total de \$50,300. C'est un chiffre extraordinaire.

L'honorable M. **Chapleau**.—*premier ministre, commissaire de l'agriculture et des travaux publics, commissaire des chemins de fer*.—Je sais qu'au ministère dont j'ai l'administration il y a des dépenses d'un caractère extraordinaire pour un montant de \$2,000 environ. Je suppose qu'il en est ainsi pour les autres ministères. Il est resté bon nombre de comptes en souffrance qu'il faut payer, et il n'est pas juste de faire attendre plus longtemps ceux à qui ces comptes sont dus. Une partie de ce crédit sera absorbée pour payer des dépenses faites depuis juillet à novembre 1879.

L'honorable M. **Robertson**.—*trésorier de la province*.—Il y a eu des mandats d'émis et il fallait payer.

M. le **Président du comite**.—Les crédits suivants sont : traitements (bureaux du lieutenant gouverneur) \$148.06 ; inspection des travaux publics, \$2,000.00, ces crédits sont adoptés. Fabrique de fromage et de beurre \$400,00.....

L'honorable M. **Marchand**.—L'honorable premier ministre serait-il assez bon pour nous donner des explications sur ce crédit....

M. le **Premier ministre**.—Le ministère de l'agriculture s'est assuré les services d'un M. Jocelyn pour deux années, à raison de \$800 par année. Ce monsieur est occupé à installer une fabrique de beurre et de fromage à St-Denis de Kamouraska. Le ministère s'est aussi assuré les services de M. Barré, qui est allé en Europe faire une étude spéciale sur les lieux, afin de bien connaître les procédés les meilleurs et les plus nouveaux. Ce M. Barré a un salaire de \$400 par année.

L'honorable M. **Marchand**.—Jusqu'à présent, le gouvernement n'a payé personne pour enseigner la manière de faire du beurre et du fromage, et cependant cela n'empêche pas que nous avons, entre autres, des fabriques de fromage qui, depuis bon nombre d'années, font d'excellentes affaires. Je crois que les connaissances sur cette fabrica-

tion sont assez répandues pour nous dispenser de payer quelqu'un pour enseigner cette industrie.

M. le **Premier ministre.** — L'honorable député est assurément le seul de cet avis. Il est bien connu que des progrès immenses ont été faits dans la fabrication du fromage et du beurre, et cependant malgré ces progrès, qui sont loin d'être aussi considérables que ceux réalisés dans d'autres pays, malgré ces progrès notre beurre et notre fromage ne sont pas encore bien cotés sur le marché européen. Dans la province d'Ontario on a compris l'importance de cette industrie et le gouvernement n'est pas resté indifférent. Il y a dans la province-sœur deux sociétés qui sont dotées de \$1,000 chacune annuellement. Aussi les produits de cette province sont généralement mieux cotés que les nôtres. De nouveaux procédés ont été découverts au moyen desquels on fait du beurre qui obtient aujourd'hui un meilleur prix qu'auparavant. On fait du beurre et du fromage avec le même lait. Un fait constant c'est que le beurre américain vaut de 30 à 40 par cent de plus que le nôtre. Pourquoi cela, parce que ce beurre est mieux fait que nous le faisons ici. On ne s'imagine pas quels grands avantages l'on peut retirer de cette industrie domestique, si on savait l'exercer comme elle doit l'être, en suivant les procédés les plus améliorés. Il est aussi incontestable que l'industrie de la fabrication du fromage fera progresser beaucoup notre agriculture en la rendant plus rémunératrice.

Je donne dans mon rapport de 1880 des détails importants, que je prends la liberté de lire au comité. A la page 5, il est dit : "Depuis quelques années la fabrication en grand du fromage et du beurre au moyen d'associations formées entre cultivateurs d'une même localité, a pris une extension considérable, au point que l'on compte déjà les fabriques par centaines. L'attention du gouvernement a été attirée sur les perfectionnements qu'il serait avantageux d'apporter dans cette industrie.

" Désirant favoriser autant qu'il dépend de nous cet excellent mouvement, nous avons accordé à deux de nos meilleurs fabricants de beurre et de fromage un léger encouragement pour permettre à l'un, M. Gendron, de Varennes, d'aller visiter les meilleures fabriques des États-Unis, et à l'autre, M. Barré, de l'Avenir, de se rendre en Danemark où se fabrique aujourd'hui le beurre qui atteint le plus haut prix sur les marchés de l'Europe. M. Gendron a déjà rendu compte, dans le " Journal d'agriculture," d'une partie des utiles observations qu'il a été à même de faire aux États-Unis. Quant à M. Barré, il a eu la bonne fortune, grâce aux lettres de recommandation dont il était porteur, d'entrer comme apprenti dans une des fabriques modèles des environs de Copenhague, et nous reviendra au printemps parfaitement renseigné sur les meilleurs moyens

de tirer un parti avantageux du lait et de la crème. Il doit continuer à l'Avenir, où déjà il a donné la plus haute idée de ce qu'on peut attendre de lui dans cette branche d'industrie. Le compte-rendu de ses études sera publié dans le " Journal d'agriculture," et ne pourra manquer d'être d'une grande utilité à tous les cultivateurs. A raison de l'aide qu'il a reçu du gouvernement, M. Barré sera tenu en outre de permettre à ses confrères fabricants, d'étudier ces nouveaux procédés, et se fera un devoir de donner, lorsqu'il en sera requis, toutes les explications et les renseignements dont ils pourront avoir besoin.

" Nous nous sommes de plus assuré pour deux ans les services de M. Jocelyn, fabricant de beurre et de fromage en grand renom aux États-Unis. M. Jocelyn doit mettre en opération et diriger d'abord une importante fabrique fondée à St-Dénis, comté de Kamouraska, par les cultivateurs du lieu. La méthode suivie par M. Jocelyn consiste à fabriquer le beurre et le fromage avec le même lait. Cette méthode a donné de très-beaux résultats partout où elle a été mise en pratique par des ouvriers entendus, et il sera tenu de l'enseigner à un certain nombre d'élèves apprentis. En outre, chaque fois qu'il en sera requis, M. Jocelyn devra aller diriger l'installation des nouvelles fabriques ou la transformation des anciennes dans lesquelles on désirera introduire ses procédés de fabrication, sans autre indemnité que ses frais de déplacement. Au reste le " Journal d'agriculture " tiendra le public au courant des résultats obtenus au moyen de ce nouveau système, et, au besoin, des rapports spéciaux seront publiés par le ministère pour en faire connaître les avantages aussitôt qu'ils auront été suffisamment démontrés dans la pratique."

Le directeur de l'agriculture, M. Barnard, a préparé à ma demande un mémoire très-important sur cette question. Ce mémoire est consigné à la fin du rapport général du commissaire de l'agriculture et des travaux publics pour 1880. Voici quelques extraits de ce mémoire qui donne de si précieux renseignements sur ce qu'il y a à faire pour améliorer les produits de cette industrie.

.....
" Mais nous devons posséder, actuellement, un million de vaches laitières; et nos cultivateurs pourraient facilement en tripler le nombre du moment qu'ils sauraient tirer de la production laitière un meilleur profit. Il est également certain que nos vaches peuvent facilement doubler leur rendement, et, en certains cas, le tripler, au moyen d'une alimentation plus généreuse et de là plus rémunérative. Cependant, dans l'état actuel de notre agriculture, la production du beurre, pour les marchés locaux et pour l'exportation, doit être de 33 millions de livres,

ou l'équivalent en fromage. En évaluant le beurre à 15 cents la livre, seulement, c'est donc environ 5 millions de piastres par année que nos cultivateurs obtiennent de leur laiterie. C'est cette somme qu'il nous est comparativement facile de doubler, et, dans quelques années, de décupler, tout en transformant notre agriculture, mais sans secousse, et sans changements radicaux; je dirais presque: sans que la routine s'en doute !

“ Mais en doublant les revenus actuels de nos laiteries, nous augmentons dans des proportions égales toutes les récoltes de nos champs. Des troupeaux plus productifs donnent des engrais plus riches et plus abondants. Ceux-ci, à leur tour, augmentent les rendements des prairies et des pâturages, auxquels succèdent des récoltes de grains plus considérables, sans augmentation de travaux et de dépenses.

“ En développant notre industrie laitière, c'est donc la fortune du cultivateur qui prendra graduellement la place de la gêne, du découragement, de la misère et du dépeuplement; par l'émigration, de nos campagnes.

“ Il est malheureusement établi que, faute de connaissances et de soins, les beurres de cette province n'obtiennent guère plus du tiers de ce que produisent les meilleurs beurres sur les marchés européens. Quant à nos marchés locaux, on voit tous les jours des beurres fins qui valent et se vendent régulièrement le double du prix qu'on obtient pour la grande masse des beurres offerts en vente.

“ Les chiffres suivants, tirés des mercuriales anglaises, prouvent ces faits à l'évidence. Ainsi, quand les beurres du Danemark et de la Norvège sont cotés à de 140 à 160 chelings sterling par..... 112 lbs. Les beurres de fabriques américaines, de 110s. à 135s. par... 112 lbs. Ceux dits de Kamouraska, de 60s. à 75s. par..... 112 lbs. et encore y en a-t-il des quantités considérables qu'il faut vendre pour graisse de roues.

“ Quant aux quelques fabriques de beurre établies dans notre province, il est admis qu'elles obtiennent environ le double du prix des beurres ordinaires, sur nos marchés. On voit par là combien il importe d'aider l'établissement de fabriques de beurre le plus possible.

“ Il y a dix ans, nous ne possédions pas, que je sache, dans la partie française de la province, de fromagerie ou de beurrerie exploitées par des sociétés. Les conférences données dans nos paroisses sur l'ordre du gouvernement firent connaître l'avantage de ces associations, dont nos voisins avaient le monopole. Aujourd'hui nous devons posséder au-delà de 200 fromageries, et le nombre augmente d'une manière surprenante. J'évalue à une centaine le nombre de fabriques nouvelles de beurre et de fromage qui entreront en opération au printemps prochain.

“ Malheureusement, ce qui nous manque encore ce sont les connaissances voulues pour tirer de cette nouvelle industrie tout ce qu'elle peut donner. Ainsi, je connais un bon nombre de fabriques, parmi les meilleures, qui sont obligées d'avoir recours à des fabricants étrangers qui ne parlent pas même le français. Je connais des femmes américaines qui reçoivent, dans nos fabriques canadiennes, de \$50 à \$60 par mois et leur nourriture, tandis qu'à Ontario les prix moyens sont de \$25 pour des hommes, plus forts et également habiles, et sans nourriture. Ici encore les constructions et les appareils sont trop primitifs, et la conséquence, c'est que nous perdons de 10 à 20 p. c, sur la valeur de tous nos produits en fromage. Quant aux fabriques de beurre, j'en connais plusieurs qui cherchent des fabricants, sans trop savoir où s'adresser, et auxquelles on a demandé jusqu'à cinq piastres par jour, bien qu'à Ontario et aux Etats-Unis les prix soient les mêmes que pour les fabricants de fromage, soit environ \$25 par mois.

“ A Ontario on a eu les mêmes difficultés à vaincre.

“ Dès 1867, le gouvernement provincial s'occupa de cette question. Il fit adopter une loi pour encourager les associations des fabricants de beurre et de fromage. Il existe deux de ces sociétés connues sous les noms de “ Eastern ” et de “ Western Dairymen's Association. ” Ces sociétés fonctionnent sur le principe des sociétés d'agriculture. Elles reçoivent chacune, du gouvernement, un octroi annuel de \$1,000. Chacune de ces associations se réunit annuellement en conventions qui durent trois jours. Il y a trois séances par jour. J'ai assisté plusieurs fois à ces conventions et j'ai été étonné de l'intérêt qu'on y porte ; les salles étaient encombrées et les réunions duraient de 10 heures du matin à 10 heures du soir, moins le temps des repas. Des sténographes rapportent tout ce qui s'y dit. Ces rapports sont télégraphiés par la presse associée et publiés dans bien des journaux. Il sont ensuite revus et corrigés et publiés dans des rapports annuels.

“ A l'occasion de leurs conventions, ces associations font venir des Etats-Unis et du Canada les hommes les plus compétents et les mieux renseignés. Ces hommes sont présents à la convention ; ils y donnent le résumé de leurs études inédites, et ils répondent aux questions que les membres jugent bon de poser.

“ Dans ces dernières années, chacune de ces associations a de plus engagé le meilleur fabricant qu'elle a pu trouver aux Etats-Unis. Ces fabricants reçoivent un salaire annuel. Il est de leur devoir de *travailler* dans les principaux centres de fromagerie, et d'enseigner tout ce qu'ils croient de nature à rendre ces établissements plus productifs.

“ Il est urgent, ce me semble, que nous prenions également les moyens

de développer notre industrie laitière. Notre climat et nos ports de mer nous donnent un avantage considérable sur tout le reste de l'Amérique. J'ai moi-même entendu faire cette admission à la convention tenue dans l'extrême ouest de la province d'Ontario, où étaient présentes les meilleures autorités américaines et étrangères sur la question.

“ Ce qui nous manque, ce sont les connaissances complètes du métier. Afin d'obtenir les meilleurs résultats, il nous faut d'abord former des fabricants de beurre et de fromage canadiens, auxquels on enseignera tous les secrets du métier. Avec les aptitudes étonnantes que nos compatriotes ont montrées en cela, comme en bien d'autres choses, on peut dire en toute sûreté que, lorsqu'ils seront initiés à cet art, la multiplication des fromageries et des beurrieres se fera d'elle-même, et sans l'intervention ou l'aide du gouvernement.

“ A mon avis, nous n'avons pas même besoin, au moins pour le présent, de subventionner des associations comme celles d'Ontario. Il nous suffirait d'avoir à notre service quelques ouvriers-professeurs parmi les meilleurs que l'on puisse trouver.

“ L'industrie privée nous offrira d'elle-même, et sans frais pour le gouvernement, un établissement modèle, dans ces constructions et appareils, et déjà dirigé par un fabricant canadien habile. Bientôt nous trouverons probablement une seconde fabrique également modèle, mais située dans une autre partie de la province.

“ Notre principal ouvrier-professeur devrait avoir pour mission d'enseigner dans une première fabrique, tant au fabricant lui-même qu'aux apprentis (qu'il est facile de trouver en bon nombre), tous les secrets de la fabrication du beurre, du fromage gras et du fromage écrémé, le tout d'après les meilleures pratiques connues. Quand le premier établissement pourrait se suffire à lui-même, notre professeur ferait la même chose pour le second. J'ai la conviction qu'avec un assistant habile, notre principal professeur-ouvrier pourrait former dans peu de temps des fabriques vraiment modèles, dans les différents districts de notre province. Pendant l'hiver, nos professeurs auraient pour mission de visiter les principaux centres et d'y faire des réunions publiques des personnes intéressées dans la fabrication du beurre et du fromage. Ces “conventions” ne coûteraient absolument rien, en dehors des frais de voyage que le gouvernement voudrait bien autoriser. Quant à la publicité à donner, nous avons déjà le *Journal d'agriculture*, et, s'il faut y ajouter encore, nos rapports annuels du ministère de l'agriculture pourraient y pourvoir, au grand avantage du pays et à l'honneur de notre province. Voilà, M. le premier ministre ce que j'ai cru de mon devoir de vous soumettre. Les sacrifices que vous avez bien voulu faire

dans cette voie, en envoyant des hommes compétents aux Etats-Unis et en Europe, afin d'y étudier et de faire rapport sur les développements à donner à notre industrie laitière, m'ont encouragé à vous faire part de ce qui précède.....

“Voilà, à mon avis, M, le premier ministre, ce qui presse le plus dans l'amélioration de cette partie vitale de notre agriculture. En effet, les grandes entreprises, telles que les sucreries de betteraves, l'utilisation et la diffusion par le pays des engrais artificiels, feront largement leur part de bien et contribueront grandement à la fortune générale du pays ; mais ce qu'il nous faut surtout, c'est de rendre le plus profitable possible une industrie dont les produits ne sauraient être trop multipliés et qui existe déjà dans chacune des familles agricoles du pays ; une industrie qui peut donner le plus grand développement à notre colonisation et augmenter par là, proportionnellement, la valeur du domaine public ; une industrie enfin qui est de nature à transformer sans secousse toute l'agriculture de notre pays, du moment qu'elle sera bien faite. Nous possédons déjà les troupeaux, les paturages, les prairies, la nourriture d'hiver, le capital d'exploitation. Ce qui nous manque, c'est uniquement le savoir et la direction éclairée qui feront qu'au lieu de produits d'une faible valeur et d'un rendement précaire, nous obtiendrons, du même capital,, des rendements qui peuvent être décuplés en peu d'années, et même centuplés avec le temps. Ces résultats, nous les obtiendrons facilement par un travail actif, éclairé et persévérant, et cela avec des déboursés presque nuls et sans nullement gréver le trésor public.”

Il faut donc l'enseignement, et c'est le meilleur mode de réussir. Jusqu'ici l'attention des autorités administratives a été dirigée sur d'autres objets. On comprend que dans un pays comme le nôtre, où tout pour ainsi dire est à créer, on comprends, dis-je, qu'il est impossible de tout faire à la fois. Le gouvernement désire améliorer le sort de l'agriculture. Il lui semble que le meilleur mode qui s'offre à lui c'est de créer, ou de donner plus d'essor à des industries qui profitent directement à l'art agricole, qui lui offre des débouchés pour ces produits, comme la fabrication du sucre de betteraves, ou qui peut améliorer la nature de ces produits de manière à en augmenter notablement la valeur.

L'honorable M. **Beaubien**.—J'ai lu avec beaucoup d'intérêt les correspondances de M. Barré publiées dans le *Journal d'agriculture*, et j'ai pu constater que c'est un homme qui apprécie et connaît bien cette question.

Dimanche dernier, j'étais, dans ce que j'appellerai la capitale de Terrebonne, St. Jérôme, et il m'a été donné de visiter la beurrerie établie à cet endroit. Là on y fabrique du beurre qui se vend facilement

vingt-cinq cents la livre. Voilà un résultat qui donne la mesure de l'importance que l'on doit attacher au perfectionnement de cette industrie.

S'il y a une chose pour laquelle on doit féliciter l'honorable premier ministre, c'est bien l'intérêt qu'il témoigne pour ce sujet, malheureusement trop négligé jusqu'ici. Dans d'autres pays on a compris l'importance que l'on devait attacher à cette industrie, aussi des progrès considérables ont-ils été faits.

Je considère que les beurreries sont encore plus avantageuses que les fromageries et je suis content de voir que la fabrication du beurre au moyen d'associations possédant un bon capital, se répand de plus en plus dans notre province. Sans doute, et certes je suis le premier à le reconnaître et à le dire hautement, il y a du progrès à faire. Mais enfin, l'élan est donné et j'espère que rien ne l'arrêtera dans l'avenir. Qu'au contraire le gouvernement et la Chambre se feroient un devoir d'encourager par tous les moyens possibles cette importante industrie, destinée à faire tant de bien à l'agriculture.

M. Molleur.—Je n'ai pas précisément de l'objection à ce que le gouvernement encourage, aide à développer ces industries. Mais je désire que l'on apporte beaucoup de soin dans l'application de ce système.

Pour moi, si une industrie ne paie pas, elle n'est pas bonne pour nous, à moins qu'elle soit pas ou presque pas connue. Mais cette industrie de la fabrication du beurre et du fromage est bien connue, et je n'en veux d'autre preuve que celle donnée par l'honorable M. Beaubien qui a dit qu'à St. Jérôme il y a une très bonne fabrique. S'il en est ainsi, alors il n'est pas nécessaire de s'assurer et de payer les services de M. Jocelyn ou de tout autre. Nos finances ne nous permettent pas ces largesses inutiles.

L'honorable M. Beaubien nous a aussi dit, je crois que cette industrie se répand dans toute la province et que l'exemple de St-Jérôme est imité. Devrait-on dans ce cas payer un homme pour établir une fabrique dans chaque paroisse.

M. le Premier ministre.—Au moyen de deux ou trois bons professeurs on réussira à généraliser promptement ce système.

M. Molleur.—Mais l'honorable premier ministre oublie-t-il que le gouvernement ne doit pas payer pour créer une concurrence désavantageuse en multipliant trop le nombre des fabriques. . . .

M. le Premier ministre.—Nous sommes encore loin de cela.

M. Molleur.—C'est un principe dangereux et nuisible non-seulement pour les particuliers mais aussi pour les intérêts du trésor, qui n'est pas déjà dans un état bien florissant. Il ne faut pas donner de

droite à gauche des sommes d'argent pour telle ou telle fin. Il faut y regarder à deux fois avant de s'engager plus avant dans cette voie.

M. **Dupuis.**—Nous n'avons pas encore à proprement parler, ni de fromageries ni de beurrieres et j'ai le regret de dire que nos cultivateurs ne connaissent pas suffisamment l'importance de cette industrie. Je comprends que le gouvernement désire voir cette industrie aussi répandue, aussi connue dans ce district qu'elle l'est dans le district de Montréal. Je ne puis qu'approuver ce désir. Je crois que cette dépense est bonne et que c'est de l'argent bien placé. Je regrette de constater que le beurre de Kamouraska n'est pas aussi bien payé sur le marché européen que celui venant de Montréal et d'Ontario. Il est possible que l'on n'ait pas adopté le meilleur système, mais il n'en faut pas moins tenir compte de la bonne volonté manifestée. J'approuve donc l'idée du gouvernement de prendre les mesures convenables pour améliorer et perfectionner la fabrication du beurre afin d'en faire un produit de première qualité.

M. le **President du comite.**—Le crédit de \$400 pour fabrique de fromage et de beurre est adopté. La séance du comité est levé.

La Chambre délibérera demain sur ces crédits.

A six heures la séance est suspendue jusqu'à sept heures et demie.

Les projets de lois d'intérêt local suivants sont adoptés dans les formes réglementaires.

1. Pour constituer le club de réforme de Montréal.
2. Pour modifier la loi constituant la compagnie du chemin de fer de St-Jean à Sorel.

La Chambre se forme en comité du budget.

M. le **President du comite.**—Le dernier crédit adopté est celui relatif à la fabrication du beurre et du fromage \$400. Viennent ensuite : Traitements et dépenses contingentes, y compris les impressions, la reliure, etc., pour le Conseil législatif, \$16,723.00. Dépenses d'élections, \$43,000. Traitement, couvrant les dépenses contingentes ordinaires du bureau du greffier de la couronne en chancellerie, \$800. Pour chemins de colonisation, \$10,190. Pour société de colonisation, \$1,050. Ces crédits sont adoptés.

Pour loyers, assurances, réparations, etc., des édifices publics en général \$18,859.42

L'honorable M. **Mercier.**—Je serais bien aise d'avoir quelques explications sur ce crédit. Il est demandé près de \$20,000 en sus du

crédit ouvert l'an dernier, qui est \$43,401. Ceci fait donc un total de \$62,260.42 pour une seule année. Comme ce sont des dépenses qui sont sous le contrôle de l'honorable premier ministre, j'espère qu'il voudra bien nous renseigner sur l'usage qui sera fait de ce nouveau crédit.

M. le **Premier ministre**.—Si mon honorable ami voulait bien attendre quelques instants, je serais en état de répondre à sa demande. M. le sous-chef sera ici alors, car il devrait y être même à présent et je ne m'explique pas son absence. J'ai les détails de ce montant à mon bureau et je regrette ne pas pouvoir satisfaire dès à présent la légitime curiosité de mon honorable ami.

L'honorable M. **Mercier**.—C'est bien, nous pouvons renvoyer ce crédit à plus tard

M. le **Premier ministre**.—Non, non, le comité peut toujours adopter ce crédit, et lorsque le sous-chef sera ici, ce qui, comme je l'ai dit, ne peut tarder, je donnerai amplement satisfaction à mon honorable ami.

M. le **Président du comité**.—Ce crédit est adopté. Pour les édifices des ministères publics, construction et appareil de chauffage, \$8,805.20. Pour traitements et dépenses contingentes y compris les impressions, reliure pour l'Assemblée législative, \$51,280.00....

L'honorable M. **Mercier**.—L'honorable trésorier voudrait-il bien nous dire quel montant a été dépensé l'an dernier pour cette fin.

L'honorable M. **Robertson**.—*trésorier de la province*.—Le montant voté l'an dernier était de \$58,500. Le montant dépensé s'est élevé à \$92,000, dont partie dans une session et partie dans l'autre.

M. le **Président du comité**.—Le crédit de \$51,280.00 pour traitements et dépenses contingentes y compris les impressions, reliure, pour l'Assemblée législative est adopté.

Bibliothèque de la Législature \$3,000.....

L'honorable M. **Church**.—Je n'ai pas eu connaissance que le comité de la bibliothèque ait été convoqué depuis le commencement de la session et je le regrette vivement. Si ce comité est bon à quelque chose pourquoi le laisser dans une inaction complète. Je dois dire aussi que je ne vois aucune addition importante aux ouvrages de la partie anglaise.

L'honorable M. **Irvine**.—Je sais qu'il y a eu un avis de donné mais je ne sais pas s'il y a eu réunion. Je corrobore les remarques de mon honorable ami et j'ajouterai que si les crédits annuels avaient été mieux administrés, on aurait aujourd'hui une bibliothèque valant dix fois plus que celle que nous avons.

L'honorable M. **Flynn**—*commissaire des terres de la couronne*.—Je suis heureux de pouvoir dire que M. Lemay, le conservateur de la bibliothèque fait tout son possible pour bien administrer l'argent que nous lui votons et j'avoue franchement qu'il serait difficile de faire mieux avec un crédit de \$3,000. Ce n'est pas assez, M. Lemay me l'a dit souvent et les explications qu'il m'a données m'ont convaincu de la vérité de ses paroles. On a laissé entendre qu'il y avait des irrégularités de commises. J'ignore si cela est ainsi. Dans tous les cas j'y verrai. Mais je crois qu'il ne faut pas commettre d'injustice à l'égard de M. Lemay qui me paraît se consacrer tout entier à l'exécution de ses devoirs.

L'honorable M. **Church**.—Je n'accuse pas M. le conservateur de la bibliothèque, mais je dirai et cela en toute connaissance de cause que les achats de livres ne sont pas faits comme ils devraient l'être. Je suis persuadé que l'on pourrait faire mieux.

M. **Sawyer**.—J'ai en mains le dernier supplément du catalogue de la bibliothèque et j'avoue que j'ai éprouvé un désappointement considérable. J'espérais voir figurer parmi les ouvrages nouveaux dont la bibliothèque s'était enrichie, des livres d'une grande importance que je possède moi-même dans ma bibliothèque particulière. J'espère qu'à l'avenir le choix sera mieux fait que par le passé. J'espère aussi que le comité de la bibliothèque y verra.

M. le **Président du comité**.—Le crédit de \$3,000 pour la bibliothèque est adopté. Impression, reliure et distribution des lois \$4,800.....

L'honorable M. **Mercier**.—C'est \$1,500 de plus que le crédit de l'an dernier. Le crédit ouvert à la dernière session n'était que de \$3,300 et cette année on demande \$4,800, soit \$1,500 de plus. Je désire connaître la cause de cette augmentation.

L'honorable M. **Robertson**—*trésorier de la province*.—Si mon honorable ami veut bien consulter les crédits supplémentaires pour l'exercice en cours, celui de 1880-81, il verra que nous sommes obligés de demander à la Chambre de bien vouloir ouvrir un crédit supplémentaire de \$1,482. Ceci ajouté au montant voté l'an dernier forme un total de \$4,782, soit \$18 seulement de moins que le crédit demandé cette année. Le gouvernement a cru plus convenable de demander dans un seul crédit ce qu'il lui faut pour défrayer ces dépenses plutôt que de demander un crédit moindre et venir ensuite solliciter l'ouverture d'un crédit supplémentaire.

M. le **Président du comité**.—Ce crédit est adopté. Greffier

en loi, traitement de son bureau \$3,100 ; dépenses contingentes, y compris un employé auxiliaire, \$500.....

L'honorable M. **Mercier**.—Ici encore, M. le président, je constate une augmentation de \$600, soit \$500 pour les traitements, et \$100 pour les dépenses contingentes. L'an dernier ces deux crédits étaient : bureau du greffier en loi, traitement, \$2,600 ; dépenses contingentes, comprenant aussi un employé auxiliaire, \$400, soit un total de \$3,000. Cette année le total des crédits demandés pour les mêmes objets est de \$3,600, soit, comme je l'ai dit, une augmentation de \$600.

L'honorable M. **Robertson**—*trésorier de la province*.—Cette augmentation est pour payer les services extraordinaires de Messieurs Parisseau et Oliver, comme membres de la commission de la codification des statuts.

L'honorable M. **Mercier**.—Cette somme ne devrait pas être comprise ainsi dans les dépenses ordinaires du bureau du greffier en loi. Il devrait y avoir un chapitre spécial dans le budget pour la codification des statuts.....

M. le **Tresorier**.—Je considère que cette matière se rapporte à la législation et voilà pourquoi j'ai placé ainsi ce crédit.

L'honorable M. **Mercier**.—Ce n'est pas bien et voici pourquoi. J'ai dit à l'honorable trésorier que la codification des statuts coûterait \$60,000 et mon honorable ami s'est récrié et a prétendu que je faisais manifestement erreur, car il trouvait cette somme énorme. Pour connaître réellement ce que nous allons dépenser pour cette fin, ne faudrait-il pas que chaque montant que nous votons serait désigné d'une manière spéciale. Autrement nous irons à l'aveugle en suivant le système adopté par l'honorable trésorier et il sera impossible de jamais s'assurer si ma prévision est erronée oui ou non. Et pourtant on admettra qu'il est important qu'on le sache d'une manière certaine.

M. le **Président du comite**.—Ces crédits sont adoptés. Traitements des ministères publics. \$21,050....

L'honorable M. **Mercier**.—L'année dernière, le crédit ouvert n'a été que de \$20,850 ; il y a donc une augmentation de \$200 sur l'an passé. Pourquoi cela ?

M. le **Tresorier**.—Certains employés ont reçu une augmentation de salaire à laquelle ils avaient droit. Je dois dire aussi que le nombre des employés dans l'ensemble a été diminué.

M. le **Président du comite**.—Ce crédit est adopté. Pour dépenses contingentes, \$42,640.....

L'honorable M. **Mercier**.—C'est \$9,000, en chiffres ronds, de plus que l'année dernière. Pour le dernier exercice le montant voté n'était que de \$33,250, et pour le prochain exercice l'honorable trésorier nous demande \$42,640. C'est \$9,390 de plus. Cela mérite explication.

M. le **Trésorier**.—La raison de cette augmentation est bien simple, c'est qu'il n'y a pas assez du montant voté l'an dernier. Et la preuve c'est que cette année nous avons été obligés de demander l'ouverture d'un crédit supplémentaire de \$17,050. Ce montant ajouté au crédit de 1880 fait un total de \$50,300. Le crédit que nous demandons pour le prochain exercice n'est que de \$42,640, soit \$7,600, en chiffres ronds, de moins que l'an passé. Avec ce crédit nous espérons ne pas avoir recours à un crédit supplémentaire l'an prochain et même, ne pas tout dépenser. Cette somme, au reste, n'est pas plus considérable que celle dépensée pour cette fin pendant les trois dernières années.

L'honorable M. **Irvine**.—L'honorable trésorier se plaint que le montant du crédit ordinaire de \$33,250 n'est pas suffisant. Mais il y a un moyen bien simple de faire en sorte qu'il soit suffisant, c'est de réduire les dépenses, chose facile. Les ministères publics dépensent plus qu'ils ne le devraient. Autrefois les dépenses étaient bien moindres qu'aujourd'hui. Je prie mon honorable ami le trésorier de la province d'y voir et de tâcher de ramener les dépenses contingentes au chiffre où elles étaient auparavant.

L'honorable M. **Loranger**—*procureur général*.—Je puis rendre ce témoignage à l'honorable trésorier de la province, c'est qu'il n'est pas facile de lui faire manquer à son devoir sous ce rapport, et qu'il tient à réduire la dépense le plus possible. Je profiterai de ce que j'ai la parole pour présenter l'observation suivante. A mon avis, on prend trop sur les contingents. On paie même de vieilles dettes au moyen de ce crédit. Souvent aussi il arrive que l'on paie des comptes d'un ministère à même les sommes mises à la disposition d'un autre ministère et à même ce crédit, ou bien on fait compter ce paiement au débit d'un ministère à l'avantage d'un autre, qui paraît ainsi dépenser bien moins tandis que l'autre paraît dépenser bien plus. On ne devrait pas prendre, non plus, sur ce crédit pour payer des dettes, légitimes sans doute, mais qui devraient être payées sur un crédit spécial. L'honorable trésorier préfère encore ce système à celui d'émettre sans cesse des mandats spéciaux. Mais je crois que, bien que cela ait été la pratique dans les dernières années, cela devrait être discontinué.

L'honorable M. **Marchand**.—Mais l'honorable trésorier, il me semble, est tenu de prévoir d'une manière aussi exacte que possible aux

dépenses qui se présenteront. Si on a recours à des mandats spéciaux, il s'en suit donc que l'on n'a pas pris tout le soin que l'on aurait dû prendre pour s'assurer du montant de la dépense.

M. le **Procureur general**.—J'ai payé des dettes laissées par mes honorables amis. Et pour cela j'ai été obligé de demander un mandat spécial. C'est donc pour obvier à ce système défectueux que le gouvernement demande cette année le montant qui est nécessaire pour solder toutes les dépenses que l'on peut jusqu'à un certain point prévoir.

L'honorable M. **Langellier**.—Le crédit pour les contingents est absorbé en partie pour solder des dettes, donc c'est une dépense prévue. L'honorable procureur général s'est plaint d'avoir eu à payer de vieilles dettes. Mais il n'est pas le premier. Il en est toujours ainsi. J'ai payé moi-même des comptes qui étaient en souffrance depuis dix ans et même 15 ans. Règle générale, les contingents sont des dépenses imprévues, absolument imprévues. Ainsi par exemple, la réception qui a été faite à Son Altesse la princesse Louise et Son Excellence le gouverneur général n'était pas prévue, et ne pouvait l'être. Mais les contingents sont aussi consacrés en partie à payer des employés auxiliaires et cela est parfaitement prévu. Il y a de ces employés qui le sont depuis 6, 7 et même 8 ans. Au ministère des terres de la couronne il y avait autrefois un bon nombre de ces employés. Je crois qu'il y en avait un qui retirait un salaire de \$1,800 par annéc. C'est un véritable abus et on ne peut prétendre que ce soient là des dépenses imprévues. Il n'y a rien de plus prévu que ces dépenses. Dans les contingents sont aussi comprises les dépenses de voyages. Sous ce rapport, je crois ne pas avoir abusé des sommes mises à ma disposition lorsque j'étais ministre. Je n'ai dépensé que \$14 en tout pour aller à Ottawa. Ces dépenses sont toujours aussi prévues.

L'honorable procureur général s'est plaint d'avoir payé à même ses contingents des comptes d'un autre ministère. Ceci arrive assez souvent, parce que le montant du crédit n'est pas réparti d'avance à chaque ministère et que les comptes sont ainsi payés à même le tout. Au reste il faut aussi tenir compte de la rivalité qui existe entre les sous-chefs. Chacun veut que son ministère figure pour le plus petit montant, ou le montant le moins considérable possible. De là la cause de la plainte de l'honorable procureur général.

Les dépenses contingente sou non-prévues, suivant notre budget, comprennent les employés auxiliaires, télégrammes, frais de poste etc. Je crois qu'il conviendrait de faire une distinction plus rationnelle. On pourrait nous donner sous des titres différents les dépenses à faire, afin

que la Chambre sache pourquoi elle ouvre tel ou tel crédit, surtout afin qu'elle sache quel usage on fait de ce crédit voté pour les contingents.

L'honorable M. **Mercier**.—J'ai appris que dans le bureau de mon honorable ami le solliciteur général il y avait deux employés de plus. Je crois savoir que l'un de ces employés agit comme secrétaire de l'honorable solliciteur général. Je ne blâme pas mon honorable ami, il peut fort bien occuper un secrétaire, ce qui lui donne plus de temps pour les affaires publiques qui exigent de sa part beaucoup de temps et d'études. Mais il y a un second employé dont je serais bien aise de faire la connaissance, quand ce ne serait que pour savoir ce qu'il fait.

L'honorable M. **Lynch**—*solliciteur général*.—Cet autre employé est M. Delagrave. On ne saurait se dispenser des services de cet employé, qui est très-assidu à son ouvrage.

L'honorable M. **Mercier**.—Très-bien, mon honorable ami est juge des besoins réels de son bureau.

M. le **Président du comite**.—Le crédit de \$42,640 pour dépenses contingentes est adopté. Pour l'administration de la justice, \$363,032.....

L'honorable M. **Mercier**.—Je désire, M. le président avoir quelques explications relativement à ce crédit. Je veux parler des coroners. La Chambre me pardonnera, je l'espère, de lui parler de nouveau de ces intéressants officiers publics.

Avant l'adoption de la loi que j'ai eu l'honneur de soumettre à cette Chambre, ces officiers coûtaient \$25,000 par année. Depuis cette loi, adoptée en 1879, les frais des enquêtes ont considérablement diminué. Cette loi n'a été mise en force que dans le mois de novembre 1879. Elle a donc été exécutée pendant les mois de juillet, août, septembre et octobre de 1880. Or les statistiques prouvent que le nombre des enquêtes est plus considérable en été, c'est-à-dire, pendant les mois que j'ai mentionnés, que pendant le reste de l'année. L'état qui nous a été communiqué pour l'année 1879 établit ce fait. Et cela se conçoit facilement. En été, pendant la saison de la navigation, on comprend que les accidents fatals sont plus fréquents qu'en hiver. Cependant, grâce à l'opération de la nouvelle loi, le montant dépensé n'a été que de \$14,000 au lieu de \$25,000 comme auparavant.

L'année dernière, l'honorable solliciteur général a fait adopter des modifications à ma loi. Ces modifications ont pour but de faciliter l'application de la loi de 1879. En déposant le projet de loi contenant ces modifications, on se rappelle que l'honorable solliciteur général prit

bien le soin de nous dire qu'il ne voulait pas du tout attaquer en quoi que se soit le principe même de la législation existante.

La loi de 1879 disait qu'il n'y aurait pas d'enquête à moins que le coroner eut reçu un ordre d'un curé, du maire ou d'un juge paix, ou sur une plainte assermentée dans laquelle il était déclaré qu'on avait raison de croire qu'il y avait eu crime. Le coroner, dans ce dernier cas, pouvait faire ou ne pas faire d'enquête. Les modifications apportées par la loi de mon honorable ami le solliciteur général déclare que " nulle enquête " ne sera tenue sur le corps d'une personne décédée, à moins que le " coroner, avant l'émission de son mandat assignant le jury, n'ait fait une " déclaration par écrit, établissant que, sur information reçue par lui, il " est d'opinion qu'il y a lieu de croire qu'un crime a été commis, ou que " la personne décédée est morte par suite de violence ou de moyens " injustes, ou en de telles circonstances qui requièrent une investiga- " tion, laquelle déclaration contiendra les raisons et les faits sur lesquels " la dite opinion est basée et sera rapportée et produite avec le rapport " de l'enquête. " Il est déclaré plus loin que le coroner ne sera pas payé si les officiers en loi sont convaincus que l'enquête était inutile. Au fond le principe est donc le même. Seulement, je prétends que la loi de 1879 est complète par elle-même et que ces modifications ne sont pas nécessaires. Car avec la loi de mon honorable ami le solliciteur général il faut que le gouvernement intervienne, chose que j'ai voulu éviter par la législation que la Chambre a bien voulu adopter à ma demande. Je n'ai pas l'intention, M. le président, de discuter le mérite de ces deux lois. Non, je veux simplement constater les excellents résultats qu'elles ont donnés au point de vue de la dépense.

L'année dernière, l'honorable solliciteur général disait à la Chambre qu'il ne serait pas plus dépensé que le montant que l'on pouvait établir au moyen des chiffres que nous avons pour les mois pendant lesquels la nouvelle loi avait été en opération. Alors, on se rappelle que je disais à mon honorable ami, mais pourquoi demander un montant plus considérable que celui que vous prévoyez devoir dépenser, et \$10,000 seulement devraient être votées. Mais le gouvernement crut devoir se faire voter \$18,000.

Maintenant, nous avons des données pour les dix derniers mois et nous voyons que les dépenses n'ont été que de \$7,000 environ. J'avais donc raison de dire que \$10,000 suffisait. Cette année, le gouvernement demande \$15,620 ; pourquoi 620 plutôt que 15 ou 16,000 en chiffres ronds ? Si les coroners n'ont coûté que \$7,000 pour dix mois alors il me semble de toute évidence qu'un crédit de \$10,000 devrait suffire pour toute l'année.

On me dira sans doute qu'on n'est pas obligé de tout dépenser. Oui, mais c'est dangereux ; quand on a l'argent on s'expose à être très faible, de céder trop facilement. Les coroners sont habiles, et je les soupçonne de pouvoir réussir à obtenir plus qu'il ne faut leur donner. Si mon honorable ami veut être sincère, il dira que sans cesse il a dû se défendre contre les demandes des coroners, demandes inutiles, parfois exorbitantes s'il en est. A l'appui de ceci je dirai que j'ai vu faire une enquête sur une vieille femme de quatre-vingts ans, et cela pour savoir de quoi cette bonne vieille était morte. Une autre fois, on a fait une enquête sur le cadavre d'un pendu pour savoir, je suppose, de quelle mort il était décédé. Je vous le demande, M. le président, à quoi bon faire une enquête sur le corps d'un pendu. Ne sont-ce pas là des abus qu'il faut à tout prix faire disparaître dans l'intérêt du trésor provincial ? Il faut réformer tout ce système créé par les coroners, système qui puille d'abus, il faut les retrancher sans miséricorde. J'espère que le gouvernement prendra mes remarques en bonne part et qu'il se décidera à réduire le crédit à \$10,000.

L'honorable M. **Lynch**—*solliciteur général*.—L'intérêt tout particulier que l'honorable député de St-Hyacinthe porte à ce sujet, fait que j'ai le plaisir de le discuter avec lui et que nous sommes inévitablement aux prises dès qu'il est question de coroners, (sourires). Cependant, je dois avouer que j'éprouve beaucoup de plaisir à discuter avec mon honorable ami, car les lumières qu'il sait jeter sur cette question profitent à la Chambre et au gouvernement, et nous permettent de juger sainement.

Mon honorable ami a parlé de la loi que j'ai déposée l'an dernier, ayant pour objet de modifier la législation qu'il a fait adopter par la Législature, en 1879. La loi de l'an dernier rejette sur le coroner la responsabilité de l'enquête. Voilà, je crois, la différence essentielle qu'il y a entre les deux lois. L'honorable député de St-Hyacinthe a dit que sa loi avait diminué les dépenses. C'est vrai et je l'admets sans hésiter. Aussi est-ce pour cela que j'ai adopté le même principe qui sert de base à la loi de 1879. Je ne discuterai pas le mérite respectif de ces deux lois, mais si on me démontre qu'il faut modifier celle qui a été adoptée l'an passé, je le ferai sans hésitation.

Lorsque cette loi a été mise à exécution, j'ai adressé une lettre circulaire à tous les coroners leur faisant part de mes intentions sur l'application de cette loi. J'ai aussi adressé en même temps une formule pour la déclaration. Je dois dire que certains coroners pensaient qu'il y aurait enquête à toute mort subite. Je me suis empressé de les désillusionner à ce sujet. Cette loi a été en opération depuis le mois de juillet et à

venir jusqu'au mois de mai courant, les frais ou les dépenses pour ce service s'élèvent seulement à \$7,560. L'année dernière le gouvernement a cru prudent de demander un crédit de \$18,000, mais il croit que \$15,620 suffiront cette année. J'ai lieu de croire que le public apprendra avec plaisir qu'au lieu de \$18,000, montant du crédit ouvert, il n'a été dépensé que \$10,000 environ, car j'espère que les dépenses totales pour tout l'exercice ne dépasseront pas ce chiffre.

Mon honorable ami a parlé de l'enquête qui se fait sur le corps d'un pendu. Cette enquête est nécessaire, car une loi fédérale oblige de faire une enquête. J'ai demandé, lorsque j'ai été à Ottawa, au ministre de la justice de faire modifier la loi. Mais il ne faut pas oublier que tant que la loi existera, il faudra qu'une enquête ait lieu.

Il a été aussi question, je crois, des enquêtes qui sont tenues sur les corps des prisonniers qui meurent dans les prisons. Il n'y a pas nécessairement enquête à chaque décès. Voici ce qui est fait. Le coroner va voir et ne tient pas d'enquête à moins qu'il y ait de fortes raisons; et ce sont là mes instructions formelles. Je puis assurer à la Chambre que je continuerai à l'avenir de faire de mon mieux pour que ce service ne laisse rien à désirer. Quant au montant demandé, je crois qu'il vaut mieux mettre plus que moins. Nous ne savons pas quelles dépenses il faudra payer pour le reste de l'exercice en cours, ce qui nous empêche de fixer, en connaissance de cause, le crédit pour l'année prochaine.

L'honorable M. **Mercier**.—Il est facile de voir que le sentiment général de la Chambre comme du public est en faveur de la mise en application de cette loi. Je sais que les journaux conservateurs m'ont violemment attaqué à propos de cette législation. Je sais que l'on a malicieusement, intentionnellement laissé à la voirie des cadavres afin de prouver que cette loi était mauvaise. Je sais qu'il y a des coroners qui ont poussé jusqu'à ce point l'inhumanité afin de faire voir au public qu'ils avaient raison de condamner cette loi, non parce qu'elle est aussi barbare que l'on s'efforçait de la faire paraître, mais parce que cette législation les privait de certains misérables bénéfices pécuniaires. On a laissé ainsi des cadavres à la voirie tandis qu'il aurait suffi, pour faire inhumer ces cadavres, d'un ordre du maire dans un cas, ou d'un juge de paix, dans l'autre. Mais non, cela n'aurait pas fait l'affaire des coroners qui avaient entrepris de prouver au public que cette loi était odieuse. Je sais, de plus, M. le président, que l'on a fait des efforts considérables, à Ottawa, pour faire désavouer la loi de 1879 et celle de 1880. Que mon honorable ami le solliciteur général soit ferme et il réussira à faire disparaître les abus. On réussira à contrôler l'action de ces officiers, de ces

fonctionnaires qui sont comme des sangsues, quelques-uns d'entre eux, qui profitent des malheurs des familles pour faire de l'argent et qui ne regardent pas de troubler les familles en pleurs.

M. Laberge.—Je ne crois pas qu'il soit nécessaire, M. le président, de faire une enquête dans les cas de décès en prison. Je n'ai jamais pu comprendre qu'il y eut là nécessité, et je ne le comprends pas encore. J'aurais aimé avoir la réponse à l'adresse que, à ma demande, la Chambre a bien voulu voter. J'aurais aimé, dis-je, avoir cette réponse avant de discuter ce crédit. L'honorable solliciteur général voudrait-il bien me dire quand il fera le dépôt de cette réponse?

M. le Solliciteur general.—Des ordres précis ont été donnés, et j'espère pouvoir être bientôt en état de satisfaire mon honorable ami.

L'honorable **M. Irvine.**—Il ne peut y avoir deux manières de voir sur le fait que les frais pour enquêtes des coroners sont trop considérables. Le gouvernement doit s'efforcer de les diminuer autant que possible ou au moins de les maintenir à un chiffre raisonnable. Cependant, je ne me sens pas disposé à aller aussi loin que mon honorable ami et collègue, M. Mercier. J'avoue que je préfère voir dix enquêtes inutiles que de voir une enquête utile n'être pas faite. On a aussi parlé de l'enquête qui a lieu sur le corps d'un supplicié, d'un pendu. L'origine de cette enquête remonte à bien des années. Lorsque, en Angleterre, la peine de mort était prononcée contre un criminel, il y avait un préjugé parmi les classes ignorantes du peuple, que la mort n'avait pas eu lieu. Alors pour faire disparaître ce préjugé les autorités ordonnèrent l'enquête qui a été depuis maintenue par la coutume. Mais ici je ne vois pas que nous ayons la même raison de conserver cette coutume d'un autre âge, et nous devrions, par conséquent, abroger la loi qui exige cette enquête.

Maintenant, je laisse ce sujet de côté pour m'occuper du shérif d'Arthabaska. En peu de mots je retracerai l'historique de cette affaire. Quand M. Quesnel a été destitué, on a constaté qu'il y avait un déficit dans ses comptes de \$7,000 environ, dont une partie appartenait aux pauvres plaideurs, et cela en face de la loi qui obligeait M. Quesnel, comme tous les autres shérifs, à déposer dans une banque les argents qui lui sont confiés dans les cas de poursuites judiciaires. Le shérif d'Arthabaska prétend avoir une créance contre le gouvernement, mais cette créance, produite pendant que l'honorable M. Church était trésorier de la province, n'a jamais été reconnue comme valable par mon honorable ami. Cette créance est paraît-il pour une patente de serrure

pour prisons. Plus tard, quand l'honorable M. Joly était au pouvoir, M. Quesnel demanda au gouvernement de ne pas le destituer et qu'à cette condition il rembourserait ce qu'il devait. C'était joindre une insolence à la faute grave qu'il avait commise en se payant lui-même, à même l'argent de personnes qui n'ont rien à voir là-dedans. J'avoue M. le président, que j'ai peu d'espoir d'avoir des renseignements officiels, d'avoir communication des documents relatifs à ce sujet. Cependant cela ne me rebu-tera pas et j'insisterai jusqu'à ce que j'aie obtenu justice. On m'informe que depuis que ce que je viens de rapporter s'est passé, M. Quesnel, ce fonctionnaire coupable, a été réinstallé, et qu'il n'a pas encore fait un dépôt, bien que des sommes élevées lui aient été remises.

Pendant que j'ai la parole sur ce crédit de l'administration de la justice, j'en profiterai pour attirer l'attention de la Chambre et du gouvernement sur d'autres sujets. Il est un fait incontestable, c'est que tout ce qui tend à discréditer l'administration de la justice doit être évité avec le plus grand soin. Heureusement et je le dis à la gloire de notre magistrature, le banc a été jusqu'ici audessus du moindre soupçon, et généralement il en a été ainsi de tous ceux qui ont contribué à l'administration de la justice.

Mais je regrette de dire qu'il s'est produit depuis quelque temps des faits qui sont de nature à produire ce discrédit dont je viens de parler ; je fais allusion au cas de M. Gauthier, avocat de Sorel, nommé substitut du procureur général aux derniers termes de la cour criminelle à Sorel. L'honorable M. Loranger nous a dit tout naïvement que le poursuivant n'avait pas jugé à propos de continuer les poursuites. Il n'est pas mis en doute aujourd'hui que le nommé Gauthier contre lequel les grands jurés ont trouvé fondés cinq actes d'accusation est le même qui a agi comme substitut du procureur général. Et ce qui rend cette affaire encore plus condamnable c'est que l'on m'a informé que ces offenses étaient les seules inscrites à ce terme, où l'accusé agissait comme avocat de la couronne. Le gouvernement a donc choisi pour le représenter le seul homme contre lequel il y avait des offenses de reprochées. Et ce qu'il y a de plus regrettable, c'est que se n'est pas le seul cas. Il y en a un autre dont je ne parlerai pas pour le moment. Bien que ces choses paraissent de fort peu d'importance, triviales même, aux yeux de certains membres de la droite, de l'honorable procureur général entre autres. elles n'en sont pas moins dignes de notre attention, et sont plus importantes qu'on ne le croit.

Pendant plusieurs années, j'ai eu affaire à l'administration de la justice criminelle à Québec. Dans l'exécution de ces devoirs, j'ai été aidé du concours précieux de M. Allyn, et je ne crois pas qu'il y ait eu des plain-

tes de formulées. Je n'ai jamais hésité non plus à payer les témoins parce qu'en faisant le contraire cela est de nature à nuire à l'administration de la justice. Depuis trente ans, il n'y a pas eu de frais de représentation devant la cour des quartiers des sessions de la paix, et depuis le gouvernement actuel, nous voyons deux avocats agissant comme substituts du procureur général. Cette besogne était faite jusqu'ici par le greffier de la paix. C'est donc une dépense inutile.

L'honorable M. **Loranger**—*procureur général*.—Je ne m'attendais pas à cette discussion à propos des coroners.....

L'honorable M. **Irvine**.—Pas seulement à propos des coroners, mais des shérifs aussi.....

M. le **Procureur general**.—....aussi je me réserve le droit de parler plus tard sur cette question, s'il y a lieu. Je constate avec plaisir que l'on n'ait pas plus à redire de mon administration. Sur la dernière partie des remarques qui ont été faites, la plus importante, celle relative au soin dont on doit entourer l'administration de la justice, je donnerai quelques explications sur le mode que j'ai adopté à mon arrivée au pouvoir. J'ai établi pour Québec et Montréal et de fait, dans tous les districts judiciaires un bon système pour obtenir une administration saine, éclairée de la justice.

Je ne me suis pas demandé combien cela allait coûter, mais si on ferait bien d'en agir ainsi. Pour ma part, je déclare franchement que je ne crois pas à la justice à bon marché. Il faut protéger les citoyens à quelque prix que ce soit. Voilà ma manière de voir. Dans tous les pays bien organisés, en France et en Angleterre, entre autres, on ne regarde pas aux frais. On ne s'arrête pas du tout devant cette considération. Peu importe les dépenses qu'il est nécessaire de faire on ne recule pas. On est tellement convaincu de l'importance de bien administrer la justice qu'une forte somme est portée au budget pour l'entretien d'une nombreuse police secrète. Je ne m'accorde donc pas avec l'honorable M. Irvine sur la question de la justice à bon marché.

L'honorable M. **Irvine**.—On n'est cependant pas loin d'être d'accord, mon honorable ami et moi sur ce sujet. Je ne veux pas qu'on économise quand il s'agit véritablement de l'administration de la justice et je lui dirai aussi que j'ai ordonné la recherche d'un prisonnier et cela à des frais considérables.

M. le **Procureur general**.—Je suis heureux de voir que mon honorable ami partage ma conviction. Lui aussi n'est pas partisan de la justice à bon marché. On m'a reproché d'avoir requis les services d'avocats pour me remplacer. Les officiers en loi ont double fonction,

ils ont leurs devoirs législatifs et leurs devoirs administratifs. Souvent on m'a dénoncé des crimes. Je ne pouvais pas me transporter sur les lieux. Je devais m'adresser à ceux qui pouvaient m'aider, me remplacer au besoin, et je dirai de plus que chaque fois que l'occasion se présentera à l'avenir, je requerrai les services d'hommes honorables. Je l'ai fait et je le ferai encore, et je ne regarderai pas aux frais lorsqu'il s'agira d'atteindre un coupable ou de venger la société outragée par l'un de ses membres.

L'honorable M. Irvine a parlé du cas de M. Gauthier, avocat de Sorel. Voici en quelques mots ce qui en est.

En janvier 1880, je crois, je fus informé que des accusations au criminel avait été formulées contre l'avocat de la couronne pour le district judiciaire de Richelieu. Immédiatement, je donnai ordre à l'avocat de la couronne à Montréal, de se rendre sur les lieux et de prendre connaissance de tout ce qui se rapportait à cette affaire. Le dernier jour, les grands jurés rapportèrent un verdict de matière à procès dans deux affaires, si je me rappelle bien, ces actes d'accusation n'avaient pas été soumis au substitut du procureur général. L'avocat de la couronne à Montréal, M. Mousseau est arrivé le dimanche soir à Sorel, mais la cour avait terminé ses travaux le samedi soir, cette cause étant la dernière ; je crois même qu'il n'y en avait pas d'autre. L'avocat que j'avais chargé de faire une enquête sur cette affaire m'a adressé un rapport, et voici ce qui en ressort. Il appert que le tout était une vieille rancune, une vieille affaire de quatre ans passés, pour la somme de \$33, je crois. Il paraît que M. Gauthier avait représenté M. Guévremont dans certaines causes. Plus tard, il y eut différend entre ces deux messieurs et pour se venger, une poursuite fut intentée. M. Guévremont fit poursuivre M. Gauthier et celui-ci en eut la première nouvelle par le verdict d'accusation fondée. Ce n'était donc qu'une vieille rancune, une vengeance qui avait causé toute cette affaire.

J'arrive maintenant à l'affaire Quesnel. Je sais qu'il y a quelqu'un qui éprouve beaucoup de désappointement dans cela. Je suis surpris que la correspondance demandée par l'honorable M. Irvine n'ait pas encore été déposée sur le bureau de la Chambre. Je n'ai pas l'habitude de discuter sans avoir les documents officiels et je crois que c'est une bonne habitude. Je ne répondrai donc pas maintenant aux remarques de l'honorable M. Irvine à ce sujet, me réservant le droit pour plus tard, lorsque la réponse à l'adresse aura été déposée sur le bureau de l'Assemblée législative.

M. Gagnon.—L'affaire Gauthier est plus importante et plus grave

que l'honorable procureur général le dit. Sur onze actes d'accusation, cinq ont été trouvés fondés. Le grand jury a donc trouvé, lui, qu'il y avait quelque chose. Les poursuites ont été retardées jusqu'ici, mais je crois savoir qu'au mois de juillet prochain, on continuera la poursuite sur ces accusations. Pour l'honneur du gouvernement et du procureur général, il me semble que l'on ne devrait pas employer davantage un homme contre lequel il y a cinq actes d'accusation graves trouvés fondés et cela pour faux et détournements. Il faut que l'administration de la justice soit au-dessus de tout soupçon. Ce n'est pas que je désire avoir de la justice à bon marché, comme l'appelle l'honorable procureur général, non, mais je veux qu'elle soit au-dessus du moindre soupçon et c'est pour cela que j'ai le premier soulevé cette question devant cette Chambre. Il me semble que l'honorable procureur général devrait respecter sa position assez pour ne pas nommer un homme aussi peu recommandable que ce M. Gauthier. Il n'est pas le seul toutefois, et à St-Hyacinthe, ce n'est pas mieux, car M. Beauchemin, employé par le gouvernement a été trouvé coupable de parjure.

A propos d'enquête, je dois dire qu'il devrait y avoir eu une enquête sur l'accident qui a causé la mort de M. Pangman, président de la compagnie du chemin de fer de St-Lin.

Il y a eu une enquête qui a été ensuite discontinuée parce que le jury ne s'accordait pas. Mais on aurait dû, suivant moi, choisir un autre jury et procéder sans retard.

L'honorable M. **Mercler**.—Je suppose que la discussion sur ce chapitre du budget pourrait se continuer encore longtemps ; dans ce cas il serait peut-être préférable de laisser de côté, pour le moment, ce crédit et revenir à celui des travaux publics.

M. le **Président du comité**.—Le crédit de \$363,932 est renvoyé à la prochaine délibération. Nous revenons aux crédits suivants : Pour loyers, assurances, réparations, etc., des édifices publics en général, \$18,859.42. Pour ministères publics, construction et appareil de chauffage, \$8,805.20.

L'honorable M. **Chapleau**.—*premier ministre, commissaire de l'agriculture et des travaux publics, commissaire des chemins de fer*.—Le crédit de \$18,859.42 se décompose à peu près comme suit : \$7,758 pour taxe d'eau ; loyer et réparations pour dépôt de livre, \$2,186 ; pour diverses dépenses que le gouvernement est obligé de payer, \$1,870. Une partie de ce crédit sera aussi consacrée à réparer Spencer Wood. Une partie de cette bâtisse est démolie et menace ruine. Il faut se hâter de la réparer, si on ne veut pas avoir à réparer des dommages

plus considérables. Voilà quelques-uns des déboursés qui seront faits à même ce crédit.

L'honorable M. **Mercier**.—L'autre crédit est de \$8,805.20 pour ministères publics, construction et appareil de chauffage. Il me semblait que nous avions voté déjà beaucoup pour cette fin. L'an dernier, la Chambre a ouvert un crédit de \$88,985 pour terminer les ministères publics y compris l'appareil de chauffage. Maintenant voici que cette année, on demande une nouvelle somme encore pour appareil de chauffage.

M. le **Premier ministre**.—Il y a un reliquat de compte de \$1,000, dû à M. Mitchell. On ne saurait faire aucun reproche à cet entrepreneur d'avoir demandé un prix élevé, car ce prix n'est pas de nature à faire bénéficier son commerce. Ce crédit est destiné à couvrir certaines dépenses non prévues. Ainsi, pour les cadrans qui ont été posés au haut des édifices, \$2,500. Cette dépense n'était pas prévue. Je dois dire que ces cadrans ont été fabriqués à Québec, dans l'atelier d'un de nos compatriotes, et qu'ils coûtent cinquante pour cent de moins que ceux d'Ottawa, qui ont été fabriqués je crois, en dehors du pays, et qui, au dire des connaisseurs, sont loin d'être aussi parfaits et aussi bien adaptés à notre climat que le sont les cadrans que nous avons maintenant aux édifices des ministères.

M. le **Président du comité**.—Ces deux crédits sont adoptés. Pour déménagement, ameublement dans les nouvelles bâtisses, \$13,500.00.

M. le **Premier ministre**.—Le crédit ouvert l'an dernier a été absorbé en entier pour réparations, de sorte qu'il n'a rien été payé pour le mobilier. Le mobilier va coûter environ \$10,000.

L'honorable M. **Langelier**.—Est-ce qu'il y a eu des soumissions de demandées ?

M. le **Premier ministre**.—Non, c'est M. Lavigne qui doit fournir l'ameublement.

L'honorable M. **Langelier**.—Alors, il y a quelque chose d'extraordinaire, car on se rappelle que ce M. Lavigne s'est fort scandalisé de ce que nous avions donné un contrat sans soumission. Mes honorables amis de la droite, pour le moins aussi scandalisés que lui, demandèrent un comité spécial pour faire une enquête. Cela a même été la base de l'un des griefs du Conseil législatif lorsqu'il s'est agi de motiver le refus d'adopter le projet de loi portant fixation du budget, ce qui devait entraîner la chute du cabinet Joly. On nous reprochait de donner des

contrats sans avoir au préalable demander des soumissions. Aujourd'hui, quel mystère y a-t-il au fond de cette affaire, pour que l'on ait ainsi passé à la barbe des meubliers de Québec pour aller à Montréal faire fabriquer des meubles devant être livrés à Québec même !

M. le **Premier ministre**.—Mon honorable ami n'a pas bonne mémoire, car il devrait se rappeler que l'enquête a été demandée parce qu'il y avait un contrat de donné sans soumission, à un homme qui n'avait jamais été meublier. M. Lavigne a extrêmement bien exécuté la commande qui a été faite. Les meubles ont été examinés par des meubliers de Québec même qui ont déclaré que les meubles étaient très bien faits et qu'ils n'auraient pu faire mieux pour le même prix. Ces meubliers ont aussi déclaré que le prix était aussi bas qu'il pouvait l'être.

M. le **Président du comité**.—Ce crédit est adopté. Pour appareil de chauffage à Spencer Wood, \$4,475. Pour réparations des palais de justice et prisons, \$3,303. Pour loyers de palais de justice et de prisons, \$125. Ces divers crédits sont adoptés. La séance du comité est levée. La Chambre délibérera demain sur ces crédits.

La séance est levée.

Séance du mercredi, 1er juin 1881.

PRÉSIDENCE DE L'HONORABLE ARTHUR TURCOTTE.

La séance est ouverte à trois heures.

M. **Meikle**.—J'ai l'honneur de déposer sur le bureau de l'Assemblée législative un projet de loi ayant pour objet de modifier l'article 793 du code municipal de la province de Québec.

Ce projet est adopté en première et deuxième lectures et renvoyé au comité spécial nommé pour examiner toutes les propositions de lois tendant à modifier le code municipal.

M. **Watts**.—J'ai l'honneur de déposer sur le bureau de l'Assemblée législative un projet de loi tendant à modifier la loi relative à l'instruction publique. Ce projet est adopté en première lecture. La deuxième délibération est fixée à la séance de demain.

INTERPELLATIONS.

M. **Lavallee**.—Quelles sommes ont été payées, pour le service personnel, les dépenses d'hôtel, frais de réception du lieutenant gouverneur, depuis le 13 décembre 1876 au 25 juillet 1879 ?

L'honorable M. **Robertson**—*trésorier de la province*.—Les renseignements demandés seront donnés devant le comité des comptes publics.

M. **Boutin**.—Le gouvernement a-t-il depuis le 1^{er} janvier dernier, permis à quelqu'un, et à qui l'a-t-il permis, de couper du bois sur les terres de la couronne, dans le comté de Bellechasse, ou fait remise de confiscation ou pénalités encourues pour en avoir coupé ?

L'honorable M. **Flynn**—*commissaire des terres de la couronne*.—Non.

M. **Gagnon**.—Quels sont les nom, prénom, résidence et qualité de Joseph Mathieu dont le nom est entré à la page 69 des comptes publics, pour 1879-80 comme ayant reçu \$50 à-compte de services se rattachant au fonds d'emprunt municipal ?

Quelle balance lui restait due le 18 juillet 1880 et quelle est la nature des services par lui rendus ?

M. le **Tresorier de la province**.—Il lui est dû à peu près \$200 pour services rendus dans le règlement du fonds d'emprunt municipal pour renseignements donnés à cet effet.

M. **Gagnon**.—Le nommé Samuel Wellard Foster, révoqué en 1877, pour incompétence, etc., de la charge de magistrat de district pour le district de Bedford, par le gouvernement de Boucherville, sur le rapport de C. P. Davidson, écuyer, C. R., est-il le même Samuel Wellard Foster qui a été, le 8 juillet 1880, nommé shérif pour le district de Bedford ?

L'honorable M. **Lynch** — *soliciteur général*. — Samuel Wellard Foster, magistrat du district de Bedford, fut révoqué par un arrêté du conseil, en date du 28 juillet 1877, lequel arrêté, entre autres choses, affirme que le commissaire rapporta "que l'intégrité personnelle et judiciaire de M. Foster restait intacte." Le même Samuel Wellard Foster fut nommé shérif du district de Bedford, le 22 juin 1880.

M. **Laberge**.—Le gouvernement a-t-il appris que les propriétés qui étaient hypothéquées, par l'acte de cautionnement de M. Beaudry, protonotaire du district de Beauharnois, pour garantir sa fidélité dans l'exercice de sa charge, ont été vendues dans le mois d'avril dernier, par le shérif de Montréal ? Si oui, quel genre de cautionnement M. Beaudry a-t-il donné au gouvernement pour garantir sa fidélité dans l'exercice de sa charge ?

L'honorable M. **Loranger**—*procureur général*.—Le gouvernement a été informé de ce fait et a mis cet officier en demeure de se conformer à la loi, en donnant le cautionnement requis par le chapitre 6 de l'acte 42-43 Victoria.

M. Nelson.—1. M. Edger Berryman, C. E. de Montréal, a-t-il une réclamation contre le gouvernement, pour services rendus en 1876, en rapport avec le chemin de fer Q. M. O. & O ?

2. M. de Bellefeuille a-t-il fait un rapport favorable au gouvernement sur cette réclamation ?

3. Si ces faits sont réels, pourquoi n'a-t-on pas réglé la réclamation ?

L'honorable M. **Chapleau**—*premier ministre, commissaire de l'agriculture et des travaux publics, commissaire des chemins de fer.*—Ceci est le sujet d'une adresse dont la réponse sera déposée prochainement sur le bureau de la Chambre.

M. Watts.—J'ai l'honneur de proposer qu'il soit voté une adresse à Son Honneur le lieutenant gouverneur le priant de faire déposer sur le bureau de l'Assemblée législative la correspondance et les arrêtés du conseil concernant la démission et la nomination des commissaires pour la décision sommaire des petites causes, pour la municipalité de St-Pierre de Durham, dans le comté de Drummond. depuis le 1er mars 1878.

Cette proposition est adoptée.

L'honorable M. **Langelier.**—J'ai l'honneur de proposer qu'il soit déposé sur le bureau de l'Assemblée législative copie de toute plainte, enquête, correspondance et documents relatifs à la suspension ou révocation de Joseph Thibaudeau, comme agent de station à Deschambault, et à la nomination d'une autre personne pour le remplacer.

Cette proposition est adoptée.

M. Boutin.—J'ai l'honneur de proposer qu'il soit voté une adresse à Son Honneur le lieutenant gouverneur, le priant de faire déposer sur le bureau de l'Assemblée législative, copie de tous les arrêtés du conseil, correspondance et documents au sujet de la coupe du bois sur les terres de la couronne, dans le comté de Bellechasse, depuis le premier janvier dernier.

Cette proposition est adoptée.

M. Gagnon.—J'ai l'honneur de proposer qu'il soit voté une adresse à Son Honneur le lieutenant gouverneur le priant de faire déposer sur le bureau de l'Assemblée législative, copie de tous télégrammes, messages, correspondances, rapport de juge etc., etc., reçus par l'honorable procureur général ou tout autre membre du gouvernement, au sujet de Dérifentemma-Zéphirin Gauthier, écuyer, agissant comme substitut du procureur général, dans le district de Richelieu, en 1880 et 1881, et étant alors et encore, sous le coup de cinq actes d'accusation pour félonie, trouvés fondés par le grand juré, sans avoir subi son procès.

(Cette proposition est rejetée par ce qu'elle n'est pas régulière.)

J'ai l'honneur de proposer qu'il soit voté une adresse à Son Honneur le lieutenant gouverneur, le priant de faire déposer sur le bureau de l'Assemblée législative copie de tous télégrammes, documents et correspondances quelconques échangés entre l'honorable procureur général et tout autre membre du gouvernement et toute personne quelconque, au sujet de la licence d'auberge accordée à J.-Bte Archambeault, de Sorel, ainsi qu'au sujet de la demande de révocation de la dite licence.

Cette proposition est adoptée.

L'honorable M. **Laugel**.—J'ai l'honneur de proposer qu'il soit déposé sur le bureau de l'Assemblée législative un état indiquant : 1. Le montant total réclamé du gouvernement sur les contrats relatifs à la construction du chemin de fer Q. M. O. et O., y compris le pont de Hull ; 2. Le montant certifié par les ingénieurs comme étant dû sur ces contrats ; 3. Le montant admis par le gouvernement comme étant dû sur ces contrats.

Cette proposition est adoptée.

L'ordre du jour appelle la deuxième délibération sur le projet de loi pour modifier la loi concernant le recours au civil dans les cas de libelle.

L'honorable M. **Irvine**.—En proposant l'adoption, en deuxième lecture, de ce projet de loi, je désire expliquer en peu de mots l'objet que j'ai en vue. Il existe des doutes si, dans les actions au civil pour libelle, la vérité des matières incriminées peut être plaidée dans tous les cas comme défense à l'action. L'objet de ce projet de loi est de faire disparaître tout doute à cet égard, c'est-à-dire que quand les accusations sont vraies et sont faites dans l'intérêt publics. Ces faits suffisent à faire renvoyer l'action. Je ne prétends pas que la loi ne soit pas telle que je désire la rendre par le projet de loi, mais comme cela n'est pas généralement admis, je crois qu'il est désirable de faire disparaître tous les doutes. Le projet est la reproduction littérale de la loi criminelle adoptée par le parlement fédéral en 1874.

L'honorable M. **Loranger**—*procureur général*.—M. le président, mon devoir m'oblige de combattre l'adoption de ce projet de loi qui, je le crois sincèrement, n'exprime pas fidèlement les intentions de son auteur, l'honorable député de Mégantic. Car assurément, mon honorable ami n'a jamais voulu donner aux journalistes le droit de ternir la réputation des hommes publics en les attaquant jusque dans leur vie privée, et c'est ce que comporte cette proposition de loi. Je nie à la presse le droit qu'elle s'arroge ou qu'elle réclame, d'intervenir dans la vie privée des hommes publics sous le prétexte spécieux de servir les intérêts du public. Adopter cette proposition de loi serait faire une

bien mauvaise législation, car le principe que l'on veut faire consacrer est mauvais. On ne doit pas intervenir, et la Législature ne peut décider ce qui est du ressort des tribunaux, qui sont plus compétents à prononcer que nous le sommes. Dans tous les cas la jurisprudence établie par les tribunaux vaut infiniment mieux qu'une législation quelquefois hâtive. Je voterai donc contre la proposition de l'honorable député de Mégantic et j'espère que la Chambre repoussera ce projet de loi.

L'honorable M. **Irvine**.—Je n'ai qu'un mot à dire en réponse aux remarques de l'honorable procureur général. Le projet est entre les mains de la Chambre, elle en fera ce que bon lui semblera, personnellement il m'importe peu qu'il soit adopté ou rejeté. Si l'honorable procureur général veut prendre la responsabilité de faire rejeter ce projet de loi, c'est sans doute son affaire, mais je dois dire que le gouvernement aura toujours mon concours et mon adhésion lorsqu'il s'agira de faire adopter une législation saine. Il est absurde de prétendre que cette proposition de loi empiète sur les prérogatives des tribunaux. Au contraire, elle laisse les juges parfaitement libres de décider la question de libelle.

L'honorable M. **Church**.—M. le président, je regrette de voir l'attitude prise par mon honorable ami le procureur général. Je regrette qu'il se soit prononcé contre ce projet de loi, qui, à mon avis, est nécessaire. Lors de la cession du pays, il n'y avait pas de liberté de la presse en France, et encore moins au Canada. Il est vrai qu'il y avait des journaux en France à cette époque, mais ils n'étaient publiés que sous la surveillance du gouvernement. On ne peut donc prétendre que les lois qui nous viennent de France et qui sont en existence dans cette province pourvoient aux cas auxquels le projet de loi tend à remédier.

En Angleterre, il est permis au défendeur dans les cas de libelle de prouver la vérité des matières incriminées et justifier ainsi leur action. Il paraît exister ici une différence d'opinion parmi les juges sur la question de savoir si la loi anglaise, sur ces matières, doit prévaloir oui ou non, et si les droits du sujet anglais demeurant en Angleterre appartiennent également aux habitants du Canada. Quelques-uns de nos juges ont prétendu que la justification ne pouvait être plaidée ni être prouvée si elle est plaidée. Nous nous trouvons ainsi sans jurisprudence définie sur cette question; c'est pourquoi je donne mon adhésion pleine et entière à ce projet de loi, dont l'objet est d'enlever aux juges la responsabilité qu'ils ont eue jusqu'ici. Ce n'est pas que je prétende que la presse généralement abuse de sa liberté, mais je crois qu'il est dans l'intérêt général que les individus de mauvaise réputation, s'ils sont des aspirants

à des emplois publics soient connus du public, et en Angleterre il est admis que c'est le devoir d'un chacun de dévoiler publiquement ce qu'il connaît dans ces circonstances. Il n'est permis à personne dans ce pays de faire de l'argent aux dépens de ceux qui remplissent ce que je considère comme un devoir.

Il est à mon avis nécessaire que nous adoptions une loi qui définisse bien le libelle et déclarant aussi que défense à l'action peut être faite en plaidant la vérité des matières incriminées si on établit la vérité de ces matières et qu'elles ont été publiées dans l'intérêt public. La discussion est ajournée.

A six heures la séance est suspendue jusqu'à sept heures et demie. Les projets de lois d'intérêt local suivants sont adoptés dans les formes réglementaires :

1. Pour modifier les lois relatives à la compagnie du chemin de fer du Sud-Est.
2. Pour modifier les lois relatives à la compagnie du chemin de fer de la vallée des rivières Missisquoi et Noire.
3. Pour modifier les lois constituant l'association pharmaceutique de la province de Québec et pour régler la vente des poisons.
4. Pour constituer le collège Nominigüe.
5. Pour autoriser François Gosselin, écuier, de la paroisse de Sainte-Claire, à prélever certains taux de péage sur un pont qu'il a construit sur la rivière Chaudière, entre les paroisses Ste-Marie, comté de Beauce, et St-Bernard, comté de Dorchester, et pour d'autres fins.
6. Pour constituer l'association des gymnastes amateurs de Montréal.

Les deux projets de lois suivants sont adoptés en seconde lecture et renvoyés au comité des projets d'intérêt local :

Pour permettre à la paroisse de St-Louis de Bonsecours de faire partie du comté de Richelieu.

Pour constituer la compagnie de lumière électrique de Québec et Lévis.

La discussion de la proposition de loi tendant à modifier la loi concernant le recours au civil dans les cas de libelle est continuée.

M. Mathieu.—M. le président, il paraît constant que dans les matières publiques, la vérité du libelle constitue une justification. Je crois qu'il est juste, comme cela a été admis par la jurisprudence, qu'une personne qui, dans l'exercice d'un droit, fait quelque chose, dit quelque chose qui peut causer un dommage, ne soit pas tenue de réparer ce dommage, quand c'est dans l'intérêt public qu'il exerce ce droit, mais il faut réellement que ce soit dans l'intérêt public.

M. le président, je crois que le projet de l'honorable député de Mégantic va plus loin, du moins par les explications que j'ai pu comprendre de lui. Je veux bien qu'un homme qui, de bonne foi et dans l'intérêt public, dit quelque chose qu'il puisse donner pour justification la vérité de ce qu'il dit, mais je ne veux pas que l'allégué de vérité soit tel que l'on ne puisse pas y faire une réponse en droit, c'est ce qui paraît être suggéré par l'article 2 du projet de loi. Ainsi je crois que cet article va trop loin.

L'honorable M. **Langelier**.— M. le président, si je trouve un défaut dans le projet de mon honorable ami le député de Mégantic, ce n'est pas celui que trouve l'honorable député de Richelieu. Quant à moi, je serais disposé à aller plus loin que le projet même.

Dans une cause de Cameron vs. Huot, dans laquelle il s'agissait d'une poursuite pour diffamation, le juge a ordonné aux jurés de prendre connaissance de la preuve de la vérité des accusations mentionnées dans le libelle, et tout le procès a roulé là-dessus. Il n'y a pas de doute du tout que le défendeur avait le droit de prouver les accusations formulées contre un officier public sur des actes faits en cette qualité. Si le défendeur a été condamné, c'est qu'il n'a pas prouvé les faits de son accusation.

Et aussi, dans une cause que j'ai eu occasion moi-même de prendre contre un journal de cette ville, j'ai offert à faire la preuve. Le juge était disposé à l'accorder. Je crois que cette preuve devrait toujours être permise quand il s'agit de libelle contre un homme public.

Quant à moi je n'ai pas d'objection à ce qu'on m'accuse tant qu'on voudra, mais tout ce que je demande c'est que l'on prouve les accusations. Mais, M. le président, je ne voudrais pas qu'on permit d'entrer dans la vie privée des hommes, même publics. Le projet de l'honorable député de Mégantic n'a pas cet objet. Il a seulement pour but de permettre de plaider et de prouver les faits qui ont été publiés dans l'intérêt public.

M. le président, je serais pour qu'on aille plus loin encore ; ce serait pour la sauvegarde de la liberté de la presse. Il n'y a pas de doute que la liberté de la presse a ses inconvénients, mais on pourrait lui donner cette liberté pour le grand profit que le pays en retirerait. Par exemple, une opposition peut être très petite et par conséquent faible en parlement, et avec une presse forte, une opposition n'est jamais faible quoique ne contenant que peu de membres. La presse envoie ses renseignements dans toutes les parties du pays, met le peuple en état de juger les hommes qui le gouvernent. Cela peut arriver à tout le monde d'être en minorité et par conséquent avoir besoin des services de la presse, et c'est par la liberté de la presse que le public connaît tout ce qui se passe en Chambre.

Mais cependant on ne doit pas trop favoriser la liberté de la presse. Ainsi on ne doit pas lui permettre toutes sortes de licences et lui permettre de remplir ses colonnes d'injures à l'adresse des hommes publics.

Le juge Coburn a exprimé dans un jugement dans une cause pour lui-même que la presse anglaise n'avait pas assez de liberté. Cependant on sait que la presse anglaise est passablement libre, et malgré cela le juge Coburn, lui, trouvait qu'elle ne l'était pas assez.

Il peut y avoir des cas, en temps d'élection, par exemple, ou un journal reçoit le même jour une foule d'informations dans lesquelles il serait dit que dans une assemblée un tel ou tel aurait dirigé une bagarre ; il peut arriver de ces cas où le journal publie les noms de ces individus ainsi désignés et par là se rend passible d'une poursuite pour libelle. On comprend, M. le président, que le journal ne prendra pas la peine d'aller aux informations avant de publier ces nouvelles. Le fait est que si on obligeait un journal à ne publier ses renseignements que lorsqu'il en serait bien certain, il arriverait souvent qu'il ne publierait des choses importantes que lorsqu'il serait trop tard.

Si le projet de loi n'est pas adopté, j'aurai toujours une consolation, c'est que quelques juges sont d'opinion que la loi est telle que le projet veut la rendre.

L'honorable M. **Mercier**.—Il me semble que la meilleure preuve que le projet de loi doit être accepté, c'est la divergence d'opinion qui existe parmi les avocats de la Chambre. Evidemment il y a du doute ; les uns disent que la loi est de telle manière et les autres disent qu'elle est de telle autre. Que veut l'honorable député de Mégantic ? Il veut définir la loi pour qu'il n'y ait plus de doute. Or il s'agit de savoir si la loi qu'il propose est dans le sens qu'elle doit avoir.

Il ne s'agit ici que du libelle et non pas de la diffamation ordinaire par parole, dans laquelle on emploie le droit civil. Quand il s'agit de la diffamation écrite, publiée, on se sert, soit de la poursuite criminelle, soit de la poursuite civile. Dans ce dernier cas on procède par le droit civil français. Maintenant, M. le président, est-il juste de maintenir cette différence ?

Je suis journaliste et je commets un libelle, j'insulte un homme public. S'il me poursuit devant les tribunaux criminels, j'ai le droit de prouver les accusations que j'ai portées contre lui ; mais, si au contraire il me traîne devant les tribunaux civils, je n'aurai plus ce droit. Cette loi telle que proposée par l'honorable député de Mégantic a pour objet d'appliquer dans les poursuites civiles la même loi que dans les poursuites criminelles en matière de libelle, il veut que notre loi soit bien claire et

bien définie à ce sujet. Il veut que l'on puisse, devant un tribunal civil, faire la même défense, la même preuve que l'on fait devant les tribunaux criminels.

Il me paraît très juste, M. le président, de rendre ces deux cas semblables. Ou c'est la loi, ou ce ne l'est pas ; si c'est la loi, qu'on la conserve, si ce ne l'est pas, pourquoi n'adopterait-on pas le projet de l'honorable député de Mégantic.

Je voterai avec plaisir pour l'adoption en seconde lecture de ce projet de loi.

M. **Racicot**.—On peut différer sur certains détails, mais je crois que le projet mérite notre considération sérieuse, et il faut s'entendre sur ce sujet.

J'ai cru comprendre que l'on avait dit que la jurisprudence était bien établie et que par conséquent la loi n'était pas nécessaire ; mais je ne crois pas que cette prétention soit bien fondée. Il n'y a pas de doute qu'il a été décidé que l'on pouvait prouver la vérité des faits, mais il est-il bien décidé que l'on puisse plaider la vérité comme justification. Eh bien, si cette loi a pour objet de régler cette question, il faut bien considérer si ce serait bon. Je crois qu'il est juste de protéger celui qui publie, dans l'intérêt du public, des choses que le public a intérêt à connaître : les vices et les crimes de ceux qui sont chargés de gouverner, afin qu'il sache à quoi s'en tenir.

Mais, M. le président, cela ne veut pas dire que l'on puisse publier ces choses-là dans tous les journaux indifféremment. Je ne crois pas, par exemple, que l'on doive permettre à certains journaux d'importance douteuse de publier tout ce qui leur passe par la tête ; mais lorsqu'il s'agit de journaux importants, je crois que l'on doit leur permettre de prouver la vérité du libelle comme justification.

M. le président, il me semble que si on donne aux journaux la liberté de plaider la vérité comme justification, on devra leur refuser ce que leur donne le quatrième article du projet de loi qui dit qu'ils pourront plaider négation, ce qui me paraît parfaitement incompatible avec le plaidoyer de justification.

En modifiant cette disposition je crois que l'on pourrait adopter ce projet, et on rendrait par là service au public.

L'honorable M. **Chapleau** — *premier ministre, commissaire de l'agriculture et des travaux publics, commissaire des chemins de fer*.—Je ne désire pas retenir cette Chambre à l'examen de ce projet de loi et surtout entrer dans la matière légale ; je n'ai pas non plus l'intention de commenter les jugements qui ont été commentés et discutés tantôt.

Mais je crois que ce projet est inutile, car je suis convaincu que l'opinion générale est que la jurisprudence a disposé et disposera encore des inconvénient auxquels on paraît vouloir remédier par ce projet. Par conséquent ce projet est inutile et même dangereux.

Je dis dangereux et je le prouve en deux mots. Je considère cette question au point de vue politique, c'est-à-dire que je regarde la portée politique d'une telle législation, et je dis que vous créez un état de choses presque intolérable. Je crois à la liberté de la presse ; mais aussi je crains les maux qu'engendre la licence de la presse. Si tous les journaux étaient respectables, si le journal n'était pas une arme terrible dont le premier venu peut s'emparer ; je comprendrais la nécessité de la loi proposée. Mais dans les circonstances où nous sommes, cette législation ne protégera que la mauvaise presse. On fera les élections au moyen de placards et autres écrits libelleux dans lesquels la réputation des hommes publics sera salie de la manière la plus honteuse et cela sans la moindre raison.

On répandra aussi les mensonges les plus éhontés aux quatre coins du pays, sous le spécieux et faux prétexte que l'on agit ainsi dans l'intérêt public. Je ne dis pas que l'honorable auteur de ce projet n'ait pas de bonnes intentions, mais on doit admettre que cette proposition de loi va trop loin. C'est un remède inutile que l'on veut appliquer. La presse n'est-elle pas libre ici ? Ne jouit-elle pas de la plus grande somme de liberté possible ? Pourquoi essayer d'augmenter encore cette liberté déjà illimitée en quelque sorte. Il est bien vrai qu'il y a quelques faits isolés ici et là qui démontrent que la presse ne peut impunément dire tout ce quelle veut sans avoir à rendre compte de ses paroles. Mais elle s'en venge certes largement. Je prétends que la jurisprudence et l'opinion publique suffisent pour régler la question dans le sens du bien général. Cette loi serait peut-être avantageuse dans quelques cas particuliers, mais aussi elle sera un poison violent entre les mains de quelques-uns. J'espère que la Chambre rejettera cette proposition de loi dangereuse.

L'honorable M. **Ross**.—Je donne mon adhésion à ce projet de loi, parce que les dispositions qu'il contient feront disparaître des doutes qui ne devraient pas exister dans une question de cette importance. Je comprends que du temps de Louis XIV il n'y avait pas de liberté de la presse, parce que ce roi déclarait que l'état, c'était lui et qu'il ne voulait pas être critiqué. Ici la presse est libre, et je veux qu'elle soit protégée. Elle est le quatrième pouvoir dans l'état, et on ne peut lui refuser la protection qu'elle a droit d'avoir. Si nous sommes injustement attaqués, j'ai assez de confiance dans mes concitoyens pour croire que le jury

nous protégera dans notre honneur et notre réputation. L'honorable premier ministre a dit que cette loi était **danger**euse. Je ne vois pas quels dangers elle peut causer, et je ne m'explique pas non plus l'opposition que l'on fait à ce projet de loi.

M. le **President**.—Je mets aux voix la proposition de l'honorable M. Irvine, demandant l'adoption en deuxième lecture du projet de loi tendant à modifier la loi concernant le recours civil dans les cas de libelle.

M. **Mathieu**.—M. le président, je propose que la seconde lecture ait lieu dans trois mois.

M. le **President**.—M. Mathieu propose que ce projet ne soit pas adopté maintenant en deuxième lecture, mais dans trois mois. Je mets cette proposition aux voix.

Ont voté pour :—Messieurs Audet, Beaubien, Beaudet, Bergevin, Caron, Champagne, Chapleau, Charlebois, Deschênes, Duckett, Duhamel, Flynn, Gauthier, Houde, Lalonde, Lavallée, LeCavalier, Loranger, Lynch, Magnan, Marion, Mathieu, Murphy, Pâquet, Picard, Robertson, Robillard, Sawyer, St. Cyr et Würtele—30.

Ont voté contre :—Messieurs Blais, Boutillier, Boutin, Cameron, Church, Dupuis, Gagnon, Irvine, Joly, Laberge, Lofontaine (Napierville), Langelier (Portneuf), Lovell, Marchand, Meikle, Mercier, Nelson, Parent, Poirier, Rinfret dit Malouin, Ross, Shehyn et Watts—23.

L'Assemblée législative a adopté.

L'honorable M. **Paquet**—*secrétaire de la province*.—J'ai l'honneur de déposer sur le bureau de l'Assemblée législative :

1. Réponse à une adresse de l'Assemblée législative, en date du 13 mai 1881, à Son Honneur le lieutenant gouverneur, demandant : rapport indiquant les noms et les numéros des limiers (*détectives*), publics et privés, employés sur le chemin de fer de Québec, Montréal, Ottawa et Occidental, etc. Les arrestations et les rapports faits par chacun d'eux. Quelle mesure le gouvernement a prise, contre les personnes arrêtées, dans les comtés de Maskinongé et des Deux-Montagnes ; le montant du salaire payé à chaque officier ; quel était l'emploi de ces personnes avant d'être employées comme limiers.

2. Réponse à une adresse de l'Assemblée législative, en date du 5 mai 1881, à Son Honneur le lieutenant gouverneur demandant : un état indiquant : 1. Le coût mensuel des salaires de toutes les personnes employées sur le chemin de fer Québec, Montréal, Ottawa et Occidental, et ses embranchements, soit comme agents, comptables, opérateurs de télégraphes, commis aux billets, commis aux bagages, aiguilleurs,

portefaix, gardiens de pompes, etc ; 2. La dépense mensuelle de tous les trains qui marchaient sur le dit chemin le 30 avril dernier, y compris les salaires du personnel, le combustible, l'huile à lubrifier, à éclairer, etc ; 3. Le nombre de locomotives de chars à voyageurs de toutes sortes, de chars de fret, et de plateforme appartenant à toute la ligne et ses embranchements le 30 avril dernier, et la valeur estimée de ce matériel ; 4. Le nombre d'hommes et de chars à bras employés le 30 avril dernier pour l'entretien du dit chemin.

Le projet de loi, ayant pour objet de mieux assurer le paiement des gages des ouvriers, est adopté en deuxième lecture et renvoyé au comité spécial nommé pour étudier les modifications proposées au code de procédure civile.

L'ordre du jour appelle la seconde délibération sur le projet de loi ordonnant l'enregistrement des douaires coutumiers, substitutions et servitudes dans certains cas non prévus par la loi.

L'honorable M. **Marchand**. — Je sais que cette Législature s'objecte aux amendements trop fréquents du code civil ; elle est d'avis qu'il est dangereux d'y apporter à la légère des modifications de détail, propres à en détruire l'harmonie et la portée générale.

Je suis du même avis. Mais, tout en respectant cet ensemble de notre droit civil, coordonné avec soin par des légistes éminents qui ont consacré à leur œuvre un travail assidu, éclairé par de grandes connaissances légales, il est permis d'en constater les omissions et de les réparer, lorsqu'elles sont d'une suffisante importance. Une première rédaction, quelque soignée qu'elle fut, n'a pu pourvoir à tout. Il y existe nécessairement des lacunes dangereuses qu'il importe de combler.

Comme cette Chambre le sait parfaitement, le code civil est une compilation des dispositions de la coutume de Paris, des édits, ordonnances, etc., en force dans cette province, et des différentes modifications qui y ont apportées nos statuts. Or, la législation provinciale, en renouvelant entièrement les bases et la théorie du droit commun, sur certaines matières d'importance majeure, n'a fait qu'ébaucher les réformes entreprises laissant à l'expérience la tâche de les compléter.

Au nombre de ces réformes, se trouve, en première ligne, celle de notre système d'enregistrement.

Avant 1841, notre condition hypothécaire présentait une confusion déplorable, qui donnait lieu aux plus graves inconvénients. L'existence des hypothèques générales, tant sur les biens actuels, que sur ceux qui pouvaient s'acquérir subséquemment, constitués tantôt en vertu de la loi, tantôt par conventions exemptes de publicité, rendait tout à fait

précaire le droit de propriété, et l'acquéreur, pour se protéger des hypothèques occultes, dont son immeuble pouvait se trouver grevé, n'avait qu'un recours, très-dispendieux, celui du décret ou de la vente judiciaire.

L'ordonnance de 1841, en soumettant les hypothèques à la nécessité de l'enregistrement, inaugura un régime nouveau dont les avantages étaient immenses. Mais il ne pouvait être rendu complet dès l'abord, et il fallut en combler graduellement les lacunes par une législation subséquente, à mesure que l'expérience en démontrait l'existence.

Le code civil condensa toute la législation antérieure sur cette matière et mit le cachet définitif à notre système hypothécaire, tel que nous le possédons aujourd'hui. Mais ce système, pour être parfait, demande encore quelques ajoutés que je vais tâcher d'indiquer aussi clairement que possible.

Les bureaux d'enregistrement ont été créés dans le but de faire connaître sûrement la condition hypothécaire des propriétés foncières ; le certificat du registrateur doit être, pour ainsi dire, le miroir fidèle de l'immeuble auquel il réfère, afin qu'un acquéreur ou un prêteur sur hypothèque puisse s'en rapporter infailliblement à son contenu pour connaître les hypothèques, privilèges et autres droits dont cet immeuble est affecté. L'institution de ces bureaux a été très dispendieuse et leur maintien coûte des sommes considérables au public, sous forme d'honoraires et de taxes d'enregistrement. Le public, de son côté, s'est habitué à y recourir en toute confiance, comptant trouver dans le certificat qu'il reçoit du registrateur, un renseignement complet. Le public, à cet égard, est dans l'erreur, et les victimes de cette trop grande confiance dans la perfection de notre système d'enregistrement sont nombreuses.

La loi a sagement pourvu à ce que les hypothèques, même légales, passent par la formalité de l'enregistrement et du renouvellement par avis ; l'article 2116 du code civil soumet également aux formalités de l'enregistrement le droit au douaire coutumier légal ; mais, cette disposition, n'ayant pas un effet retroactif, les douaires coutumiers légaux constitués avant le 1er août 1866, date de la mise en force du code, n'en sont pas affectés ; il en résulte que les certificats d'enregistrement n'en font pas mention, et que, sans une recherche minutieuse de l'état civil des différents propriétaires qui se sont succédés dans la possession d'un immeuble depuis un temps presque immémorial, l'on est exposé à se voir enlever une portion considérable de cet immeuble, après en avoir payé le plein prix. La prescription, même trentenaire, ne libère pas de ce danger occulte, puisque le douaire n'est ouvert qu'à la mort du mari, lequel a pu vivre de longues années après la vente qu'il a faite de la propriété affectée au douaire ; et la prescription libératoire de trente

ans ne commence à courir, à l'encontre de ce douaire, qu'à dater de son ouverture, c'est-à-dire de la mort du mari, encore est-elle souvent interrompue d'intervalle. De sorte que, dans l'état actuel de nos lois, l'on n'est pas certain si quarante, cinquante et même soixante ans après l'achat, quelque douairier de cette catégorie malencontreuse ne viendra pas réclamer une part du bien dont on se croyait propriétaire incontestable.

Il en est ainsi des servitudes conventionnelles dont le titre est antérieur à la mise en force du code civil, et des substitutions, dont l'enregistrement n'a pas été renouvelé par *avis au numéro*, dans les comtés où le cadastre est en vigueur sauf que, dans le cas des servitudes, la prescription libératoire n'est pas prolongée indéfiniment, comme dans le cas des douaires. La loi dont je propose l'adoption fait disparaître les dernières lacunes dont l'existence dans notre système d'enregistrement donne lieu aux inconvénients et aux dangers que je viens de signaler.

Ce projet de loi, par une première disposition, soumet à l'effet de l'article 2116 les douaires coutumiers légaux antérieurs à la mise en force du code ; il soumet, en outre, à l'enregistrement et au renouvellement par *avis au numéro*, des servitudes conventionnelles.

A ceux qui objectent que cette législation porte atteinte aux droits acquis, je répondrai d'abord qu'elle est la conséquence indispensable du régime nouveau, en matière hypothécaire ; régime que l'ordonnance de 1841 a inauguré, que nos Législatures, depuis l'union des Canadas, ont successivement perfectionné et que le code civil a définitivement consacré. Mon projet de loi ne crée aucune innovation ; il donne, au contraire, un dernier perfectionnement, un dernier cachet d'efficacité au système existant. J'ajoute que les droits acquis y sont sauvegardés par une disposition accordant un délai de deux ans à compter de la sanction de cette loi, pour l'enregistrement des droits qu'elle affecte.

J'avais, dans mon projet primitif, pourvu au renouvellement, par *avis au numéro* des substitutions. Par cette dernière disposition, nous complétions, je crois, le système qui nous régit, en faisant du certificat du registrateur, comme je l'ai déjà dit, le miroir de la propriété immobilière, représentant exactement et complètement sa condition hypothécaire. Mais sur l'avis de personnes dont je respecte beaucoup l'érudition et le sens légal, j'ai cru devoir supprimer cette dernière partie, vu le danger qu'on paraissait appréhender, de ne pouvoir protéger suffisamment les droits des appelés à la substitution.

Il en résulte une dernière et unique lacune, qui présente bien encore quelque inconvénient, mais qui n'est pas fatale. Cette omission nous astreint à la nécessité d'ajouter au certificat du registrateur, celui du

protonotaire constatant si quelque substitution affectant l'immeuble à été insinuée à une époque antérieure à la loi qui remplace l'insinuation par l'enregistrement.

Pour plus ample sauvegarde des droits acquis, une dernière disposition de cette loi ordonne sa publication aux portes des églises et son affichage dans tous les bureaux publics de la province.

Entouré de toutes ces précautions, j'ai lieu d'espérer que ma proposition sera considérée, par cette honorable Chambre, comme un complément indispensable à notre système d'enregistrement et qu'à ce titre elle obtiendra la sanction législative.

Je propose l'adoption en deuxième lecture, de ce projet de loi.

M. Mathieu.— Je n'ai pas l'intention d'entrer dans de longs développements à l'encontre de cette proposition de loi. Je dirai simplement que nous ne devrions pas modifier la position de ceux qui ont des droits acquis sur des propriétés. Il est dangereux que la législation intervienne dans ces cas-là. Il peut se produire de très graves inconvénients dans la mise en pratique des dispositions que l'honorable député de St-Jean nous propose, et je crois de mon devoir de mettre la Chambre sur ses gardes.

Le projet de loi ordonnant l'enregistrement des douaires coutumiers, substitutions et servitudes dans certains cas non prévus par la loi, est adopté en deuxième lecture et renvoyé au comité nommé pour étudier les modifications proposées au code de procédure civile.

L'honorable **M. Lynch**—*solliciteur général*.— Je propose qu'un comité spécial, composé des honorables messieurs Loranger, Irvine et Langelier et de messieurs Mathieu, Würtele, Gagnon et Champagne, soit nommé pour étudier la loi électorale de Québec de 1875, et la loi des élections contestées de 1875, et de faire rapport par projet de loi ou autrement sur les modifications qu'il est nécessaire de leur faire subir.

Cette proposition est adoptée.

Divers projets de lois tendant à modifier la loi électorale et la loi des élections contestées sont adoptés en deuxième lecture et renvoyés au comité spécial nommé pour étudier les modifications à faire à ces deux lois.

L'ordre du jour appelle la deuxième délibération sur le projet de loi modifiant l'article 2267 du code civil du Bas-Canada.

M. Gagnon.— Il s'agit de remplacer l'article 2267 du code civil par l'amendement suggéré en 1866 par les commissaires qui ont rédigé ce code. Le débiteur sera obligé de jurer qu'il a payé sans obligation

de produire la preuve. Ce projet de loi n'est que la reproduction de l'article suggéré par les codificateurs eux-mêmes. Je considère que la prescription telle que déclarée par le code est le vol légal, car bien que le débiteur reconnaisse devoir, cependant il est libéré de sa dette.

M. Mathieu.—Je demande tout simplement le rejet de cette proposition de loi. Cette question a été déjà assez discutée pour nous dispenser de commencer cette discussion de nouveau.

L'honorable **M. Loranger**—*procureur général*.—Je ne croyais pas que l'honorable député de Kamouraska avait l'intention de demander sérieusement l'adoption de ce projet de loi. Je ne croyais pas qu'il désirait que nous décidions en cinq minutes un principe qui a été longuement discuté par des hommes éminents, je veux parler de la prescription. Le projet ne supprime pas seulement un article du code civil, mais il en supprime cinq. C'est ainsi qu'il arrive souvent que l'on croit toucher qu'à un seul article tandis qu'en réalité on ne sait pas combien de dispositions on affecte par une modification rédigée à la hâte. Déjà le comité spécial nommé pour étudier les projets de loi déposés sur le bureau de cette Chambre et tendant à modifier le code, est obligé de remettre à l'étude quatre vingt-deux articles pour bien apprécier les modifications proposées par quelques projets de lois seulement; c'est presque une refonte.

Si l'on veut de la prescription, il la faut claire et définie, si non, qu'il n'en soit plus question du tout. S'il faut que le débiteur plaide, qu'il plaide paiement et pas autre chose. Si les créanciers n'ont pas jugé à propos de ne pas poursuivre, c'est leur affaire et nous n'avons pas à y voir. Pour ma part je suis en faveur de la prescription absolue. Le serment est inutile car il expose les débiteurs à faire de faux serments. Si on veut qu'un débiteur ne puisse être libéré à moins de produire un reçu qu'on le dise, si c'est cela qu'on veut, afin que la Chambre sache sur quoi elle doit se prononcer.

L'honorable député de Kamouraska nous a dit que cette modification est la reproduction de la recommandation des codificateurs, recommandation que la Chambre, en 1866, n'a pas voulu adopter. Pourquoi l'adoptions-nous aujourd'hui? Avons-nous des raisons que la Chambre de 1866 n'avait pas pour nous justifier de revenir ainsi sur ce qui a été fait, il y a quinze ans.

L'honorable **M. Marchand**.—La libération par prescription est du droit nouveau. La libération par serment a toujours existé et la Chambre de 1866 a innové, voilà tout.

M. le Procureur général.—J'aime à croire que l'honorable

député de Kamouraska n'a pas eu d'autre but en déposant ce projet de loi, que d'attirer l'attention de la Chambre sur ce fait, et cela peut être à la suggestion de quelque plaideur malheureux. Il ne faut pas changer une loi qui a été adoptée par le parlement en pleine connaissance de cause et qui est intimement liée à l'ordre de choses qui existe aujourd'hui.

M. Gagnon.—Il ne s'agit pas de modifier cinq articles du code, mais simplement l'article 2267, adopté par la Législature en 1866, malgré l'avis des codificateurs. Ces derniers avaient recommandé de déclarer dans la loi que les débiteurs pouvaient se libérer en faisant serment qu'ils ont payé, s'ils n'ont pas de reçu. Les législateurs ne peuvent pas consacrer le vol au moyen de la prescription, car après tout, c'est un vol. Dans les cas d'héritiers la prescription est absolue, ce n'est que pour les faits personnels.

Le projet de loi dit que “ dans les prescriptions libératoires d'actions personnelles par moins de trente ans, y compris celles concernant les lettres de change, les billets promissaires et les affaires commerciales en général, s'il n'y a pas en ce code, de dispositions contraires, le serment du débiteur sur le fait du paiement, peut lui être déféré par le créancier, ou être offert par le débiteur lui-même ; s'il n'est ni demandé ni offert, la prescription a son cours.

“ Ce serment ou le refus de le prêter, est de nature décisive quant à la prescription.

“ Il peut être déféré aux veuves et héritiers ou autres ayant cause, et aux cautions, et aux tuteurs et curateurs, ou offert par les mêmes personnes invoquant la prescription, pour qu'elles aient à déclarer s'il n'est pas vrai qu'elles savent que la dette n'a pas été payée.

“ Lorsqu'il n'est pas permis de déférer ce serment, l'admission que la créance n'a pas été payée, ne comporte pas seule une cause d'interruption.”

L'ancien droit ne libérait jamais le débiteur, il fallait le serment. Je dis qu'il n'est pas juste d'obliger de produire un reçu, mais alors il faut que le débiteur jure qu'il a payé. La loi existante est le vol pur et simple érigé en système ; c'est une loi immorale, et les codificateurs l'ont jugée ainsi.

M. Bontillier.—Je regrette, M. le président, de ne pas être d'accord avec mon honorable ami le député de Kamouraska.

Je crois qu'il tombe dans l'erreur en qualifiant comme il le fait les dispositions légales existantes. La prescription, c'est la limite où une chose doit être faite. C'est pour parer à la négligence du créancier que

l'on a ainsi établi la prescription. Je considère la prescription comme une mesure d'utilité publique. Et s'il fallait modifier le code sur ce point, je serais plutôt en faveur de raccourcir, d'abroger le délai de la prescription que de la faire disparaître. Dans l'état de New-York, la prescription est prononcée à l'expiration de 30 mois. Dans l'état de l'Idoha, un billet doit être payé dans un an, autrement il est prescrit. Avec ce système les affaires vont mieux et se font argent comptant.

Le projet de loi pour modifier l'article 2267 du code civil est adopté en deuxième lecture et renvoyé au comité spécial nommé pour étudier les modifications proposées au code de procédure civile.

Un projet de loi pour modifier le code municipal est adopté en deuxième lecture et renvoyé au comité spécial pour étudier les modifications proposées à ce code.

Un projet de loi pour modifier la loi électorale est adoptée en deuxième lecture et renvoyé au comité spécial nommé pour étudier les modifications proposées à cette loi.

L'ordre du jour appelle la troisième délibération sur le projet de loi pour changer le chef-lieu du district judiciaire de Kamouraska.

L'honorable M. **Loranger**—*procurcur général*.—Je propose l'adoption en troisième lecture de ce projet de loi.

M. **Gagnon**.—Je propose que ce projet de loi ne soit pas adopté maintenant en troisième lecture, mais seulement dans trois mois.

Cette proposition est rejetée sans votation.

La proposition de l'honorable M. Loranger est adoptée.

Le projet de loi est définitivement adopté.

La Chambre se forme en comité du budget.

M. le **Président du comité**.—Pour l'éducation supérieure proprement dite \$71,000 . . .

M. **Gagnon**.—Est-ce l'intention du gouvernement de continuer à consacrer cinq par cent de ce crédit à l'achat de livres canadiens.

L'honorable M. **Chapleau**—*premier ministre, commissaire de l'agriculture et des travaux publics, commissaire des chemins de fer*.—Oui, et c'est ce que le conseil de l'instruction publique est prié de faire.

M. **Gagnon**.—Je dois dire que la municipalité dans laquelle je demeure n'a pas reçu de livres l'an dernier, bien que la retenue de cinq par cent ait été faite.

M. le **Premier ministre**.—Je remercie mon honorable ami

de m'avoir fait part de cela, et je puis lui assurer que j'y verrai, et s'il y a eu injustice, elle sera réparée. Il n'est pas juste que des municipalités paient pour des livres qui sont donnés à d'autres municipalités.

M. Gagnon.—J'approuve le gouvernement dans cette sage décision d'encourager pratiquement notre littérature en consacrant une partie de ce crédit à l'achat d'ouvrages canadiens. La plainte que j'ai formulée il y a un instant ne doit pas être prise en mauvaise part ; non je n'ai pas l'intention d'accuser le gouvernement. Il n'y a je suppose qu'omission involontaire.

M. le Premier ministre.—Il serait bon d'ajouter les mots suivants à la suite de ce crédit : " 5 par cent sur le montant payé de l'éducation sera consacré à l'achat d'ouvrages de littérature canadienne pour être distribués comme prix aux institutions d'après le montant de contribution qui leur est alloué. "

M. le Président du comité.—Ces mots sont ajoutés à la suite du crédit de \$71,000 pour l'éducation supérieure proprement dite.

Pour High Schools, Québec et Montréal, \$2,470.

Compensation aux institutions catholiques romaines, pour l'octroi au High Schools, dont \$2,000 pour l'école de droit de l'université Laval, à Montréal, \$4,940. Ces crédits sont adoptés. Ecoles communes \$155,000....

L'honorable **M. Langelier.**—Puisque nous sommes à délibérer sur ce chapitre du budget, j'en profiterai pour demander quand le gouvernement se propose de nous soumettre le projet de loi relatif à l'instruction publique. Les lois sur ce sujet sont un véritable labyrinthe juridique. Il y a grand besoin de refondre complètement la loi, et cela le plus tôt possible. J'espérais que le gouvernement nous soumettrait cette année le projet de loi distribué l'an dernier. Mon espérance a été vaine. Je dois faire remarquer en passant que ce projet de loi a une tendance particulière, celle de centraliser pour ainsi dire toute l'administration de ce service, de donner toute la direction au surintendant, c'est-à-dire de rendre légal ce qui existe aujourd'hui en pratique. Car aujourd'hui les commissaires d'école au lieu d'être des fonctionnaires publics, relevant du suffrage, sont de véritables valets, par suite de la tendance qu'a le surintendant de vouloir tout conduire. Le bureau de l'instruction publique lance des ordres à droite et à gauche, et, sans s'occuper ou sans tenir compte des circonstances, et s'étonne et blâme de ce qu'on ne les a pas exécutés.

M. le Premier ministre.—Le projet de loi dont l'honorable M. Langelier vient de parler est encore à l'étude, mais il sera soumis

aux Chambres à la prochaine session, c'est-à-dire au mois de novembre ou décembre au plus tard.

M. le **Président du comite.**—Le crédit de \$155,000 pour les écoles communes est adopté. Pour écoles dans les municipalités pauvres, \$4,000. Pour instituteurs à la retraite, \$8,000. Pour livres pour donner en prix, \$4,500. Ces crédits sont adoptés. Pour écoles pour les sourds-muets, \$12,000.....

M. **Taillon.**—On a déjà dit qu'il serait bon de remanier la distribution de ce crédit. Il faudrait en effet que cette redistribution serait faite le plus tôt possible. Je connais des institutions qui ont considérablement grandi depuis qu'elles ont touché au montant qui leur est donné à même ce crédit, dont les opérations sont beaucoup plus importantes qu'elles ne l'étaient au début et qui cependant ne reçoivent pas plus aujourd'hui que dans les premières années de leur fondation. Je ne demande pas un montant plus considérable, mais seulement que l'on distribue plus équitablement celui qui est voté.

M. le **Premier ministre.**—Je comprends la force du raisonnement de mon honorable ami, et je puis lui promettre que cela serait fait.

M. le **Président du comite.**—Le crédit est adopté. Pour le conseil de l'instruction publique \$1,500. Pour expositions scolaires de Paris et de la province, balance, \$700. Pour école polytechnique \$1,000....

L'honorable M. **Langelier.**—Est-ce pour l'école polytechnique projetée à Québec ?.....

M. le **Premier ministre.**—Non, l'installation de cette école aurait coûté de \$6,000 à \$7,000. Il est impossible d'y songer pour cette année.

M. le **Président du comite.**—Ce crédit est adopté. Pour la publication du journal de l'instruction publique en français, \$500. Pour la publication du journal de l'instruction publique en anglais, \$500.....

L'honorable M. **Langelier.**—Est-ce la publication de M. Rolland ?

M. le **Premier ministre.**—Oui, et il est impossible de retrancher ce crédit à moins d'entraîner la disparition de cette importante et utile publication.

L'honorable M. **Langelier.**—Est-ce que ces montants sont donnés en pur don, ou bien, si l'éditeur doit donner un certain nombre d'exemplaires gratuitement ?....

L'honorable M. **Lynch**—*solliciteur général*.—Il en est ainsi pour la version anglaise.

M. le **Premier ministre**.—Il en est de même pour la version française, et je dirai de plus que le nombre d'exemplaires donnés est même si considérable qu'il dépasse ce que représente le crédit en abonnements.

M. **Lafontaine** (*Napierville*).—Je crois que ce journal n'est pas reçu dans ma division électorale.

M. le **Premier ministre**.—Je remercie l'honorable député d'avoir porté ce fait à ma connaissance, et je lui promets que je verrai à ce que la distribution soit faite là comme ailleurs.

M. le **Président du comite**. — Ces crédits sont adoptés. Faculté de médecine, collège McGill, Montréal, \$750. Ecole de médecine et de chirurgie, Montréal, \$750. Faculté de médecine, université Laval, Montréal, \$750. Société d'histoire naturelle, Montréal, \$700. Société historique de Montréal, Montréal, \$350. Société numismatique et d'antiquaires, Montréal, \$100. Ecole de médecine (Bishop's College), Lennoxville, \$750. Société littéraire et historique, Québec, \$750. Institut canadien, Québec, \$600. Société de géographie, Québec, \$300. Académie de musique, Québec, \$100. Aide pour assurer la publication des rapports des décisions des cours de justice, à Montréal, \$1,000. Aide pour assurer la publication des rapports des décisions des cours de justice, à Québec, \$1,000. Institut littéraire St-Patrice, Québec, \$300.

Ces crédits sont adoptés. Ecole de navigation, \$1,000

L'honorable M. **Langelier**.—Il serait temps de cesser de voter ce crédit. C'est le gouvernement fédéral qui doit faire cette dépense. C'est une école qui est ou doit être sous le contrôle des autorités fédérales ; nous n'avons donc rien à voir là-dedans. Le gouvernement va avoir, paraît-il, un surplus considérable, tandis que nous n'avons ici que des déficits considérables, il me semble qu'il ne serait que juste que nous nous dispenserions de payer si généreusement pour le gouvernement fédéral.

M. le **Président du comite**.—Ce crédit est adopté.

Association de tir, province de Québec, \$500.

Aide pour la publication du "Le Naturaliste Canadien." \$400.

Ces crédits sont adoptés.

Pour copier, imprimer et publier les archives canadiennes, \$2,460.

Une relié.—C'est un crédit nouveau.

M. le **Premier ministre**.—Non. Le même montant jusqu'ici a été dépensé, mais pris à même les dépenses contingentes du registraire de la province. On sait que la copie et la publication de ces archives est une œuvre très importante pour l'histoire du pays et qu'il faut faire exécuter immédiatement. Le gouvernement a été informé qu'à Boston, il y a des archives extrêmement importantes pour l'histoire du Canada, et si nous voulons avoir ces archives, il faut les faire copier immédiatement.

M. le **Président du comité**.—Ce crédit est adopté. Bureau des arts et manufactures, \$10,000, ce crédit est également adopté. La séance du comité est levée. La Chambre délibérera demain sur ces crédits.

La séance est levée.

Séance du jeudi, 2 juin 1881.

PRÉSIDENCE DE L'HONORABLE ARTHUR TURCOTTE.

La séance est ouverte à trois heures.

M. **Desaulniers**.—J'ai l'honneur de proposer qu'une adresse soit votée à Son Honneur le lieutenant gouverneur le priant de faire déposer sur le bureau de l'Assemblée législative copie de la requête présentée au lieutenant gouverneur en conseil, en faveur de l'établissement, à Trois-Rivières, d'une école normale.

Copie du mémoire accompagnant la dite requête ainsi que la réponse de M. l'abbé H. A. Verreau, à ce mémoire.

Copie de la réponse de S. G. Mgr Lafèche aux remarques de M. l'abbé H. A. Verreau.

Le projet de loi pour modifier l'article 37 du chapitre II, 43-44 Victoria est adopté dans les formes réglementaires.

Le projet de loi pour modifier la loi des licences de Québec 1878 est adopté en 2^e lecture. La délibération sur les articles de ce projet est fixée à demain en comité général.

Le projet de loi d'intérêt local ayant pour objet d'autoriser François Gosselin, écr., de la paroisse de Sainte-Claire, à prélever certains taux de péage sur un pont qu'il a construit sur la rivière Chaudière, entre les paroisses de Sainte-Marie, comté de Beauce, et Saint-Bernard, comté

de Dorchester, et pour d'autres fins, est adopté dans les formes réglementaires.

L'honorable M. **Paquet**—*secrétaire de la province*.—J'ai l'honneur de déposer sur le bureau de l'Assemblée législative :

1. Réponse à une adresse de l'Assemblée législative en date du 1^{er} mai 1881, à Son Honneur le lieutenant gouverneur, demandant : copie de toutes les correspondances et des arrêtés du conseil, depuis le jour de la suspension de Auguste Quesnel, écuyer, de la charge de shérif du district d'Arthabaska, en 1879, jusqu'au jour de sa réinstallation à la dite charge, dans le cours de la présente année.

2. Réponse à une adresse de l'Assemblée législative, en date du 19 mai 1881, à Son Honneur le lieutenant gouverneur, demandant : un état enjoignant aux syndics des chemins à barrières de Montréal, de soumettre à cette honorable Chambre, aussitôt que possible, pendant la dernière session, des comptes détaillés, de tous les argents, par eux reçus et dépensés, pendant chaque année, depuis 5 ans,—les dits comptes détaillés devant mentionner dans des colonnes séparées ;

1. Les sommes reçues par les dits syndics des diverses municipalités, sur le parcours des chemins sous leur contrôle, pour commutation ou dommages.

2. Les dépenses faites par les dits syndics pendant chaque année, depuis 5 ans, sur les chemins, dans les limites des diverses municipalités.

3. Les montants dûs par les diverses municipalités, pour arrérages de commutation.

Aussi, un état, indiquant quelle est la dette des dits syndics et quel est le montant dû pour arrérages d'intérêts sur les débentures.

3. Réponse à une adresse de l'Assemblée législative en date, du 16 mai, 1881, à Son Honneur le lieutenant gouverneur, demandant : un état donnant, par comté, le détail de la somme de \$33,000, entrée à la page 54 des comptes publics, pour l'année 1879-80, comme ayant été dépensée, dans le cours de cette année fiscale, pour chemins de colonisation.

4. Enfin, réponse à une adresse de l'Assemblée législative, en date du 12 mai, 1881, à Son Honneur le lieutenant gouverneur, demandant : copie du rapport de la décision du surintendant de l'instruction publique de la province de Québec, au sujet des comptes d'Henry St. Louis, notaire de Magog, comme secrétaire-trésorier des commissaires d'écoles de Magog, dans le comté de Stanstead, et aussi copie de tous rapports, correspondances, états de compte et autres documents quelconques relatifs à cette affaire.

La chambre se forme en comité du budget.

M. le Président du comité.—Le comité a déjà discuté le chapitre 11, administration de la justice, \$363,932. Est-ce que ce chapitre est adopté... Adopté. Police, bureaux de police, Québec et Montréal... Adopté. Ecole de réforme, Prison de réforme, Montréal et Sherbrooke \$40,000.....

L'honorable M. Beaubien.—M. le président, avant que la Chambre adopte ce crédit, je désire faire quelques observations sur le système suivi pour nos écoles de réforme. Je veux qu'il soit bien compris qu'en prenant la liberté de solliciter une modification dans ce système, je n'entends en aucune manière blâmer ni les personnes qui ont la direction de nos écoles de réforme, ni le gouvernement. Il n'entre pas dans mes intentions de blâmer personne, mais simplement de faire part à la Chambre d'une conviction que j'ai acquise après avoir fait une étude spéciale du sujet. Je crois que l'expérience que nous avons acquise ici nous justifie d'affirmer qu'il y a lieu d'améliorer le système de l'éducation des jeunes délinquants détenus dans les écoles de réforme. Il est bien que nous formions des artisans qui se recommandent par leur habileté, mais ne serait-il pas préférable de faire de ces jeunes délinquants de bons cultivateurs ayant des connaissances variées sur l'art agricole ? Ne serait-il pas préférable d'éloigner de la ville, où la surveillance est si difficile, ces écoles de réforme et de les placer en campagne ? Ne serait-il pas préférable d'enseigner aux détenus l'art agricole, au lieu de leur faire apprendre seulement des métiers qui les obligent à habiter la ville, où ils veulent trouver du travail, ce qui les expose à retomber dans les fautes qui leur a valu la réclusion à laquelle ils ont été condamnés ? Voilà les questions sur lesquelles je désire attirer l'attention de la députation, et j'espère qu'elle voudra bien me donner quelques instants de son attention.

Pour bien se rendre compte de l'utilité de la réforme que je désire voir introduire dans notre système des écoles pour les jeunes délinquants, il est nécessaire d'étudier les résultats qui ont été obtenus dans d'autres pays au moyen de colonies agricoles pour ces détenus. Pour me renseigner sur ce sujet, j'ai lu avec grand profit le livre que je tiens en mains et qui a pour titre *Colonie de Cîteaux*. C'est l'histoire d'une colonie comme j'en voudrais voir une ici. Que la Chambre me permette de lui lire des extraits de cet ouvrage si intéressant. De fait, je ne saurais mieux exprimer ma pensée sur l'ensemble et les détails de cette grave question.

L'auteur de la *Colonie de Cîteaux* a fait plusieurs visites à cette colonie. La première en 1865, et la seconde en 1869. Il fait ensuite la narration des désastres qui ont fondu sur cette colonie pendant la guerre franco-

prussienne et des succès obtenus par cet établissement depuis cette guerre jusqu'en 1873. Les premiers extraits se rapportent à l'état de la colonie telle que l'auteur l'a trouvée en 1865. Il nous entretient d'abord de la culture de la ferme.

“ Jardin potager, jardin fruitier, jardin grainier, jardin fleuriste et botanique, jardin pharmaceutique, rien n'est oublié et tout présente le même aspect de richesse. Mais aussi quelle bonne terre, quelle intelligente culture, quelle habile irrigation !

“ Voyez avec quel art ont été construits ces canaux qui circulent dans toute l'étendue de ces jardins, se subdivisant en mille rigoles secondaires qui portent partout la fraîcheur et la fécondité. Voyez ces jeunes travailleurs répandus sur toute cette surface verdoyante, bêchant, irriguant, semant, émondant, récoltant. Quelles voitures de frais légumes, quelles corbeilles de beaux fruits, quels amas de tubercules et de racines ! C'est l'image de la fécondité et de l'abondance dans ce que la nature et l'automne offrent de plus riche et de plus gracieux.”

L'auteur nous parle ensuite de l'ordre admirable qui règne dans cette exploitation qui est toute à la fois une ferme modèle et une école de réforme. La distribution des divers travaux est vraiment intelligente. Il compare cette colonie au domaine d'une grande famille, et voici ce qu'il en dit :

“ Vous allez reconnaître qu'il en est effectivement ainsi, en pénétrant avec moi dans l'enceinte des habitations : voici d'abord des escouades de maçons, de charpentiers, de couvreurs, qui travaillent aux logements de ceux qui font croître la nourriture commune. D'autres, dans les ateliers de charronnage, de forge, de serrurerie, de maréchalerie, de bouiellerie, construisent les chariots, les instruments aratoires et tous les objets nécessaires à l'attelage et au ferrement des bêtes de trait. Vous remarquez dans ces ateliers industriels le même ordre, la même activité, le même air de contentement que dans les ateliers agricoles. Ici encore, pour diminuer la fatigue des bras et faciliter le travail, l'eau a été appelée au secours de l'homme. Tout à l'heure elle faisait d'elle-même la plus grosse besogne des jardiniers pour l'arrosage ; ici nous la trouvons employée à mettre en mouvement les machines et les roues, qui facilitent le travail des forgerons, des mécaniciens, des tourneurs sur bois et sur métal. L'agriculture, comme vous le voyez, marche côte à côte avec l'industrie, et lui fait sa part en bonne sœur. L'eau est encore l'ouvrière principale dans ces deux moulins en activité pour réduire en farine le blé que la colonie consomme. Puis à côté de l'escouade des meuniers, nous voyons à l'œuvre celle des boulangers, et enfin celle des brasseurs qui

“ préparent avec l’orge et le houblon récoltés dans la colonie la bière
“ dont elle a besoin pour son usage, comme les vigneron fabrique le
“ vin qu’ils récoltent dans leurs vignes.”

Voici comment on occupe les enfants âgés de six à dix ans, et avec l’auteur, je me permettrai de vous dire, admirez ce magnifique tableau d’intérieur :

“ Dans une salle éclairée d’une seule grande croisée et riante de
“ propreté, sont épars des monceaux de toutes espèces de légumes d’une
“ fraîcheur appétissante : choux, navets, poireaux, pommes de terre,
“ haricots. Autour d’une grande table dont une religieuse occupe l’extré-
“ mité, sont assis une quinzaine d’enfants de six à dix ans. Les uns
“ pèlent des pommes de terre, les autres les partagent en quartiers ;
“ ceux-ci épluchent des feuilles de choux et de salade, ceux-là effilent
“ des gousses de haricots. C’est plaisir de voir toutes ces petites mains
“ manœuvrant avec attention et activité, pendant que deux autres enfants
“ circulent autour de la table enlevant, dans de petites corbeilles les
“ légumes épluchés qu’ils versent dans de grandes mannes à moitié
“ pleines. ”

“ La sœur, tout en travaillant activement elle-même, surveille le
“ travail de ses petits auxiliaires et promène fréquemment sur eux un
“ regard doux et encourageant. Le plus jeune, un enfant de cinq à six
“ ans, s’est laissé surprendre par le sommeil. Il dort la main encore
“ pleine de gousses de haricots qu’il voulait effiler. Les voisins sourient,
“ et la bonne sœur leur fait signe de ne pas le réveiller. ”

La nourriture servie est des meilleures. “ Le pain, blanc et savou-
“ reux, la bière, fraîche et de bonne qualité, sont à discrétion.

L’ordre le plus admirable règne partout, la propreté est pratiquée aussi partout et voici ce qui est dit à ce sujet :

“ Nous retrouvons partout, dans les moulins, les greniers, les granges,
“ la brasserie, la même tenue propre, le même esprit d’ordre, les mêmes
“ dispositions intelligentes. Mais les étables et la laiterie appellent sur-
“ tout notre attention. Cette étable, si considérable par ses dimensions,
“ mais si simple par sa construction, contient plus de quatre-vingts
“ vaches. Voyez comme elles s’y trouvent à l’aise, comme leur litière
“ est propre, comme leurs râteliers sont bien garnis, comme l’atmosphère,
“ ou les senteurs de la paille fraîche, du foin sec, de la lucerne verte se
“ mêlent à l’odeur du lait ruisselant dans les sapines, est douce et salu-
“ taire à respirer.” Plus loin, il est dit : “ Jetons rapidement un coup
“ d’œil en passant sur les écuries, qui contiennent quarante che-
“ vaux, traités non moins bien que les vaches, et de jeunes poulains
“ destinés à améliorer la race : sur les bergeries qui donnent abri à

“ quatre ou cinq cents moutons ; sur la porcherie où s'engraissent deux
“ à trois cents porcs ; sur la basse-cour où pullule une quantité de
“ volailles de toute espèce et de toute couleur.”

Maintenant, la colonie de Citeaux ne se contente pas de réformer les jeunes délinquants que lui envoie le gouvernement, non-seulement elle les habitue au travail et leur enseigne l'art agricole, mais elle s'occupe de plus, et c'est là le trait caractéristique le plus remarquable peut-être, elle s'occupe, dis-je, de placer les jeunes gens qui ont terminé leur terme de détention. “ Chacun de nous, dit l'un des détenus interrogé par l'auteur, sait qu'à la sortie un bon certificat de l'abbé Rey lui ouvrira l'entrée des meilleures fermes, des plus riches châteaux, des ateliers les mieux tenus, et qu'au lieu de se trouver sur le pavé, sans savoir où donner de la tête, on est assuré d'une bonne place. On travaille donc à gagner ce certificat, et voilà la porte par laquelle on songe à sortir de Citeaux. Si vous aviez été ici dimanche, vous auriez vu le maître-jardinier du plus beau domaine du pays. C'est un ancien enfant de la colonie, et, à la prochaine libération, il prendra l'un de nous pour aide, et il en placera un second dans son voisinage.

“ Cette année même, nous avons vu venir s'asseoir à table, au milieu de nous, un brave capitaine de l'armée, qui s'est rappelé qu'il était sorti d'ici pour gagner ses épaulettes en Afrique, en Crimée, en Italie, et qui nous a appris comment on peut faire son chemin quand on a du cœur. Nous avons vu encore un de nos prédécesseurs qui est devenu l'ingénieur d'une grande compagnie, et qui nous a appris de son côté comment, par le travail, l'étude et une bonne conduite, on s'élève à une bonne position.

“ Les renseignements qu'on recueille sur la conduite particulière de chaque libéré dans la maison où il est placé sont en général satisfaisants. Le directeur, en effet, ne les abandonne pas à leur sortie ; c'est lui qui place tous ceux qui ne rentrent pas dans leur famille. Il continue à avoir l'œil sur eux, les aide de ses conseils, s'enquiert de leur conduite et leur prête au besoin son appui. “ Dans une note de l'auteur, il est dit que “ les préventions qu'on avait dans les premiers temps contre les jeunes libérés s'effacent peu à peu dans le pays. Aujourd'hui ils trouvent facilement à se placer. Le nombre des demandes adressées à l'abbé Rey pour obtenir des jeunes gens sortis de la colonie s'accroît de plus en plus, et il ne peut pas toujours y répondre.”

Voici ce que je lis quant à ce qui regarde le site choisi pour l'établissement de cette colonie.

“ D'ici vous embrassez du regard cette situation. Au centre d'une

“ plaine fertile et riant, entourée de grands bois, éloignée de tout grand centre de population, la colonie, ainsi placée, est en même temps à l’abri des influences délétères qui vicient l’air et des contagions plus dangereuses encore qui corrompent les mœurs.”

“ Aucune de ces précautions tristes et gênantes que le voisinage des villes rend nécessaires pour préserver de leur contact et de l’exemple de leur démoralisation, n’afflige ici votre vue et n’arrête vos pas. Point de barrières, point de murs, point de clôture. Partout l’espace libre, le ciel à découvert, le paysage tel que le fait la gracieuse nature ; partout les scènes de la vie rurale, avec sa fraîcheur, son calme et les infinies variétés qui en renouvellent l’aspect à chaque saison de l’année, à chaque heure du jour, à chaque changement de l’état du ciel. Voilà le champ où se passe la vie du jeune colon, voilà où il trouve un logement salubre, une nourriture abondante et saine, un travail proportionné à ses forces, une instruction mesurée à ses besoins, et le soir venu, avec l’épanchement de la prière, les consolations d’une religion qui sait le chemin de son intelligence et de son cœur.”

“ Que cette condition soit favorable à la santé, il n’y a pas à en douter, et l’état sanitaire de la colonie à Cîteaux en fournit une preuve démonstrative ; mais est-ce là tout ? Ce spectacle continu de la nature, cette pratique paisible des occupations champêtres, tous ces exemples de travail, d’ordre, de bienveillance, que le jeune détenu a constamment sous les yeux, ne forment-ils pas à la longue autour de son âme comme une atmosphère douce et sereine, qui lui est aussi salutaire que la pureté et la douceur de l’air le sont à la santé de son corps ?

L’auteur dit que “ la France est un pays essentiellement agricole par la nature riche et variée de son sol et par son heureuse position. C’est à ses populations rurales qu’elle doit sa force, c’est à ses productions agricoles qu’elle doit ses plus solides et ses plus durables richesses.” Ces paroles que je crois parfaitement vraies pour notre ancienne patrie, peuvent s’appliquer avec autant de justesse à notre province. Nous devrions, à l’exemple de la colonie de Cîteaux, enseigner dans nos établissements de réforme, l’art agricole.

Maintenant admirez avec l’auteur les immenses résultats que le régime de cette colonie a produits : “ quand je vois, dit l’auteur, de pauvres êtres que la nature marâtre semblait avoir prédisposés par leur constitution imparfaite à la dégradation et aux vices, se relever de cette déchéance par leurs efforts, et, grâce à cette lutte intérieure, montrer sur des traits disgraciés les reflets de la beauté morale que le devoir accompli et la vertu reconquise y font briller, oh ! alors, dussent

“ les fanatiques apôtres du culte du beau m'accabler de leurs anathèmes,
“ je sens s'éveiller en moi un sentiment d'indicible sympathie, comme
“ j'éprouve plus d'admiration devant la laideur de Socrate transfigurée
“ par les qualités de son âme, que devant la beauté d'Alcibiade flétrie
“ par les vices de la sienne.”

“ Maintenir les races d'élite et les natures privilégiées dans la voie
“ du bien est déjà une œuvre d'éducation délicate et difficile, dont le
“ succès mérite tous nos éloges et tous nos hommages, et l'expérience
“ ne prouve que trop combien ce succès est rare. Mais régénérer une
“ race déchue, ramener à la vérité, au devoir, à la vertu, des âmes
“ livrées au mensonge, aux passions et aux vices, c'est là une œuvre
“ qui présente bien d'autres obstacles, qui exige bien d'autres qualités.
“ et qui démontre avec une bien autre éloquence l'efficacité et la puis-
“ sance de l'éducation. Or c'est l'œuvre qui s'accomplit journellement
“ à Cîteaux, grâce aux qualités admirables des maîtres qui s'y dévouent.”

La colonie de Cîteaux était, à cette époque, sous la direction de quatre prêtres aidés de 120 frères. Chacun se divise la besogne d'après un plan d'ensemble parfaitement combiné. Voici ce que je lis à ce sujet :

“ Ces 120 frères se sont donc faits maçons, charpentiers, forgerons,
“ tailleurs, cordonniers, brasseurs, meuniers, boulangers, laboureurs.
“ vigneron, journaliers, etc., pour suffire par eux-mêmes à tous les
“ besoins de la colonie et pour donner à chacun des jeunes détenus le
“ métier auquel il est apte et qui le fera vivre honnêtement à l'expira-
“ tion de sa détention. Ce sont leurs bras qui la font *exister et vivre*,”
et, messieurs j'attire tout particulièrement votre attention sur ces mots,
“ qui la font *exister et vivre*, qui la logent, qui l'habillent, qui la nour-
“ rissent ; ce sont leurs bras qui ont assaini ces prairies, fécondé ces
“ champs, créé ces jardins, élevé ces bâtiments, fabriqué ces attirails
“ de culture, et qui assurent l'avenir de tous ces enfants en leur appre-
“ nant un état.”

N'allez pas croire, messieurs, que cette exploitation agricole soit de seconde ordre, à cause des éléments plus ou moins favorables, en apparence du moins, qui y concourent. Loin de là, c'est, pour me servir des expressions mêmes de l'auteur, l'“ une des plus florissantes exploitations
“ agricoles que la France puisse présenter pour modèle à ses agricul-
“ teurs et aux étrangers, et ce qui est plus admirable encore, une
“ population vicieuse et criminelle si complètement régénérée, que les
“ contrées voisines recherchent maintenant pour auxiliaires et pour
“ compagnons de travaux ces mêmes jeunes gens qu'ils n'avaient d'abord
“ vus arriver à côté d'eux qu'avec dégoût et avec terreur. ” Ainsi vous

le voyez ces êtres vicieux et criminels pour lesquels on avait dès le début du dégoût et de la terreur sont maintenant recherchés et recherchés tellement que les demandes dépassent les offres et qu'on ne peut par conséquent suffire à satisfaire les premières.

L'auteur parle ensuite d'une autre colonie dont l'administration est confiée exclusivement à des laïques et en fait des éloges pompeux. Voici un court extrait de ce qu'il dit de ces deux établissements, celui de Cîteaux et celui de Mettray : "Tous deux sont l'œuvre de l'initiative privée et se sont élevés sans l'intervention directe de l'Etat. . . . "C'est par leurs propres efforts, sous leur propre responsabilité, que l'abbé Rey, que M. Demetz ont créé, l'un Cîteaux, l'autre Mettray, et qu'ils ont élevé ces deux grands établissements agricoles et pénitentiaires au degré de prospérité qui fait l'objet de l'admiration de tous ceux qui les visitent." Plus loin, il ajoute : "Et l'abbé Rey n'a pas seulement le mérite d'avoir créé Cîteaux, de l'avoir conduit au degré de prospérité où nous le voyons, il a encore celui d'en avoir assuré la durée, autant qu'il dépend des prévisions humaines, en préparant et en formant une congrégation à laquelle, quand il quittera cette terre, il laissera pour héritage, avec sa blouse et ses sabots usés par le travail, ses exemples et ses règles." Plus loin encore, l'auteur ajoute : "Vous pouvez vous rendre compte maintenant de celle (l'œuvre de l'établissement de la colonie de Cîteaux) qu'il a accomplie ici et de la cause de ses succès. Sans autres ressources que celles qu'il tirait de la charité de quelques amis qui avaient foi dans son entreprise et du dévouement de quelques prosélytes qui s'y associaient, il a créé la plus florissante exploitation agricole," et j'attire votre attention sur ces mots, "*il a créé la plus florissante exploitation agricole*," et avec elle la "plus parfaite colonie pénitentiaire dont la France ait encore vu le modèle."

Voici maintenant quelques lignes dont la beauté et l'élévation des pensées qui y sont exprimées m'a profondément ému. Je cède à la tentation de vous en faire la lecture. Peut-être atteindront-elles le but pour lequel l'auteur les a écrites et peut-être réussiront-elles à vous faire désirer comme moi l'implantation sur le sol de notre chère province d'une institution aussi belle que celle de Cîteaux :

"Ah !" s'écrie l'auteur, "si mes paroles plus vivement empreintes du sentiment qui les inspire, au lieu de se perdre ici comme le vain bruit d'un écho qui renvoie en les affaiblissant les sons qui l'ont frappé, avaient assez de force et d'éclat pour pénétrer jusque dans les contrées où la pureté des mœurs et le travail ont conservé les fortes traditions de la foi et du dévouement, si elles pouvaient y révéler à quelque

“ humble fidèle, à quelque saint prêtre, qui s'interrogent en silence sur
“ leur vocation, l'étendard sous lequel la Providence les appelle à
“ combattre ce grand combat de la vie, combien j'aurais à m'applaudir
“ du temps que nous venons de consacrer à notre visite et à cet entre-
“ tien : ” Ne vous semble-t-il pas, M. le président, que ces lignes ont
été écrites pour cette province, où, grâce à Dieu, la population a conservé
les fortes traditions de la foi et du dévouement. Je suis convaincu que
notre province possède les divers éléments propres à assurer le succès
d'une entreprise de ce genre, appelée à faire tant de biens aux jeunes
détenus des maisons de réforme.

Maintenant suivons l'auteur dans sa nouvelle visite à la colonie de
Citeaux. Il constate des progrès étonnants et un accroissement notable
dans le personnel de la colonie.

“ L'accroissement de tout ce personnel commandait celui des bâtiments.
“ On a construit un noviciat, puis un vaste édifice pour le quartier des
“ Sœurs, comprenant les cuisines, la lingerie, l'infirmerie; on a enfin aug-
“ menté l'église de moitié. Ces importantes constructions ont été unique-
“ ment l'œuvre des Frères et des jeunes détenus; ils en ont été à la fois les
“ architectes, les maçons, les charpentiers. Les pierres ont été extraites
“ et taillées par eux seuls; les bois coupés en forêt, équarris, ajustés par
“ eux; les briques et les tuiles fabriquées de leurs mains; les ferrures
“ sortent de leurs ateliers et de leurs forges. Rien n'a été acheté, rien
“ n'est venu du dehors, si ce n'est le fer et le sable. Et toutes ces
“ grandes constructions ont été commencées et terminées dans ces
“ quatre années. J'ai eu l'édification d'assister au premier office dans la
“ chapelle ainsi agrandie, et le dimanche 25 octobre, Mgr. l'évêque de
“ Dijon y donnait la confirmation à 400 enfants, et la sainte Eucharistie
“ à 780 communicants, appartenant tous à l'établissement, et dont 46
“ étaient admis à la table sainte pour la première fois.

“ Le développement des cultures n'a pas fait moins de progrès. Un
“ bois a été défriché et emplanté en vignes, ce qui porte l'ensemble des
“ vignobles à 9 hectares occupant 27 vignerons ou apprentis vignerons,
“ outre les Frères employés à cette branche de culture.

“ Une serre a été construite pour le jardin fleuriste et pharmaceu-
“ tique, qui s'est étendu et amélioré. Sans négliger le jardin potager
“ et le jardin fruitier, qui continuent à fournir Dijon et quelques villes
“ voisines de fruits et de légumes tenant toujours le premier rang sur les
“ marchés, la colonie a créé dans le cours de ces trois années un jardin
“ grainier qui a pris une extension considérable et qui rend, outre un
“ revenu plus avantageux que celui des autres cultures, le service d'oc-
“ cuper à la récolte et à la préparation des graines un grand nombre

“ d'enfants disponibles pendant les mauvais temps et la mauvaise saison.
“ Il en résultera aussi pour la culture environnante un bienfait qui se
“ fait déjà remarquer par l'amélioration des qualités et des espèces de
“ légumes et de fruits. Ces graines s'exportent principalement à Paris,
“ où la maison Villemorin et d'autres en font des demandes continuelles,
“ et aussi à Lyon. Leur excellente qualité les a fait immédiatement
“ distinguer et préférer. On jugera de l'importance de cette production,
“ lorsqu'on saura que le jour où nous nous trouvions à Citeaux, nous
“ avons vu faire à Lyon un envoi uniquement de graines dont le prix
“ ne s'élevait à rien moins qu'à 3,000 fr.”

“ En agrandissant ainsi le champ ouvert aux apprentissages agricoles
“ et horticoles, la colonie a vu aussi augmenter le nombre de ses ateliers
“ industriels. ”

“ Outre la tuilerie et la briquerie, qui fournissent les tuiles et les
“ briques nécessaires à la consommation et qui en vendent au voisinage,
“ la colonie a entrepris depuis deux ans dans une usine spéciale, aujour-
“ d'hui en pleine activité, la fabrication des appareils de drainage, dont
“ elle a fait pour elle-même un vaste emploi, et qu'elle commence à
“ livrer à la consommation extérieure. Elle y a joint la fabrication des
“ poteries pour les usages domestiques. ” Comme on le voit, non-seule-
ment l'agriculture, cette science indispensable par excellence, mais même
les divers métiers dont les produits sont de première nécessité dans
une exploitation de ce genre et pour fournir aux détenus les connais-
sances pratiques qui leur permettront de gagner honorablement leur vie,
sont enseignés avec un rare degré de perfection. Ceci n'empêche pas
que l'agriculture soit bien soignée et les lignes qui suivent nous le
démontrent suffisamment :

“ L'exploitation agricole, sans avoir atteint encore le point où les
“ Pères se proposent de la conduire, présente déjà un ensemble de
“ cultures plus complet qu'on ne saurait le rencontrer, je ne dis pas
“ seulement dans aucune autre colonie pénitentiaire de la France et de
“ l'étranger, *mais dans la plupart des écoles d'agriculture de l'Europe.*

Les directeurs de Citeaux s'efforcent de faire aimer l'art agricole sans
toutefois résister quand même aux inclinations et aux goûts particuliers
des détenus.

A ce sujet l'auteur dit :

“ Pour expliquer la sollicitude des Pères à cet égard nous allons
“ emprunter aux rapports annuels quelques fragments.

“ Aucune profession ne nous est plus chère que l'agriculture, l'horti-
“ culture et les états qui s'y rattachent. Nous croyons rendre service au

“ pays et à nos enfants eux-mêmes, en tournant leurs pensées vers les professions agricoles, aujourd'hui si délaissées et si méconnues. ”

Veut-on maintenant connaître le résultat, au point de vue de la moralité, du régime titulaire de la colonie de Cîteaux ? Voici quelques lignes seulement,—car la nomenclature serait trop longue,—qui feront hautement apprécier ce résultat.

“ Les sujets méritants ne sont pas rares ; nous n'aurons que l'embaras du choix :

“ Ici c'est un valet de ferme qui, au bout de 8 ans, est parvenu à déposer 1,500 frs. à la caisse d'épargne ;

“ Un autre devenu entrepreneur de jardins, père de famille, occupant 8 ouvriers.

“ Enfin des religieux de différents ordres, les uns consacrant leur vie à l'éducation de la jeunesse, d'autres se dévouant dans les dombes à l'œuvre éminemment sociale des assainissements.”

A l'expiration de la détention, l'enfant n'est pas libéré sans qu'il soit certain, quand il n'a pas de parents pour l'aider, de trouver de l'emploi.

Une œuvre de patronage a été organisée qui se charge du placement des détenus à leur sortie de Cîteaux.

“ A sa libération, l'enfant qui n'a pas de parents capables de s'occuper de lui, est placé par les soins du directeur. Les placements sont faciles. A certaines époques de l'année, notamment à la reprise des travaux agricoles, les demandes sont très nombreuses et nous pouvons choisir entre les places proposées celles qui offrent le plus d'avantages et le plus de garanties. ”

“ La plupart de nos anciens élèves conservent avec nous des relations fréquentes et durables. Leurs lettres sont empreintes de reconnaissance et d'affection. Elles expriment une volonté sincère et énergique de bien faire, des convictions religieuses bien senties, un attachement profond aux principes de leur éducation première.

“ Nous voyons encore nous revenir ceux-là même qui ont commis des fautes graves, ceux-là même qui sortent de prison. Ils reviennent tristement, honteusement. mais ils reviennent, et nous ne les rebutons pas, car nous savons ce qui se passe dans leurs cœurs, et je n'ai pas dit assez en prononçant toute à l'heure le mot de paternité. Ils n'ont plus de mère. il faut bien que nous le soyons

“ Nos sœurs réparent leurs vêtements et blanchissent leur linge ; parfois même il faut les habiller à neuf. Mais il y a là-dessus une bonne honte qui leur profite et une bonne leçon qui les corrige. Leur séjour à la colonie dure le temps nécessaire pour remettre dans leur con-

“ science la paix, plus avariée encore que leurs vêtements, et leur
“ trouver une position nouvelle.”

Je me hâte de terminer la lecture de ces extraits, car je comprends que la Chambre, tout en les appréciant favorablement, doit commencer à éprouver de la fatigue. Je me hâte donc d'en finir. Quelques instants encore et j'aurai terminé. Les derniers extraits que je vais me permettre de lire, n'ont pas besoin, au reste, de commentaires et sont suffisamment clairs et complets.

“ Voici en résumé, messieurs, quels sont les principaux moyens pratiques de moralisation employés à la colonie.

“ Récompenses honorifiques, galons, charges et fonctions, marque de
“ confiance.

“ Récompenses pécuniaires proportionnelles au travail. Pas de récompense en nourriture, boissons, etc., sous aucun prétexte.

“ Punitions aussi rares que possible, mais justes et accompagnées de
“ circonstances capables de réveiller le sentiment de l'honneur.

“ Vie dure, couché sur une pailleasse ; nous en donnons tous l'ex-
“ emple, à commencer par le supérieur.

“ Nourriture sobre, mais saine et abondante.

“ Travail assidu, mais proportionné aux forces de chacun. Nos frères
“ font eux-mêmes les ouvrages les plus pénibles.

“ Récréations employées utilement, surtout par les grands élèves, au
“ gymnase, aux exercices militaires, à l'étude de la musique, etc.,
“ manières affectueuses, douces, mais pas de flatteries ni de concessions
“ inspirées par la faiblesse.

“ Instructions fréquentes sur l'horreur du vice, de l'improbité, de
“ l'immoralité, de l'intempérance, de l'hypocrisie. Exemples lamentables
“ tirés de la douloureuse histoire de notre époque. Idée profonde de la
“ réhabilitation morale, respect de soi-même. Souvenir de famille, respect
“ pour les parents.

“ Respect pour les maîtres, obéissance prompte et facile. Sentiments
“ patriotiques fréquemment exprimés, douleurs de la patrie, honte aux
“ lâches, dévouement, bravoure.

“ Visites à la colonie par des personnes honorables, leurs leçons et
“ leurs encouragements.

“ Promenades au dehors. Leçons tirées des bons et des mauvais exem-
“ ples qui viennent à frapper les yeux.

“ L'école militaire est réservée à la première division ; cependant les
“ enfants des deux autres divisions s'exercent et se préparent à faire plus
“ tard partie de l'école

“ Notre école militaire n'est pas seulement l'apprentissage du métier

“ de soldat qui, seul et séparé de l'idée du patriotisme, abrutit l'homme
“ et le transforme en automate. Pour eux c'est le sacrifice éclairé, l'obéis-
“ sance convaincue, l'intrépidité modeste, l'héroïsme chrétien ; nous leur
“ apprenons à mépriser la jactance, les vaines fanfaronnades et les
“ oripeaux, et nous les invitons à donner plus tard un démenti aux décl-
“ arations de mauvaise foi qui accusent la religion d'éteindre le patrio-
“ tisme.”

J'ai terminé ces longues citations, trop longues peut-être, mais elles ont au moins l'avantage de résumer pour ainsi dire, une magnifique exposition des moyens d'action et des succès qui ont distingué la colonie de Citeaux. Au commencement de mes remarques j'ai exprimé la pensée qu'il serait peut-être préférable sous tous les rapports d'avoir une colonie agricole du genre de celle dont je viens d'entretenir la Chambre.

En effet, ne serait-il pas infiniment mieux d'éloigner des centres ces jeunes délinquants que la loi atteint dans l'âge le plus tendre et qui sont obligés de subir un certain temps de détention. Au lieu d'avoir le système actuel qui ne donne, malgré tout le zèle, tout le dévouement des directeurs de nos écoles de réforme, zèle et dévouement que je me plais à reconnaître publiquement, qui ne donne, dis-je, que très peu de résultats tels que nous devons les désirer. Je suis convaincu que si nous changions ce système, si nous adoptions celui d'une colonie agricole, nous n'aurions qu'à nous féliciter du changement opéré. Nous nous plaignons souvent et avec raison du peu de connaissances agricoles répandues dans notre population. En fondant ou plutôt en aidant à la fondation d'une colonie de ce genre, nous aurions le plaisir de voir et nos jeunes délinquants d'apprendre un art si éminemment pratique et si indispensable pour la prospérité de la province et de plus, former ainsi toute une génération de bons agriculteurs qui iraient partout dans nos campagnes enseigner par l'exemple les connaissances pratiques qu'ils auraient acquises pendant leur séjour dans la colonie.

Nous avons d'immenses forêts à défricher, de riches territoires qui, bien cultivés, donneraient des rendements considérables, rendements dont les produits suffiraient à payer les dépenses de la colonie sans que la province aurait à payer pour son maintien. Pourquoi ne tenterions-nous pas la chose ? Elle en vaut certes bien la peine. Nous avons pour nous guider dans cette tentative l'expérience acquise à Citeaux, dont je viens de parler. Pourquoi ne pourrions-nous trouver des personnes dévouées qui se mettraient à la tête d'un semblable établissement ? Pour moi, j'ai foi dans le succès d'une colonie de ce genre, et je crois qu'il y

a dans notre province des personnes dévouées qui suivront courageusement la voie tracée par les fondateurs de la colonie de Cîteaux.

M. **Charlebois**.—Je crois, en effet, qu'il vaut mieux envoyer ces jeunes délinquants à la campagne. Ils y seraient bien mieux, loin des dangers de la ville, et souvent, dans un grand nombre de cas, loin du théâtre des méfaits qui leur ont valu leur détention. Pour l'établissement d'une colonie de ce genre, je puis dire que dans la division électorale que je représente, nous avons un site admirable et qui rencontrerait très-bien les vues de l'honorable M. Beaubien, je veux parler de Laprairie. Le sol est magnifique, et aux environs nous avons de bons jardiniers dont les services ne laisseraient pas que d'être d'une grande valeur à un établissement comme celui-là, au moins pour le début. De plus, Laprairie est en communication, par voie ferrée, avec le reste de la province. Si on se décide à faire ce qui est suggéré, j'espère que le gouvernement choisira le site que je viens de lui signaler.

L'honorable M. **Beaubien**.—La propriété de l'école des Frères à Montréal, pourrait être vendue en lots de ville, afin de les aider à s'installer ailleurs. Il faudrait que l'institution dont je parle serait très éloignée des centres populeux, afin que l'on n'ait pas à craindre les évasions. Le plus loin, le mieux ce sera ; au lac St-Jean, par exemple, ou au collège Nominigue, ou ailleurs, pourvu que ce soit des sites présentant les mêmes avantages que ceux offerts par les endroits que je viens de nommer.

L'honorable M. **Joly**.—On pourrait peut-être en parler aux révérends pères Trappistes ?.....

L'honorable M. **Beaubien**.—Il en a été question, mais quand j'ai été en position de bien juger, je n'ai pas voulu que ces délinquants fussent pris par les révérends pères Trappistes.

M. **Lalonde**.—M. le président, je suis heureux d'avoir l'occasion de rappeler que lors de l'établissement de l'institution dont l'honorable M. Beaubien vient de parler, j'ai proposé que cette institution fut établie à la campagne. J'ai aussi dans le temps suggéré au gouvernement de choisir un superbe terrain situé dans Vaudreuil. Ce terrain réunissait tous les avantages désirables, mais un député, qui n'est plus membre de cette Chambre, réussit à faire établir la prison de réforme à Montréal. Je suis heureux de voir que l'on commence à s'apercevoir que je n'avais pas tort lorsque j'exprimais les vues que j'ai exposées au gouvernement à l'occasion que je viens de rappeler au souvenir de la Chambre.

M. Taillon.—C'est une bonne idée d'envoyer ces délinquants à la campagne, car il est généralement admis que les travaux agricoles sont moralisateurs. Pour ma part je voudrais que la prison qui est située au beau milieu du quartier Sainte-Marie et qui paralyse les affaires dans un rayon considérable, serait transportée à la campagne. On devrait accepter la suggestion du géolier qui dit : " donnez-moi deux cents arpents de terre et je paierai mes dépenses."

Je désire faire aussi une autre remarque et la voici : Le pain que l'on donne est bon ; il est bien meilleur que celui des cultivateurs dans les nouveaux cantons et même dans maintes vieilles paroisses. Chaque année on dit de bonnes et belles choses sur ce sujet et cependant rien n'est fait. On devrait économiser sur le chapitre des aliments. Le fait est que les deux tiers des délinquants se trouvent infiniment mieux nourris en prison que chez eux et que la prison n'offre pour eux qu'un attrait assez séducteur, celui d'y être bien nourri. Ce n'est pas que je veuille leur donner une nourriture malsaine. Non, mais on peut tout en économisant donner cependant des aliments sains. Quant à la tenue même de l'école de réforme, je dois dire qu'elle est très bien, de fait c'est ce qu'il y a de mieux. Je verrais avec plaisir l'adoption des suggestions faites par mon honorable collègue M. Charlebois, et Laprairie choisie comme le site d'une de ces institutions.

Il y a encore trois ans avant que le contrat existant soit expiré. Pendant ce temps il faut que la question soit étudiée attentivement, afin que l'on soit en état, à l'expiration de ce délai, de donner une solution satisfaisante à la question. Il n'y a pas de doute qu'il faut faire apprendre des métiers à ces jeunes délinquants et surtout s'appliquer à leur enseigner et à leur faire aimer l'art agricole.

L'honorable **M. Loranger**—*procureur général*.—Mon honorable ami, M. Taillon, en parlant du régime alimentaire, a touché l'une des causes de l'encombrement qui existe dans les prisons. Et cela se comprend ; les aliments servis aux prisonniers sont meilleurs que ceux qu'ils trouvent chez eux. J'ai fait préparer un rapport sur ce sujet et ce rapport m'a été transmis récemment. On y signale précisément cette cause entre autres. Je dois dire aussi que je prépare moi-même un rapport spécial sur ce sujet. Le gouvernement désire modifier l'état de choses existant et le nouveau régime alimentaire projeté a été soumis à un médecin pour voir s'il est convenable.

Pendant que nous délibérons sur ce crédit, j'en profiterai pour faire quelques remarques sur un autre sujet, qui se rattache cependant étroitement à celui dont je viens d'entretenir les membres du comité : je veux

parler du travail des prisonniers. Je n'ai pu réussir à mettre en application la loi adoptée l'an dernier à ce sujet. On m'a répondu en faisant valoir un préjugé auquel je m'attendais bien d'avoir à faire face. On m'a dit que l'on priverait l'honnête homme de son pain en employant les prisonniers. C'est un simple préjugé que le temps, je l'espère, fera disparaître. Aussi suis-je convaincu que la législation de l'an dernier finira par être comprise de tout le monde.

Le système suivi à Ontario a mon approbation. Il est comme suit : Il y a une prison centrale où on exerce toutes sortes d'industries et de métiers. Si un homme vient à manquer, le shérif envoie une note au geôlier de la prison, demandant les hommes dont il a besoin et celui-ci les lui envoie après avoir consulté le médecin sur l'état de santé des prisonniers désignés. Je voudrais voir ce système établi ici ; j'en ai conféré avec mon honorable collègue le trésorier de la province, mais je comprends qu'il est impossible de songer à mettre la province dans des frais aussi considérables que ceux qu'exigerait l'établissement d'un système pareil. Mais il n'en est pas moins opportun de se renseigner, d'étudier la question, afin d'être en état, au moment convenable, de la résoudre d'une manière satisfaisante.

L'honorable M. **Beaubien**.—Si le gouvernement veut me le permettre, je prendrai la liberté de lui suggérer de se servir du travail des prisonniers à Montréal pour entretenir les chemins qu'il a sous son contrôle à Montréal même. Ce serait une économie.

M. le **Président du comité**.—Le crédit pour les écoles de réforme est adopté. Inspection des bureaux publics \$7,600.... Adopté. Ecoles normales, \$42,000.....

L'honorable M. **Langelier**.—Pourquoi ne voit-on pas figurer les recettes dans le budget, car les écoles normales ont chaque année un certain revenu provenant des élèves. On m'a dit que ces écoles s'appropriaient sans plus de façon ces recettes. Si tel est le cas,—je n'en sais rien, le fait que l'on ne sait pas où vont ces recettes—si tel est le cas, on agit contre la loi, car ces écoles ne sont pas autorisées à toucher d'autre argent que celui que nous votons.

L'honorable M. **Chapleau**.—*premier ministre, commissaire de l'agriculture et des travaux publics, commissaire des chemins de fer*—Je crois qu'il existe un arrêté du conseil pour empêcher ces abus. Je pense que généralement les recettes forment un fonds spécial au conseil de l'instruction publique ; je crois que ce fonds possède à l'heure qu'il est onze ou douze mille piastres environ. Une partie de ce fonds est consacré à l'achat de livres pour la création de bibliothèques de paroisse où il n'y en a pas encore.

M. Laberge.—J'ai demandé un état relatif aux élèves enseignants sortant des écoles normales et je regrette de ne pas avoir cet état. Je trouve, dans le seul rapport que nous avons, que 16 élèves sont sortis de ces écoles pendant le dernier exercice. Sur ce nombre, 4 ont enseigné pendant un an, 9 sont retournés à l'école, et les 3 autres sont allés s'établir dans la province d'Ontario et les Etats-Unis. Ce n'est pas là le résultat que nous avons droit d'attendre en dépensant chaque année \$42,000 pour ces écoles.

M. le Premier ministre.—Lorsque la Chambre sera appelée à son tour à voter ces crédits, je donnerai des explications satisfaisantes. On attaque les écoles normales un peu par fantaisie peut-être, sans connaître à fond le bon fonctionnement de ces institutions.

M. le Président du comite.—Le crédit pour écoles normales est adopté.

La séance du comité est levée.

A six heures la séance de la Chambre est suspendue jusqu'à sept heures et demie.

La Chambre se forme en comité du budget.

M. le Président du comite.—Pour inspection des écoles \$28,745.....

L'honorable **M. Joly.**—Je désire savoir si le gouvernement a amélioré le système d'inspection des écoles.

M. le Premier ministre.—Cette question est à l'étude et le résultat de cette étude sera soumis à la Chambre dans le projet de loi portant refonte générale des lois relatives à l'instruction publique. A Ontario, que l'on a cité comme un exemple du peu de dépenses faites pour ce service, à Ontario dis-je, cette institution coûte, enfin de compte, plus chère, et cependant le résultat n'est pas meilleur qu'ici. Il en est de même dans la république voisine.

Le surintendant a recommandé qu'il fut établi un système de contrôle des inspecteurs d'écoles. D'après cette recommandation, il serait nommé des inspecteurs spéciaux qui se diviseraient la province et dont le devoir serait de surveiller plus directement et plus efficacement le travail des inspecteurs d'écoles. Les rapports de ces derniers seraient adressés à ces inspecteurs généraux au lieu de l'être, comme c'est le cas à présent, au surintendant. Ces inspecteurs généraux feraient aussi des rapports spéciaux sur chaque district, et au besoin sur une localité en particulier. Inutile d'ajouter que les finances de la province n'ont pas encore permis au gouvernement de donner suite à cette recommandation.

L'honorable M. **Joly**.—L'honorable premier ministre et ses amis se sont efforcés de faire croire que nous, les membres de la gauche, nous ne voulions pas d'inspection des écoles. Eh bien, M. le président, on a aujourd'hui la preuve que telle n'est pas notre opinion, puisque nous avons fait voter, lorsque nous étions au pouvoir, les deux tiers du crédit actuel, mais en même temps nous avons cru sage d'exprimer notre regret de voir que le conseil de l'instruction publique n'avait pas suggéré un meilleur système que celui encore en vigueur à présent. Voilà ce que nous avons fait, ce qui prouve que nous ne sommes pas contre toute inspection. Ce que nous voulons c'est un meilleur système. Tous les ans on demande à la Chambre d'ouvrir le même crédit sans nous dire si on va améliorer le système d'inspection des écoles. Il serait grandement temps que l'on songerait à donner une solution à cette question.

M. le **Premier ministre**.—La critique est facile, et l'honorable M. Joly vient d'en donner une nouvelle preuve. Le surintendant de l'instruction publique tombe d'accord jusqu'à un certain point avec mon honorable ami, et lui aussi il désire que le système d'inspection soit amélioré; seulement je crains fort que ces deux messieurs ne puissent jamais s'entendre sur le meilleur mode à adopter pour réussir à créer cette amélioration. Le surintendant, comme je l'ai dit, désire améliorer le système en vigueur, qu'il dit être, cependant, relativement excellent. Pour améliorer le système d'inspection des écoles, il ne faut pas songer à diminuer le crédit. Au contraire, on devrait l'augmenter, afin de proportionner davantage la dépense avec les travaux indispensables qu'il y a à faire et aussi pour accomplir les progrès qui doivent être faits.

M. le **Président du comité**.—Le crédit pour l'inspection des écoles est adopté. Conseil d'agriculture \$4,000. Journal d'agriculture, en français et en anglais \$7,000. Ecoles d'agriculture (3 à \$800 chacune) \$2,400. Ecoles d'agriculture, bonus (\$30 à \$60 chacune,) \$1,800. Ecoles vétérinaires françaises et anglaises \$2,800. Exposition provinciale, société d'horticulture et de pomologie \$1,000. Aide à *Gazette des campagnes*, \$400. Pour encourager la culture des arbres fruitiers et de la vigne \$500. Ces crédits sont adoptés.

Manufacture de beurre et de fromage, traitements et dépenses de voyage \$1,500.

L'honorable M. **Marchand**.—Pourquoi ce nouveau crédit.

L'honorable M. **Robertson**—*trésorier de la province*.—Ce montant sera consacré à payer les services de deux professeurs qui enseigneront à fabriquer du beurre et du fromage et qui devront se rendre

là où leurs services seront requis. Le gouvernement croit que le meilleur moyen d'améliorer la qualité des produits de cette industrie, c'est d'améliorer en premier lieu le système dont on se sert pour fabriquer ces articles de consommation.

M. le **Président du comité**.—Ce crédit est adopté. Divers, agriculture \$1,000.....

L'honorable M. **Mercier**.—C'est un nouveau crédit.....

M. le **Tresorier**.—Cette somme est demandée pour venir en aide aux petites associations qui n'ont pas d'allocation et qui méritent bien cependant cette aide.

M. le **Président du comité**.—Ce crédit est adopté. Aide à la construction des bâtisses permanentes pour les expositions à Montréal, le tiers du coût, mais la part du gouvernement n'excédera pas \$10,000.

L'honorable M. **Joly**.—Je suppose que l'honorable M. Beaubien, qui est bien renseigné sur cette question, voudra bien donner quelques explications au comité.

L'honorable M. **Beaubien**.—Toutes les bâtisses permanentes sont payées. Il y a un reliquat de compte sur le prix du terrain. Cette année les citoyens de Montréal et le conseil municipal de cette ville ont souscrit chacun \$10,000. De plus, Montréal fournit l'eau à ses frais jusque sur les terrains de l'exposition. La dépense faite cette année est devenue nécessaire parce que les bâtisses sont trop petites. Ces édifices sont la propriété du bureau des arts et manufactures et du conseil de l'agriculture. Cinq membres de chacune de ces sociétés forment un conseil spécial pour les fins des expositions.

L'honorable M. **Joly**.—L'honorable trésorier ne trouve-t-il pas cette somme trop considérable pour nos finances?.....

L'honorable M. **Beaubien**.—Ce montant ne représente seulement que vingt-cinq pour cent des dépenses qui vont être faites, et les trois quarts seront fournis par les citoyens de Montréal.

M. le **Tresorier**.—J'ai cru qu'il était de bonne politique d'accorder ce montant bien qu'il me parût élevé.

L'honorable M. **Joly**.—Que l'on se rende bien compte du sens de mes observations. Je ne parle pas de localités, mais simplement au point de vue de nos finances.

M. **Nelson**.—Les deux gouvernements ont, je dois le reconnaître, bien joué leurs cartes avec Montréal. Le cabinet de l'honorable M. Joly avait commencé par ne demander que la moitié du montant de la

ville de Montréal, ce qui a été accordé. Le gouvernement du jour ne s'est pas contenté de cela, il a si bien arrangé son affaire qu'il a obtenu les trois quarts. Si cela continue, Montréal bientôt paiera tout. Cette conduite de la part du gouvernement est habile et Montréal, en bon enfant, paie princièrement.

M. **McShane**.—Ce montant de \$10,000 n'est pas assez élevé, et le gouvernement devrait montrer plus de générosité quand les citoyens de Montréal souscrivent si libéralement.

M. le **Tresorier**.—Il y a un instant, l'honorable M. Joly trouvait que le montant était trop élevé et voilà que M. McShane trouve, lui, qu'il ne l'est pas assez. Nous avons adopté un montant qui représentait le juste milieu. Il n'y a pas possibilité d'augmenter ce crédit. Le gouvernement, en face du succès magnifique obtenu par l'exposition de l'an dernier, s'est cru justifiable d'aider dans la proportion de ses moyens l'exposition qui doit être tenue cette année.

M. le **President du comite**.—Le crédit de \$10,000 pour aider à la construction de bâties permanentes à Montréal est adopté. Immigration et repatriement \$10,000.....

L'honorable M. **Mercier**.—D'après l'état déposé sur le bureau de la Chambre, il y a eu, sur le crédit ouvert l'an dernier pour le même objet, il y a eu de dépensé \$6.000. Sur cette somme \$110 ont été dépensées pour le repatriement, dont \$70 payées au révérend M. Charretier et \$40 à un M. Poulin, gardien, ce qui fait en tout \$110. Suivant moi, M. le président, on devrait petit à petit faire disparaître cette somme de notre budget, puisqu'il n'y a rien de dépensé pour repatrier nos compatriotes. Le montant voté pour l'immigration est une dépense absolument inutile sous tous les rapports. Nous n'en profitons pas ni directement ni indirectement. L'an dernier, le gouvernement nous a dit que peut-être il n'y aurait de dépensés sur le crédit ouvert à la dernière session, que \$8,000 dont \$5,000 pour l'immigration et \$3,000 pour le repatriement. Je suis en faveur de bien recevoir ceux qui viendront ici avec l'intention de s'y établir. Quelle que soit leur nationalité ou leurs croyances religieuses, pourvu que ce soit de bons sujets, capables de faire des citoyens laborieux et utiles au pays, je dis, recevons-les avec bienveillance, accueillons-les avec empressement même et efforçons-nous de leur rendre leur établissement au milieu de nous aussi facile que possible. Mais je ne puis approuver une dépense dont le résultat est de faire venir ici des immigrants qui, mettant à peine le pied à terre sur les rives du St-Laurent, s'en vont directement grossir la population des autres provinces ou des Etats-Unis.

L'honorable M. **Chapleau**.—*premier ministre, commissaire de l'agriculture et des travaux publics, commissaire des chemins de fer.*—

Je dois dire que je suis aussi convaincu que l'an passé de la nécessité de ce crédit. Cette conviction est complète, et je suis étonné qu'un homme occupant la haute position qu'occupe l'honorable M. Mercier puisse se décider à prendre une semblable attitude à l'égard de cet important service. Mon honorable ami ignore-t-il qu'il s'organise un fort courant d'immigration qui sera dirigé vers le Canada ? Et veut-il que nous laissions échapper, pour économiser la misérable somme de quelques milliers de piastres, les immenses avantages que nous pourrions compter retirer en prenant notre part de ce courant d'immigration ? Les Américains, gens pratiques s'il y en a et qui ont le talent de tout réduire à une simple figure arithmétique, disent qu'un immigrant vaut pour son pays d'adoption de \$800 à \$1,000. Tous les économistes disent la même chose. Mais, M. le président, la province descendrait dans l'estime de tout le monde, si on ne votait pas cette petite somme pour le service de l'immigration. Récemment le gouvernement a ouvert deux bureaux dans les Cantons de l'Est ; un bureau pour ceux qui parlent la langue française, l'autre pour ceux qui parlent la langue anglaise. Le bureau français a pour mission de renseigner les Canadiens-français qui veulent revenir au Canada et les Français et les Belges qui voudraient aller s'établir dans cette magnifique région de notre province. Ce nouveau service est conduit avec économie et pour le prouver, il me suffira de dire que ces deux bureaux ne coûtent que \$1200, soit \$600 chacun. Et pourquoi voyons-nous chaque année des centaines et des centaines de mille immigrants s'établir aux Etats-Unis et même dans la province d'Ontario ? c'est parce que ces pays savent faire les choses. Ils n'y regardent pas de si près lorsqu'il s'agit de faire valoir leurs territoires et d'attirer chez eux ces immigrants qui, par leur travail et leur intelligence aux affaires, font la richesse de leur patrie d'adoption, en même temps qu'ils acquièrent pour eux-mêmes une honnête aisance, même la fortune.

Le gouvernement a pris des arrangements spéciaux pour transporter un tiers des immigrants par le chemin de fer du Nord ; cela n'est que justice puisque le gouvernement paie ; les deux autres tiers sont pour le Grand Tronc. On a pu lire des annonces mensongères dans les journaux disant que les voyageurs avaient eu à souffrir. Cela est faux, je le dis sans la moindre hésitation. Il y avait même des voitures pour transporter les voyageurs jusqu'au bureau d'immigration.

Le bureau d'immigration de Lévis ne coûte que bien peu ; et l'agence

en Angleterre, confiée aux soins de M. O'Neil, si bien qualifié pour remplir cette position, absorbe une autre petite partie du crédit.

Une voix.—Qu'est-ce qu'on se propose de faire pour l'agriculture ? . .

M. le **Premier ministre.**—Cette année l'agriculture recevra une allocation plus considérable que celle de l'année dernière.

M. **Gagnon.**—Il importe de s'entendre sur ce sujet. Si nous ne voulons pas dépenser de l'argent du public pour cette fin, ce n'est pas par manque de patriotisme. Non, M. le président, c'est parce que le montant est trop élevé et pour nos moyens et surtout pour les profits que nous en retirons.

L'an dernier douze cents immigrants sont arrivés ici et se sont, paraît-il établis dans la province. Le montant dépensé a été de \$8,000, ce qui donne en moyenne \$72 par personnes. Cela fait pour une famille de cinq, de trois à quatre cents piastres. On avouera que c'est beaucoup trop.

Maintenant, qu'arrive-t-il dans la majorité des cas ? C'est que ces immigrants s'en vont ailleurs et nos dépenses sont complètement perdues. Nous ne sommes pas assez riches pour faire ainsi des cadeaux aux autres provinces du Canada ou aux Etat-Unis. Je demanderai au gouvernement qu'est-ce qu'il fait pour nos compatriotes pendant que l'on dépense ainsi de trois à quatre cents piastres par familles d'immigrés ? Le gouvernement dépense seulement un huitième du montant qu'il consacre pour l'immigration.

Je ne veux pas faire de la critique, mais il me sera bien permis de dire en passant une bonne grosse vérité, que chacun se répète tout bas : c'est que ces immigrants ne sont pas toujours bien recommandables. On en a eu la triste expérience.

L'honorable premier ministre a dit que l'agriculture recevra plus cette année. Peut-être qu'il en sera réellement ainsi, mais nous devons cette augmentation au fait que les élections générales sont proches. Dans ce cas il serait bon, jusqu'à un certain point, qu'il y eut des élections tous les ans. A propos des élections, je ne serais pas surpris de voir les électeurs convoqués avant notre retour dans nos foyers.

M. le **Premier ministre.**—Il n'y a pas de danger pour cela avant un an, l'honorable député peut se rassurer sur ce point.

M. **Gagnon.**—Plus l'honorable premier ministre l'affirmera, moins je le croirai, précisément à cause qu'il me l'affirme. (rires.)

En 1879-80, \$5,000 seulement avaient été mises à la disposition du gouvernement, mais je vois des mandats spéciaux pour \$5,000 additionnelles, c'est-à-dire \$10,000 en tout. Si le gouvernement peut ainsi

outrépasser le crédit ouvert, alors nous, députés, nous n'avons que faire de venir ici. Notre présence est inutile, si nous permettons au gouvernement de se servir comme bon lui semble.

M. McShane.—Au lieu de voter de l'argent pour l'immigration et le repatriement, le gouvernement ferait bien mieux de payer un prix raisonnable aux ouvriers qu'il emploie. Je suis allé ce matin aux terrains des édifices publics et j'ai été étonné lorsque des ouvriers qui travaillaient là m'ont dit qu'ils ne recevaient pas plus de 75 centins par jour. C'est une honte de voir un gouvernement faire travailler de pauvres ouvriers dix heures par jour et ne leur donner que 75 centins. Il n'est pas étonnant que nous voyions les gens laisser en masse le pays.

Il a été question de la fabrique du beurre et du fromage. Je ne vois pas la nécessité de ce crédit. Le beurre de Kamouraska se vend aussi bien que celui d'Ontario. Il est donc inutile d'envoyer un homme en Angleterre ou ailleurs pour apprendre à faire du beurre et du fromage. Cela est complètement inutile, puisqu'en Angleterre on achète déjà notre beurre. Au lieu de cela, on devrait s'appliquer à apprendre aux gens à faire de bonnes tinettes pour leur beurre, afin qu'il ne perde pas la saveur, le bon goût que nos braves cultivateurs savent lui donner, quoiqu'on dise de la vieille routine.

M. le Président du comite.—Le crédit pour l'immigration et le repatriement de \$10,000, est adopté. Chemins de colonisation, \$50,000.....

L'honorable **M. Langer.**—J'ai été effrayé lorsque j'ai constaté la somme dépensée par la province pour chemins de colonisation et le peu de résultats obtenus. J'ai été grandement étonné et je me suis demandé quelle pouvait bien être la cause d'un tel état de choses. Je crois que nous devons chercher dans l'origine même de ce service pour trouver cette cause. Pour moi, cela dépend du système vicieux adopté et suivi. Dans la province d'Ontario, on fait moins de dépenses, et cependant on obtient des résultats plus satisfaisants. La politique a trop à voir dans ce service administratif. Ainsi, dans le comté de Gaspé seul, il y a, je crois, quarante-deux chemins que j'appellerai *électoraux*. A Chicoutimi, je n'ai pas le nombre, mais je suis certain que le nombre en est considérable.

Voici en peu de mots le système qui devrait être suivi. Faire un certain nombre de chemins chaque année, mais faire de bons chemins. Avec ce système, on obtiendrait des résultats magnifiques avec une dépense relativement peu élevée. Au lieu de faire de petits bouts de chemins, ouvrir de grandes artères. Voilà le véritable et le seul moyen

pratique d'aider la colonisation quant à ce qui concerne les voies de communications que l'on doit donner aux colons. Le révérend M. Labelle, qui se livre à la colonisation, a vu les inconvénients du système actuel ; avec son sens pratique, il a compris qu'il fallait de ces grandes artères. Car je le demande, à quoi servent ces petits bouts de chemins que l'on fait ici et là moins pour les besoins de la colonisation que pour sauver la popularité de tel et tel candidat. Je comprends que nous ne pouvons construire des chemins de fer partout, mais au moins on peut réformer, améliorer le système en vigueur. Il y a dans le comté de Portneuf un exemple frappant de ce que produit ce système défectueux. Un chemin, prétendu de colonisation, a été ouvert à grands frais et à l'heure qu'il est le bois pousse de nouveau dans le chemin. Il y a un autre chemin inutile sur lequel on a dépensé de l'argent en pure perte, parce que ce chemin traverse deux rivières et qu'il n'y a pas de ponts sur ces rivières, et les gens rient avec raison de voir que le gouvernement dépense de l'argent sur ce chemin, car personne n'a encore passé par là. Je crois qu'au lieu de dépenser \$500 ici, \$600 là, et \$800 sur un autre point, il serait infiniment mieux de prendre cinq ou six milles et faire un bon chemin dont tout le monde se servirait. Tant que l'on continuera de dépenser comme on le fait à présent l'argent voté pour les chemins de colonisation on n'aura pas plus de résultats que ceux que l'on a obtenus jusqu'ici.

On a dépensé aussi beaucoup pour le chemin Taché, qui ne touche que les extrémités des comtés de Montmagny, Kamouraska, Bellechasse et l'Islet. Personne n'a été s'établir sur le parcours de ce chemin. Pourquoi ? parce que cette grande voie traverse une grande solitude. Aujourd'hui il y a quelques établissements de colons, parce que la colonisation de proche en proche, a atteint cette route. En maints endroits, elle est impraticable et ça été de l'argent perdu.

Il y a plusieurs parties de la province où on pourrait dépenser de l'argent avec avantage. Le lac St. Jean est un territoire extrêmement riche, et là on pourrait dépenser avec grand profit une partie du crédit voté chaque année, afin de donner un accès facile à ce territoire.

Un autre moyen pour encourager la colonisation, serait de favoriser la création et l'organisation de grandes sociétés, composées de capitalistes qui auraient les moyens d'attendre que le défrichement et la culture rapportent assez pour les indemniser de leurs avances et, au besoin, leur rembourser leur capital. Cela produirait d'excellents résultats et serait très-avantageux. Il ne faut pas oublier que c'est ainsi que le Canada s'est établi. Ce sont de grandes et puissantes sociétés qui se sont organisées en France qui ont entrepris les premières la colonisation de ce

pays. Ces compagnies payaient le transport des immigrants, les aidaient à s'installer ici et pourvoyaient à leurs besoins tant que le défrichement n'était pas assez avancé pour leur permettre de vivre du produit de leur terre. Mais en retour ces sociétés faisaient payer leurs terres relativement cher, et cela les remboursait de leurs avances. Jamais on ne réussira à faire établir un colon ici et là. Ce système est impossible. Que l'on favorise l'organisation de grandes compagnies qui seront obligées de concéder leurs terres comme l'étaient ci-devant les seigneurs dans cette province, cela serait d'un immense secours pour la colonisation de nos terres. Dans les cantons de l'Est, la compagnie de l'Amérique britannique vend ses terres à bien meilleur compte après tout, que le gouvernement, qui peut les vendre cependant à 60 centins. Comme je l'ai dit, tout le système est défectueux. Il vaudrait mieux que des sociétés vendraient leurs terres deux piastres l'acre, mais à condition qu'elles amélioreraient ces terres, que de les vendre cinquante ou soixante centins l'acre dans l'état où elles sont aujourd'hui.

Les terres de la couronne et l'administration des chemins de colonisation, ces deux services, dis-je, devraient être sous le contrôle des mêmes officiers. Je comprends que le gouvernement ne peut pas nous soumettre pendant cette session un projet de loi dans le sens que je viens d'indiquer, parce qu'il est trop tard. Mais il faut étudier, bien se rendre compte des défauts du système et se préparer à tout remodeler, à tout réformer sur une base nouvelle.

M. Picard.—Je suis heureux de voir que l'honorable M. Langelier a changé d'idée quant à ce qui a rapport au prix des terres. Il est d'opinion maintenant qu'il vaut mieux que le prix soit plus élevé mais que les terres soient améliorées. Quant à la distribution de l'allocation pour chemins de colonisation, je crois que les députés sont les personnes les mieux qualifiées pour bien diriger la dépense, parce qu'ils connaissent ou doivent savoir mieux que personne les besoins de la colonisation dans leur comté respectif. S'il faut établir des bureaux pour faire ce que font aujourd'hui les députés, cela absorbera toute la somme que nous votons.

M. Boutillier.—Le comité, je l'espère, me permettra d'occuper son attention pendant quelques instants. Le meilleur moyen suivant moi de favoriser la colonisation—il va sans dire que je ne condamne pas; au contraire, je l'approuve, l'excellent système suggéré par mon honorable ami M. Langelier—serait de permettre aux colons de faire le commerce de bois avant d'avoir douze acres de défrichement de fait. Les marchands de bois peut-être ne sont pas étrangers à la disposition

de la loi que je viens de rappeler. Aujourd'hui le colon est obligé de brûler son bois ; il ne peut le vendre, et s'il se permettait ce commerce le bois serait saisi. J'ai eu honte lorsque j'ai constaté le peu de progrès ou le peu de résultat obtenu jusqu'ici. Les progrès de la colonisation dans la province n'ont pas été ce qu'ils auraient dû être. Sur une superficie totale de cent vingt millions d'acres que renferme notre territoire—encore faut-il bien remarquer que lorsque ce chiffre a été donné, la hauteur des terres avait été fixée aux territoires arrosés par des rivières connues, on croyait dans le temps que c'était les dernières, mais depuis on a constaté que la hauteur des terres doit être fixée à quatre-vingts lieues plus loin—sur cent vingt millions, dis-je, il y en a à peine trois millions sept cent mille en état de culture. Le système que je préconise consisterait à permettre au colon de vendre son bois au fur et à mesure qu'il défricherait chaque arpent. Il pourrait arriver que des spéculateurs—il s'en glisse partout—laisseraient leurs terres, mais le travail fait restera fait et un autre arrivera et continuera ce travail. Je crois que mon système vaut mieux que celui intronisé au ministère des terres de la couronne.

M. Dupuis.—Je félicite le gouvernement d'avoir augmenté le crédit de la colonisation. Je puis assurer au gouvernement et à la Chambre, qu'il n'y a aucun danger pour le pays de ne pas être remboursé de ses dépenses, avec les produits de la vente des bonnes terres de la couronne.

Je suis en état de constater que le revenu de la vente des lots dans le township du comté que je représente, a dépassé les dépenses que le gouvernement y a faites depuis dix ans, et j'ai raison de croire qu'il en est ainsi dans les autres comtés où il y a de la colonisation à faire. C'est donc un bon placement que le gouvernement fait là.

Il faut remarquer que ce crédit devrait être partagé entre les établissements qui n'ont pas encore de chemin mais qui offrent un grand territoire de bonnes terres, telles qu'on en trouve dans la belle vallée du lac St-Jean, et ceux déjà ouverts à la colonisation ; et il faut bien se hâter d'achever au plus tôt pour répondre aux besoins de ces localités.

Quant aux colons, il ne suffit pas de pouvoir les conduire dans la forêt et là soutenir leur courage par la parole patriotique de nos révérends missionnaires. Je me demande, à quoi serviront les fatigues que s'imposent ces prêtres dévoués si on ne trouve pas les moyens pécuniaires pour conserver ces colons sur leurs lots ? c'est donc à nous de suggérer ce que nous croyons possible. Pour moi, je prie le gouvernement et la Chambre de considérer si l'on ne pourrait pas faire remettre au colon

qui voudrait suivre le missionnaire et prendre un lot pour l'occuper de bonne foi, le subsidé de 80 centins pour chacun des membres de sa famille que le gouvernement d'Ottawa paye annuellement, et ce durant les cinq premières années d'occupation et de travail sur ce lot ; pourvu qu'il remplirait fidèlement ses engagements—ce qui pourrait être constaté au moyen d'un certificat du conseil municipal dont il ferait partie ; 2. lui permettre de vendre le bois de son lot comme s'il était patenté, en proportion de l'avancement de son billet de location ; 3. le dispenser de payer l'intérêt des cinq premières années ; 4. enfin ne pas fixer de terme pour le paiement du capital, mais après cinq ans, l'obliger d'en payer l'intérêt annuellement sous peine d'en être expulsé après avis.

J'espère, que d'autres députés suggéreront tout ce qu'ils croiront de plus efficace. Il faut assurer le succès de nos zélés missionnaires qui auront le double mérite de diminuer l'émigration qui devient alarmante.

La vallée du lac St.-Jean est destinée à assurer l'avenir agricole de notre province. Le gouvernement et la Chambre qui contribueront à son avancement, auront bien mérité de la patrie.

M. Sawyer.—Certains honorables députés se sont plus à dire que la colonisation avait fait bien peu de progrès dans notre province. Je suis heureux de dire que quant à ce qui regarde la partie du pays où je demeure, la colonisation a fait des progrès notables et même je dirai fort remarquables. Dans le comté de Compton seul, l'augmentation a été de quarante à cinquante pour cent depuis dix ans. Il y a eu peut-être de l'argent qui aurait pu être mieux placé ; mais doit-on dire que c'est la faute du gouvernement ? Pour ma part j'hésiterais à rendre une telle décision. Dans toutes les divisions électorales avoisinant la frontière, la colonisation a fait d'immenses progrès depuis quelques années. Il en est de même pour Ottawa et Pontiac. Je ne crains pas, M. le président, de voir les fertiles plaines de cette province inhabitées. Ce serait une espèce de phénomène que la richesse exceptionnelle de notre sol rend impossible.

Il a été fait allusion à la coupe du bois. C'est sans contredit une question difficile à résoudre, mais j'espère que des arrangements seront pris pour que satisfaction soit donnée à tous les intéressés. En somme, je crois, M. le président, que nous pouvons regarder l'avenir avec confiance et espérer qu'il nous réserve de brillantes destinées.

M. Honde.—M. le président, avant que le crédit qui a rapport aux chemins de colonisation soit voté, je crois qu'il est de mon devoir comme député d'un comté formé en grande partie de nouveaux établissements, de soumettre à cette honorable Chambre quelques remarques qui seront, je l'espère, prises en bonne part par mes honorables amis.

Je sais, M. le président, que tous les députés, sans distinction de partis, qui composent cette honorable Chambre, s'intéressent vivement à la belle et grande question de la colonisation, aussi suis-je convaincu que toute suggestion, tendant à promouvoir les intérêts de cette noble cause, sera accueillie avec plaisir, je n'en doute pas.

Je suis heureux de constater que le crédit pour la colonisation a été augmenté un peu cette année. Mais le montant n'est pas encore suffisant pour encourager la colonisation d'une manière efficace et avantageuse.

J'aurais voulu, M. le président, que ce crédit eût été augmenté du double, afin de pouvoir pousser avec vigueur l'agriculture et la colonisation dans la voie du progrès.

Tout le monde comprend que notre province ne pourra marcher dans une ère de progrès et de prospérité, qu'en autant que l'agriculture et la colonisation seront encouragées de manière à accorder aux colons une aide plus considérable et plus en rapport avec les grandes dépenses que nécessitent l'ouverture d'une terre dans la forêt.

On a parlé bien des fois, dans cette Chambre, de différents moyens d'encourager les pauvres colons. Le fait est, M. le président, que s'il y a une classe de la société qui mérite de l'encouragement, c'est bien la classe agricole—et cependant c'est la classe qui a été la plus négligée jusqu'à ce jour.

Toutes les autres classes de la société, telles que celles des notaires, des médecins et des avocats, viennent tous les ans devant la Législature demander des amendements favorables à leurs professions. Le cultivateur, lui, n'a que son énergie et ses bras pour se protéger. Avec cet état de choses, il n'est pas étonnant que la classe agricole se laisse aller au découragement ; mais que le gouvernement prenne une bonne fois la résolution d'accorder à cette classe de la société toute l'attention qu'elle mérite, et vous verrez la confiance renaitre parmi les colons.

En visitant les cantons de l'Est j'ai été très souvent témoin de la misère qu'endure le pauvre colon qui débute au milieu de la forêt pour chercher à arracher du sein de la terre une subsistance pour lui et sa famille.

Plus d'une fois j'ai vu de pauvres familles, plongées dans la plus profonde misère, à peine vêtues et qui n'avaient pour toute nourriture qu'un peu de farine de sarrasin et de patates ; encore la quantité était-elle très restreinte. Je me disais alors si nos législateurs, ou plutôt si nos gouvernants voyaient la misère qu'endurent ces pauvres malheureux, il me semble qu'ils feraient presque l'impossible pour les aider à se procurer des secours plus considérables et plus en rapport avec leurs grands besoins, au lieu de dépenser, pour attirer ici des étrangers, des

sommes d'argent considérables qui, je dois le dire, ne sont profitables qu'à nos voisins les américains, car ils ne font que s'arrêter un peu ici, en passant, pour se reposer de la fatigue du voyage avant de traverser la frontière.

Ne serait-il pas préférable d'employer cet argent pour favoriser la colonisation dans nos nouveaux établissements?—L'argent dépensé ainsi nous serait profitable, car ce serait un bon moyen de retenir au milieu de nous nos compatriotes qui ne demanderaient certainement pas mieux, s'ils avaient la perspective d'obtenir de l'encouragement de la part du gouvernement, que de demeurer et vivre au milieu de leurs parents et de leurs amis.

Plutôt que d'accorder des sommes d'argent pour des fins très souvent moins utiles et moins nécessaires, ne vaudrait-il pas mieux mettre dans le budget des dépenses, une somme plus considérable, afin de pouvoir encourager l'agriculture et la colonisation d'une manière plus efficace et plus avantageuse?—J'ajouterai qu'il vaudrait mieux même retrancher le crédit pour l'immigration (si le gouvernement ne trouve pas d'autres moyens d'augmenter le crédit pour la colonisation) afin de l'ajouter au crédit pour la colonisation.—Car que nous sert de dépenser des sommes d'argent considérables pour faire venir ici des immigrants, quand nous ne sommes pas capables d'aider les enfants du pays à s'établir sur les terres du domaine public ? Cette conduite me fait l'effet d'un père de famille qui n'est pas capable d'aider à établir ses enfants et qui cherche à aider à établir les enfants de ses voisins. Je vois M. le Président que vous semblez vouloir me dire que cette conduite n'est pas logique ; elle ne l'est pas en effet.

Je sais que l'état des finances de la province ne permet pas au gouvernement de faire de grands sacrifices. Sans cela je lui suggérerais un moyen qui, je crois, serait un fort stimulant pour encourager le colon à se livrer avec ardeur au défrichement. Ce moyen, M. le président, serait d'accorder des récompenses à ceux des colons qui seraient établis dans un canton ou dans une paroisse où il se fait de la colonisation, qui auraient défriché et mis en culture la plus grande étendue de terre dans le courant de l'année pour êtreensemencée au printemps suivant.

Disons, pour obtenir un bon résultat, qu'il serait accordé cinq prix par canton ou par paroisse où il se fait de la colonisation : le premier de ces prix serait de \$25, le 2nd de \$20, le 3me de \$15, le 4me de 10 et le 5me de \$5 ; ces cinq prix réunis formeraient la somme de \$75 par canton, en supposant qu'il y a dans la province, cent cantons où il se fait de la colonisation, cela ne formerait que la faible somme de

\$7,500. Par le moyen de cette faible somme, il se défricherait tous les ans des centaines et des milliers d'arpents de terre. Avec la perspective de gagner ces prix et de remporter la victoire, vous verriez des centaines de colons se lancer dans l'arène non pas avec les armes qui font couler le sang de leurs semblables, mais avec les armes qui peuvent abattre les forêts et en faire de belles et bonnes terres propres à la culture.

Est-ce que le pays n'aurait pas bien récompensé de ce petit sacrifice ? Est-ce que l'essai n'en vaut pas la peine ? Il y a, M. le Président, 166 articles dans le budget. Que le gouvernement retranche seulement \$5 sur chaque crédit et la somme sera plus que suffisante pour faire l'essai que je propose. Je suis convaincu que pas un seul député de cette Chambre ne s'opposerait à une telle décision de la part du gouvernement. Car tout le monde sait que chaque piastre qui se dépense sur un chemin de colonisation est un prêt à gros intérêt que fait le gouvernement.

Car rien n'est plus propre à développer notre richesse nationale que la colonisation de nos terres publiques.

Avec ces quelques observations, M. le Président, je cède la parole et j'ai l'espérance qu'elles porteront leurs fruits.

M. le **Président du comité**.—Le crédit de \$50,000 pour chemin de colonisation est adopté. Pour le chemin de colonisation de la vallée d'Ottawa, \$5,000.....

L'honorable M. **Langelier**.—C'est un nouveau crédit, pourquoi nous est-il demandé ?

M. le **Premier ministre**.—C'est pour le chemin projeté et demandé par le révérend M. Labelle. Ce chemin ouvrira ou servira dans l'avenir cinquante à soixante belles paroisses. Il se prolongera jusqu'au Désert, à cent-vingt milles de l'Ottawa, sur la rivière Gatineau. Une vieille devise dit que vouloir c'est pouvoir. Il semble que le révérend M. Labelle ait adopté cette belle devise pour l'appliquer avec toute l'énergie qu'on lui connaît au succès de la colonisation dans notre province. M. Labelle a une volonté qui brise tous les obstacles. Il veut comme un apôtre, c'est-à-dire qu'il n'épargne ni peines, ni labeurs ni fatigues, quand il s'agit de son œuvre de prédilection. M. Labelle mérite la reconnaissance la plus vive de tous ceux qui ont à cœur le progrès et l'avancement de notre province.

L'honorable M. **Mercier**.—Nous serions bien heureux, si le gouvernement nous demandait toujours des crédits comme celui-là. Je me joins à l'honorable premier ministre pour adresser au révérend M. Labelle mes plus chaleureuses félicitations. Prêtre dévoué, patriote plein d'amour pour son pays, M. Labelle a consacré sa vie à améliorer le sort

de ses concitoyens, et au progrès de notre province. Pour lui, il n'y a pas d'obstacle insurmontable et le succès couronne toujours ses efforts infatigables et persévérants.

L'honorable M. **Langelier**.—Si j'ai demandé des explications, ce n'était pas pour critiquer. Au contraire, l'emploi de ce crédit est précisément d'accord avec mes idées à ce sujet comme le prouve les remarques que j'ai faites il y a quelques instants.

M. **Gagnon**.—Je ne sache pas qu'il ait été décidé de dépenser quelque argent dans le comté de Kamouraska. J'aimerais à savoir quand le gouvernement aura fini l'étude de cette question.

M. le **Premier ministre**.—Cette question est encore à l'étude. Mais les représentations de mon honorable ami seront accueillies avec faveur par le gouvernement.

M. le **Président du comté**.—Ce crédit est adopté. Chemin de Québec et du Lac St. Jean, \$5,000.....

L'honorable M. **Langelier**.—Il est absolument nécessaire de garder ce chemin en bon état en hiver comme en été. Je prends aussi la liberté d'attirer l'attention de l'honorable premier ministre sur la pétition demandant l'ouverture d'un chemin de Saint-Raymond au lac Edouard, pour atteindre le chemin de fer du lac Saint-Jean. Il n'y a pas d'autre moyen de communication et ce chemin sera très avantageux à cause de la construction de la voie ferrée que je viens de nommer. Le chemin projeté traverse de belles vallées où il pourra y être fondée cinq ou six paroisses. J'espère que le gouvernement fera droit à cette pétition.

M. le **Premier ministre**.—Je me suis occupé de la demande contenue dans la pétition dont vient de parler mon honorable ami. Je dois dire de plus que le directeur de la colonisation a fait au ministère un rapport très favorable sur cette question.

M. **Gauthier**.—Un crédit de \$5,000 n'est pas suffisant. Il faut une somme plus élevée pour tout faire comme cela doit être fait. Il ne s'agit pas de commencer des travaux de et les laisser ensuite à moitié faits. Le chemin de Saint-Urbain, par exemple, a été commencé en 1854 je crois. Il a coûté \$40,000 et cependant il n'est pas encore bon. Je n'hésite pas à dire que si on m'avait chargé de l'exécution de ces travaux, je les aurais faits pour \$20,000 et le chemin serait praticable. Des petites sommes dépensées ainsi sont perdues complètement. Il faut voter assez pour finir ce chemin. C'est le seul moyen de ne pas perdre l'argent qui est consacré à ces travaux.

Je crois aussi qu'il serait prudent et sage de voter une certaine somme pour les besoins imprévus, parce que tous les ans le gouvernement est obligé de dépenser plus que le crédit. Le gouvernement sera justifiable, à mon avis, de demander un crédit supplémentaire pour cet objet, et pour ma part, je déclare que j'appuierai sa demande. Que l'on ne dise pas que l'on n'a pas d'argent. J'avoue que je ne comprends pas le sens de ces paroles lorsqu'il s'agit de la colonisation. Quand il s'est agi de voter les autres crédits, et quand on a constaté une augmentation, que nous a-t-on dit ? L'honorable trésorier a répondu qu'il le fallait. Et cependant, quand il s'agit de la colonisation, on nous dit qu'il n'y a pas d'argent. Encore une fois, M. le président, je déclare que je ne comprends pas le sens de ces paroles lorsqu'il s'agit de la colonisation.

L'idée exprimée par l'honorable M. Langelier d'ouvrir les terres, les améliorer et d'en augmenter le prix en proportion, est une idée magnifique. Il ne faut pas s'abuser là-dessus, jamais, ou du moins c'est très rare, que l'on trouvera des colons sérieux qui iront s'enfoncer dans la forêt sans avoir de communication avec le reste du pays. Il vaut donc infiniment mieux d'ouvrir de bons chemins et vendre les terres plus cher. Mais, encore une fois, il faut terminer les chemins et non pas les laisser à moitié faits.

Mon honorable ami, M. Picard, a dit que dans sa division électorale tout va bien. Eh bien, je dois dire qu'il est fort heureux, et puisqu'il réussit si bien à contenter tout le monde, il devrait être nommé directeur de la colonisation (rires). On sait que le député, occupé du soin de sa popularité, est obligé de donner un peu d'argent partout, et voilà la vraie cause du mal que l'on signale tous les ans. Je serais en faveur d'un système qui enlèverait aux députés la dure besogne de faire la distribution de l'allocation de la colonisation, qui est une source d'ennuis et d'embarras de tous genres pour les malheureux députés.

Comme je l'ai dit il y a un instant, il faudrait voter une certaine somme pour les dépenses imprévues. On sait que les travaux infatigables du révérend Père Lacasse créent un fort courant de colonisation. Il ne faut donc pas que le gouvernement soit dans la pénible nécessité d'enrayer ou de ralentir ce beau mouvement par suite d'une insuffisance de crédit.

M. Beaudet.—Mon honorable ami, M. Gauthier, vient de dire que le crédit demandé pour le chemin du lac St-Jean n'est pas suffisant. Le directeur de la colonisation dit cependant dans son rapport que \$5,000 suffisent.

M. Deschenes.—Je désire attirer l'attention de l'honorable pre-

mier ministre sur une demande qui lui a été adressée il y a quelque temps. Les habitants de Trois-Pistoles et du canton Bégin ont demandé au gouvernement de faire faire des explorations pour choisir le meilleur endroit pour ouvrir un chemin allant dans la direction du Nouveau-Brunswick. Monsieur le curé de Trois-Pistoles m'a même passé une liste de personnes qui veulent s'établir sur les belles terres situées sur le parcours du chemin projeté, terres qui sont aujourd'hui presque inaccessibles, et qui, dans tous les cas, ne peuvent être défrichées et cultivées dans les conditions actuelles. Une exploration a été faite et un rapport a été adressé au gouvernement. J'ai demandé copie de ce rapport, mais je regrette de dire que je n'ai pu encore l'avoir. Cependant j'ai confiance que l'honorable premier ministre saura rendre justice.

Chaque année on proteste et l'on demande que le montant pour les chemins de colonisation soit augmenté, et le gouvernement ne semble pas s'émouvoir à la vue de ces protestations. Lorsque la politique des chemins de fer a été inaugurée, on nous disait, à nous les députés des comtés ruraux, que les voies ferrées projetées feraient la richesse de la province et que cette politique devait remplir la caisse publique. Que voyons-nous aujourd'hui ? Il y a des millions de dépensés pour les chemins de fer et nous avons beaucoup de ces chemins, et cependant je ne crois pas que la caisse publique régorgé de trésors.

Une chose bien certaine, c'est que nous n'avons pas les chemins de colonisation les plus indispensables. La colonisation souffre, et les Canadiens-français s'en vont aux Etats-Unis, abandonnent notre province, pour aller s'établir ailleurs. Et pourquoi cela, M. le président ? parce que la colonisation ne reçoit pas toute l'aide qu'elle devrait recevoir. On semble ne pas comprendre qu'une piastre dépensée pour cette fin rapportera \$10 en dix ans. Je constate avec plaisir que le crédit pour les chemins de colonisation a été augmenté, mais en face du grand mouvement qui se produit dans toutes les parties de la province, ce montant est loin d'être assez élevé.

J'ai dit un mot de la politique des chemins de fer. Ce n'est pas que je sois l'adversaire de cette politique. Je l'ai approuvée, mais ce que je veux, c'est que l'on fasse plus maintenant pour la colonisation, puisqu'il n'y a plus besoin de voies ferrées ; car je crois qu'il y en a assez pour satisfaire aux nécessités du commerce. Je suis aussi en faveur des dépenses projetées pour le chemin du lac St-Jean et pour celui de la vallée de l'Ottawa. Mais il n'y a pas que ces endroits qui ont besoin de chemins, et je prétends qu'il faut élever le crédit, si l'on veut être en état de satisfaire aux demandes pressantes et que l'on ne saurait refuser sans causer un tort considérable à la province. Il faut donc que

le gouvernement demande à la Chambre, lorsque le temps en sera venu, un crédit supplémentaire pour faire face à ces dépenses qui ne peuvent être ajournées sans causer, comme je viens de le dire, un tort peut-être irréparable. L'élan est donné par de généreux missionnaires, le clergé a pris une part active au mouvement de colonisation qui se produit dans toute la province, il ne faut pas ralentir ce mouvement, il faut, au contraire, l'aider par tous les moyens possibles. C'est l'avenir de la province de Québec qui est en jeu. On ne saurait donc reculer pour la considération de quelques milliers de piastres de plus.

M. le Président du comite.—Le crédit pour le chemin de Québec au lac St-Jean, \$5,000 est adopté. Pour les sociétés de colonisation \$5,000.... Loyers, assurances, réparations etc., des bâties publiques en général, \$30,000. Réparation à Spencer Wood, \$4,000. Ces crédits sont adoptés. Entretien de Spencer Wood, \$5,000....

L'honorable **M. Langelier.**—Spencer Wood est une résidence trop coûteuse pour les lieutenants gouverneurs qui n'ont pas un salaire assez élevé pour suffire aux dépenses qu'une telle résidence les oblige de faire. Il faudrait prendre des mesures pour changer un état préjudiciable aux titulaires mêmes et à la province.

M. Prefontaine.—Les remarques que vient de faire mon honorable ami sont très justes et je les approuve complètement. Il n'y a pas de doute que Spencer Wood est une résidence trop coûteuse pour les lieutenants gouverneurs. Leur salaire n'est pas assez élevé pour leur permettre de faire face à une dépense comme celle qu'ils doivent faire. Cela se comprend assez facilement : Spencer Wood a été construit pour être la résidence des gouverneurs coloniaux dans le temps où le Haut et le Bas Canadas étaient unis. Ces gouverneurs recevaient un salaire beaucoup plus élevé que celui des lieutenants gouverneurs. Rien d'étonnant à ce que ces derniers ne peuvent suffire avec leur salaire à maintenir Spencer Wood dans l'état où il était au temps des gouverneurs coloniaux. La conséquence c'est que la province est chaque année appelée à payer des fortes sommes pour l'entretien de la résidence des lieutenants gouverneurs. Je crois qu'il serait temps de remédier à cet état de choses.

M. le Président du comite.—Ce crédit est adopté. Inspections et examens, \$3,000... ministères publics pour les compléter, pour niveler le terrain etc. \$18,000....

L'honorable **M. Langelier.**—Je désire avoir des explications sur ce crédit.

M. le Premier ministre.—Le terrain qui se trouve en face

des édifices des ministères a été loué du gouvernement fédéral pour un prix nominal. Il s'agit de niveler ce terrain. Il y a des endroits où l'élévation est de quatorze à quinze pieds. Cela exigera des travaux considérables. La plus grande partie de ce crédit sera absorbée dans ces travaux de nivellement.

M. le **President du comite.**— Ces crédits sont adoptés. Maison pour le geôlier, prison de Gaspé \$2,000.

M. **Gagnon.**— Pourquoi ce crédit ?

M. le **Premier ministre.**— Il est impossible de loger le geôlier dans la prison. Pour construire une maison convenable le crédit demandé sera absorbé en entier, bien que ce logement n'aura aucun luxe.

M. **Boutillier.**— Je me fais un devoir d'attirer l'attention du gouvernement sur le fait que la prison de Montréal est trop petite pour le nombre des détenus ; avec un millier de piastres ou environ, on pourrait bâtir en dehors de la prison un logement pour le geôlier. Cela donnerait plus de logement pour les prisonniers. Le nombre des prisonniers dans chaque chambre est trop grand. C'est une question de salubrité et d'humanité à laquelle on ne saurait négliger d'apporter une prompte solution. L'on ne peut prétendre que le gouvernement est incapable, au point de vue des finances, de mettre ma suggestion en pratique, car le montant dépensé pour augmenter le nombre des gardiens, compenserait amplement cette dépense.

M. le **Premier ministre.**— Il est sans doute très regrettable que l'on soit obligé de loger le geôlier avec les détenus. Un rapport m'a été adressé, il y a quelque temps, dans lequel on me dit que douze ou quinze cents piastres suffiraient pour loger le geôlier en dehors de la prison. J'étudierai de nouveau la question, et je demanderai, si la chose me paraît nécessaire, un nouveau rapport sur ce sujet, et il y aura un crédit inscrit dans le prochain projet de budget.

M. le **President du comite.**— Ce crédit est adopté. Réparation aux palais de justice et aux prisons, \$15,000.

L'honorable M. **Marchand.**— Il y a absolue nécessité de réparer le palais de justice d'Iberville. Cette réparation est nécessaire même pour la sûreté des archives. L'honorable premier ministre a-t-il l'intention de consacrer une partie de ce crédit à faire ces réparations ?

M. le **Premier ministre.**— Le rapport de l'architecte transmis au ministère des travaux publics porte le montant nécessaire pour faire toutes les réparations à \$31,000, au lieu du crédit de \$15,000 que

le gouvernement demande à la Chambre. Je dois dire que sur cette somme il y aura \$500 de consacrées aux réparations nécessaires au palais de justice du district d'Iberville.

L'honorable M. **Langelier**.—Il me paraît assez clair que le gouvernement n'a pas encore cette année l'intention de demander l'ouverture d'un crédit pour la reconstruction du palais de justice à Québec. C'est vraiment intolérable de voir le palais de justice là où il est maintenant, de voir le juge logé comme il l'est à présent. En entrant dans cette bâtisse une odeur infecte vous prend à la gorge et ne vous laisse que lorsque vous êtes au milieu de la rue. J'invite les députés à assister au terme de la cour de circuit qui est ouvert, et ils s'assureront par eux-mêmes de la vérité de ce que je dis. Cela se conçoit au reste facilement, quand on sait que l'édifice qui sert de palais de justice est un ancien hôpital militaire. On comprend que l'aménagement d'un hôpital n'est pas le même que celui d'un palais de justice.

Je dois aussi faire observer qu'il n'y a rien dans cette bâtisse à l'épreuve du feu. Si un incendie se déclarait, on subirait des pertes irréparables. Des archives d'une valeur inappréciable seraient perdues. Il y a quelques années, en 1876, une loi a été adoptée, autorisant le gouvernement à dépenser \$75,000 pour la construction d'un palais de justice. Dans le temps, plusieurs plans ont été préparés. Un entre autres était pour reconstruire le palais de justice sur le terrain des anciennes casernes des jésuites. Je ne sais combien coûterait l'édifice d'après ce plan, mais quoiqu'il en soit, je crois que le gouvernement devrait prendre une décision à ce sujet. Je comprends que l'on ne pourrait, sans affecter considérablement l'équilibre déjà si affecté du budget, que l'on ne pourrait prendre dis-je, toute cette somme de \$75,000 à la fois. Au reste cela ne serait pas nécessaire, car ces travaux prendraient de deux à trois années pour les terminer. Mais on pourrait en venir à une décision, déjà on a trop retardé.

L'honorable M. **Robertson**—*trésorier de la province*.—La question a été discutée, mais il n'y a pas eu de décision de prise.

L'honorable M. **Langelier**.—L'assurance sur l'ancien palais de justice était de \$40,000.

M. le **Tresorier**.—Toute cette somme, et plus même, a été absorbée pour réparer la bâtisse qui sert aujourd'hui de palais de justice.

M. le **Premier ministre**.—C'est l'honorable M. Irvine, alors procureur général, qui a eu le soin de voir à cela, et cet honorable député est plus que tout autre en état de donner des explications sur ce qui a été fait.

M. le Président du comite.— Le crédit pour réparation aux palais de justice et aux prisons est adopté.

Loyers de palais de justice et des prisons \$1,407.... Adopté.

Assurances des palais de justice et des prisons \$300.....

M. Gagnon.—Le gouvernement ne devrait pas faire assurer les édifices publics pour plus que la valeur. C'est payer inutilement.

M. le Premier ministre.— Toutes les bâties ont été évaluées à nouveau, les assurances ont été réajustées en conséquence.

M. McShane.—Est-ce que \$300 couvrent toutes les primes d'assurance?....

M. le Tresorier.—L'année dernière le gouvernement a payé \$10,000 ou \$12,000, je ne me rappelle pas exactement le montant, pour faire assurer toutes les bâties pour trois ans, et nous ne sommes que dans la deuxième année de cette assurance. Ces \$300 ne couvrent que deux ou trois cas spéciaux d'édifices assurés dans les sociétés d'assurance mutuelle, et il faut payer tous les ans. Les édifices des ministères publics, Spencer Wood, l'hôtel du gouvernement, le palais législatif où nous sommes, tous ces édifices sont assurés pour trois années, et la prime a été payée l'an dernier : de sorte que nous avons encore deux ans sans payer.

M. McShane.—L'honorable trésorier peut-il nous donner les noms de ces sociétés. "Je n'ai pas une grande confiance dans les sociétés d'assurance mutuelle.

M. le Tresorier.—Je ne me rappelle pas à présent des noms de ces sociétés, mais je puis assurer à mon honorable ami que ce sont des sociétés parfaitement solvables.

M. Gagnon.—A la page 62 des comptes publics de 1880, on trouve tous les détails au sujet des assurances.

M. le Président du comite.—Ce crédit est adopté.

Corporation de l'hôpital général de Montréal, \$4,000 ; Malades pauvres, \$3,200 ; St-Patrick's hospital, Montréal, \$1,600 ; Sœurs de la providence, Montréal, \$1,120 ; Asile de St-Vincent de Paul, Montréal, \$600 ; Protestant House of Industry and Refuge, Montréal, \$800 ; Protestant House for friendless women, Montréal, \$200 ; St-Patrick's Orphan Asylum, Montréal, \$640 ; Hospice de la maternité de l'université, Montréal, \$480 ; Asile Madeleine, (Bon Pasteur), Montréal, \$720 ; Asile des orphelins pour les catholiques romains, Montréal, \$320 ; Sœurs de la charité, Montréal, \$800 ; Sœurs de la charité pour leur hôpital des enfants trouvés, Montréal. \$200 ; Protestant Orphan Asylum,

Montréal. \$640 ; Hospice de la maternité, aux soins des sœurs de la miséricorde, Montréal, \$480 ; Asile de la rue Bonaventure, Montréal, \$430 ; Asile de Nazareth pour les enfants pauvres, Montréal, \$400 ; Ecole pour les aveugles, asile Nazareth, Montréal, \$1,230 ; Atelier pour les aveugles, Montréal, \$300 ; Dispensaire annexé à l'asile Nazareth, Montréal, \$320 ; Société des dames charitables pour les veuves et les orphelins, ci-devant maison de refuge, Montréal, \$850 ; Home and School Industry, (Harvey Instit.), Montréal, \$320 ; St-Brigitt's Asylum, Montréal, \$800 ; Frères de la charité St-Vincent de Paul, Montréal, \$500 ; Hospice de Bethléem, Montréal, \$500 ; Hospice de St-Joseph du Bon Pasteur, Montréal, \$200 ; Protestant Infant's Home, Montréal, \$400 ; Women's Hospital, Montréal, \$500 ; Church Home, Montréal. \$200 ; Institution pour le traitement des maladies des yeux et des oreilles, Montréal, \$250 ; Association charitable des dames, de l'asile catholique et de Nazareth, Québec, \$1,140 ; Malades pauvres, Québec, \$3,200 ; Asile du Bon Pasteur, Québec, \$800 ; Ladies Protestant Home, Québec, \$750 ; Male Orphan Asylum, Québec, \$420 ; Finlay Asylum, Québec, \$420 ; Protestant Female Orphan Asylum, Québec, \$420 ; St-Bridget's Asylum, Québec, \$1,000 ; Dispensaire, Québec, \$200 ; Sœurs de la charité pour les personnes vieilles et infirmes, Québec, \$200 ; Hôpital du Sacré-Cœur de Jésus, Québec, \$1,000 ; Hôpital du dispensaire, Québec, \$200 ; Hôpital des enfants trouvés, Québec, \$200 ; Women's Christian Association, Québec, \$200 ; Asile de Belmont pour les ivrognes, Québec, \$700 ; Hôpital de la marine et des émigrés, Québec, \$2,666.67 ; Hospice de la maternité aux soins des sœurs du Bon Pasteur, Québec, \$2,013.33 ; Malades indigents, Trois-Rivières, \$2,500 ; Sœurs de la charité, hôpital des enfants trouvés, Trois-Rivières, \$400 ; Hôpital général, Sorel, \$700 ; Hôpital de St-Hyacinthe, St-Hyacinthe, \$500 ; Asile des orphelins, St-Hyacinthe, \$200 ; Ouvroir de St-Hyacinthe, St-Hyacinthe, \$200 ; Asile pour le placement des orphelins, Knowlton, \$200 ; Hospice Youville, St-Benoit, \$200 ; Asile de la providence, Côteau du lac, \$300 ; Hospice St-Joseph, Beauharnois, \$200 ; Hospice Ste-Marie, Ste-Marie de Monnoir, \$200 ; Asile de la providence, Mascouche, \$200 ; Hôpital St-Jean, St-Jean, \$200 ; Sœurs de la charité, St-Jean, \$200 ; Hospice La Jemmerais, Varennes, \$200 ; Hospice des sœurs de la Providence, St-Vincent de Paul, \$200 ; Hôpital de la providence, Joliette, \$200 ; Hospice de Laprairie, Laprairie, \$200 ; Hôpital St-Joseph, Chambly, \$200 ; Asile de la providence, Ste-Elizabeth, \$200 ; Sœurs de la providence de N.-D. de l'Assomption, \$200 ; Asile de la Providence, Ste-Ursule, \$200 ; Hôpital de Ste-Anne Lapocatière, Ste-Anne, \$200 ; Sœurs de la charité, Rimouski, \$500 ; Hôpi-

tal de St-Ferdinand d'Halifax, St-Ferdinand, \$200 ; Hospice Yamachiche, Yamachiche, \$200 ; Hôpital et asile des orphelins, Sherbrooke, \$500 ; Sœurs de la charité, Lanoraie, \$200 ; Hôpital St-Paulin, St-Paulin, \$200 ; Hôpital de Longueuil, Longueuil, \$200 ; Hôpital de St-François du lac, St-François, \$200 ; Hôpital de St-Louis, St-Denis, \$200 ; Sœurs grises de Farnham, \$200 ; Hôpital Notre-Dame, Montréal, en rapport avec l'université Laval, \$1,000 ; Hôpital de St-Joseph de la délivrance, Lévis, \$300 ; Ecoles de réforme, \$6,600 ; Ecoles d'industrie, \$8,400.

Ces crédits sont adoptés.

Le comité lève sa séance.

La Chambre délibérera demain sur ces crédits.

La séance est levée.

Séance du vendredi, 3 juin 1881.

PRÉSIDENCE DE L'HONORABLE ARTHUR TURCOTTE.

La séance est ouverte à trois heures.

L'honorable M. **Robertson**—*trésorier de la province*.—J'ai l'honneur de proposer qu'une adresse soit votée à Son Honneur le lieutenant-gouverneur le priant de vouloir bien émettre son mandat en faveur de l'honorable trésorier de la province, pour la somme de dix mille dollars, pour faire face aux dépenses contingentes de cette Chambre, et assurant Son Honneur que cette Chambre en tiendra compte.

Cette proposition est adoptée.

M. **Prefontaine**.—Est-ce que c'est l'intention du gouvernement d'ajourner la Chambre pour le jour de l'inauguration de la statue de Salaberry, afin de permettre aux députés d'assister à cette démonstration.

L'honorable M. **Chapleau**.—*premier ministre, commissaire de l'agriculture et des travaux publics, commissaire des chemins de fer*.—J'admire beaucoup le projet d'élever une statue en l'honneur du colonel Salaberry, et j'applaudis de tout cœur au succès de cette œuvre, et j'espère que la Chambre se fera un devoir de manifester ses sympathies lors de l'inauguration de cette statue, le 7 juin prochain. Mais je crois que nous ne devons pas ajourner la Chambre pour cette occasion. A mon avis, si quelques députés seulement se rendent à cette démonstration, je suis certain que personne ne le leur reprochera.

M. **Prefontaine.**—Je comprends que ce jour-là on soumettra à la Chambre une résolution exprimant les sympathies de l'Assemblée législative.

M. le **Premier ministre.**—Nous pourrons y penser d'ici à ce jour-là, j'en parlerai à mes collègues, et je n'y vois pas d'objection.

L'honorable M. **Mercier.**—Je demande à la Chambre permission de donner une explication personnelle, et je réclame son indulgence pour quelques minutes seulement.

J'ai lu dans un journal qui s'appelle le *Courrier de St-Hyacinthe*, dans son édition du 2 juin, ce qui suit. " Un dernier mot et c'est à l'adresse de M. Mercier. Puisque les libéraux ne se gênent nullement d'accuser les conservateurs, ceux-ci, en légitime défense, ont droit de faire connaître au public ce que sont leurs adversaires ; cette fois il s'agit du vertueux député de St-Hyacinthe. "

" On se rappelle qu'à la dernière session deux compagnies ont demandé chacune à être constituée légalement afin de faire un travail sous le fleuve St-Laurent vis-à-vis Montréal. M. Mercier a épousé les intérêts de la compagnie qui, cet hiver, a fait faire des explorations pour s'assurer si le projet était réalisable. La rumeur va à dire que M. Mercier aurait reçu, en récompense de son zèle, une somme de \$1,500, dont \$500 pour le journal, *La Patrie*, 500 pour le journal *L'ELECTEUR* et \$500 pour lui-même."

" Nous ne voulons pas dire que cette grave faute a été commise par M. Mercier, nous n'en n'avons pas la preuve ; mais la rumeur à Québec est telle que le *Chronicle* d'hier a cru devoir y faire allusion dans son premier Québec, et même on prête au député de St-Hyacinthe l'intention de faire une déclaration en Chambre pour se disculper."

" Nous avons fortement combattu M. Mercier jusqu'à présent, et quoiqu'il n'ait guère d'estime pour nous, nous souhaitons dans son intérêt personnel comme dans celui de notre parlement, qu'il puisse entièrement se disculper. S'il était coupable d'un tel oubli de son devoir et d'une infraction aussi grande aux lois de l'honneur, il mériterait d'être expulsé de l'Assemblée législative."

Je considère qu'il y a dans cet article une grosse injure contre mon caractère de citoyen et de député, et je repousse cette injure avec indignation. Cette rumeur contient une atroce calomnie à mon égard, et je veux que cette Chambre sache que je suis entré dans cette enceinte législative honnête homme et que je veux la quitter honnête homme. Je déclare formellement n'avoir jamais rien reçu, ni directement, ni indirectement, soit pour m'engager à favoriser la loi mentionnée dans cet article, ou tout autre, soit en rapport avec cette loi ou toute

autre. Je donne en conséquence un démenti formel à l'accusation formulée contre moi dans cet article.

La Chambre se forme en comité du budget.

M. le **Président du comité**.—Asiles d'aliénés de Beauport, de St-Jean de Dieu et de St-Ferdinand d'Halifax \$22,920....

L'honorable M. **Joly**.—Je désire avoir des explications sur ce crédit. Il y a une augmentation de \$22,920 sur le crédit ouvert pour l'exercice en cours ; ce crédit ne s'élevait qu'à la somme de \$200,000. Une nouvelle loi dont l'objet est de diminuer la dépense est entrée en vigueur depuis plusieurs mois, et cependant je constate à mon grand étonnement qu'au lieu de diminuer le crédit demandé a augmenté de \$22,920.

L'honorable M. **Paquet**.—*secrétaire de la province*.—En réponse aux observations de l'honorable M. Joly, je donnerai au comité communication de l'état que j'ai fait préparer tout spécialement.

L'honorable M. Joly a fait allusion à la loi adoptée à la dernière session et a exprimé son étonnement de voir que le crédit demandé cette année est plus considérable que celui ouvert pour l'exercice en cours. Il est vrai que la loi en question a été mise à exécution depuis quelques mois, mais le temps n'a pas encore été assez long pour donner des résultats fort notables. Cependant le gouvernement a lieu de croire que les résultats sur lesquels il comptait lorsqu'il a demandé à la Législation d'adopter cette loi, se réaliseront dans un avenir rapproché, et qu'avant peu ce crédit sera abaissé au lieu d'être relevé comme aujourd'hui.

Voici l'état dont j'ai parlé :

Le nombre de pensionnaires admis depuis le 25 septembre 1880 (date de la mise en force de la loi), jusqu'au premier juin 1881, soit 8 mois et 5 jours, est de 170.

Le nombre admis dans les 8 mois et 5 jours correspondants de l'année précédente, 25 septembre 1879 au premier juin 1880, est de 198.

Différence en faveur de 1881, 28.

Le nombre de refusés sur rapports de 8 médecins visiteurs, dans les 8 derniers mois, est de 29.

Le nombre des cas abandonnés faute des formalités requises par la nouvelle loi, est de 19.

Il y a donc eu dans les 8 mois derniers, 48 patients qui ont été refusés.

Sauf les cas dangereux, épileptiques, scandaleux, de difformités monstrueuses, les idiots, les imbéciles et les vieillards ont été refusés par les médecins visiteurs.

Sur les 170 admis, 10 patients paient la somme collective de \$495.

Par l'article 32 de la loi des aliénés, les propriétaires et surintendants d'asiles doivent adresser le 15 janvier de chaque année aux shérifs une liste des aliénés de chaque district, avec le montant de la pension. Le shérif doit notifier le secrétaire-trésorier de la municipalité d'où le malade vient.

L'article 29 pourvoit au cas des aliénés qui ont passé par la prison.

Le 22 octobre 1880, j'ai adressé aux propriétaires, surintendants et médecins d'asiles un extrait de la loi sur ce sujet. Quand les statuts ont été distribués, je leur en ai envoyé une copie.

Les shérifs n'ont pas encore fait rapport, mais ceci ne peut tarder.

Il y a donc eu 28 cas de moins admis depuis 8 mois que la loi est en force, ce qui fait, à peu près, une différence, dans la dépense, de \$3,360 pour les huit derniers mois.

Enfin, sur les 170 patients, 58 viennent de la prison.

M. **Laberge**.—M. le président, je regrette une chose, c'est que l'adresse que j'ai fait voter pour savoir comment la nouvelle loi des asiles avait fonctionné n'ait pas eu de réponse. Car, M. le président, il me semble qu'il est très important de savoir de quelle manière cette loi a fonctionné au moment où nous sommes à adopter un item de \$220,000. Il y a au-delà de trois semaines que j'ai fait cette demande, et je n'ai pas encore eu de réponse.

Mais, M. le président, j'ai un autre sujet à traiter, et j'aimerais qu'on y donnât toute l'attention possible afin de bien savoir ce que je vais dire. D'abord, j'aimerais que les médecins qui sont dans cette Chambre et qui sont plus à portée de connaître cette question, prendraient part à la discussion ; et si je fais ces remarques, c'est dans le but d'ouvrir une discussion dans cette Chambre, et aussi afin que la presse s'empare du sujet et le traite dans les journaux.

Une chose m'a frappé, M. le président, dans les rapports qui nous sont donnés par les asiles ; c'est le petit nombre de guérisons que l'on obtient dans ces maisons, relativement au grand nombre de patients qui y entrent. Je sais que les maladies mentales sont plus difficiles à guérir que les maladies ordinaires, mais cependant elles ne sont pas toutes incurables. Eh bien, si je prends les rapports de nos asiles, je vois qu'il n'y a pas plus d'un sixième de ceux qui y sont internés qui obtiennent leur guérison. Il est certain, M. le président, que cela est dû à une cause. Cette cause, c'est le retard que l'on apporte toujours à interner ces pauvres gens dans les maisons d'aliénés.

J'ai ici, M. le président, le rapport de l'Asile de Beauport pour l'année 1877 ; sur 162 qui sont internés dans cette institution durant cette année-là, on n'en mentionne que 58 qui ont une chance de guérison, et

cela parce qu'ils sont entrés trop tard après la déclaration de la maladie. Il est certain que si l'on n'interne un patient qu'un an après la déclaration de la maladie, il est presque impossible de le guérir. Je dis que sur les 162 qui sont internés durant cette année, il n'y en a que 28 qui ont pu être guéris complètement, les autres sont obligés de rester là le temps que le gouvernement veut bien les y garder ou que la mort vienne mettre fin à leurs souffrances. Tout ceci est dû, M. le président, à ce que l'on ne pense donner à ces malheureux les soins nécessaires qu'à une époque trop éloignée du début de leur maladie.

Ce que je dis là, je ne le tiens pas de moi. Si ma mémoire ne me fait pas défaut, j'ai lu il y a quelques années en France que la Chambre, frappée du petit nombre de guérisons que l'on obtenait dans les asiles d'aliénés, s'est demandé quelle en pouvait être la raison. Le Sénat a fait nommer un comité d'enquête pour examiner cette importante question : on a fait venir des médecins spéciaux qui s'étaient occupés tout particulièrement de la chose, et on en est arrivé à la conclusion que cela était dû à la cause que je viens de signaler. Il n'y a pas besoin d'être médecin, M. le Président, pour comprendre qu'il doit en être ainsi. Tout le monde sait que plus on est amené promptement auprès d'un malade et plus il y a de chances de le guérir. Si ceci est vrai pour les maladies ordinaires, ceci est infiniment plus vrai pour les maladies mentales. Je ne parle pas des cas d'imbécilité ou d'idiotisme de naissance, mais je parle des maladies aiguës qui sont dues à un accident quelconque et qui peuvent souvent être guéris si elles sont prises à temps.

Les aliénés laissés chez leurs parents sont exposés à toutes sortes de choses, aux risées, aux mauvais traitements quelquefois, à souffrir du froid et des intempéries, etc., etc., et surtout ils ont constamment sous les yeux la cause qui a donné origine à leur maladie. Il en résulte que la maladie s'augmente de jour en jour considérablement à un état tel que le cerveau devient surexcité et le sujet devient littéralement fou ; souvent il en résulte que le cerveau s'enflamme et se congestionne, ce qui produit le ramollissement et la congestion du cerveau. Ces maladies ne peuvent plus être guéries et il n'y a que la mort qui puisse les arracher à leurs infirmités.

Mais il ne s'agit pas seulement de considérer le mal, il faut en chercher le remède et le trouver. Ce remède est d'encourager les populations à faire interner leurs malades le plus tôt possible après la déclaration de la maladie. Il faut leur faire connaître les avantages qu'il y aurait à les faire interner. Pour cela, je suggérerais de faire publier des pamphlets dans lesquels seraient énumérés ces avantages, de distribuer ces pam-

phlets dans les villes et les campagnes, et aussi de faire annoncer à certaines époques de l'année par ceux qui sont chargés du culte les grands avantages des maisons d'aliénés. Je ne crois pas que les ministres du culte à quelque dénomination qu'ils appartiennent se refuseraient à rendre ce service aux populations, surtout dans les campagnes.

Il y a une autre chose, M. le président, qui est très importante à considérer. Ce serait d'intéresser les parents et les amis de parents et les municipalités qui sont maintenant obligées de payer la moitié de l'entretien des malades de la paroisse : de les intéresser premièrement à faire interner de suite leurs aliénés. On sait qu'en Belgique, pour engager les gens à faire interner le plus tôt possible leurs malades, on les interne aux frais du gouvernement pendant les premiers six mois, et après ces six mois ils sont aux frais de la municipalité pour moitié ou des parents lorsqu'ils sont capables.

Qu'on fasse la même chose ici, et l'on verra que les municipalités s'empresseront de faire interner leurs malades au plus tôt, dans l'espérance d'une prompte guérison, c'est-à-dire d'une guérison avant les six mois.

Il faut le dire, M. le président, nos municipalités reculent souvent devant la taxe qu'ils sont obligés de s'imposer pour l'entretien de ces malheureux ; on les laisse languir dans leur famille, et ce n'est que lorsqu'il n'est plus possible de les garder qu'on songe à les faire enfermer. Je ne crains pas de le dire, si les patients étaient internés dans les huit premiers jours de leur maladie, ce ne serait pas seulement un sixième de ces malades qui obtiendrait leur guérison, mais les trois quarts ; je ne parle pas de ces maladies de naissance dont j'ai parlé tantôt, mais je parle des maladies aiguës ; car les maisons d'aliénés ne sont pas faites pour être un refuge à tous ceux qui souffrent, mais pour ceux seulement qui peuvent être guéris.

Si le gouvernement mettait en pratique le système que je viens de mentionner ; je puis dire sans crainte qu'au lieu de dépenser \$220,000 chaque année on ferait une économie de \$150,000 et on obtiendrait un résultat bien plus efficace. On va dire que ceci est un paradoxe, on dira que cela amènera plus de malades. Oui, mais au lieu de les voir rester pendant quinze, dix-huit ans dans les maisons d'aliénés, comme cela se voit à Beauport, ils n'y resteront plus que quelques jours, quelques semaines.

J'espère, M. le président, que le gouvernement prendra ces quelques remarques en bonne part, et qu'il ne croira pas que je les fais dans le but de blâmer celui-ci ou celui-là, mais dans le but de faire du bien à la province, et de sauver quelques deniers. Mais ce n'est pas encore au

point de vue économique que je les fais ; c'est surtout au point de vue humanitaire. Je considère que si le gouvernement donnait à un grand nombre d'aliénés les moyens de recouvrer leur jugement, il rendrait un grand service à la province de Québec et surtout à ces malheureux.

L'honorable M. **Langellier**.—M. le président, on nous disait à la dernière session, que la loi que l'on nous proposait alors aurait pour effet de diminuer les dépenses de ce service. Nos arrêtés du conseil, pris en décembre 1878, avaient eu pour effet de diminuer le nombre des admissions, et cependant nous n'avions pas obligé les municipalités à payer leur quote part. Je croyais que la nouvelle loi de l'an passé diminuerait les dépenses d'une manière notable, mais je vois que je suis déçu dans mes espérances.

Dans une visite que j'ai faite à l'asile de Beauport, j'ai remarqué que cet établissement est extrêmement bien tenu. J'ai aussi remarqué qu'un homme demeurait là, aux frais de la province, au nombre des patients, et j'ai appris que cet homme possédait un avoir de \$16,000 déposé dans une de nos caisses d'épargnes. J'ai vu aussi une femme, dont le mari est un cultivateur à l'aise de St-Simon, comté de Bagot, et cependant cette femme est pensionnaire aux frais de la province. Une femme y a fait interner son mari pour cause d'ivrognerie. Je suis disposé à croire que la moitié des pensionnaires internés à l'asile de Beauport sont assez à l'aise pour payer leur pension. Je suppose qu'il en est ainsi de l'asile St-Jean de Dieu, bien que je ne sois pas au courant de ce qui s'y passe comme à Beauport. J'admets qu'aujourd'hui l'admission est entourée de mesures plus sévères, c'est fort bien, mais ces mesures ne sont pas encore assez sévères, à mon avis. Voici un cas qui le prouve : Une jeune fille fut internée à l'asile. Plus tard, j'ai appris que la mère de cette infortunée avait une rente annuelle de \$100. Il est vrai que le montant n'était pas élevé, mais la preuve qu'elle pouvait payer au moins une partie de la pension de son enfant, c'est qu'elle se faisait elle-même pensionner pour moins de \$100, et que, de fait, elle faisait des économies. Mais voici la raison que l'on donnait pour ne pas payer une partie de la pension à l'asile : c'est que les héritiers de la mère n'auraient rien si on prenait ce que l'on aurait pu consacrer à la pension de la jeune fille. Ces faits prouvent aussi la nécessité qu'il y a de faire une vaste enquête couvrant chaque cas des aliénés internés, à l'heure qu'il est, dans les différents asiles de la province.

Pendant que le gouvernement précédent était au pouvoir, j'ai pensé de faire faire cette enquête par les inspecteurs, mais je doute fort qu'ils en aient le temps. Il serait sage de dépenser quelque argent pour une

enquête de ce genre ; ce serait une dépense qui donnerait des résultats très avantageux, plus avantageux au point de vue du trésor que de continuer le système actuel par la crainte de dépenser quelques piastres, afin de se bien renseigner sur la nature de chacun des cas des patients admis dans nos asiles.

Une autre chose que l'on devrait faire, c'est d'établir une distinction entre les incurables et ceux qui peuvent être guéris. Il en est ainsi à Paris. Les asiles devraient être des hôpitaux et non pas le refuge de toutes les misères humaines comme c'est le cas à présent. Les idiots et les imbéciles, à moins qu'ils soient positivement dangereux, ne devraient pas être admis dans ces asiles, encore faudrait-il que le nombre en fut très limité. Si, comme je le disais il y a un instant, on faisait une enquête complète, on réduirait beaucoup les dépenses, et cela de deux manières. Un bon nombre de ceux qui sont aujourd'hui pensionnaires dans nos asiles pourraient être renvoyés dans leurs familles, comme incurables ; car leur séjour là ne peut leur être d'aucune utilité. Les dépenses seraient surtout diminuées par le fait qu'un grand nombre paieraient leurs frais d'entretien. Il y a deux ans les dépenses pour les asiles d'aliénés ne se sont élevées qu'à la somme de \$209,000 et cependant la loi adoptée l'an dernier n'existait pas ni aucune disposition semblable. Je constate, par les comptes publics, que les dépenses pour les dix derniers mois s'élèvent à \$210,000, ce qui fait pour l'année en gardant la même proportion, une dépense totale de \$245,000 ; soit 19 pour cent d'augmentation, Encore une fois, je le répète, il est absolument nécessaire de faire une enquête.

L'honorable M. **Marchand**.—M. le président, l'honorable Secrétaire provincial vient de lire à la Chambre un état établissant que le nombre des aliénés admis dans les asiles, depuis l'opération de la loi adoptée à la dernière session, est moins considérable que pour l'année précédente. Ainsi pour les huit mois et cinq jours écoulés depuis le 25 septembre 1880—date de la mise en vigueur de la loi, jusqu'au 1er juin 1881, il n'y a eu que 170 patients d'admis tandis que pour la période correspondante des années 1879-1880, le nombre de patients admis a été de 198, ce qui accuse une diminution de 28 patients. En sus de cette diminution de 28, l'honorable Secrétaire provincial prétend que 48 ont été, ou refusés par les médecins-visiteurs, ou les demandes d'admission ont été abandonnées fautes des formalités requises par la nouvelle loi, ce qui constitue, dans l'esprit de l'honorable ministre une autre diminution due uniquement ou à peu près à l'opération de la loi adoptée l'an dernier. Cela fait un total de 76 patients de moins.

Maintenant voyons au chapitre des dépenses afin de les mettre en regard avec les chiffres établissant le nombre des patients sous traitement. En 1879, il a été dépensé pour les asiles la somme de \$209,114.22. En 1880, celle de \$209,658.25. Que la Chambre veuille bien remarquer que cette dépense a eu lieu pendant l'opération de l'ancienne loi. Pour l'exercice en cours la dépense sera de \$214,626.16. Pour l'exercice 1881-82, c'est-à-dire pour l'année financière prochaine pendant laquelle la nouvelle loi sera en opération, on nous demande de voter non pas le chiffre de la dépense encourue en 1879-80, soit \$209,658, mais bien la somme de \$222,920. Maintenant je désire savoir pourquoi la dépense va toujours en augmentant tandis que le nombre des patients diminue. D'après ces données, nous pouvons constater une augmentation dans le crédit de \$30,000 ou \$40,000. Il serait assez intéressant de connaître la cause de cette augmentation en face de la diminution du nombre des sujets admis dans les asiles, diminution établie par les chiffres mêmes que l'honorable secrétaire provincial a fournis à la Chambre.

L'honorable Secrétaire provincial nous a dit que sur 170 patients admis pendant l'exercice en cours, 58 venaient des prisons. Ceci laisse 112 patients à la charge des municipalités. Or les municipalités d'où viennent ces patients doivent, suivant les termes de la nouvelle loi, payer la moitié des dépenses encourues pour eux. Je suppose, ce qui est très près de la vérité, je suppose donc que sur ces 112 patients, 50 sont internés à l'asile de Beauport et 62 à celui de la Longue-Pointe.

La moyenne des frais d'un patient à l'asile de Beauport est de \$141.00 et la moyenne pour l'asile de la Longue-Pointe est de \$100.00. Donc, en mettant, comme je l'ai dit il y a un instant, à 50 le nombre de patients internés à l'asile de Beauport, au coût moyen de \$141.00 chacun, cela fait un total de \$7,050.00 ; 62 patients à l'asile de la Longue-Pointe à \$100.00 en moyenne pour chacun d'eux, cela donne un total de \$6,200. Soit en tout \$13,250, ou disons, en mettant le tout au plus bas, \$12,000, dont les municipalités sont censés avoir payé la moitié par suite de l'opération de la nouvelle loi. Maintenant, je me demande pourquoi l'honorable trésorier n'a-t-il pas tenu compte de ces recettes. Pourquoi n'a-t-il pas, dans ses prévisions budgétaires, tenu compte de ce revenu, à percevoir en vertu de la loi adoptée à la dernière session. Je ne trouve rien dans l'exposé budgétaire de l'honorable ministre qui donne à croire qu'il soupçonne l'existence de cette recette qui devra pourtant être versée dans le trésor, si le gouvernement exige la mise en opération de la loi qu'il a fait voter à la Chambre. Non-seulement l'honorable trésorier provincial n'a pas l'air de connaître cette recette, mais de plus il nous demande un crédit accusant une augmen-

tation notable sur les années précédentes, en face de la diminution du nombre des patients et de la contribution que les municipalités ayant des patients aux asiles, sont obligées par la loi de verser dans le trésor. Ainsi, on demande cette année près de \$20,000 de plus qu'en 1880. Le moins que je puisse dire c'est que cela exige des éclaircissements de la part de l'honorable trésorier.

Il y a un instant, lorsque mon honorable ami le chef de l'opposition a pris la parole sur ce crédit, il reprochait au gouvernement de ne pas avoir perçu les sommes qui lui sont dues en vertu de la loi adoptée à la dernière session. A ce reproche, pleinement justifié par les faits soumis à la Chambre, un honorable ministre a répondu qu'il n'y avait encore rien d'échu. Et l'honorable secrétaire provincial a lu l'article de la loi relatif au sujet qui nous occupe en ce moment, et il a donné à cet article une interprétation qui ne me paraît pas absolument exacte. La loi oblige le shérif à informer le secrétaire-trésorier de la municipalité du nombre de patients dans les asiles à la charge de cette municipalité, mais en même temps, la loi oblige le shérif à exiger la somme due par cette municipalité pour les patients demeurant dans le territoire soumis à sa juridiction. Si la loi avait été mise en opération d'une manière sérieuse, un versement provenant de cette recette aurait été payé au premier mars. Le gouvernement devrait donc avoir l'argent provenant de cette source pour le temps écoulé depuis le 25 septembre, date de la mise en opération de la loi, jusqu'au premier janvier dernier, et les secrétaires-trésoriers, suivant les termes de la loi, auraient dû payer avant le premier mars ce qui est à la charge des municipalités tombant sous l'opération de cette loi. Le gouvernement n'ayant rien reçu, il ressort clairement qu'il n'a pas mis cette loi à exécution. Il paraît que les shérifs ne se sont pas conformés aux dispositions de cet acte de la Législature. Dans tous les cas, une chose certaine, c'est qu'il n'y a pas un sou dans le trésor provenant de cette source.

Maintenant, je me permettrai de poser trois questions à l'honorable trésorier de la province.

Comment se fait-il que le nombre des aliénés ayant diminué, il ne s'est pas produit une diminution correspondante dans le montant de la dépense, surtout depuis que la loi adoptée l'an dernier a été mise en opération.

En second lieu, pourquoi l'honorable trésorier n'a-t-il pas tenu compte de cette loi, ou plutôt des revenus qu'elle lui assure. Comme je l'ai fait voir à la Chambre, il y a un instant, 112 patients sur un total de 170 admis dans le cours de l'année dernière, paient la moitié de leurs frais d'entretien dans les asiles par l'entremise des municipalités. Il est à

présumer que, pendant l'année courante, un nombre pour le moins aussi considérable de patients paieront leurs dépenses, ce qui fait environ \$9,000 à \$10,000. Comment, dis-je, se fait-il que l'honorable trésorier ne tienne pas compte de cette somme. On est tenté de croire, en face de ce silence de l'honorable ministre, que le gouvernement n'est pas sérieux dans sa prétention de percevoir le montant fixé par la loi sur les asiles d'aliénés. Si au contraire, il entend réellement se faire payer ce montant par les municipalités, alors pourquoi, je le répète, ne pas en tenir compte dans le budget. Si l'on ne nous donne pas de bonnes raisons pour expliquer ce mystère, alors la Chambre sera obligée de croire que le gouvernement n'était pas sérieux lorsqu'il a fait voter cette loi par les Chambres, et qu'il ne l'est pas davantage aujourd'hui.

Je prendrai la liberté de demander, en troisième, lieu au gouvernement ce qui l'a empêché, au mépris de la loi, de percevoir les recettes provenant de cette source.

A la dernière session, lorsque cette loi a fait l'objet de nos délibérations, j'ai dit qu'elle ne me paraissait pas devoir être efficace dans son opération. Ce qui est arrivé justifie en tous points mes prévisions sur ce sujet. Je ne suis pas l'ami de cette loi, mais puisque le gouvernement a jugé à propos de la faire voter par la Chambre, il n'est que juste que nous connaissions pourquoi elle n'a pas été mise en opération, comme elle devait l'être. Il n'y a pas de meilleur moyen de déprécier une loi que de la faire tomber en désuétude, que de ne pas la mettre en force. Si le gouvernement était sérieux, il aurait dû percevoir immédiatement l'argent qui lui revient en vertu de cette législation. Mais, M. le président, je ne puis m'empêcher d'exprimer mon étonnement à la vue de mon honorable ami le trésorier provincial ne s'empressant pas de mettre dans le trésor ces sommes qui lui sont dues. J'en suis d'autant plus surpris que mon honorable ami a acquis une réputation de sollicitude telle pour les intérêts du trésor qu'il paraît, dans cette circonstance, être sorti de ses habitudes, et ce qu'il y a de pire, de son caractère. Je résume, M. le président, en une forme concise les trois points que je me suis efforcé de mettre en lumière et qui sont autant de questions que je pose au gouvernement.

1. Comment se fait-il que le nombre des aliénés ayant diminué, les dépenses ne soient pas diminuées dans la même proportion.

2. Pourquoi, si le gouvernement entend mettre en opération la loi adoptée à la dernière session, pourquoi, dis-je, l'honorable trésorier de la province n'a-t-il pas tenu compte dans ses prévisions budgétaires de la recette provenant de cette source.

3. Enfin, pourquoi le gouvernement ne s'est-il pas fait payer ce qui était dû au premier mars dernier, sous l'opération de la nouvelle loi.

Voilà les trois questions que je désire poser au gouvernement. Elles ont bien leur importance, importance d'autant plus considérable que l'état de nos finances laisse beaucoup à désirer.

L'honorable M. **Robertson**—*trésorier de la province*.—Je regrette de ne pas avoir les renseignements nécessaires pour donner immédiatement une réponse satisfaisante aux questions que l'honorable député vient d'adresser au gouvernement. Je le prie de bien vouloir attendre pour avoir ces réponses que le concours de la Chambre soit demandé sur le crédit pour les asiles. Je m'engage à lui fournir alors les renseignements qu'il désire avoir.

L'honorable M. **Marchand**.—Très-bien, je renouvellerai mes questions lorsque le concours sera demandé sur ce crédit.

M. le **Président du comité**.—Le crédit de \$222,920 pour les asiles d'aliénés est adopté. Divers en général \$20,000. Fonds des municipalités, (statuts refondus du Bas-Canada, chapitre 110, article 7) \$4,000. *Gazette Officielle de Québec*, \$15,000. Timbres, licences, etc., \$10,000. Police spéciale, pour les fins du revenu \$6,000. Ces crédits sont adoptés.

Le comité lève sa séance. Ces crédits seront soumis à la Chambre à la séance de lundi.

A six heures la séance est suspendue jusqu'à sept heures et demie.

Le projet de loi d'intérêt local qui suit est adopté dans les formes réglementaires :

Pour modifier la loi constituant " The Orford Nickel and Copper Company ".

Le projet de loi pour constituer la compagnie de transport de Montréal est adopté en deuxième lecture et renvoyé au comité des projets de lois d'intérêt local.

Le projet de loi pour rectifier une erreur matérielle dans les plan et livre de renvoi de la paroisse de Ste-Rose est adopté en deuxième lecture. La discussion des articles, en comité général, est fixée à la séance de lundi.

Le projet de loi pour rendre valides certains actes notariés est adopté dans les formes réglementaires.

L'honorable M. **Mercier**.—J'ai l'honneur de proposer qu'il soit déposé sur le bureau de l'Assemblée législative, copie de tous rapports faits par la compagnie du chemin de fer des Laurentides, en vertu de

l'article 22 de l'acte 32 Vict., chap. 51 et des autres chemins subventionnés par le gouvernement tenus de faire rapport.

Cette proposition est adoptée.

La Chambre adopte les crédits suivants votés par le comité du budget dans le cours de la séance du premier juin :

Faculté de médecine, collège McGill, Montréal, \$750 : Ecole de médecine et de chirurgie, Montréal, \$750 : Faculté de médecine, université Laval, Montréal, \$750 ; Société d'histoire naturelle, Montréal, \$700 : Société historique de Montréal, \$350 ; Société numismatique et d'antiquaires, Montréal, \$100 : Ecole de médecine (Bishop's College), Lennoxville, \$750 ; Société littéraire et historique, Québec, \$750 : Institut canadien, Québec, \$600 ; Société de géographie, Québec, \$300 ; Académie de musique, Québec, \$100 : Aide pour assurer la publication des rapports des décisions des cours de justice, à Montréal, \$1,000 : Aide pour assurer la publication des rapports des décisions des cours de justice, à Québec, \$1,000 ; Institut littéraire St-Patrice, Québec, \$300 ; Ecole de navigation, Québec, \$1,000 : Association de tir, province de Québec, \$500 : Aide pour la publication du *Le naturaliste canadien*, \$400 : Aide pour copier, imprimer et publier les archives canadiennes, \$2,460,

La Chambre adopte aussi les crédits suivants votés par le comité du budget dans le cours de la séance du 2 juin :

Corporation de l'hôpital général de Montréal, \$4,000 ; Malades pauvres, \$3,200 : St-Patrick's hospital, Montréal, \$1,600 : Sœurs de la providence, Montréal, \$1,120 ; Asile de St-Vincent de Paul, Montréal, \$600 : Protestant House of Industry and Refuge, Montréal, \$800 : Protestant House for friendless women, Montréal, \$200 : St-Patrick's Orphan Asylum, Montréal, \$640 ; Hospice de la maternité de l'université, Montréal, \$480 ; Asile Madeleine, (Bon Pasteur), Montréal, \$720 ; Asile des orphelins pour les catholiques romains, Montréal, \$320 : Sœurs de la charité, Montréal, \$800 ; Sœurs de la charité pour l'hôpital des enfants trouvés, Montréal, \$200 : Protestant Orphan Asylum, Montréal, \$640 ; Hospice de la maternité, aux soins des sœurs de la miséricorde, Montréal, \$480 ; Asile de la rue Bonaventure, Montréal, \$150 ; Asile de Nazareth pour les enfants pauvres, Montréal, \$400 : Ecole pour les aveugles, asile Nazareth, Montréal, \$1,230 : Atelier pour les aveugles, Montréal, \$300 : Dispensaire annexé à l'asile Nazareth, Montréal, \$320 : Société des dames charitables pour les veuves et les orphelins, ci-devant maison de refuge, Montréal, \$850 : Home and School Industry, (Harvey Instit.), Montréal, \$320 : St-Brigitt's Asylum, Montréal, \$800 : Frères de la charité St-Vincent de Paul, Montréal,

\$500 ; Hospice de Bethléem, Montréal, \$500 : Hospice de St-Joseph du Bon Pasteur, Montréal, \$200 : Protestant Infant's Home, Montréal, \$400 ; Women's Hospital, Montréal, \$500 : Church Home, Montréal, \$200 ; Institution pour le traitement des maladies des yeux et des oreilles, Montréal, \$250 ; Association charitable des dames de l'asile catholique et de Nazareth, Québec, \$1,140 ; Malades pauvres, Québec, \$3,200 ; Asile du Bon Pasteur, Québec, \$800 ; Ladies Protestant Home, Québec, \$750 ; Male Orphan Asylum, Québec, \$420 ; Finlay Asylum, Québec, \$420 ; Protestant Female Orphan Asylum, Québec, \$420 ; St-Bridgitt's Asylum, Québec, \$1,000 ; Dispensaire, Québec, \$200 ; Sœurs de la charité, pour les personnes vieilles et infirmes, Québec, \$200 ; Hôpital du Sacré-Cœur de Jésus, Québec, \$1,000 ; Hôpital du dispensaire, Québec, \$200 ; Hôpital des enfants trouvés, Québec, \$200 ; Women's Christian Association, Québec, \$200 ; Asile de Belmont pour les ivrognes, Québec, \$700 ; Hôpital de la marine et des immigrants, Québec, \$2,666.67 ; Hospice de la maternité aux soins des sœurs du Bon Pasteur, Québec, \$2,013.33 ; malades indigents, Trois-Rivières, \$2,500 ; Sœurs de la charité, hôpital des enfants trouvés, Trois-Rivières, \$400 ; Hôpital général, Sorel, \$700 ; Hôpital de St-Hyacinthe, St-Hyacinthe, \$500 ; Asile des Orphelins, St-Hyacinthe, \$200 ; Ouvroir de St-Hyacinthe, St-Hyacinthe, \$200 ; Asile pour le placement des orphelins, Knowlton, \$200 ; Hospice Youville, St-Benoît, \$200 ; Asile de la Providence, Côteau du Lac, \$300 ; Hospice St-Joseph, Beauharnois, \$200 ; Hospice Ste-Marie, Ste-Marie de Monnoir, \$200 ; Asile de la providence, Mascouche, \$200 ; Hôpital St-Jean, St-Jean, \$200 ; Sœurs de la charité, St-Jean, \$200 ; Hospice La Jemmerais, Varennes, \$200 ; Hospice des sœurs de la providence, St-Vincent de Paul, \$200 ; Hôpital de la providence, Joliette, \$200 ; Hospice de Laprairie, Laprairie, \$200 ; Hôpital St-Joseph, Chambly, \$200 ; Asile de la providence, Ste-Elizabeth, \$200 ; Sœurs de la providence de N.-D. de l'Assomption, \$200 ; Asile de la providence, Ste-Ursule, \$200 ; Hôpital de Ste-Anne Lapocatière, Ste-Anne, \$200 ; Sœurs de la charité, Rimouski, \$500 ; Hôpital de St-Ferdinand d'Halifax, St-Ferdinand, \$200 ; Hospice Yamachiche, Yamachiche, \$200 ; Hôpital et asile des orphelins, Sherbrooke, \$500 ; Sœurs de la charité, Lanoraie, \$200 ; Hôpital St-Paulin, St-Paulin, \$200 ; Hôpital de Longueuil, Longueuil, \$200 ; Hôpital de St-François du Lac, St-François, \$200 ; Hôpital de St-Louis, St-Denis, \$200 ; Sœurs grises de Farnham, \$200 ; Hôpital Notre-Dame, Montréal, en rapport avec l'université Laval, \$1,000 ; Hôpital de St-Joseph de la délivrance, Lévis, \$300.

La séance est levée.